



Jacques Kergoat,

La Part des Hommes, Les Editions de l'Atelier/Les Editions Ouvrières, Paris 1994.

Table des matières

[Avant-propos](#)

[Chapitre premier : L'adolescence](#)

[Chapitre 2 : La guerre](#)

[Chapitre 3 : Des anciens combattants à la franc-maçonnerie](#)

[Chapitre 4 : Sens : du PSF à la SFIO](#)

[Chapitre 5 : Le combat laïque](#)

[Chapitre 6 : L'insertion dans le parti socialiste](#)

[Chapitre 7 : La Bataille socialiste](#)

[Chapitre 8 : Le tournant de l'année 1934](#)

[Chapitre 9 : Autodéfense et unité d'action](#)

[Chapitre 10 : Pivertistes et Trotskystes](#)

[Chapitre 11 : Tout est possible ?](#)

[Chapitre 12 : Intervenir en Espagne ?](#)

[Chapitre 13 : La gauche révolutionnaire après juin 1936](#)

[Chapitre 14 : Le parti socialiste ouvrier et paysan](#)

- [De Munich à la grève du 30 novembre 1938](#)
- [Le PSOP : dépassement ou déchirements](#)

- [La dislocation](#)

[Chapitre 15: Mexico](#)

- [Le séjour aux USA \(août 1939 juillet 1940\)](#)
- [Mexico : l'installation](#)
- [Premiers conseils aux camarades français](#)
- [Les liaisons avec L'Insurgé](#)
- [Le chaudron mexicain](#)
- [La création de l'IFAL](#)
- [Vers le retour](#)
- [Une situation mexicaine dégradée](#)
- [Le retour et la réintégration](#)

[Chapitre 16 : La Fédération de la Seine](#)

- [Les ruptures](#)
- [Les débats théoriques](#)
- [La question coloniale](#)
- [L'Europe](#)
- [La troisième force](#)
- [L'évolution des rapports avec Guy Mollet](#)
- [Le décrochage](#)

[Chapitre 17 : Les années incertaines \(1950-1954\)](#)

- [La reconstruction de l'Internationale](#)
- [Les combats anticolonialistes](#)
- [La question laïque](#)
- [A la recherche de nouvelles alliances](#)
- [La communauté européenne de défense](#)
- [La démocratie dans la SFIO](#)

[Chapitre 18 : La rupture](#)

- [Le voyage en URSS](#)
- [De la démission de Mendès à celle de Savary](#)
- [L'opération mousquetaire](#)
- [Premiers doutes et fausse sortie](#)
- [Une nouvelle appréciation du mouvement communiste](#)
- [Algérie : la minorité s'organise](#)

[Épilogue](#)

[Sources et bibliographie](#)

Remerciements :

Merci à tous ceux et à toutes celles qui ont accepté de s'entretenir avec moi de Marceau Pivert : Pierre Broué, Yves Dechezelles, Étienne Duchemin, Claudio Gourez (Gorkin), Lucien Hérard, Yves Jouffà, Gilles Martinet, Mireille Osmin, Laurent Preciozi, Justinien Raymond, Jacques Robin, Jacques Simon.

Que soient aussi remerciés Bruno David, Jean-Paul Joubert, Denis Lefebvre et Gilles Morin qui m'ont communiqué des documents inédits et des entretiens qu'ils avaient réalisés.

Je tiens à exprimer ma reconnaissance à Jean-Jacques Aisenmann, Frédéric Cépède, Michel Dreyfus, René Lemarquis, Claude Pennetier et Nathalie Viet-Depaule qui ont bien voulu relire tout ou partie de ce manuscrit.

Que soit particulièrement remercié Jean-Jacques Marie, pour son accueil, ses encouragements et la totale mise à disposition de ses archives.

Mais surtout, cette biographie n'aurait pu être écrite sans les archives familiales que Jacqueline Outin nous a ouvertes. Elle doit encore plus à sa compétence, à sa gentillesse, à sa disponibilité de tous les instants, à son attachement à une certaine conception de la gauche.

AVANT-PROPOS



« Non, non, Marceau Pivert, il n'est pas question pour le gouvernement de demain "d'opérations chirurgicales". »

Ainsi s'emporte, le 29 juin 1936, l'Humanité, organe du Parti communiste :

« Non, non, poursuit l'article, il ne s'agit aucunement "d'un changement radical, à brève échéance, de la situation politique et économique. " »

L'homme qui signe cet article n'est autre que Marcel Gitton, membre du Bureau politique du PCF qui sera par la suite accusé d'être, depuis plusieurs années, un indicateur tenu par la police.

Il répond à un enseignant de quarante ans qui vient, au sein de la SFIO, de constituer sa propre tendance, la Gauche révolutionnaire. Modeste tendance qui existe surtout dans la Seine et recueille à peine 10 % des voix aux congrès nationaux.

L'article de Marceau Pivert, paru deux jours plus tôt dans Le Populaire, est une « Tribune libre » consacrée à la préparation du prochain congrès de la SFIO. Il explique qu'il faut aller au-delà du programme du Front populaire, qu'à son avis radicaux et communistes ne s'y opposeront pas ; il décrit ce que devrait être le Parti socialiste pour répondre à l'attente populaire : « Avec un tel parti, conclut-il, tout est possible ». Bref, ce n'est nullement un brûlot. Seulement on retient plus le titre - « Tout est possible » - que le contenu. Et le contexte social donne à ce « Tout est possible » une signification explosive.

Ce contexte, c'est le mouvement des occupations d'usine qui se déploie. Le 11 mai, l'occupation a été décrétée chez Bréguet au Havre, le 13 chez Latécoère à Toulouse, le 14 chez Bloch à Courbevoie, Le 26, la métallurgie parisienne s'ébranle.

Pivert, dans son article, n'en souffle mot. Mais les dirigeants du PCF, évidemment mieux informés de la situation dans les entreprises, comprennent le danger. Si ce mouvement d'occupation, qui s'annonce puissant et qui est spontané, trouve une traduction politique, fut-ce à travers les déclarations encore confuses d'un petit courant de la SFIO, alors, c'est toute la stratégie patiemment tissée par le PCF qui se trouve mise à mal. En effet, l'accord avec la fraction de la bourgeoisie susceptible de s'opposer au nazisme (en l'occurrence le parti radical) a pour contrepartie la modération sociale.

D'où la brutalité de la réponse de Gitton. Et, comme pour enfoncer le clou, Maurice Thorez conclura, dix jours plus tard, son célèbre discours « Il faut savoir terminer une grève » en reprenant l'antienne : « Non, tout n'est pas possible ».

Désormais, Pivert est l'homme du « Tout est possible ». Vingt ans plus tard - car il militera jusqu'en 1958 - ces trois mots lui colleront encore à la peau.

Malentendu? En partie sans doute. Car Pivert fut vite confronté à la conclusion « qu'avec un tel parti », il n'y avait, hélas, pas grand chose de possible. Mais en partie seulement. Car cet instituteur, issu d'un milieu rural, a réellement cru, sa vie durant, qu'avec une classe ouvrière mobilisée, consciente, unie, « tout » était effectivement possible.

CHAPITRE PREMIER

L'ADOLESCENCE



Moitié gris, moitié beige, Montmachoux est un petit village tout en demi teintes, aux confins de la Brie. Quand Marceau Souverain Pivert y naît le 2 octobre 1895, son père, Maximin, est journalier agricole, et sa mère, Julie, bonne à tout faire chez l'instituteur du village. Pour élever l'enfant, ils prennent, près de Montereau, une boutique qui tient à la fois de l'épicerie, de la

mercerie, de la graineterie, du débit de boissons et du bazar. Maximin y fait également office de sabotier et de coiffeur. Peut-être la famille Pivert se sent-elle déjà du côté des « partageux » ? En tout cas la boutique s'intitule « Au bon Saint-Martin » et sa façade s'orne d'une enseigne peinte, sur laquelle un personnage à cheval coupe avec son épée son manteau en deux et en donne la moitié à un mendiant.

En fait, c'est surtout Julie qui tient la boutique. Maximin donne un coup de main, mais dès qu'arrive la moisson, il se fait embaucher comme faucheur, domaine dans lequel, dira Marceau, sa réputation était « formidable » : « un véritable stakhanoviste avant la lettre ».1 C'est qu'en effet la boutique rapporte peu. Après la naissance du deuxième enfant, Charles, les ressources deviennent franchement insuffisantes, surtout si on veut assurer les études des deux fils. En 1904, on émigre alors « à la ville », c'est-à-dire à Nemours. Les Pivert y prennent une pension auberge de six chambres, au pied du château des ducs. La vie reste difficile. Par exemple, il n'y a, à la maison, que deux culottes. Quand Charles, le cadet, en a mouillé une et qu'il a fallu la laver, madame Pivert la sèche en s'asseyant dessus, pour qu'elle soit plus vite prête.2

Ce n'est pas d'hier que le milieu familial est modeste. Du côté paternel, ce que l'on évoque, c'est une petite ferme sans confort, où le travail est dur, et les contreparties faibles : bien souvent, pour fournir la subsistance familiale, il faudra poser des collets, braconner dans les bois du château, affronter les gardes du châtelain.

Quant à sa mère, elle est le sixième enfant d'un couple de paysans, les Aujard, qui vivent au hameau de Hardy, à Lorrezle-Bocage. Là aussi, la vie est misérable : entassés dans deux pièces, on mange de la viande une fois par semaine, quand elle n'est pas remplacée par un hareng saur. A travers parents et grands-parents, Marceau trouve ses racines dans un lignage de petits paysans où les traditions d'organisation collective ne sont certes pas très vivaces, mais où l'on sait qu'il y a « les petits » et les « gros ». Quand Marceau parle de ses « ancêtres briards en lutte depuis au moins trois siècles contre le château et contre l'église »,3 ce n'est pas seulement une manière de parler : la grand-mère de Marceau est lingère « au château », à Gurcy-le-Châtel. Et quand le curé lui fait visite et tente de la convaincre, la réponse fuse et fera le tour du village : « Monsieur le curé, non seulement je ne crois pas, mais je ne crois pas que vous croyez.

Les traditions familiales sont faites de résistance, celles que forgent à l'époque l'athéisme et l'anticléricalisme. Les deux « drames » dont se souvient Marceau de son enfance à Montmachoux sont d'ailleurs hautement symboliques. Le premier concerne « les exigences de la propriété privée », en l'occurrence « une correction exemplaire pour avoir grappillé un peu de raisin dans une vigne ». Le deuxième est « une bataille homérique avec les enfants de chœur (...) j'avais d'un coup de pied renversé le grand bénitier (portatif) sur la route, juste au-dessous de l'enseigne du bon St-Martin ».4

La cohabitation de l'anticléricalisme spontané et du respect sévèrement inculqué de la propriété privée débouche tout naturellement sur le radical-socialisme. D'ailleurs, si son grand-père maternel se contente d'être un libre penseur « convaincu », son grand-père paternel est un militant radical-socialiste organisé, se rendant régulièrement aux réunions du comité de Provins, participant aux campagnes électorales. Le père de Marceau s'inscrit dans la même tradition : il est militant de la « libre pensée » et vote régulièrement pour le candidat radical-socialiste, puis, en 1914, pour le socialiste. Mais il semble avoir eu peu d'influence politique sur Marceau.

Ses premiers contacts avec la pensée socialiste, les réflexions syndicales, le mouvement ouvrier qui s'organise, Marceau les attribuera plus tard aux conversations entendues au « 26 rue du Château », l'auberge familiale. Il est vrai que s'y côtoient des diamantaires, des typographes, et

surtout des carriers de Souppes, notamment un dirigeant syndical guesdiste, Arthur Chaussy, ami de son père. L'influence paraît cependant légère : Marceau a alors dix ans et bien d'autres centres d'intérêts.

D'abord il y a l'école. La première année, Marceau est resté à Gurcy. La « petite école mixte » et ses récitations « un peu longues » cohabitent avec la récolte des noisettes, le ramassage des pommes et la fabrication du cidre doux : « la vie scolaire du petit paysan ne manque pas de charme », estimera-t-il plus tard.⁵ Puis c'est l'école publique de Nemours, qui éblouit le jeune Marceau : « Toute neuve, (...) avec sa cantine, son service médical, son service dentaire. » L'école est dirigée par un cousin de Marceau, monsieur Aujard ; les études se passent bien.

Pourtant, Marceau a d'autres activités. Il s'occupe de son cadet. Bien, semble-t-il, ce qui n'empêchera pas Charles de manquer s'étouffer lors d'une mémorable « dînette » à hase de sable. Et puis il faut donner « un coup de main » à l'auberge, retaper les lits et vider les pots de chambre. Le jeudi, il doit préparer les escargots, devenus une des spécialités du restaurant. Avec le risque, chaque fois, d'arriver en retard pour le match de l'après-midi. Car Marceau est devenu un joueur de football passionné. Il participe à l'équipe de l'école et a, avec sa mère, les conflits qu'ont tous les gosses « pas très riches » : pas de quoi acheter des chaussures de foot, et les chaussures ordinaires sortent souvent en piteux état des matchs généralement acharnés.

Il entre à l'école primaire supérieure de Nemours et il y est un bon élève. Pour l'année scolaire 1908-1909, il est deuxième sur 17, avec 6,90 de moyenne sur 10. L'appréciation est sobre mais limpide : « Travail et progrès. C'est bien. » Il obtient le 4 décembre 1911 son certificat d'études primaires.

A l'époque, il n'existe aucune passerelle entre les lycées, réservés aux enfants de la bourgeoisie, qui permettent d'accéder aux universités et, de manière générale, aux études supérieures, et les écoles primaires supérieures, qui sont, pour les enfants du peuple, le bout de la route et le summum de ce qu'ils peuvent espérer. Pour les éléments brillants, une seule possibilité : l'École normale d'instituteurs. Marceau est repéré et encouragé à se présenter au concours d'entrée à l'École normale d'instituteurs de la Seine où, pourtant, les places sont chères (250 candidats et 40 reçus). Il y est admis en 1912, à l'âge de 17 ans.

C'est une autre vie. Faute d'argent, Marceau ne rentre pas à Nemours les fins de semaine, mais, pour autant, les feux de la ville ne l'attirent guère : il fréquente un peu l'Odéon et la Comédie française, mais n'évoque pour cette époque aucun « choc culturel ». De même, les émois de l'adolescence lui semblent étrangers, et il célèbre au contraire « la vie saine des provinciaux sans contact avec les tentations multiples de la vie trépidante des Parisiens ».⁶ D'ailleurs, il est malade dès qu'il prend le métro !

Par contre, il fait du sport. Levé à 5 h du matin, été comme hiver, il commence tous les jours, à 5 h 25 par « un petit 1 500 mètres », « pour s'échauffer ». Il fait du tennis, de l'athlétisme, et devient capitaine de l'équipe de football. Et surtout, il travaille. La première année, cependant, il n'est « que » 10e, avec 13,57 de moyenne. Mais l'appréciation est encourageante : « A bien travaillé, j'attends encore mieux de lui. Il peut se classer dans les tout premiers de sa promotion. »

On ne sait guère comment Marceau vécut les mois qui précèdent août 1914, la lente montée vers la guerre, les efforts et les discussions de l'Internationale socialiste, les discours de Jaurès, ses combats et ses incertitudes. « Aucun bruit de l'extérieur, dira-t-il quarante ans plus tard, ne venait

troubler notre quiétude innocente. »⁷ De fait, son apprentissage politique semble très limité : un seul de ses condisciples lit ostensiblement la toute récente Humanité.⁸

Marceau est, de plus, enfoui dans ses études. C'est en effet le 11 juillet 1914 qu'il obtient son brevet supérieur.

La déclaration de guerre a lieu le 4 août. Marceau, qui va avoir 19 ans, fait partie de la « classe 15 » et n'est donc pas immédiatement mobilisé. A partir du mois d'octobre, il est au contraire en stage comme élève maître (intérimaire), à Malakoff-Centre, en 3e classe, cours moyen. La solde ne l'emballe pas : « Avec 100 F, on ne peut pas s'en tirer »⁹ Mais autrement quelle fierté ! : « C'est un instituteur qui vous écrit ! »¹⁰ Ainsi commence sa lettre, après la première journée d'enseignement. La situation est pourtant loin d'être rose :

*« J'ai 55 gosses en moyenne dans une classe assez petite et j'ai une tâche assez difficile : très indisciplinés (quelques-uns sont des apaches en herbe), je dois me montrer rigoureux pour cette marmaille. Il y en a qui viennent avec le projet unique d'ennuyer le maître. »*¹¹

Ses réactions par rapport à la guerre témoignent sans fard du patriotisme laïque dans lequel il baigne. Il résume ainsi une conférence pédagogique d'un certain M. Phillibert :

*« C'est véritablement grâce à elle (l'école laïque) que s'est manifesté cet élan patriotique qu'il était impossible de soupçonner, et ses détracteurs doutaient de son œuvre ! »*¹²

Pour sa part, il continue d'ailleurs dans la même voie : « Tous les jours, je lis le communiqué officiel aux gosses et ils sont contents. »¹³

Quant à sa mobilisation, il l'attend avec impatience, voire même avec une certaine exaltation :

*« Mon vieux soldat de 92, en sabots et bonnet de coton : reçois le baiser de ton fils qui t'aime et qui va bientôt payer sa dette. »*¹⁴

Bref, comme le dira plus tard Marceau lui-même, il part en guerre « tout feu, tout flamme, le crâne encore bourré de chauvinisme par un professeur d'histoire qui ne rêvait que de reprendre l'Alsace-Lorraine ». ¹⁵

1. « Une histoire pour ma petite-fille », texte de Marceau Pivert daté d'octobre 1955, Archives Jacqueline Outin.

2. Entretien avec Madame Jacqueline Outin, 21 mai 1990.

3. « Mémoires d'un survivant », manuscrit rédigé par Marceau Pivert en 1957 (daté du 14 avril), à l'intention de sa petite-fille. Arch. J. Outin.

4. « Une histoire pour ma petite-fille ».

5. Id.

6. « Mémoires d'un survivant. »

7. « Une histoire pour ma petite-fille

8. « Mémoires d'un survivant. »

9. « Cher papa », 26 octobre 1914. Sauf indication particulière, la correspondance personnelle est issue des Archives Jacqueline Outin.

10. « Chère maman, cher Charles », 28 octobre.

11. Id.

12. Id.

13. Id., 6 novembre.
14. « Cher papa », 23 novembre.
15. « Mémoires d'un survivant »

CHAPITRE 2

LA GUERRE



A partir du 19 décembre 1914, il est encaserné près de Carcassonne, (« matricule 10 902, 146e de ligne, le peloton, 2e section, 8e escouade de la 25e compagnie »), enfin soldat, et fier de l'être. Sa première lettre est signée : « Ton fils, soldat des armées de la République. »

Tout lui paraît alors idyllique : le jus est « très bon ». « C'est bath de manger à la gamelle », le vin à quatre sous est « épatant » et le soleil aussi : « on se croirait au mois d'août. »²
Les exercices militaires n'échappent pas à cette euphorie au tir il est bientôt le meilleur de sa section : « J'ai placé huit balles dans l'espace d'une pièce d'un centime. C'était à 60 mètres (...) J'ai eu la mention très bien. »³

Bref, il a le sentiment qu'il « commence à devenir un soldat »⁴ : « J'ai les mains durcies par le fer et le bois du fusil et les pieds tournés par les godillots (...) Je voudrais que papa me voie manœuvrer, il verrait si ça claque, les mains sur les fusils on sur le fourreau de la baïonnette. »⁵
Même la musique militaire, et notamment « c'est pas de la soupe, c'est du rata », n'échappe pas à son enthousiasme. Y compris le texte : « Je commence à connaître les sonneries ; c'est bath les paroles. »⁶

Il apprécie la hiérarchie à l'Oeuvre dans l'armée, et les valeurs qui la sous-tendent. Il écrit ainsi, à propos d'une lettre de son père :

« Quant à sa phrase : les soldats sont les défenseurs de la patrie au même titre que les cadres, il doit avoir mal exprimé sa pensée. J'ai une opinion un peu différente : la responsabilité d'un chef est bien plus grande que celle d'un soldat pris dans le rang, sa tâche est plus ardue, sa valeur plus affirmée. ? »

Rien d'étonnant à ce que, dans ces conditions, il suive le peloton des élèves officiers de réserve. La déception est très vive : alors qu'il était certain de figurer parmi les dix élèves retenus, il n'en est rien : « Les pistonnés, écrit-il amèrement, sont donc classés dans les premiers. (...) Triste cuisine. »⁸

Marceau, choqué, part-il comme volontaire au front, comme il le dit, quarante-deux ans plus tard, « dans les tranchées du Bois-le-Prêtre, où je suis monté en avril 1915, sur ma demande »⁹ Il ne le semble pas. Il est vrai qu'il le demande. Mais sa hiérarchie le dissuade, et il se laisse convaincre. Ce qui ne change d'ailleurs pas grand-chose. Le 24 avril, son régiment part « voir les boches dans le Bois-le-Prêtre et en Lorraine annexée. »¹⁰

Le 30 avril, sa découverte du champ de bataille apparaît extrêmement sereine, du moins dans ce qu'il en dit à sa mère : « Tu ne peux pas te figurer ce qu'est la guerre par ici : terrible, tragique ? Penses-tu ! Non, le soleil, la verdure, la gaité de tous. »¹¹

Le 2 mai 1915 cependant, le ton change. Une courte carte postale commence ainsi : « Violente canonnade ; sommes en première ligne, mais n'intervenons pas. » Et le 3 : « Ton grand gars est à environ 50 mètres des boches. Nous progressons lentement : 2 ou 3 mètres par jour, car c'est avec la pelle et la pioche que nous allons sur Metz (...) Une violente attaque avait réussi avant hier, mais maintenant les boches ont contre-attaqué et les positions restent comme auparavant. »¹² L'adulte devenu antimilitariste donnera de la même brève période une description plus tranchée, en évoquant : « le cadavre mal recouvert », « que l'on remue à chaque relève. »¹³

Pour Marceau, la guerre et les tranchées ne vont cependant pas durer longtemps. Le 5 mai, il est évacué : « Le major qui m'évacue a diagnostiqué "ictère", c'est-à-dire jaunisse (...) J'enrage de n'être resté que 5 ou 6 jours au danger (où vont aller mes galons maintenant ?) (...) Cela vient des tranchées un peu humides, peu hygiéniques, et mon foie n'y était pas habitué. »¹⁴ Ceci permet de mettre fin à une légende tenace : ses maladies s'enchaîneront ensuite les unes aux autres, mais Marceau n'a jamais été gazé. ¹⁵

Le 6 mai, il est hospitalisé à l'hôpital de la Miséricorde à Toul. Les indications qu'il donne sont succinctes : « Une forte angine, mes doigts gonflent, et je ne les plie pas comme je veux », « un satané microbe de la scarlatine existait en moi à l'état latent », « où sont mes muscles ? »¹⁶ Il fournit, le 31 mai, une présentation plus synthétique : « Je te dirai quelles maladies terribles m'ont effleuré et quels symptômes j'ai présentés « typhoïde cérébro-spinale, origine diphtérique, scarlatine ! »¹⁷ En fait, il traverse une passe critique : « Je ne te le cache pas, ils n'avaient pas d'espoir ». ¹⁸

Mais dorénavant, ses lettres annoncent surtout qu'il va bien mieux, de mieux en mieux ! Sa mère n'est pas dupe. Elle écrit en marge d'une lettre du 2 juillet : « Comment a-t-il pu faire pour écrire dans l'état qu'il est avec son côté droit paralysé ! » Et, de fait, l'état de Marceau s'aggrave de nouveau. Le 9, il écrit : « Je dicte à un camarade, car j'ai un peu de rhumatisme dans le bras droit, rien de grave. » En réalité, Marceau frôle de nouveau la mort. Le courrier s'interrompt entre le 9 et le 23 juillet. Le 6 août 1915, il écrit à son père : « Un moment, j' ai été près d'aller voir Saint Pierre. Maintenant je suis sauvé ». ¹⁹

Lui a-t-on alors envoyé l'aumônier pour le confesser, ce qu'il refusa, connue il le déclare dans « Mémoires d'un survivant » ? Il n'en existe aucune trace dans sa correspondance. Par contre il voit effectivement un curé venir arracher une confession à un mourant.²⁰ A-t-on réellement préparé pour lui, à titre posthume, la Médaille militaire et la Croix de guerre, comme il le déclare également dans « Mémoires d'un survivant » ? Outre que cela peut paraître étonnant, du fait qu'il n'a pas été réellement blessé au combat et qu'il a passé peu de temps au front, il n'en parle pas dans sa correspondance. A-t-on choisi son cercueil, la grande taille, « sur trois modèles en série » ?²¹ Il n'en parle pas non plus dans sa correspondance. Mais il évoque par contre le fait qu'un cercueil resta quelque temps à côté du lit d'un de ses camarades de chambre ²²

Ceci dit, l'alerte a été chaude, et elle laisse des traces. La plaie qu'il a alors aux fesses se referme très lentement, son genou gauche devient énorme - c'est l'albumine - sa vue diminue et il est dans un tel état de faiblesse qu'il ne peut même plus « soulever le bras plus haut que l'épaule ». ²³ Il est alors transféré à l'hôpital de Voiron dans l'Isère, « suspendu » à un brancard attaché au plafond du wagon. Il a perdu vingt-cinq kilos, et il est en partie paralysé. Il en profite pour lire mais doit tourner les pages des livres avec ses lèvres, car seule sa tête bouge encore. Il a vingt ans. Il faut attendre le 18 novembre pour qu'il effectue sa première sortie, et le 28 décembre pour qu'il puisse partir en permission. Il est réformé temporaire le 11, octobre 1916, avec un taux d'invalidité de 45 %, et prend un poste d'instituteur à Montrouge. Il est rappelé aux armées le 1er février 1917, et

définitivement réformé le 1er octobre. Son taux d'invalidité est alors de 50 % : il passera successivement à 60 %, 70 %, puis 80%.

Ni la vie de caserne, ni l'hospitalisation n'ont changé le regard de Marceau sur la patrie, l'armée et la guerre. A propos du 1431, qui est à Carcassonne, il parle ainsi des « cochons » qui « lèvent la crosse en l'air et tirent sur leurs sergents ».24 Il affiche son regret de ne pas être « au front ». « Pendant ce temps-là, les autres se battent, et la virilité dont je voulais faire preuve n'a pas même été un feu de paille ».25 Et la xénophobie « antiboche » se traduit aussi bien par les cartes postales utilisées (par exemple celles de la « Ligue des patriotes », ornées de citations de Maurice Barrès) que par d'approximatives plaisanteries. Il écrit ainsi à son père, qui vient d'être mobilisé comme territorial : « Et si les boches veulent des pruneaux, donne leur en jusqu'à l'indigestion : ils commencent à crever de faim à Berlin. »26 Assez vite, il est amené à remonter le moral de sa mère, voire à la chapitrer, le bellicisme de celle-ci étant quelque peu hésitant.27

Son père meurt, en août 1917, dans les tranchées de l'Artois, où il avait été mobilisé comme « territorial ». Marceau, qui le respectait, mais en parlait peu, en fera un éloge funèbre d'une grande sobriété : « C'était, dit-il, un homme bon, un travailleur modeste et pacifique, un citoyen éclairé, unanimement estimé de ceux qui l'ont connu ».

1. « Ma chère maman », 21 décembre 1914. A partir de cette date, nous avons retrouvé sur un an, du 21 décembre 1914 au 28 décembre 1915, 202 lettres dont 146 à sa mère, 42 à son père, 5 à son frère, 4 à sa mère et à son frère, 2 à son père et à sa mère, 1 à toute la famille, 1 à un ami (Jacquentond), 1 à un ancien professeur (Thauzé). Cela correspond à plus de 4 lettres par semaine. Pendant un an, Marceau a écrit à sa mère tous les jours, sauf quand il est dans le coma ou quand elle est avec lui à l'hôpital. 11 envisage parfois de ralentir ce rythme, niais, alors que sa mère l'y encourage, il n'y arrive pas.

A quoi il faut ajouter qu'il entretient une correspondance régulière avec beaucoup d'amis, notamment avec Louis Caput, chez qui il a trouvé « une véritable affection fraternelle ».

2. Id.

3. « Ma chère maman ». Sans date, entre le 16 février et le 1er mars 1915.

4. « Ma chère petite maman », 10 février.

5. Id.

6. « Cher papa ». Sans date, entre le 9 et le 20 février.

7. « Ma chère maman ». Sans date, entre le 16 février et le 1er mars. 8. Id., 18 avril.

9. « Mémoires d'un survivant », 1957.

10. « Ma chère petite maman », 23 avril 1915.

11. « Ma petite maman », 30 avril. 12. « Ma chère maman », 3 mai. 13. « Mémoires d'un survivant ». 14. « Ma chère maman », le 5 mai.

15. Cf. Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, Jean-Paul Joubert, *Révolutionnaires dans la SFIO*, Justinien Raymond, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*. Voir pour ces références la bibliographie à la fin du volume.

16. Lettres du 28 mai au 31 mai.

17. « Ma chère maman », 31 mai.

18. « Chère petite maman », 4 juin. Il précise le 10, à son père : « La fièvre a monté à 40° ».

19. « Mon cher petit papa », 6 août.

20. « Maman », 17 mai.

21. « Auprès de qui on avait déjà placé un cercueil », écrit Justinien Raymond.

22. « Maman », 17 mai.
23. « Ma chère maman », 25 août.
24. Ici., 21 décembre 1914.
25. « Chère petite maman », 7 avril 1915.
26. « Mon cher papa », 2 décembre 1915.
27. « Ma chère maman », 18 décembre 1916.

CHAPITRE 3

DES ANCIENS COMBATTANTS À LA FRANC-MAÇONNERIE



A la fin de cette année 1917, Marceau a vingt-deux ans. Les longs mois de méditation et de lecture que sa maladie lui a imposés ne l'ont nullement tourné vers les débats du mouvement ouvrier, la guerre et la révolution, mais vers la philosophie scientifique. Ce qu'il a lu c'est Claude Bernard, Berthelot, Le Dantec, Poincaré, Houssaye, Borel. Richepin aussi, d'ailleurs, dont il a dévoré les « Sonnets amers » et dont un vers le marque pour la vie : « On est fils du hasard qui jeta le spermatozoïde aveugle dans l'ovaire ». Oui, ajoute Marceau, fils du hasard aussi le mort et le survivant. « Survivant » : l'idée, désormais, ne cessera de le hanter.

En tout cas il revient à la vie civile avec un double souci combler le retard pris dans ses études à cause de la guerre et de ses séjours à l'hôpital, et compléter un bagage scientifique dont, à travers ses lectures, il a pu constater les lacunes.

L'inspecteur primaire de Voiron, M. Mathieu, qui lui rend visite à l'hôpital et l'approvisionne en lectures, lui conseille de s'orienter vers l'École normale supérieure de Saint-Cloud. Il n'y a pas de concours entre 1914 et 1919, mais c'est cependant dès 1917 que Marceau prépare le concours d'admission, avec acharnement, en même temps qu'il fait sa classe d'instituteur à Montrouge. La nuit, il rédige les devoirs de mathématiques que lui envoie l'École universelle. Les jours où il ne fait pas classe sont tout autant remplis : les jeudis aux laboratoires de physique et chimie de la Sorbonne, les dimanches au Conservatoire national des Arts et Métiers. S'y ajoutent les soins qu'il doit suivre, car sa santé est toujours fortement ébranlée.

Pourtant, c'est alors qu'il noue un premier contact avec le militantisme. Un de ses camarades de promotion, Matou, devenu officier, décoré, amputé d'une jambe et d'un bras, est en effet classé « suppléant » par l'administration scolaire, ce qui signifie qu'il doit pourvoir aux remplacements, d'un jour sur l'autre, aux quatre coins de la région parisienne. C'est la révolte. Avec un amputé, Blanchin, qui est alors directeur d'école, il constitue le « Groupe d'action des instituteurs anciens combattants de la Seine ». L'objectif est d'améliorer le sort des mutilés. Il s'élargit très vite à la défense de l'ensemble des instituteurs anciens combattants. Voit ainsi le jour une association de défense des instituteurs anciens combattants, l'AGIFAC.

L'association en question est, à vrai dire, tranquillement corporative et sexiste : elle demande que les institutrices aient un salaire plus faible que celui des instituteurs et refuse en tout état de cause qu'elles enseignent dans les écoles de garçons. Et son secrétaire général, Marceau Pivert, estime « inique » le salaire égal, et « simpliste » « la substitution d'un personnel féminin à celui des instituteurs ».¹

Un article intitulé « Notre féminisme » et signé « Les féministes du groupe d'action », précise les aphorismes qui sont à la base de l'« action féministe » de l'association :

« L'homme a pour fonction de lutter, à l'extérieur de la famille, pour assurer l'existence de sa femme et de ses enfants. La femme a pour fonction de conserver à l'intérieur du foyer les réserves accumulées en prévision de la descendance (...) L'homme n'a pas plus le droit à la paresse que la femme mariée ne doit avoir le droit absolu au travail (...) Voilà sur quoi repose notre féminisme. Voilà ce qui nous entraîne, logiquement, à l'inégalité des salaires. »

Et plus loin, un article intitulé « Pendant qu'Arsène se bat commente les revendications féministes sur le partage du travail domestique :

« Soyez satisfaits, camarades poilus et mutilés, Madame ne vous demande pas encore de faire sa cuisine et de repasser ses bas. Mais cela viendra... »

Que Marceau lui-même partage ces points de vue et qu'il éprouve un réel malaise à l'égard des revendications d'égalité que portent les féministes, une sorte de conte qu'il écrit l'atteste surabondamment. Il s'agit d'un rêve dans un train où Marceau, brusquement vieilli, se trouve en présence d'un monde étrange :

« Il y eut autrefois, en effet, m'explique-t-on, une époque barbare où la femme était odieusement opprimée. Elle devait faire la cuisine, laver et raccommoder le linge, élever les enfants, soigner son mari et orner son intérieur. On lui interdisait tout travail autre que celui exigé par ses occupations domestiques. Elle était sous Ici tutelle de l'homme qui la traitait le plus souvent comme une esclave ou un être inférieur. (._) Une nouvelle réaction défia il plus rationnellement les rôles de chacun, (...) Chacun travaillait de soir côté. Les enfants étaient confiés à d'immenses crèches et passaient leur vie sans connaître leurs parents, tels les poussins d'une couveuse artificielle. Les couples s'unissaient, se séparaient, se rejoignaient en une délicieuse indépendance. On déjeunait dans de vastes restaurants où tout le monde dégustait la même soupe. »

A la fin du conte, Marceau se réveille, voit dans une glace « le visage rose et souriant d'une femme auvergnate qui dément son "cauchemar" : « Elles existaient encore ! » Et il conclut

« Toutefois pour éviter un nouveau cauchemar, le soir quand vient le sommeil, je pense avec force à ma mère dont le noble exemple m'a fait comprendre le rôle de la femme ! Et je rêve d'une lointaine, charmante et rose dulcinée qui le comprendra de la même façon. »²

L'activité corporative, en tout cas, se développe, et pose de nouvelles questions. Au-delà des instituteurs, ne faut-il pas regrouper l'ensemble des enseignants ? Sur ce chemin, Marceau rencontre bientôt les « Compagnons de l'Université nouvelle », qui s'occupent, eux, d'organiser les anciens combattants du secondaire et du supérieur. La fusion donne la Fédération des anciens combattants de l'enseignement, dont Émile Borel est le premier président, et Marceau Pivert le premier secrétaire général.

Du côté des interrogations politiques, il n'y a guère de changement. La révolution d'Octobre n'inspire à Marceau aucun commentaire. L'évolution de la SFIO, où les positions « anti-guerre » de Longuet sont devenues majoritaires, non plus. Il lui arrive certes de discuter tard dans la nuit avec son ami Louis Caput qui, revenu de captivité, a adhéré à la section SFIO du 14^e arrondissement : «

Je lui opposais, dit Marceau, des objections médiocres, celle du petit bourgeois individualiste, encore mal nettoyé de ses croyances patriotiques. »³

Marceau dit lire attentivement dans *Le Populaire* les articles de Jean Longuet. Et les diatribes de Raoul Verfeuil, membre de la 14^e section, qui défend alors des positions identiques à celles de Longuet, lui parviennent assourdies, rapportées par « Lili » Caput. Il participe aux manifestations du le, mai « comme curieux, mais aussi comme sympathisant ». ⁴ A la même époque en 1919, un de ses amis enseignants, Herbaudière, lui fait connaître Frédéric Brunet, que Marceau présente comme un socialiste « possibiliste » ⁵. Brunet prépare un livre, qu'il intitulera *Le socialisme expérimental* et demande à Marceau de rassembler les matériaux historiques : « Toute la partie historique, expliquera Marceau, est de ma main : j'eus beaucoup de plaisir à étudier l'histoire du mouvement socialiste et à découvrir les divergences des différentes écoles ». ⁶

Cette année 1919 est marquée pour Marceau par deux événements importants.

D'abord, il devient franc-maçon. il formule sa demande d'initiation le 6 avril 1919 et il est initié le 3 décembre. Quant au cheminement qui explique cette décision, il y eut peut-être l'influence de Frédéric Brunet, qui siégeait au conseil du Grand Orient, et, en tous cas, celle de ses amis instituteurs anciens combattants. Marcel Barbare, secrétaire de l'AGIFAC, est franc-maçon et membre de la loge « Étoile Polaire » du Grand Orient de France. Et c'est d'ailleurs à cette loge que Marceau formule sa demande d'initiation, le même jour que son ami Blanchie, avec qui il avait constitué le groupe d'action des instituteurs anciens combattants de la Seine. Il a, au préalable, épluché une brochure du Grand Orient de France, « *La Franc Maçonnerie* », et les mots qu'il y souligne sont probablement révélateurs de ses motivations : tolérance, libre examen, esprit critique, émancipation de l'esprit humain, diffusion des données acquises par la science, franchise nécessaire à la dignité de la vérité.

Sa loge, « l'Étoile Polaire », épouse les principales préoccupations à cette époque de la franc-maçonnerie, notamment l'aide à la construction de la Société des Nations que met en place le frère Georges Wilson. ⁷ Peut-être, cependant, « l'Étoile Polaire » est-elle un peu plus « sociale » que d'autres loges. Elle a ainsi adopté le 8 février 1919 un voeu sur la vie chère, et le 12 juillet 1920 une protestation contre la répression qui s'abat sur les cheminots en grèves Mais elle est par contre hostile au droit de vote des femmes ⁹ et ambiguë sur les questions coloniales. ¹⁰

Par ailleurs, Marceau reçu à l'ENS, entre à Saint-Cloud et tente d'assouvir sa boulimie de savoir. Il est en section sciences, et ne néglige aucune de ses ramifications, à commencer par les sciences appliquées. Mais il suit aussi, quasi clandestinement, les cours de philosophie du professeur Mélinand : c'est en seconde année seulement que celui-ci découvre qu'il a affaire à un scientifique égaré parmi les philosophes.

Il ne lit pas, il dévore. Par exemple, tout Proudhon. Et puis, grâce à un vieux syndicaliste avec qui il a sympathisé au restaurant, (« Henri »), il découvre Marx, Lafargue, et les vulgarisations de Gabriel Deville sur le marxisme et les socialistes scientifiques. Toute sa vie, il en sera reconnaissant à « Henri » (« cet ouvrier terrassier à pantalon de velours, plus cultivé que bien des professionnels de la politique »). ¹¹

Enfin à Villeblevin, à l'occasion d'une compétition sportive, il a rencontré Germaine Boulleau : non pas sur le stade, mais dans l'unique café du village que tient son père, et où elle donne parfois un coup de main. Elle est ravissante et Marceau a fière allure : les séquelles de la guerre n'ont en rien

affecté son apparence physique. Germaine veut, elle aussi, être institutrice et elle choisit, pour se rapprocher de Marceau, d'entrer à l'École normale de Melun.

La mère de Marceau trouve visiblement que Germaine n'est pas pour Marceau un très bon parti. Elle mettra bien des bâtons dans les roues et il y aura même des histoires de correspondances dérobées.¹² Mais Marceau passe outre et le mariage a lieu en août 1921 : Germaine sera la compagne de toute sa vie.

1. Marceau Pivert, « Nos revendications », bulletin n° 5 de l'AGIFAC, Archives Jacqueline Outin.
2. « Fantaisies pour l'Égalité », 8 août 1918, id.
3. « Mémoires d'un survivant. »
4. Id.
5. Id. Au congrès de Saint-Étienne, en 1883, Paul Brousse et les possibilistes proposent d'abandonner le « tout à la fois » et de fractionner les revendications, a pour les rendre enfin possibles, au lieu de nous fatiguer sur place à marquer le pas ».
6. « Mémoires d'un survivant. »
7. Voeu du 3 juin 1920, Archives de la loge Étoile polaire, Grand Orient de France.
8. Voeu du 12 juillet 1920, id.
9. Voeu du 14 mars 1919, id.
10. Voeu du 6 mai 1919, id
11. « Mémoires d'un survivant.
12. Entretien avec Jacqueline Outin.

CHAPITRE 4

SENS : DU PSF A LA SFIO



A sa sortie de l'ENS, Marceau a été affecté à l'École primaire supérieure de Sens avant d'être également chargé de la préparation en mathématiques (4e année) du concours des Arts et Métiers. Le 13 janvier 1922, Germaine Pivert est, elle aussi, nommée à Sens, à l'école de la rue Thénard.

Marceau se décrira plus tard comme « un jeune professeur plus républicain que socialiste, plus démocrate que révolutionnaire ». ¹ Certes. Mais le professeur républicain et démocrate est aussi devenu un militant politique : Marceau a en effet adhéré au Parti socialiste français, le PSF. ² A l'époque, cette appartenance n'est en rien secrète : Marceau lui-même la mentionne dans le document qu'il écrit pour préparer sa défense quand il est menacé de révocation. ³ Par contre, il a par la suite passé sous silence cet épisode et il a, avec constance, décrit la période qui précède son adhésion à la SFIO comme une période de tâtonnements, d'indécisions entre les divers courants de la SFIO ⁴ Les tâtonnements se sont en réalité interrompus : en adhérant au PSF, Marceau a choisi un engagement politique précis, qui le situe à droite de la droite de la SFIO.

Pourquoi, alors qu'il assume par la suite son appartenance à la Ligue de la République, qu'il présente comme une sorte de « club », Pivert ne mentionne-t-il plus jamais son adhésion au PSF ? Sans doute l'homme mûr, le dirigeant de la gauche du parti et le pacifiste convaincu se sentaient-ils très éloignés de ce qu'était à l'époque la politique du PSF. Et peut-être Marceau pense-t-il aussi que bon nombre de ses partisans auraient du mal à intégrer cet épisode à l'image qu'ils se font de lui.

Il est assez difficile de préciser sa date réelle d'adhésion au PSF. Mais Marceau a eu assez tôt des amis qui empruntent cette voie. Herbaudière, qui lui fait connaître Frédéric Brunet, et que Marceau se contente de décrire comme « un ami enseignant revenu (de la guerre) comme capitaine » est en réalité dès 1920 membre du comité central du PSF. Quant à Frédéric Brunet lui-même, que Marceau présente comme socialiste possibiliste avec comme seule précision supplémentaire que c'est un « brave homme », il est également président du Conseil général de la Seine et membre fondateur du PSF. Et le livre de Brunet, *Le socialisme expérimental*, auquel Pivert a collaboré deux ans auparavant, apparaît en fait comme la référence programmatique du nouveau parti.⁵

Les réseaux francs-maçons jouent à l'évidence un rôle dans le choix de Marceau : Brunet, nous l'avons vu, était franc-maçon. André Lebey, haut dignitaire du Grand Orient de France, fort connu pour son appartenance socialiste, est l'un de ceux qui quittent la SFIO en 1919 et fondent le PSF. Et à Sens, le PSF est représenté par un franc-maçon, Aristide Jobert, personnalité locale du mouvement ouvrier.

Néophyte mais actif, le jeune militant du PSF se jette à l'eau. Ils sont quelques-uns à l'initier, dit-il, « aux intrigues et aux controverses de la vie politique locale »,⁶ parmi lesquels Michelene, un collègue avec qui il sympathise et qui est l'un des pionniers du syndicalisme enseignant.

Marceau décrira ainsi ce premier bouillonnement

« Les républicains, les socialistes, les communistes, les ligueurs, les syndicalistes sont tout de même obligés de reprendre des contacts. »⁷

Ce n'est pas la réalité. L'objectif de ces premiers contacts est en fait de défendre aux élections des candidatures dites de « cartel des gauches », dont sont exclus aussi bien les communistes « auxquels nul ne songe vraiment à faire appel » que les socialistes, qui ont voté à leur dernier congrès une motion « dite "motion Bracke" » refusant l'accord électoral avec les radicaux. Marceau est très vite au centre de ces discussions, Et s'est formée en effet une section senonaise de la « Ligue de la République »,^R dont il est, dès sa création en avril 1922, le secrétaire.

Par ailleurs, il a offert sa plume à un petit journal, qui sert de tribune à l'opposition, *L'Avenir de l'Yonne*. Il y écrit, anonymement, une « Chronique du Père Charles ». Entre le 11 avril 1922 et le 26 janvier 1926, ce sont ainsi deux cent soixante-dix chroniques du « Père Charles » qui paraissent, auxquelles il faut ajouter huit « tribunes » que Pivert signe de son nom, en tant que secrétaire de la Ligue de la République ou en tant qu'instituteur sanctionné.

Ces chroniques, dont trente ans plus tard il notera avec fierté « qu'elles ont fait monter le tirage », reflètent bien les continuités et les évolutions de Marceau Pivert. Elles sont ainsi, avec constance, non seulement laïques mais anticléricales, et s'en prennent notamment très vivement aux Jésuites. Elles révèlent aussi l'influence principale qui s'exerce alors sur Pivert, celle de la franc-maçonnerie : les thèmes sur lesquels il fait ses chroniques, de la défense de Marty⁹ à la célébration de la Société des Nations sont ceux qui sont mis en avant dans sa loge. Mais des évolutions apparaissent aussi : Marceau est maintenant résolument pacifiste, voire antimilitariste. Le 23 décembre, devant les vitrines des magasins, la veille de Noël, il écrit

« Pas un sou pour un soldat de plomb, pas un sou pour un uniforme de militaire, pas un sou pour un seul de ces instruments de destruction, même symboliques, fusils, canons, cuirassés, sabres ou pistolets. »¹⁰

Sur les perspectives d'ensemble, les arguments employés sont ceux du réformisme classique : le problème n'est-il pas « de transformer la gare sans arrêter le trafic » ?¹¹

Mais ses chroniques sont d'abord un brûlot permanent, dirigées contre les cinq députés « Bloc national » du département et reflètent surtout les préoccupations électorales du moment. C'est dans ce cadre qu'il aborde, avec un aimable paternalisme, la question du vote des femmes.

« Dans quelques mois, nous aurons, nous, électeurs du sexe masculin, un compte à régler avec notre cher Bloc national. (...) C'est une affaire entre eux et nous. Mesdames les fiaures citoyennes, je vous en prie, laissez-nous nettoyer la place. Patientez un peu. (...) Le vote des femmes, aujourd'hui, changerait totalement la portée du résultat, quel qu'il soit. »¹²

Il traite de manière tout aussi désinvolte la question de la proportionnelle : il est pour, bien sûr, mais ... après les élections, et milite en attendant pour le scrutin majoritaire, plus favorable au Cartel des gauches.¹³

Pour l'essentiel, « le Père Charles » intervient comme un artisan résolu du Cartel des gauches, unitaire dans ce cadre, et prompt à s'en prendre aux « diviseurs ».

Le premier d'entre eux est, bien sûr, le Parti communiste décrit comme porteur d'une invraisemblable utopie, et les électeurs qui votent pour le PCF comme de doux rêveurs, en réalité plus proches des républicains que des bolcheviks. Ainsi, écrit-il :

« Voyons la réalité. Combien y a-t-il de ces communistes intégraux, qui rêvent d'un bouleversement immédiat ? (...) Tous les hommes de bonne foi savent bien que le communisme de nos paysans, le communisme de Renaud Jean est du socialisme tout simplement changé de nom. »¹⁴

En signalant que le fossé qui sépare les communistes des républicains ne serait pas difficile à combler, c'est alors au « sectarisme » du PCF et à son rôle de diviseur qu'il s'en prend. Et la figure emblématique qu'il interpelle, ce n'est pas Lénine mais Trotsky, pas le Trotsky du soviét de Pétrograd ou de l'Armée rouge, mais le spécialiste au sein de la III^e Internationale du mouvement ouvrier français, celui que l'on soupçonne d'avoir « manigancé » la scission à Tours, d'avoir imposé les 21 conditions et, probablement, « la 22^e », celle interdisant l'appartenance à la franc-maçonnerie. Évoquant les « oukases » de Trotsky, le « Père Charles » ajoute : « Nous nous retrouverons autour d'un verre, à moins encore que cet animal de Trotsky ne t'interdise de trinquer avec moi. »¹⁵

Mais il n'y a pas que les communistes à figurer dans la galerie des diviseurs : « certains socialistes » font aussi frémir le « Père Charles ». A commencer par la petite minorité qui veut s'allier aux communistes ou par ceux qui veulent aller seuls à la bataille comme c'est le cas de Bracke et de la grande majorité des guesdistes. Mais c'est la proposition de « l'alliance d'une minute », c'est-à-dire uniquement au moment du vote, qui l'irrite particulièrement : les socialistes, explique-t-il, « une fois élus, se promettent de mitrailler (...) le gouvernement radical-socialiste comme en ce moment l'on mitraille le Bloc national. »¹⁶

Les activités du jeune enseignant sont de plus en plus publiques. Il prend la parole pour la première fois à la Bourse du Travail de Sens, et c'est pour y présenter un représentant national de la Ligue de la République, qui se trouve être Stephen Valot. Puis, au cours de l'été 1922, il organise au théâtre de Sens un cycle de trois conférences à tonalité pacifiste : de Marmande expose « les dessous de l'affaire Caillaux »¹⁷, un jeune ingénieur de gauche, Francis Delaisi, « planche » sur l'importance du pétrole « et des pétroliers » dans les choix stratégiques de la dernière guerre, et un ancien officier de marine, ami d'Anatole France, Michel Corday, égrène des souvenirs « anti-guerre ».

Cette dernière conférence impressionne fortement Marceau Pivert.. L'ensemble impressionne également, mais de manière différente, le sous-préfet et les renseignements généraux. Comme si cela ne suffisait pas, Marceau lance alors l'idée d'opposer une candidature « républicaine » à celle du Bloc national, dans une cantonale partielle, à Chéroy, bastion conservateur. C'est l'ami de Marceau, Michelerne, qui accepte finalement d'être candidat, seize jours avant le premier tour, et qui, après une campagne tumultueuse, bat de 300 voix le candidat du Bloc national.

Flandin, président du Conseil et homme fort de la droite dans le département, a pris ombrage de l'activité d'un certain nombre d'enseignants républicains. Il demande au ministre de l'Instruction publique, Léon Bérard, de sévir. Les demandes de sanction descendent en cascade, jusqu'à l'inspecteur d'académie de l'Yonne qui demande sans ambage le déplacement de Pivert¹⁹

« M. le Ministre et M. le Recteur m'informent que leur attention a été appelée sur l'attitude politique de M. Pivert, professeur à l'EPS de Sens, dont l'action révolutionnaire deviendrait inacceptable et dont le déplacement s'imposerait. »²⁰

Cette sanction, Pivert semble la voir venir. A plusieurs reprises, les chroniques du « Père Charles » partent en guerre contre tous ceux qui veulent limiter le droit d'expression civique et politique des fonctionnaires en général, et des enseignants en particulier.²¹ Dès qu'il apprend la demande de sanction, Marceau organise lui-même sa défense et écrit un long mémorandum :

« En ce qui concerne les groupements auxquels j'appartiens, voici les plus importants : Ligue des droits de l'homme, Ligue de la République, Parti socialiste français, Fédération des anciens combattants de l'Enseignement public, Société française de pédagogie. Je pourrais ajouter différentes associations corporatives, parmi lesquelles l'Association professionnelle des instituteurs de la Seine. Je suis secrétaire de la section sénonaise de la Ligue de la République. (...) J'ai cru en toutes circonstances servir la démocratie et je ne sache pas que le citoyen Laprée, élu conseiller d'arrondissement du canton de Pont-sur-Yonne, que le citoyen Michelerne, élu conseiller général du canton de Chéroy, soient des "révolutionnaires", au sens péjoratif qu'on veut donner à ce mot. (...) Enfin, j'ai adressé par voie hiérarchique le 30 juin dernier, une demande de changement de poste avec l'intention bien arrêtée de poursuivre mes études. Ceci montre assez que d'une part, je désire travailler à mon perfectionnement propre et, d'autre part, que je n'ai aucune inclination particulière vers les travaux obscurs de la politique locale. Il ressort peut-être suffisamment de la présente défense que mon "action révolutionnaire" se borne à une simple action républicaine. »²²

Comme on le voit, la plaidoirie est modérée. Marceau se défend d'être un révolutionnaire et tend à se présenter comme un militant assez occasionnel. Prudence tactique ? Pour l'essentiel, probablement pas, si l'on considère que les traits de caractère qui s'affermiront plus tard chez lui sont, à vingt-sept ans, déjà présents : l'honnêteté, la droiture, le refus des « manoeuvres », voire même une forme de naïveté dans l'affirmation sans détour de ses convictions.

Mais en tout cas, la modération ne convainc pas. En septembre, le ministre revient à la charge et fait demander à Marceau, par inspecteur d'académie interposé, si c'est bien lui qui écrit, dans L'Avenir de l'Yonne, les chroniques signées « le Père Charles ». Motif

« Les articles seraient nettement hostiles au gouvernement et il lui arriverait de mettre en cause la préfecture et la sous-préfecture, ce qui amuse tout le monde, car nul n'ignore que l'administration est attaquée par un fonctionnaire qui relève d'elle. »²³

Trop, c'est trop. Marceau rompt, et répond sèchement, le 3 octobre, « qu'il refusera désormais, et jusqu'à ce qu'une loi ait supprimé aux fonctionnaires leurs droits civiques, de répondre à toute enquête politique. »

Le 10 janvier, le ministre défère Marceau devant le conseil départemental de l'Enseignement primaire de l'Yonne « qui aura à donner son avis sur le déplacement d'office de ce maître. »²⁴ Mais il n'est pas si simple que cela de sanctionner Marceau. Celui-ci est « déjà » bon professeur et estimé à ce titre. Sa première inspection générale lui avait été très favorable ²⁵ Et en effet, le conseil départemental d'Auxerre, réuni sous la présidence du préfet, décide, à l'unanimité moins une voix, « qu'il n'y a pas lieu de prononcer contre Pivert la peine du déplacement d'office. »²⁶

Mais les députés du Bloc national de l'Yonne insistent pour qu'on chasse Pivert de leur département. Le ministre, Léon Bérard, découvre alors que l'avis du conseil départemental n'est que consultatif, et on propose à Marceau l'exil dans une petite localité du Jura « jusqu'à assagissement ». Il demande à retourner dans le département de la Seine : au moins pourra-t-il travailler à l'Université et préparer son examen d'inspecteur. Sa demande est agréée mais à condition qu'il accepte de prendre un poste d'instituteur, c'est-à-dire en fait d'être rétrogradé, d'abandonner la carrière de professeur et les titres acquis par ses deux années à l'École normale de Saint-Cloud. Marceau est depuis peu papa : Jacqueline vient de naître. On ne sait dans quelle mesure cette récente paternité amène Marceau à ne pas pousser jusqu'au bout sa défense. Il finit en tout cas par accepter la proposition qui lui est faite.

Curieusement, Pivert n'utilisera pas les possibilités que lui offrent ses chroniques. Il faut attendre le 8 décembre 1923 pour que le « Père Charles » commente un article signalant que le ministre de l'Instruction publique a interdit à un enseignant de se présenter à un examen, et ajoute qu'il s'agit « d'une victime que nous n'avons pas oubliée, le jeune secrétaire de la Ligue de la République. »²⁷

Pivert espère-t-il que sa discrétion facilitera un arrangement ? Le journal ne souhaite-t-il pas trop se compromettre dans la défense de ce remuant collaborateur ? En tout cas, ce n'est que le jeudi 27 décembre 1923 qu'un petit article parle ouvertement de « l'affaire »,²⁸ et encore le fait-il par l'intermédiaire de la démarche de l'Association amicale des anciens élèves de l'École normale de la Seine, ce qui amène Pivert à préciser sa position.²⁹ C'est la première fois qu'il s'explique dans les colonnes du journal.

Pourtant, même déplacé dans la Seine, Pivert continue sa collaboration à L'Avenir de l'Yonne et ajoute même à ses chroniques du « Père Charles » des fabliaux signés « Jacquou le croquant ». Ces chroniques sont précieuses pour suivre ses évolutions.

La première concerne sa rupture avec le PSF. Depuis le début de l'année 1924, le « Père Charles » mettait volontiers sur le même plan le Parti socialiste de France et le Parti socialiste SFIO, communément rassemblés sous la formulation « les partis socialistes ». Or Aristide Jobert, le

leader du PSF sur l'Yonne, décide de se compter à l'écart du Cartel des gauches pour les prochaines élections. Le « Père Charles » sanctionne sans hésitation.

« Aujourd'hui, de toutes les communes du département, doit monter le cri d'indignation des républicains menacés par la manœuvre ir fume, dans tous les coins du département l'homme qui prétend représenter les socialistes de l'Yo ne doit être vomé par les républicains et par les socialistes de toutes nuances. »⁷⁰

La deuxième, c'est l'adhésion à la SFIO.³¹ Le 22 avril 1924, paraît ainsi une déclaration de militants socialistes adhérant au Cartel des gauches, que signe son ami le plus proche, Michelerne, appelant à reconstituer la SFIO dans l' Yonne. Ils envisageaient cette reconstitution depuis deux ans, mais ils l'avaient, précisent-ils, « ajournée pour nous consacrer au Cartel. »³² C'est à ce moment-là que, poussé par ailleurs par Louis Capot, Pivert adhère à la SFIO. Il a vingt-neuf ans.

Dans le choix qu'il fait alors, les leçons qu'il tire de la répression qui s'est abattue sur lui pèsent sans doute lourd. Trente ans plus tard, Marceau écrira : « J'étais vraiment "marqué à l'encre rouge", ce qui m'amène tout naturellement à considérer l'organisation syndicale et politique de la classe comme une nécessité imposée par les lois mêmes de fonctionnement de la société capitaliste ». ³³ A quoi on peut ajouter qu'il fait alors « l'expérience directe de la démocratie bourgeoise et de ses hypocrisies ». ³⁴ Il a en effet fait parvenir son dossier à Ferdinand Buisson, franc-maçon de haut niveau, dirigeant radical-socialiste, et laïque éminent. Buisson interroge directement le ministre, et la réponse de celui-ci mérite d'être largement citée :

« S'il (M.P.) fut traduit devant le conseil départemental, ce ne fut nullement en raison de son attitude politique, mais seulement en raison de la faute professionnelle grave qu'il commit en cours de l'enquête même à l'égard de ses chefs, en leur répondant sur un ton impertinent et arrogant et en leur déclarant qu'il se refusait à l'avenir à donner toute explication ». ³⁵

Or Marceau a en sa possession la lettre du 13 juillet 1922 qui précise que l'attention du ministre « a été appelée sur l'attitude politique de M. Pivert (...) dont l'action révolutionnaire deviendrait inacceptable et dont le déplacement s'imposerait ». Et Bérard continue :

« Quant à savoir si M. Pivert avait à se reconnaître ou non l'auteur d'articles de journaux, signés d'un pseudonyme, il n'appert pas de l'examen du dossier que la question lui ait été même posée ». ³⁶

Or, Marceau possède également la lettre du 22 septembre qui lui demande s'il est l'auteur « dans chaque numéro du journal L'Avenir de l'Yonne des articles signés « Le Père Charles », nettement hostiles au gouvernement ».

S'il hésitait encore sur « l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise », l'expérience de sa loge, l'Étoile Polaire, achèverait de le convaincre. Celle-ci proteste, au début de l'année 1923, contre des circulaires du ministère des Colonies qui prescrivent de surveiller les francs-maçons et les libres penseurs. Le ministre, Sarraut, « dément catégoriquement l'existence de toute circulaire sur ce sujet ». Mais la loge a en sa possession lesdites circulaires. Nul doute que Marceau l'honnête ait été profondément choqué.

C'est cependant dans l'aile la plus modérée et la plus « participationniste de la SFIO » que Pivert se reconnaît alors. A bien des égards, il est encore tout autant « républicain honnête » que socialiste convaincu. Mais ce côté « gauche du Cartel des gauches » qui le range, à l'intérieur de la

SFIO, dans la sensibilité de Renaudel, s'érode très vite devant les déceptions que procure la politique du cartel au pouvoir. Le 12 mai 1925, il énumère la longue liste des attentes de l'électorat³⁷, s'inquiète d'une possible « capitulation sur la question du Vatican », et constate que rien n'est fait pour l'école unique.³⁸

Et peu à peu, langages et raisonnements prennent une coloration plus anticapitaliste. Marceau vient de terminer son mémoire pour le diplôme d'études supérieures de philosophie, et celui-ci porte sur Constantin Pecqueur.³⁹ Travail dont profite le « Père Charles », qui appelle Pecqueur à la rescousse (« l'arène de la concurrence est couverte de morts »). Il écrit ainsi, à propos des cultivateurs, que « la fameuse loi de l'offre et de la demande est terriblement mortuaire pour les intérêts des consommateurs et des petits producteurs », et propose « la réglementation, la prise en charge par un Office du blé de la récolte nationale de l'année et l'achat par cet office du complément de blé qui nous fait défaut pour la consommation. »⁴⁰

La même tonalité réapparaît en ce qui concerne la politique financière du Cartel à propos de laquelle le « Père Charles » explique :

*« S'il faut des mesures révolutionnaires comme l'impôt sur le capital, elles seront votées, soyez-en persuadés, malgré les cris des gros, pour le salut des petits, pour le salut de tous ».*⁴¹

Et, sur cette question, il prend peu à peu parti pour la politique que préconisent les socialistes, contre celle de Caillaux, qu'il défendait encore il y a peu de temps.⁴² Le 5 novembre, enfin, il approuve l'abstention des socialistes, explique qu'elle signifie « Halte-là aux politiques de conciliation dont les travailleurs sont victimes » et termine : « Je ne vous cacherai pas que ce langage me plaît. »⁴³ Pivert, peu à peu, semble bien se mettre au diapason de son nouveau parti.

1. « Mémoires d'un survivant ».

2. Le PSF naît officiellement en mars 1920 d'une scission de la SFIO hostile aux « concessions » à l'égard des bolcheviks. Son orientation est résumée dans la déclaration de son congrès de fondation : « Nous pensons seulement que notre amour de l'humanité n'exige pas le sacrifice de notre amour pour la France, et nous estimons que la transformation socialiste se fera non pas avec des cris et des violences, mais par le travail et l'organisation. » Les nombreux chercheurs, historiens et hommes politiques qui ont écrit sur Pivert et le pivertisme n'ont jamais mentionné l'appartenance de Marceau Pivert au PSF.

3. Arch. J. Outin.

4. « Mémoires d'un survivant ».

5. Cf. Zévaes, Le Parti socialiste entre 1905 et 1924.

6. « Mémoires d'un survivant ».

7. Id.

8. La ligue de la République est une formation dont l'origine maçonnique est quasi publique. Elle regroupe pour l'essentiel des radicaux hostile à l'union nationale et des membres du PSF, notamment Stephen Valot, qui est membre du bureau.

9. « L'officier mécanicien Marty », « mutin de la mer Noire » est toujours emprisonné. Pivert approuve la campagne selon laquelle « voter républicain, c'est aussi voter pour Marty ». Ce dernier n'apparaît pas alors comme membre du PCF. Pivert écrit ainsi : « On dit qu'il est communiste.

C'est peu probable. » Son appartenance à la franc-maçonnerie est par contre connue.

10. « Guerre à la guerre », L'Avenir de l'Yonne, 23 décembre 1924.

11. « La main dans la main », signé Michelerne (président de la Ligue de la République) et Pivert (secrétaire de la Ligue de la République), id., 8 juin 1922.
12. « Le vote des femmes », id., 7 novembre 1922.
13. « Sur le mode de scrutin », id., 7 avril 1923.
14. « La main dans la main » id 1^{er} juin 1922. Voir G. Belloin, Renaud Jean, le tribun des paysans, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières. 1993.
15. « Gédéon me fait de la peine », id., 4 janvier 1923.
16. « Préparons notre bloc », id., 22 janvier 1923.
17. Homme de droite et bourgeois authentique, Caillaux est à cette époque mis en quarantaine par la droite qui l'accuse de pacifisme.
18. « Peut-être cette séance contribua plus que tout à nia "vocation" de militant socialiste. » (« Mémoires d'un survivant »).
19. Marceau écrira plus tard que c'est en réalité sa révocation qui était demandée (Id.)- Mais il n'existe aucune trace écrite de cette demande.
20. Lettre de l'inspecteur d'académie de l'Yonne à M. l'inspecteur primaire à Sens, 13 juillet 1922, Arch. J. Outin.
21. « Chroniques du Père Charles » des 30 mai, 28 octobre et 21 décembre 1922, ainsi que des 4janvier, 22 février, 21 et 24 avril 1923.
22. Arch. J. Outin.
23. Lettre de l'inspecteur d'académie à l'inspecteur primaire, 26 septembre 1922, id.
24. Lettre de l'inspecteur d'académie à Pivert, id.
25. « Mémoires d'un survivant ». 26. Arcli. J. Outin.
27. « Singuliers procédés de gouvernement », L'Avenir de l'Yonne, 8 décembre 1923.

28. « Le cas de Monsieur Pivert », id., 27 décembre 1923.
29. « Le cas de Monsieur Pivert ». lettre ouverte de Marceau Pivert, id., 5 janvier 1924,
30. « Le sort en est jeté », id., 15 avril 1924. 31. « Groupons-nous », id., 31 mai 1924.
32. Id., 22 avril.
33. « Mémoires d'un survivant ». 34. Id.
35. Arch. J. Outin. 36. Id.
37. « Nous voulons », L'Avenir de l'Yonne, 12 mai 1925.
38. « Toujours l'école unique », id., 29 septembre 1925.
39. Constantin Pecqueur (1801-1887) a publié en 1837 une «Économie sociale » dont Marx apprécia le « matérialisme ». A partir de 1848, il se déclara communiste, critiqua Proudhon et influença des hommes comme Considérant et Benoît Matou.
40. « Les loups devenus bergers », id., 19 février 1925. 41. « Corps à corps », i<!.., 7 avril 1925. 42. Chroniques des 11 juin, 16 juin et 11 août 1925.
43. « L'attitude des socialistes », id., 5 novembre 1925.

CHAPITRE 5

LE COMBAT LAÏQUE



Marceau est maintenant parisien et habite rue Eugène Gibez, dans le 15e arrondissement, un très modeste trois pièces. Bien qu'il soit maintenant membre du Parti socialiste, c'est le militantisme laïque qui lui prend alors la majeure partie de son temps. Il devient en particulier l'un des principaux

propagandistes du thème de « l'école unique » qui abolirait les inégalités entre filières et assurerait de la maternelle à l'enseignement supérieur, le même cheminement à tous.

Ici aussi les influences franc-maçonniques ne sont pas négligeables. Le 1- mars 1924 son ami Barbare présente ainsi en loge un long et intéressant rapport, qui met en évidence le fait que les partisans de l'école unique ne sont pas tous favorables au monopole de l'enseignement : reste présente chez certains d'entre eux la vieille crainte guesdiste que l'on remette ainsi « une arme formidable » aux mains du gouvernement.

Marceau lui-même est très vite membre, puis président, du « groupe fraternel de l'enseignement », et c'est à ce titre qu'il rédige, en collaboration avec Pignochet, la brochure sur l'École unique qui paraît en 1925.² Celle-ci reprend le rapport de Barbare de l'année précédente, mais elle est plus complète, et, sur quelques points, présente des inflexions. Sur le monopole, par exemple, si Pivert rejette « l'idée de l'imposer brutalement et prématurément », il ajoute cependant : « Celui-ci, quelle que soit sa forme (étatisation ou nationalisation) apparaît cependant comme la fin dernière au moyen de laquelle seront vaincues les ultimes résistances ». Plus largement, Marceau imprime sa marque à ce rapport d'art moins deux autres manières.

La première, c'est la tonalité antimilitariste. Le parallèle est fait avec les « Couvres de mort », et Marceau suggère de trouver le milliard nécessaire à l'école publique, par « la compression rigoureuse des budgets de la guerre et de la marine ».

La deuxième, c'est la tonalité « classiste ». Marceau présente ainsi l'organisation actuelle de l'école comme permettant aux « privilèges de fortune » d'assurer à une classe la direction effective de la société. Il ajoute que si l'école unique ne voyait pas rapidement le jour, la classe ouvrière serait alors en droit de penser que la bourgeoisie « n'abandonnera ses privilèges que si nous les lui arrachons par la force ». Et il conclut par la proposition de financer l'École unique par un impôt sur les fortunes individuelles, un « prélèvement sur le capital ».

Très vite, c'est au titre d'affiliations multiples que Marceau mène sa campagne. Il est ainsi membre du Comité directeur des Compagnons de l'Université nouvelle, membre du Bureau national du syndicat national des instituteurs, membre de la Ligue des droits de l'homme, membre du conseil général de la Ligue de l'enseignement et c'est à ce dernier titre qu'il crée aussi dès 1925, le « Comité pour l'école unique » qui regroupe 43 organisations « démocratiques ».³

Pour l'école unique et pour la laïcité, Marceau arpente désormais les routes et les chemins : Chelles, Cambrai, Conflans-Sainte-Honorine. Peu à peu, c'est sur la question de la nationalisation de l'enseignement que ses interventions apparaissent les plus significatives.

C'est d'abord au SNI, en 1927, qu'est pour la première fois mise à l'ordre du jour cette question. Pivert y fait une intervention remarquée pour la nationalisation, en expliquant que celle-ci n'est pas le monopole d'État, parce que l'État n'est pas la nation.

*« L'État n'est pas autre chose que l'instrument de coercition d'une classe, et la classe ouvrière opprimée ne peut s'en remettre du soin de l'émanciper à ceux qui seraient évidemment les premières victimes de son émancipation. Si le monopole a un sens, c'est celui de la nation. La nation ce sont des forces sociales les plus diverses, c'est la poussée de tout ce qui dans les pays, se contrebate, se contredit, ce sont des équilibres de forces qui peuvent être renversés d'un moment à l'autre. C'est dans ce pouvoir qui se transforme sans cesse que nous avons le devoir et le droit d'installer le pouvoir sur l'école ».*⁴

Mais surtout là où son intervention tranche singulièrement, c'est quand il explique qu'il existe entre la conception de l'éducation et l'évolution de la structure d'une société une relation fondamentale. La bourgeoisie, explique-t-il, n'a plus besoin de l'égalité scolaire. Ce sont les besoins de la classe ouvrière que reflètent aujourd'hui la bataille pour l'école unique et la défense laïque. On le sait, le syndicat adoptera finalement la perspective de la nationalisation de l'enseignement, en l'assortissant de la gestion « tripartite », c'est-à-dire par la mise sur pied, à côté d'un ministère de l'Éducation nationale, d'un « conseil central d'éducation », composé par tiers de représentants de l'État, de techniciens de l'école et d'usagers.

L'année suivante, au congrès du SNI, c'est un invité d'honneur, Ferdinand Buisson, qui rouvre le débat. Fort du vote du congrès de la Ligue des droits de l'homme, qui a « écarté la question du monopole », Buisson adjure les congressistes de revenir, au nom de la « liberté d'enseigner sur leur vote de l'an passé » : en votant « la nationalisation, c'est-à-dire le monopole », on fait, explique-t-il, « le jeu de nos adversaires ».

C'est Pivert qui répond et qui estime qu'il y a maintenant « chez ceux qui ont créé l'école laïque, une incompréhension des besoins qu'exige la bataille laïque » :

*« Un idéal comme celui de la laïcité est en relations étroites et permanentes avec la bataille sociale (...) La notion idéale de liberté est devenue partout le droit d'exploiter les travailleurs (...) Puisque la liberté de l'enseignement ne suffit plus, nous demandons la reprise de possession de la gestion du service public ».*⁵

Le congrès ne suivra pas Ferdinand Buisson. Dans le débat, Pivert détaille plusieurs points : l'existence de trois degrés d'éducation (« en partant des petits enfants pour aboutir aux plus hautes sphères de la science »), la nécessité d'intégrer l'enseignement technique dans le cadre de l'enseignement général (« à la place de fabriquer des producteurs en série, cet enseignement, comme les autres, formera d'abord les hommes »), les bienfaits de la sélection, par l'intermédiaire du Certificat d'études (« elle interdira à la classe sociale qui actuellement tient les manettes de commande, [...] de se réserver les sphères dominantes »), le choix de faire porter les efforts vers la prolongation de la scolarité (« vers tout ce qui est contradictoire avec les intérêts du capitalisme »). La plupart de ces propositions sont entérinées par le congrès, et, si on en croit le compte rendu, Pivert est maintenant l'un des orateurs les plus applaudis.

Quelques mois plus tard, à son congrès de Marseille, la Ligue de l'enseignement adopte également la perspective de la nationalisation. Pour autant, la bataille n'est pas terminée. Il reste en effet à convaincre le Parti socialiste. L'activité de Pivert sur l'école n'est pas restée totalement extérieure au Parti socialiste. Il y a fait des conférences, notamment dans le cadre de la tendance qu'il a finalement rejoint dans la SFIO, la « Bataille socialiste », et celles-ci ne sont pas sans écho.⁶ Pourtant, c'est d'abord au sein de sa propre tendance que l'orientation vers la nationalisation rencontre des réticences. Ce sont d'abord J.-B. Séverac, Léon Osmin et Daniel Mayer qui émettent des réserves.⁷ Et c'est Zyromski qui reformule de la manière la plus nette les vieilles craintes guesdistes.^s La nationalisation reviendrait en effet « à mettre entre les mains de la classe possédante qui domine l'État, un formidable instrument d'oppression ». Quant à la solution que propose Zyromski, elle reproduit elle aussi les illusions guesdistes : « Créer un système scolaire soudé aux organisations syndicales ».

Pivert, dans *Le Populaire*, entreprend d'abord, sans trop y croire, de rassurer Zyromski en lui rappelant que le congrès de Rennes du SNI avait maintenu le pouvoir pour la nation de déléguer le

droit d'enseigner. Dès lors, explique-t-il, « la piste est ouverte pour nos écoles moyennes, nos écoles de militants, qui toutes intéressent un âge scolaire supérieur à celui du premier degré »⁹ Il est plus convaincant quand il explique que la nationalisation ne concernera que la gestion d'un service public. En ce qui concerne la matière même de l'enseignement :

« L'organisme d'exécution que nous entendons créer, quelle que soit la forme de la gestion, c'est le conseil des maîtres (...) seul qualifié pour régler le fonctionnement pédagogique de l'école, fixer les méthodes, coordonner les effectifs, introduire dans la communauté scolaire le ferment des initiatives individuelles et le ciment des disciplines collectives ».

Marceau en profite pour contester au passage la formule à laquelle semble être arrivé Émile Kahn, rédacteur de la motion proposée au congrès, la gestion paritaire. En ce moment, explique-t-il, le syndicalisme arrache déjà les améliorations que permet le rapport de forces. Or,

« La gestion paritaire risque de cristalliser celles-ci jusqu'au jour de la prise du pouvoir : la gestion tripartite, au contraire, permet la traduction presque au jour le jour des progrès de la conscience ouvrière ».

Et surtout, il reproche à Zyromski de « sous-estimer un peu » les forces dont les socialistes peuvent disposer dans les grands services publics « en faveur d'une action de classe qui demeure en dernière analyse, l'élément essentiel de tous les problèmes que nous avons à résoudre ».

Les débats sur ce point ne recoupent pas les habituels courants. Zyromski et Séverac reçoivent l'appui de Marcel Déat, et Pivert le renfort non moins inattendu d'un socialiste chrétien, André Philip.

Mais finalement, c'est à l'unanimité que le congrès vote que le Parti socialiste :

*« En accord avec les organisations syndicales se rallie à la conception de la nationalisation de l'enseignement qui (...), régie par un office tripartite de l'éducation nationale, réalisera enfin l'école vraiment neutre et universelle ».*¹⁰

Une fois tranchée la position du parti, l'activité laïque de Marceau ne se relâche pas pour autant.

Au congrès de la Ligue de l'enseignement, qui se tient le 5 juin 1930 à Clermont-Ferrand, il présente ainsi un long rapport intitulé : « Le noyautage de l'enseignement par les Davidées ».

De quoi s'agit-il ? Davidée Birot est un personnage de René Bazin. Institutrice publique, et fille de franc-maçon, Davidée Birot se convertit au catholicisme. Elle proclame dorénavant « qu'il n'y a pas d'éducation sans foi catholique », conviction qu'elle n'hésite pas à défendre ardemment, « la courageuse, la brave, la crâne petite fille qu'elle est » devant son inspecteur primaire. C'est en 1916 que cinq institutrices catholiques de la région de Barcelonnette ont décidé de s'inspirer de cet exemple et ont fondé l'association « les Davidées ».

Le rapport que présente Marceau Pivert est méticuleux. Il détaille l'implantation des Davidées, dont il estime la progression inquiétante : 3 500 en 1925, 6 000 en 1927, environ 8 000 en 1930. Il explicite, textes à l'appui, l'orientation des associations : non seulement réintroduire à l'école publique l'enseignement religieux confessionnel, mais aussi « discréditer l'œuvre politique et morale de la révolution française ».¹¹ Quant aux subtilités pédagogiques auxquelles recourent les Davidées pour leur travail propagandiste, il en donne des exemples savoureux. En mathématiques, par exemple, a-

t-on bien remarqué que si on multiplie zéro par un quelconque nombre fini, le résultat, si grand que soit ce nombre fini, est égal à zéro ? N'est-ce pas la preuve que l'homme ne peut rien créer à partir de rien ? Et donc que Dieu existe...

Quant aux conclusions, Pivert s'élève contre les avancements généreusement accordés aux Davidées et signale qu'il peut y avoir matière à sanction s'il y a violation flagrante du principe de la neutralité confessionnelle. Mais il précise aussi qu'il faut préserver la liberté d'opinion, qu'il ne saurait y avoir de sanctions basées sur la simple appartenance à l'association. De telles pratiques, estime-t-il, risqueraient fort de se retourner contre les révolutionnaires.

Dans la discussion qui suit, Pivert éclaire assez les deux pôles autour desquels, sur la question laïque, s'organise sa Pensée. Le premier renvoie à l'idée qu'il existe une objectivité scientifique qui serait par elle-même révolutionnaire (« Tout leur enseignement s'imprègne de prosélytisme religieux : le nôtre sera simplement objectif, c'est-à-dire qu'il aura une vertu révolutionnaire inattaquable »).¹² Le deuxième renvoie à la liaison entre laïcité et bataille de classe. « Les Davidées veulent établir des liens entre les familles par le moyen de la religion. Nous établirons ces liens par notre communauté d'action avec le prolétariat : les parents de nos élèves seront nos camarades de combat de la bataille sociale ».¹³ C'est ce deuxième aspect de sa pensée que Marceau développe dans le livre qu'il commence alors à rédiger, *L'Église et l'école*.¹⁴

L'essentiel de son propos est de situer la laïcité et le rôle des institutions religieuses dans le contexte « des exigences de la structure sociale ».

L'Église et l'école tente donc une histoire du catholicisme dans ses relations avec les classes sociales dominantes. La césure est placée au IV^e siècle, avec Constantin, où la religion catholique qui exprimait à ses débuts « les aspirations révolutionnaires des paysans galiléens » devient religion officielle, liée à l'armature impériale.

Les causes de la législation laïque sont précisément analysées : les besoins économiques de la production industrielle ; l'idéologie jacobine et l'effort propre du prolétariat « en vue d'une éducation intégrale ». Et, à partir de ce constat, il définit avec lucidité les lois laïques de 1881 comme étant d'abord l'œuvre du capitalisme conquérant, visant à substituer ses valeurs aux « dogmes féodaux ».

C'est ce qui explique, ajoute-t-il, non seulement que Jules Ferry ait été timoré sur le plan même de la laïcité, mais qu'il ait conçu celle-ci sur la base de l'union nationale : « Mêler, sur les bancs de l'école, les enfants qui se trouvent un peu plus tard mêlés sous le drapeau de la Patrie. »

Marceau met également en cause l'idée que la religion soit affaire privée. Il distingue le cas individuel des catholiques qui croient sincèrement à la possibilité de concilier « leurs croyances et les exigences de l'action socialiste ». Ceux-là seront de toute manière amenés à rompre « le cercle de servitude » où l'église les avait enfermés. Mais il en va autrement, explique-t-il pour « les systèmes de croyances rattachés à l'institution cléricale ». Dans ce cas, en effet, la religion ne peut plus être considérée comme une affaire privée, dans la mesure où elle s'oppose directement, comme force de conservation sociale, aux efforts socialistes « de rupture de solidarité avec l'appareil idéologique utilisé par la bourgeoisie ».

C'est également en partant de ces présupposés que Marceau plaide pour un « anticléricalisme » prolétarien, émancipateur, radicalement différent de la conception bourgeoise de la laïcité qui veut le maintien de l'ordre social existant. Et il explique - c'est là peut-être la synthèse la plus étonnante

que tente le livre -pourquoi la classe ouvrière a intérêt à la laïcité : la classe ouvrière ne pourra remplir son rôle historique que si elle est unifiée, et elle ne le sera que si elle institue taie libre circulation des idées entres les travailleurs qui la composent. C'est cette « libre circulation », rationnelle, critique et tolérante, que permet la laïcité, synonyme pour lui de la « démocratie ouvrière qu'il appelle « démocratie intérieure ». « On ne sera pas surpris, conclut-il, de constater que là encore, les mots ne prennent leur sens profond qu'appliqués au donné prolétarien ».

Le livre est diversement accueilli. Du côté de ses amis de la Bataille socialiste, Amédée Dunois fait valoir que le sentiment religieux existe avant la différenciation des classes et conteste la réduction de la religion à une forme d'oppression de classe. Et il réfute l'idée d'un combat contre l'Église, « tant que celle-ci n'abandonne pas le "for intérieur" pour le forum ».15 Quant à Blum, il accorde au livre de Pivert une préface ambiguë, dans laquelle il ne dit rien sur l'essentiel, mais proclame par contre chaleureusement son accord avec les quelques remarques que Pivert lui-même présentait comme des exceptions au système explicatif qu'il proposait.

Pour Marceau, activités laïques et activités syndicales tendent maintenant à coïncider. Le 27 décembre 1931, il a été en effet élu membre du Bureau national du syndicat national des instituteurs. Il participe à la commission « d'éducation nationale », ainsi qu'à la commission de rédaction de L'École libératrice.

De Bureau national en Bureau national, il continue à réaffirmer que « la bataille laïque ne peut être dissociée de la bataille sociale16, à protester contre le refus d'augmentation du budget de l'Éducation nationale17, à demander que ce soit la confédération qui prenne l'initiative de la lutte sur les traitements en y conviant « la masse de la classe ouvrière sans distinction de tendance.18

Dans L'École libératrice, il écrit relativement peu, bien moins en tout cas que, par exemple, Marcel Déat ou Pierre Brossolette. Il y défriche cependant des sujets d'importance. Il rédige ainsi, sur trois pages, un compte rendu enthousiaste de la première « République internationale des enfants » qui se tient en août 1932 à Draveil.19

C'est lui surtout qui écrit les premiers articles « antiguerre » et « antimilitaristes ». A l'occasion, d'abord, d'un article suries aéroclubs scolaires, qui se termine par un retentissant « A bas la préparation militaire de la jeunesse ! A bas la guerre ! »20 Puis, plus au fond, par un article sur les origines économiques des guerres.21

Ses interventions semblent parfois en décalage par rapport à la « température ambiante ». Ainsi au congrès de Clermont-Ferrand, en août 1932, quand il explique que la légalité ne fonctionne qu'au profit de la classe dirigeante et que la classe ouvrière doit entrer dans la voie révolutionnaire, sans se soucier de la légalité.22

Et il lui arrive de flirter avec une conception des rapports partis-syndicats qui a peu à voir avec la conception dominante au sein de la CGT. Ainsi explique-t-il « qu'on ne peut nier qu'il y ait entre le mouvement syndical et une certaine politique des liens très étroits. »223 Sa réaction lors du Conseil national du 2 août 1932 est encore plus nette : l'Union départementale de la Meuse est sur la sellette car elle possède un journal syndicaliste, L'Espoir, qui est en même temps un journal socialiste. Superbe, Pivert déclare que, somme toute, l'UD « ne fait pas autre chose que ce que fait le Parti ouvrier belge qui a une presse socialiste en même temps que syndicaliste ».

Pivert ne restera cependant que peu de temps au Bureau national du SNI. En effet, à la rentrée 1932 il est enfin réintégré, après huit années, dans le cadre du personnel des EPS. Il n'est plus

instituteur, il remet donc, à la réunion du 13 octobre 1932 du BN, « le mandat qu'il a reçu du CN ». Unanime, le bureau lui demande de remplir ce mandat jusqu'à son terme, c'est-à-dire jusqu'au congrès de 1933.2411 accepte mais ne participera cependant pas à ce congrès, retenu à Paris pour des raisons familiales. De toute façon, son activité politique l'occupe maintenant de plus en plus.

1. Instance mise en place en 1895 au sein de la franc-maçonnerie.
2. « L'école unique e, Groupe fraternel de l'enseignement, février 1925.
3. Et dont la gestion reste assez familiale. L'adresse fournie par le comité est en effet celle de Chaules Pivert.
4. Compte rendu du congrès de Paris du SNI (6 août 1927), Bulletin mensuel du SNI, n° 74, octobre 1927.
5. Compte rendu du congrès de Retmes du SNI, les 4, 5, 6 août, ici., ri' 28, 1° octobre 1928.
6. Un instituteur de Condom lui écrit ainsi : « J'ai vu que tu faisais pour la ES une conférence sur le socialisme et la laïcité. Pourrais-tu, si tu l'as préparée par écrit, me faire une copie ? » (Lettre de Dubosc à Pivert, le 12 octobre 1928, Fonds Zyromski).
7. La Bataille Socialiste, avril 1929.
8. Le Populaire, 2 juin 1929. B reçoit d'ailleurs le renfort non négligeable de Zoretti : « Je suis pour le maintien des droits à un enseignement libre », lettre à Zyromski, le 4 juin 1929. Fonds Zyromski.
9. Le Populaire, 27 juin 1929. Le paragraphe visé de la motion du SNI disait exactement : « Délégation par la nation, et sous son contrôle, de son Pouvoir enseignant à tout ceux - individus ou associations - qu'elle en Jugerait digne. » Levasseur avait pris comme exemple : « L'école des Roches, qui a introduit dans notre pays la pédagogie anglaise
10. Compte rendu sténographique du 26e congrès du Parti socialiste SFIO, Paris 1929.
11. Bulletin de l'association, n° 92, février-mars 1929.
12. « Un des aspects de l'offensive cléricale : le noyautage de l'enseignement public par les Davidées », Paris, 1930.
13. Id.
14. Éditions Eugène Figuiers, Paris, 1932.
15. La Bataille socialiste, juillet 1932.
16. BN du 7 janvier 1932 (L'École libératrice, février 1932). 17. BN du 27 septembre 1932 (Id., n' 2, 8 octobre 1932). 18. BN du 10 novembre 1931 (Id., 19 novembre 1932). 19. L'École libératrice, 4' année, n' 2, 8 octobre 1932. 20. Id., n' 26, 2 avril 1932.
21. Id., n' 12, 17 décembre 1932.
22. Id., compte rendu du congrès de Clermont-Ferrand, août 1932.
23. Id,
24. Id., n' 4, 22 octobre 1932.

CHAPITRE 6

L'INSERTION DANS LE PARTI SOCIALISTE



De 1924 à 1930, l'activité de Marceau Pivert a été dominée par son militantisme laïque. Mais il s'est également progressivement inséré dans le Parti socialiste et dans ses débats.

Pourtant, il ne suffit pas de l'adhésion à la SFIO pour que, pour Marceau, tout soit clair du jour au lendemain. Il participe ainsi encore à la campagne du Cartel des gauches en mai 1924, et c'est visiblement plus pour soutenir son ami Georges Bouilly, qui est professeur, Croix de guerre, franc-

maçon et républicain socialiste, qu'en égard à la présence sur la même liste du socialiste Alfred Boijard, le maire de Saint-Brandier. Et il est réélu en 1925 au Comité central de la Ligue de la République, sans que cela entraîne la moindre réserve de sa part.¹

Bien que désormais établi à Paris, Marceau représente l'Yonne au congrès national en 1925 et en 1926. La Fédération reconstituée compte 69 adhérents en 1924, 224 en 1925. Le Parti socialiste que découvre Marceau n'a rien pour effaroucher le républicain sincère qu'il a été jusqu'à présent. En effet, le Parti socialiste vient de se rallier à la tactique électorale du Cartel des gauches : radicaux, républicains socialistes, membres du PSF et militants de la SFIO se retrouvent donc sur les mêmes listes.

La SFIO est alors divisée en six courants distincts. Les plus opposés à l'alliance avec les radicaux comme à la participation ministérielle sont, à l'extrême gauche, les militants regroupés autour de Maurin, et qui formeront le Comité d'action socialiste révolutionnaire. A gauche, on trouve ceux qui, avec Bracke et Zyromski, sont perçus comme les héritiers du guesdisme. Au centre gauche, il y a Paul Faure² et Jean-Baptiste Séverac, c'est-à-dire l'appareil du parti. Au centre droit, il y a Léon Blum, qui élabore en permanence de subtils compromis entre l'appareil et le groupe parlementaire. A droite, il y a les « participationnistes » de Renaudel, adossés au groupe parlementaire, et dont se détachera par la suite, autour de Déat un courant d'extrême droite.

La gauche est apparue, depuis Tours, extrêmement velléitaire. Mais les résultats du congrès de 1924 l'inquiètent. Abandonnant la position traditionnelle (« on ne vote pas le budget d'un gouvernement bourgeois »), Blum a en effet fait adopter un texte selon lequel le budget est votable chaque fois qu'il comprend « une portion suffisante » des réformes voulues par les socialistes ». Dans la gauche du parti, on semble estimer que le temps est venu de s'organiser.

Deux bulletins paraissent successivement : en 1924, L'Étincelle, où se retrouvent Maurin et Zyromski, puis Correspondance Socialiste, que cogèrent guesdistes et paulfauristes. En 1927, les guesdistes créent leur propre publication, La Bataille socialiste, qui commence à donner ses propres conférences de tendance dès le 26 janvier 1927 et présente sa propre motion au congrès de Lyon de 1927.

Il y a aujourd'hui, dit cette motion, croissance des antagonismes de classe, ce qui explique qu'un parti « de démocratie bourgeoise », comme le parti radical, perde son caractère populaire et se révèle pour ce qu'il est : l'expression politique de catégories sociales attachées aux privilèges capitalistes, une force de conservation. C'est pour cela qu'il ne peut y avoir avec lui aucune collaboration électorale « ouverte ou masquée ». De toute manière, l'intérêt des coalitions parlementaires doit être relativisé. Il n'est en effet possible de conquérir des réformes partielles que si s'exerce sur l'État et les gouvernements une forte pression, et celle-ci ne peut venir que de l'action autonome « du parti de la classe ouvrière ».

Ces réformes, même « totalisées », ne peuvent aboutir à la transformation intégrale de la société : c'est une action révolutionnaire, sortant des cadres de la légalité bourgeoise, qui doit être prévue, préparée, étudiée par le Parti socialiste. Politique de pression et politique de préparation révolutionnaire doivent prendre appui sur le développement des institutions ouvrières les syndicats, les coopératives, et aussi les municipalités socialistes. Enfin le texte analyse la tactique dite de « front unique » du PC comme une manoeuvre. Mais il rappelle par ailleurs la nécessité de l'unité ouvrière « agissante » contre les « ennemis de classe ».

C'est dans cette Bataille socialiste-là que se reconnaît Marceau Pivert. Au congrès, il plaide pour la fusion de la motion A (Paul Faure-Séverac) et de la motion C (Bracke-Zyromski), mais c'est en réalité un ralliement à la motion C qu'il réclame.

Il insiste sur la nécessité d'une activité autonome du parti, y compris hors du champ électoral. Il faut, explique-t-il dans son intervention, profiter des manifestations de l'instinct de classe, être à la tête des revendications et suivre de très près les mouvements de sensibilité de la classe ouvrière. Il faut travailler à l'unité de la classe ouvrière, mais dans l'action : que le parti prenne, par exemple, la tête des contre-manifestations lors des tournées en province du général de Castelnau ! « La lutte paie », ajoute-t-il, en prenant deux exemples : le monopole des allumettes « défendu en ce moment par l'action de classe des organisations ouvrières et non par la méthode de collaboration » ; et la journée de huit heures « qui n'a pas été donnée au prolétariat parce qu'il collaborait au pouvoir, mais bien parce qu'on avait peur de lui ».

Il y a de quoi être surpris ! Comment l'instituteur républicain et cartelliste qui adhère en 1924 au Parti socialiste, et sans que cela semble représenter une rupture immédiate et radicale avec sa vision du monde, en est-il venu à défendre avec cette flamme l'action autonome de la classe ouvrière ? Qu'il ait adhéré au Parti socialiste, soit. Mais dans la logique de ses engagements précédents, on le voyait bien chez Renaudel, dans le courant qui préconisait l'alliance avec les radicaux. Or il se retrouve dans un courant irréductiblement hostile à cette alliance, dans un courant qui est alors perçu non seulement comme l'héritier du guesdisme, mais comme le courant marxiste du PS. Il est probable que les désillusions occasionnées par le Cartel des gauches, telles qu'elles percent dans les dernières chroniques du « Père Charles », ne sont pas pour rien dans cette évolution. De même qu'ont très certainement pesé ses premiers contacts avec les dirigeants guesdistes de la Seine.

De toute manière le tournant est maintenant pris. Dans la foulée du congrès, Marceau quitte la fédération de l'Yonne et rejoint la fédération de la Seine où est concentré tout l'appareil de la Bataille socialiste.

Son frère Charles l'a d'ailleurs précédé : au Parti socialiste où il a adhéré en 1924, dans la Seine et à la Bataille socialiste, où il milite aux côtés de Graziani depuis son adhésion. Il est membre de la commission exécutive fédérale depuis 1925. Il est secrétaire de la section du 14^e arrondissement, où il a d'ailleurs été candidat aux élections municipales.

Marceau adhère dans le 15^e, qui a alors une section de taille tout à fait moyenne : elle compte, pour l'année 1927, 110 feuillets de cotisants. Et il milite. Au mois d'août, il est ainsi au premier rang de la gigantesque manifestation de solidarité avec Sacco et Vanzetti.³ Très vite, les dirigeants de la BS ont repéré en lui la recrue de qualité. Dès le 18 juillet, il est élu suppléant à la commission exécutive fédérale. Quelques mois plus tard, c'est sans état d'âme apparent qu'il reçoit une investiture électorale qui devait apparemment échoir à son frère. Charles, par contre, semble en concevoir quelque amertume.

Marceau n'a pas de raison d'être mal à l'aise dans cette campagne : le programme socialiste fait de larges emprunts à sa préoccupation du moment : l'école unique. Mais les résultats sont médiocres. Marceau arrive très loin derrière les candidats de droite, et aussi derrière le candidat du PC pour lequel il se désiste. Deux ans plus tard, il est de nouveau candidat, et en progrès : 13 voix de plus qu'en 1925.

Au début de l'année 1929, Marceau apprend par le bulletin de la Ligue de la République qu'il a été élu membre du Comité central de cette organisation. Il proteste « contre le singulier procédé qui consiste à disposer de mon nom sans m'en aviser » et ajoute « vous avez reçu de moi, en deux

circonstances, l'expression des divergences irréductibles qui nous séparent. Je m'étonne que vous en ayez perdu le souvenir ».⁵ Certes, contre toute évidence, Marceau explique que c'est la Ligue qui a changé et non lui :

« Vous étiez hier aux côtés de la classe ouvrière (...) Vous avez changé le caractère de la Ligue, et vous apparaissez aujourd'hui, que vous le vouliez ou non, comme solidaires de ceux dont vous n'avez pas pu vous séparer (...) et que nous trouvons contre nous, dans l'autre camp. »

Mais l'essentiel est ailleurs : la filiation avec la période sénonaise est bel et bien rompue.

En février 1929, il intervient pour la première fois au conseil fédéral sur un problème politique central, celui des « coalitions exceptionnelles » aux élections municipales. Si « coalition exceptionnelle » (c'est-à-dire alliance avec des éléments ou des partis « non-ouvriers »), il doit y avoir, explique Marceau Pivert, c'est à la direction fédérale d'en décider. Mais la position « opportuniste » (« faisons confiance aux décisions des sections ») l'emporte. Brefs remous. Léon Osmin le secrétaire fédéral démissionne. Mais la Bataille socialiste reprend la majorité et en profile pour rajeunir la direction fédérale : Zyromski devient secrétaire, et Pivert est à cette occasion élu membre du bureau fédéral, comme secrétaire administratif.

Le rapport qu'il publie, à ce titre, donne une première idée de ses conceptions des relations entre l'appareil et les militants, conceptions « ouvertes » qui le préserveront sa vie durant des tentations bureaucratiques :

« Nous appelons joyeusement nos camarades, dans toutes les sections, à un effort obstiné vers une véritable organisation moderne. (...) Il faut que le prolétariat révolutionnaire de la région parisienne, pour rester fidèle à ses traditions, puisse manier facilement un organisme souple, docile aux exigences de la base, adapté aux conditions économiques et géographiques de la lutte, soucieux de la culture socialiste des militants et capable d'initiatives hardies. »

En fait, Marceau est maintenant complètement inséré dans l'appareil parisien de la BS, c'est-à-dire, vu la façon dont celle-ci fonctionne, dans l'appareil de la BS tout court. Dès 1928, il commence à tenir des réunions dans la fédération.⁶ En 1929, il en tient 26, et 13 encore en 1930, Zyromski en tenant respectivement 32 et 28. Il commence également à être invité en province. Il collabore régulièrement à Lit Bataille socialiste,⁷ et il est même vice-président, avec Zyromski, de la Fédération nationale des Étudiants socialistes,⁸ dont Marcel Déat est le président.

Il ne faut cependant pas croire que la Fédération de la Seine soit devenue pour la BS un bastion absolument inexpugnable. Les rapports de force y restent incertains. Marceau Pivert et Zyromski en font l'expérience lors du conseil fédéral du 30 septembre 1930. Une élection partielle a eu lieu dans le 20^e arrondissement, à Belleville-Saint-Fargeau. Le candidat communiste, Maurice Thorez, est arrivé en tête, devant le candidat socialiste, Jardel, les candidats de droite arrivant très loin derrière. Or la position majoritaire au conseil fédéral est le refus du désistement de Jardel pour Thorez, et son maintien au deuxième tour : il sera ainsi élu avec l'appoint des voix de droite.

Zyromski et Pivert, qui ont défendu le désistement,⁹ estiment cette décision fort grave, et démissionnent du secrétariat. Pour une part, cette démission est symbolique : Pivert et Zyromski restent membres de la CEF et en sont même les membres les plus assidus. Mais dans l'immédiat, leur activité et leur autorité se relâchent. Pivert fait bien en 1931 24 réunions dans la Seine, mais Farinet en fait 55, tandis que « Zyrom » n'en fait que 18. L'avenir montrera qu'ils sont encore, dans les situations difficiles, ceux vers qui l'on se tourne spontanément.

1. Correspondance Pivert-Valot du 21 janvier 1929, Arch. J. Outin.
2. Paul Faure, qui est maintenant le secrétaire du parti est lui aussi un guesdiste de pure souche, mais qui, en 1915, s'est séparé de Guesde et des « défensistes », comme on appelait alors les partisans de la défense nationale.
3. Entretien de Denis Lefebvre avec Robert Soudant, le 17 septembre 1977.
4. Charles Pivert, Le Parti socialiste et ses hommes, France Éditions, 1950.
5. Lettre au citoyen secrétaire général, le 21 janvier 1929, Arch. J. Outin. Stephen Valut lui répond le jour même : « Vous avez été nommé il y a 4 ans membre du CC de la Ligue. Je n'ai jamais reçu de vous avant ce jour une démission formelle. » Id.
6. Le discours qu'il prononce devant les Jeunesses du 14e arrondissement, le 2 novembre 1928, sur « l'avènement du capitalisme industriel », apporte des éléments sur les chemins de traverse qui l'amènèrent jusqu'au marxisme. En s'inspirant du commentaire d'Andler, il explique que Constantin Pecqueur est le premier qui ait édifié en France un système de matérialisme historique. Ce que Mars emprunte à la théorie « toute voisine » de Pecqueur, c'est « le tableau de la contamination du monde entier par les méthodes, la mentalité et la moralité du capitalisme. Mais « ce qui est probabilité pour Pecqueur devient nécessité pour Marx ».
- 7 Il y écrit pour la première fois en décembre 1928, pour faire une critique « marxiste » de la conférence d'André Phi sur « Socialisme et Christianisme ». Mais en novembre, la BS a présenté un compte rendu détaillé de la conférence qu' il a tenue sur « socialisme et laïcité », compte rendu signé par Charles Pivert.
8. Les étudiants étaient « chapeautés » par une structure mixte comprenant 50 % d'adultes.
9. « Nous sommes le parti de l'unité ouvrière (...) Ce qui nous guide, ce n'est pas encore une fois l'espoir de "convertir" ou de "désarmer" les chefs communistes ni les fonctionnaires de ce parti, c'est l'assurance qu'en agissant comme nous le demandons nous pouvons rassembler plus sincèrement les prolétaires de l'usine et de l'atelier dont un certain nombre, dans l'agglomération parisienne, restent encore sous l'emprise du bolchévisme. » (u Les raisons de notre démission », Jean Zyromski, Marceau Pivert, Le Populaire, 29 octobre 1930.)

CHAPITRE 7

LA BATAILLE SOCIALISTE



Certes, la Bataille socialiste ne se conçoit pas comme « un parti dans le parti » : au contraire, elle s'identifie à celui-ci, se pense comme dépositaire de ses vrais intérêts. Cependant, des initiatives s'y prennent, des débats s'y mènent, alors même que les discussions n'irriguent guère l'ensemble du parti.

Tel est le cas, par exemple, pour les questions syndicales. Paraît ainsi, le 9 novembre 1930, l'appel dit « des 22 » : 22 syndicalistes (7 autonomes, 3 CGTU, et 7 CGT) appellent publiquement à l'unification syndicale. L'un des initiateurs collabore à Ici Bataille socialiste depuis son premier numéro : il s'agit de Georges Dumoulin, l'un des « minoritaires de guerre » qui n'ont pas rejoint la CGTU et le PC. Et l'on trouve Zyromski et Pivert dans la liste des 500 premiers signataires.

La Bataille socialiste est très active. Dumoulin écrit article sur article, Zyromski utilise le réseau de la BS pour recueillir des signatures, Pivert participe aux débats' éventuellement contradictoires qui se font autour de l'appel et ce malgré l'opposition du BN du SNI, dont il est membre. Son argumentation est en général assez percutante et peu « boutique ».²

Même constat sur la crise économique : la BS en débat depuis fort longtemps, alors qu'il faut attendre les élections de 1932 pour que le parti en discute. Pivert ne se contente pas de broder sur la crise pour illustrer la « vulgate » zyromskiste sur la « croissance des antagonismes de classe ». Très tôt, il prévoit la gravité de la crise et en propose une analyse assez précise : il s'agit bien, estime-t-il, d'une crise de surproduction, mais avec des raisons conjoncturelles : c'est à la fois la dynamique même de la « rationalisation » et la place prise dans la production par les industries d'armement qui explique, sinon les origines de la crise aux États-Unis - Pivert n'est pas très clair à ce sujet - du moins les modalités de ses répercussions en France. Et il ébauche, comme réponse possible du mouvement ouvrier à la crise, une planification en fonction des besoins sociaux :

« Construire des casernes ? Non. Construire des écoles, des hôpitaux, (les maisons ouvrières ! Construire des lignes stratégiques ? Non ! Créer des services d'autocars pour les communes déshéritées, "motoriser" les services publics, postes, transports d'élèves. Multiplier les moyens de communication, les moderniser. »³

Débat également sur la nature de l'URSS. Pivert, par exemple, opte « pour le caractère socialiste de l'expérience russe »,⁴ tandis que Séverac et Rosenfeld le nient. Il faut, explique Marceau, « ne pas commettre l'erreur inverse des bolcheviks », c'est-à-dire plaquer sur la Russie nos schémas occidentaux. Préjugé favorable, conclut-il, en accord sur ce point avec Zyromski.

Débat aussi, dans la BS, sur les modalités de la lutte antinazie en Allemagne. La conviction se forge peu à peu que ce sont les capitulations de la social-démocratie allemande qui font le lit du nazisme. Mais de cela non plus le parti ne discute pas. Aux participationnistes qui voient dans la montée des fascismes la confirmation qu'une politique de coalition est nécessaire, Blum se contente d'opposer une sous-estimation permanente de la montée en puissance d'Hitler.

La BS, on le voit, est donc un réel creuset formateur. Marceau participe à ces débats avec enthousiasme, se frotte aux arguments des autres, polémique, bref se forme, et développe une pensée souvent originale.

Ceci dit, l'identité de la Bataille socialiste dans le parti, le profil à partir duquel on la reconnaît, c'est la bataille permanente qu'elle mène sur la question de la participation gouvernementale. Mais à partir de 1930, la pression participationniste enfle. Blum semble ne plus avoir d'autre ambition que de reculer en bon ordre. Bon gré, mal gré, la BS recule également. Et elle finit par admettre, en 1932, que la participation ne dépend que de l'accord sur un « programme », dont les neuf points sont recensés par le congrès lui-même (les « Cahiers de Huyghens »).

Pivert n'apprécie guère ces concessions : dans ce domaine, estime-t-il, la mollesse ne paie pas. Quand quatre députés socialistes refusent, en juillet 1932, de voter contre le budget radical, il demande leur exclusion. Dans la Seine, sa position est majoritaire, mais elle est très minoritaire au conseil national.

Au congrès extraordinaire d'avril 1933 à Avignon, la BS est divisée : Zyromski soutient la motion présentée nationalement par Blum et Paul Faure. Pivert présente, avec Grumbach et Desphelippon, une autre motion (dite « la Bataille socialiste renforcée »), qui « regrette »

explicitement le comportement de la majorité du groupe. Elle obtient 24 % des voix. Quelques semaines après le congrès, le groupe parlementaire vote le budget. Les résolutions adoptées par le congrès, estime-t-il, l'y autorisent.

Zyromski parle de « pré-scission ».5 Pivert parle « d'insurrection contre les décisions d'Avignon, contre les indications précises de la CAP, contre la volonté évidente du parti. »6 Mais, en réalité, les désaccords entre Pivert, d'une part, et Zyromski et les « paulfauristes » de l'autre augmentent. A Paris, une motion de la 15e section, demande majoritairement que « les citoyens Frossard, Marquet, Varenne, Mancelle, parlementaires récidivistes de la désobéissance, soient exclus du parti ». Zyromski la fait repousser. Au congrès national, c'est avec Jules Moch qu'un vif échange a lieu : « On n'établit pas l'unité à coups de trique », reproche Jules Moch ; « La politique du coup de trique, c'est celle que le parti en la personne de ses militants, subit, depuis déjà plusieurs mois (...) de la part du groupe parlementaire », répond Pivert.

C'est dans ce climat extrêmement tendu – Marquet a exposé au congrès les thèses néo-socialistes : ordre, autorité, nation - que Marceau Pivert est, pour la première fois, élu à la direction du parti, la CAP. Il participe de ce fait en première ligne aux derniers événements qui conduisent à la scission des néos. S'il en est qui craignent cette scission, Marceau Pivert, lui, ne cache pas qu'il la souhaite. Pour le parti, écrit-il, « il vaut mieux que ceux de ses élus qui sont disposés à faire leur politique à eux soient décrochés du convoi qu'ils alourdissent dangereusement, avant que les événements ne nous surprennent ». Le 8 novembre 1933, la scission est consommée.

Les atermoiements de la direction du Parti socialiste n'ont donc pas permis de l'éviter, ni même, sans doute, de limiter son ampleur : les néos partent avec plus de 20 000 adhérents. Dans ce débat, ce sont les éléments les plus intransigeants - au premier rang desquels Pivert - que les faits ont confortés. A cette occasion, Pivert a laissé entrevoir sa différence. Sur deux autres problèmes, de premières divergences apparaissent également au sein de la BS.

Et d'abord, sur la question de la paix. La droite du parti explique que partout où la défense d'une collectivité nationale s'identifie avec celle de la démocratie, la défense nationale constitue le véritable devoir révolutionnaire. A quoi s'ajoute, entre démocraties, le devoir d'assistance mutuelle en cas d'agression.

En face, Zyromski se prononce contre le vote des budgets de guerre des gouvernements bourgeois, pour le désarmement général, simultané et contrôlé, pour que le Parti socialiste ne s'engage jamais en tant que tel dans la guerre. C'est dire qu'il n'a pas les accents guerriers et chauvins qu'il adoptera quelques années plus tard.

Mais, pour autant, cette position ne satisfait pas l'ensemble de la BS. En effet, elle se prononce contre la défense nationale de la bourgeoisie, mais non contre toute défense nationale en régime capitaliste ! Du coup, à la veille du congrès de Bordeaux qui doit débattre de cette question, un membre de la BS, Lagorgette, présente au conseil fédéral de la Seine, une autre motion, qui affirme l'opposition irréductible du Parti socialiste à toutes les guerres quelles qu'en soient les causes, prend position contre la défense nationale en tant que telle, et propose que les élus socialistes au parlement soient mandatés « pour que la France prenne l'initiative d'effectuer le désarmement matériel ». Pivert signe cette motion.7

Elle est majoritaire : 1 426 voix pour la motion Kahn, 1 475 pour la motion Zyromski-Séverac, et 1 871 pour la motion Lagorgette. Ce qui aide à comprendre, cinq ans à l'avance, le peu de difficultés qu'aura la Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert à supplanter la BS de Zyromski dans la

fédération de la Seine. Dans les deux sections que Marceau influence, la sienne, le 15e, et celle du 14e qu'il a représentée aux élections, la motion Lagorgette a obtenu la majorité absolue. Mais, finalement, les questions de la défense nationale, du désarmement et de la paix, ne sont pas à l'ordre du jour du congrès de Bordeaux (juin 1930) et sont reportées d'un an. Pivert met à profit ce laps de temps pour tenter de trouver avec Zyromski un terrain d'entente. Ce n'est pas simple, comme en témoigne la longue lettre qu'il lui envoie après l'assemblée générale de la BS de mars 1931

*« Je ne comprends pas (et je te demande de te mettre à ma place un instant) pourquoi une idée qui nous a été commune pour Bordeaux (Initiative du désarmement) a été rejetée et même bafouée par Séverac encore hier. (...) Enfin, en ce qui concerne l'expression « quels qu'en soient les prétextes », elle me paraît très riche de sens, et je voudrais la voir introduire, c'est un point crucial. »*⁸

En fait, la pensée de Zyromski semble peu à peu évoluer. Le ton de sa réponse à Lagorgette en témoigne

*« Non, Lagorgette, l'indépendance nationale n'est pas une invention de l'idéologie bourgeoise que le socialisme doit rejeter. Une nation n'est ni un fait artificiel, ni un fait réactionnaire c'est le produit d'une évolution historique et nous ne sommes pas au stade dans lequel les nations doivent disparaître. Nous sommes au contraire au stade où elles se constituent et s'affranchissent. »*⁹

Et il précise, dans le commentaire du congrès qu'il fait à la revue suisse *Le Travail* (13 mai) : *« Notre opposition irréductible à l'État bourgeois (...) ne peut nous conduire à méconnaître l'intérêt qu'il y a pour une classe ouvrière à acquiescer ou à conserver sa liberté nationale. »*

Il y aura un texte commun, même si Marceau n'obtient satisfaction que sur « l'initiative du désarmement », et pas sur la phrase « quels qu'en soient les prétextes ». Mais c'est bien là une première fracture au sein de la BS. Et elle ne s'atténuera pas au cours des années suivantes. Quand il s'agira de préparer, en 1933, la Conférence de l'Internationale ouvrière socialiste, Zyromski et Séverac décident de représenter la motion qu'a voté le congrès de la Seine en 1931, tandis que Pivert se décide cette fois à présenter sa propre motion, qui précise que les socialistes ne doivent accepter l'idée de guerre « sous aucun prétexte » : il est de nouveau majoritaire. Et il y a de nouveau en 1934 une motion Pivert qui n'accepte « sous aucun prétexte » l'idée de guerre et prône, en cas de mobilisation, « la grève générale pour la conquête du pouvoir », face à une motion Zyromski qui commence à parler en termes de « prévention des dangers de guerre.

Deuxième terrain de désaccord, l'unité d'action. Les premières divergences apparaissent à l'occasion de la convocation par Henri Barbusse et Romain Rolland d'un Congrès mondial contre la guerre qui se tient le 27 août 1932 à Amsterdam.¹⁰ C'est l'Internationale communiste qui est derrière ce rassemblement, mais un certain nombre de socialistes, dont ceux du 15e, décident d'y appeler et, dans la mesure du possible, d'y participer. Le 7 septembre, la CAP blâme les participants (13) à ce qui a été « beaucoup plus une manœuvre contre les sociaux-démocrates qu'une entreprise sérieuse et loyale en faveur de la paix. » Le 12, le conseil fédéral de la Seine se désolidarise des participants et les défère devant la commission des conflits. Dans le numéro d'août-septembre 1932 de la *Bataille socialiste*, Marceau souligne à ce sujet « des divergences personnelles avec mes camarades de la Bataille » et explique, à l'occasion du compte rendu d'un congrès national des instituteurs « il fallait répondre favorablement à l'appel de Barbusse et de Romain Rolland ». Il récidive le mois suivant dans un article sobrement intitulé « Pourquoi il aurait fallu aller à Amsterdam ».

En mars 1933, se forme à l'initiative de Gaston Bergery, un radical un peu marginal, le « Front commun contre le fascisme ». De nouveau, la CAP demande aux socialistes de ne pas y participer « le groupement connu sous le nom de Front commun contre le fascisme ayant le caractère d'une formation politique ». De nouveau Marceau proteste contre cet interdit.

Lors de la conférence socialiste internationale qui se tient à Paris à la fin du mois d'août 1933, Zyromski et Pivert participent ensemble à la constitution du courant de gauche de l'IOS, avec Paul Henri Spaak pour la minorité belge et Pietro Nenni pour les socialistes italiens. Mais le compromis intervenu entre Pivert et Zyromski ne doit pas faire illusion : sur l'unité aussi Pivert avait choisi de présenter au départ sa propre motion. Et sa tonalité -elle se prononçait pour « l'unité révolutionnaire du prolétariat », par la réalisation d'un « front unique loyal »-était effectivement bien plus radicale que celle du texte de Zyromski.

Pendant toutes ces années, Marceau, faut-il le rappeler, a continué à enseigner. Depuis qu'il a quitté Sens, et qu'il s'est installé à Paris, l'administration ne lui a guère laissé le temps de prendre racine dans un établissement scolaire : il est ainsi allé de Rambouillet à Suresnes en passant par le cours complémentaire de la rue Saint-Ferdinand.

Les rapports d'inspection portent sur son enseignement - l'arithmétique et la physique - des appréciations élogieuses : « Enseignement d'une réelle valeur au double point de vue éducatif et utilitaire. Professeur qui, à juste titre, a de l'autorité »¹¹ « Exercices qui témoignent de la valeur technique et pédagogique du professeur » (...) M. Pivert sait à la fois exposer et interroger. Ce qui caractérise son enseignement, c'est 1° en même temps que la gradation et la progression des exercices, l'adaptation des méthodes (de l'intuition à l'abstraction) au cours des trois années ; 2° l'appui mutuel que se donnent les diverses disciplines (...) ; 3° le souci constant d'allier à l'acquisition expérimentale (ou logique de connaissances positives) la culture de l'esprit. »¹²

L'institution est donc élogieuse avec le pédagogue, mais les élèves aussi, si l'on en croit le témoignage de Lucien Weitz, qui porte sur la même époque :

« Marceau était entré dans notre classe d'adolescents d'un cours complémentaire d'un pas décidé, le regard sévère, le geste large et péremptoire, riait souriant à pleines dents. (...) Vite, nous devions découvrir que, chez ce maître, ce qui dominait, c'était le sourire, expression de sa bonté, de son équité, de son souci profond de nous connaître, de nous comprendre, de nous aider. Sévère et exigeant pour le travail, Marceau était le frère aîné de ses élèves : il aimait avec passion son métier, c'était un grand pédagogue. » ¹³

Marceau s'est ouvert à des expériences pédagogiques nouvelles. Il porte ainsi, dans L'École libératrice, une appréciation très positive sur les « principes d'éducation » mis en œuvre par les Faucons rouges. Témoigne encore plus nettement de son évolution le rapport qu'il présente au congrès d'avril 1932 que tient à Clermont-Ferrand la Fédération nationale des étudiants socialistes sur « La formation et le rôle social du personnel enseignant », et qu'il a significativement sous-titré « Ouvrez les fenêtres de nos écoles normales ». Il y suggère que l'on incite les élèves à partir, pour leur réflexion, des faits sociaux, du milieu naturel, que l'on fasse davantage appel à leur initiative et à leur esprit critique. Il plaide pour des techniques nouvelles dans le travail scolaire, et prend à cet égard l'exemple du « Plan Dalton », alors fort peu connu en France, ¹⁴ « que je crois, dit-il, applicable sans modification aux écoles normales ». Il se prononce pour une vie démocratique à l'école, pour la mise sur pied de « conseils d'organisation des élèves », et laisse échapper in fine cette phrase, dont on ne sait jusqu'à quel point elle fait écho à sa propre expérience : « Pourquoi diable cache-t-on à des jeunes gens tout ou presque de ce qui se rapporte à la vie sexuelle ? »

Le pédagogue, donc, a évolué, mais il est toujours aussi investi dans sa tâche : les anecdotes abondent sur Marceau quittant un peu avant la fin telle ou telle réunion, avec, dans son cartable, le paquet de copies qu'il doit corriger pour le lendemain. Seule ombre au tableau pour ce couple de pédagogues, Germaine, elle, a dû s'arrêter. Tuberculeuse, elle a quitté la petite école de la rue Duplex et elle est en congé depuis avril 1928. Elle ne reprendra jamais l'enseignement.

1. Il demande parfois conseil à Zyromski : «Puis-je faire acte d'indiscipline ? Ou dois-je m'incliner ? Ou dois-je démissionner du bureau du SN Pot] aller à Cambrai, à titre personnel, niais en songeant surtout à appuyer le mouvement de la Bataille (car les camarades qui nie demandent sont de la ES) ? Lettre à Jean Zyromski, 13 janvier 1933, Fonds Zyromski.
2. Le Populaire extrait quelques phrases de son intervention chez les instituteurs de la Seine:« Conservons la démocratie syndicale, ne cherchons pas à démontrer que nous avons toujours eu raison. Faisons le geste dessiné sur la carte confédérale : tendons la main. »
3. La Bataille socialiste, n° 41, 15 janvier 1931.
4. Id., n° 55, mars 1932.
5. Le Populaire, 3 juin 1933. 6. Id., 31 mai 1933.
7. Ainsi que René Modiano, qui sera plus tard l'un des plus proches collaborateurs de Marceau Pivert et l'un des animateurs de l'ale « pacifiste intégrale » de la Gauche révolutionnaire.
8. Lettre à Zyromski, mars 1931. Fonds Zyromski.
9. « Mise au point indispensable pour Lagorgette », BS, n° 45, mai 1931.
10. Ce congrès se réunira à nouveau le 4 juin 1933, salle Pleyel à Paris. C'est pour cette raison que le mouvement qui en est issu sera connu sous le nom d'Amsterdam-Pleyel.
11. Rapport d'inspection, 25 janvier 1928. Arch. J. Outin. 12. Rapport d'inspection, 9 avril 1930, id.
13. « Il y a un an mourait Marceau Pivert », 1959, id.
14. Le « Plan Dalton » préfigure en fait le système des unités de valeur tel qu'il est en vigueur dans les universités françaises depuis 1970.

CHAPITRE 8

LE TOURNANT DE L'ANNÉE 1934



L'activité politique de Marceau était restée circonscrite dans le parti, ses sections et ses fédérations, son congrès et son appareil. Avec le 6 février 1934, c'est un champ d'action nouveau qu'il aborde, directement en prise avec le mouvement même de la classe ouvrière.

Marceau est sans doute l'un des dirigeants socialistes les mieux préparés aux événements du 6 février. Il a réfléchi aux leçons de l'expérience allemande. Et, en France, la montée de l'antiparlementarisme et des ligues fascistes, la nécessité de l'unité ouvrière, la nécessité de répliques ne se laissant pas emprisonner dans les filets de la « légalité », tout cela, il l'avait peu à peu noté, compris, écrit. Les bagarres hebdomadaires qui opposent, place du Commerce, dans son arrondissement, les vendeurs du Populaire et les militants d'extrême droite, lui permettent de mesurer l'agressivité des ligues fascistes. Et il mesure la décomposition du système radical à travers son activité dans la franc-maçonnerie.

Celle-ci est en effet largement compromise dans les « affaires » qui serviront de prétexte au 6 février et l'épuration est à l'ordre du jour dans une série de Loges.¹

Dès le 5 février, les commissions exécutives socialistes de la Seine et de la Seine-et-Oise avaient écrit aux deux CGT et au PC pour leur proposer l'action commune. Le 6, après le déferlement des ligues d'extrême droite contre l'Assemblée nationale, elles votent le principe d'une contre-manifestation. Marceau propose d'appeler à manifester le soir même : il est, sur ce point, minoritaire. Les deux fédérations adoptent un appel : « Trêve aux divisions, unité d'action loyale - contre le fascisme, contre les scandales, tout le pouvoir aux travailleurs. »

Dans la soirée, Pivert conduit en compagnie de Zyromski et de Farinet, une délégation auprès du PC, afin de leur proposer une manifestation commune le 8, à la Bastille. Rue Lafayette, où ils se rendent d'abord, on leur explique que la direction du PC est réunie à l'Humanité. La délégation s'y rend : Marty et Vaillant-Couturier répondent qu'il leur est hélas impossible de joindre le Bureau politique et la délégation doit se contenter de déposer la lettre proposant l'initiative commune. La réponse arrivera le lendemain un peu avant minuit, sous la forme de la copie de l'article que l'Humanité publiera le lendemain. C'est une fin de non-recevoir. On y accuse le PS « de préparer l'union nationale réactionnaire et fasciste » et Paul Faure d'avoir demandé « de veiller sur le régime capitaliste comme des enfants qui veillent sur leur mère ». Et l'Humanité appelle à manifester le 9, le lendemain de la manifestation proposée par les socialistes.

Les événements ont donné au courant Zyromski-Pivert une place centrale dans la vie du parti. C'est du petit local de la rue Feydeau que sont parties les initiatives. La direction de la Seine-et-Oise y a rejoint celle de la Seine, et, connue pour signifier que le centre de gravité du parti est en train de se déplacer, Paul Faure lui-même est venu se joindre aux délibérations des deux commissions exécutives.

Ils lui donnent également la possibilité de se tourner vers l'extérieur. En la matière, les premiers interlocuteurs sont les trotskystes, regroupés dans la Ligue communiste internationaliste. Une première réunion se tient sur le 15^e arrondissement où parlent Yvan Craipeau pour les Jeunesses léninistes, Pierre Frank et Gérard Rosenthal pour la Ligue communiste et Marceau Pivert pour le Parti socialiste. Les mêmes réunions ont lieu dans le 181, dans le 19^e, dans le 20^e. Dans le 14, arrondissement, à Suresnes, à Boulogne, à Corbeil, à Asnières, les comités d'initiative formés à la fin de ces réunions comprennent également le Parti communiste. A Saint-Denis, les contacts pris avec Jacques Doriot, qui à l'intérieur du PC, mène le combat pour l'unité d'action, aboutissent à la création d'un Comité de vigilance antifasciste dont le programme tient en cinq points : lutte contre les organisations fascistes, constitution d'une autodéfense de masse, création d'un comité d'action dans chaque entreprise, convocation d'une conférence locale des organisations ouvrières et des comités d'usine, droit de critique des organisations participantes.

Par ailleurs, la direction de la SFIO s'est finalement décidée, non sans tergiversation, à appeler pour le 12 à une manifestation de masse. Pivert participe, en compagnie de Zyromski, aux réunions préparatoires. Surprise : les « néos » sont là, ainsi d'ailleurs que les autres partis issus des scissions socialistes, le Parti républicain socialiste et le Parti socialiste de France. Par contre, les communistes n'ont pas été invités. Pivert et Zyromski obtiennent une suspension afin de contacter le PC, mais reviennent bredouilles.

Le PC finira par participer à la manifestation. Mais son attitude reste hostile à l'égard des socialistes et plus particulièrement à l'égard de Pivert. Le 15 février, les Cahiers du Bolchevisme

publient ainsi un article d'André Marty significativement intitulé : « Les paroles et les actes de M. Marceau Pivert ». C'est que la gauche de Zyromski et Pivert est estimée particulièrement dangereuse : « Son rôle, préciseront les Cahiers du Bolchevisme quelques mois plus tard 2 consiste à retenir les ouvriers socialistes désabusés par la politique de leur parti dans les rangs de la SFIO en leur faisant croire qu'on peut détruire les bases du fascisme et faire la révolution sans rompre avec le réformisme.

L'attitude des communistes ne facilite évidemment pas la tâche de Pivert. D'autant plus qu'il se heurte maintenant à l'opposition ouverte du secrétariat du parti. Le 20 février, Paul Faure a diffusé une lettre aux secrétaires fédéraux les exhortant à la prudence dans la conclusion des accords locaux. Et le 21, la CAP repousse l'invitation formulée par Pivert et Zyromski « de favoriser le mouvement vers l'unité d'action ».

Entre Paul Faure d'un côté, Zyromski et Pivert de l'autre, cette fois, c'est la rupture. La Bataille socialiste continue sans les « paulfauristes », conduite pour encore quelques mois par l'attelage Pivert-Zyromski. Mais d'ores et déjà, on a le sentiment que c'est Pivert qui tire Zyromski. Le 26 février, la conférence des secrétaires de la Seine et de la Seine-et-Oise se donne une interprétation large de la prudence recommandée par Paul Faure : elle se prononce en effet pour « l'unité d'action à la base, dans le cadre local, entre organisations ouvrières » pour consolider et continuer « ce mouvement irrésistible vers l'unité d'action ». Pivert met sur pied un « centre de liaison et de coordination des forces antifascistes de la région parisienne », dans lequel se retrouvent côte à côte le Parti d'unité prolétarienne, Front commun, la Ligue communiste internationaliste, l'Union anarchiste, la Ligue des droits de l'homme et... le Comité de vigilance antifasciste de Saint-Denis. Les fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise multiplient les propositions unitaires à l'égard du PC. Mais la direction du PC reste hostile à l'unité d'action et multiplie les prétextes pour la freiner.

« C'est à une organisation complète d'autodéfense prolétarienne qu'il faut s'atteler sans perdre une minute ».³ Telle est maintenant la préoccupation de Pivert. A la réunion des secrétaires de section de Seine et de Seine-et-Oise du 26 février, il présente un rapport sur « Comment recueillir tous les renseignements sur les organisations des adversaires et créer des organismes de défense ». Quelques jours plus tard, lors d'une nouvelle réunion de secrétaires de section, c'est de nouveau lui qui « attire l'attention des camarades sur l'importance de nos groupes de sécurité ».⁴ Le 15 mars il écrit : « Toute une élite de militants clairvoyants, organisateurs, sûrs, doit se lever (...) Qu'elle se consacre jour et nuit à la constitution d'une autodéfense invincible »⁵ et plaide pour « le système de sécurité de la classe, l'appareil de lutte directe du prolétariat ».⁶ Dans le cadre de la préparation du congrès de la SFIO qui doit se tenir en mai à Toulouse, il écrit ces lignes significatives : « Établir un programme d'action, bien ! Si possible lui donner le prestige que comporte un effort synthétique de l'ensemble du parti, d'accord ! (...) Mais n'y a-t-il pas un autre problème, autrement grave, autrement angoissant (...) et qui pourtant, détermine à lui seul les conditions du succès ou de la défaite ? Le prolétariat ne doit-il pas se préparer minutieusement, méthodiquement, pour sa défense, comme pour son offensive révolutionnaire, à utiliser la violence ? »⁷

Au congrès, son intervention porte sur le fait que la SFIO « doit former les milices ouvrières, aussi bien pour se défendre contre les attaques (lu fascisme que pour soutenir l'offensive du prolétariat »). Le texte final, rédigé et présenté par Blum, prend en compte le souhait de Pivert, mais avec moult précautions (« le Parti charge donc ses fédérations de développer leurs groupes de défense et de jeunesse, qui ne sont pas la contrefaçon des organisations paramilitaires armées du fascisme, qui ne sont pas davantage une troupe de choc contre la citadelle capitaliste, qui sont les moyens de protéger sa propagande, ses organisations et ses hommes »). Et il traite par ailleurs en deux lignes (sur 182) de l'unité d'action, et ce en termes aimablement généraux : « En travaillant à l'unité d'action prolétarienne et à la coordination étroite d'efforts entre les organisations politiques et corporatistes

de la classe ouvrière. » Seul Claude Just oppose à ce texte une motion comprenant des propositions précises d'unité d'action. Mais la motion Blum recueillie, avec le concours de Marceau Pivert et de Zyromski 3 600 voix et celle de Just 237.

Le parti sort à l'évidence de ce congrès complètement démuni sur les questions d'unité d'action. De cette situation, Pivert, polarisé par les questions d'autodéfense, est en partie responsable, mais il n'est pas le seul fautif. Zyromski veut visiblement ménager Paul Faure et il présente ainsi comme un exemple « unitaire » la circulaire du secrétariat exhortant à la prudence. Durant tout le congrès, il ne dit mot des relations avec le PC.

On comprend mieux que ce soit ce dernier qui, quelques jours plus tard, reprend l'offensive. Revenu de Moscou, Thorez présente en effet le 23 mai la nouvelle position de l'Internationale : il semble désormais que l'entente avec les dirigeants socialistes ne soit plus exclue. Le 30 mai, puis le 5 juin le PC saisit la direction socialiste de propositions concrètes concernant la lutte antifasciste, notamment pour la libération du dirigeant communiste allemand Thaelmann. Mais la CAP du 19 juin prend appui sur les formules « injurieuses » employées par les Cahiers du Communisme pour estimer « impossible la continuation des pourparlers engagés ». A nouveau Pivert et Zyromski décident de passer outre : ils convoquent, avec leurs homologues communistes de Seine et Seine-et-Oise un grand meeting unitaire pour le 2 juillet. Salle Bullier, Pivert, parle ainsi aux côtés de Zyromski, Just et Farinet, et des orateurs communistes. La salle est comble, et il faut très vite improviser un deuxième meeting, salle Huyghens : « Aucune force au monde, s'écrie Pivert, ne pourra arrêter notre marche, au coude à coude, vers la révolution prolétarienne ». Un ordre du jour est adopté par acclamations : « Les travailleurs de Paris (...) saluent la réalisation de l'unité d'action (...) et demandent que l'action commune soit poursuivie en vue de faire face aux provocations fascistes qui se préparent ».

L'unité d'action est désormais en marche. Le 2 juillet, le PC propose le texte d'un pacte d'unité contre le fascisme. Et le 15 juillet le conseil national adopte une résolution: « Le conseil national accepte l'offre d'action commune du Parti communiste contre le fascisme et la guerre (...) il se félicite de voir réaliser l'unité d'action(...) d'autant plus sincèrement qu'il veut voir dans l'unité d'action un moyen de préparer l'unité organique à laquelle il reste passionnément attaché. » Le 27 juillet, socialistes et communistes signaient officiellement le pacte d'unité d'action. Fait significatif : Marceau Pivert, qui a tant fait pour l'unité d'action, n'a pas été convié à faire partie de la délégation socialiste.

1. « Le F.: Marceau Pivert, avant même d'être or... se fera le champion de cette cause, et sera fréquemment l'interprète du sentiment général ». Histoire de la R.L. Etoile Polaire, Imprimerie Tessier, 1939. (Arch. E.P.)
2. Lucien Constant, le 15 février 1934.
3. La Bataille socialiste, 15 février, n° 76, « Vers la décision ».
4. Compte rendu des congrès fédéraux de la Seine, 1934.
5. La Bataille socialiste, 15 mars, n° 77, « La guerre sociale ». 6. id., 15 mars, n° 77 bis, « De quelques hypothèses ». 7. Id., 15 avril 1934, n° 78, « Les tâches de la SFIO ».

CHAPITRE 9

AUTODÉFENSE ET UNITÉ D'ACTION



Dans le deuxième semestre de l'année 1934, Pivert est très présent sur le front de l'autodéfense. Durant l'été, il a reçu le renfort de la minorité de l'Internationale, la « gauche socialiste internationale »,¹ qui a adopté une résolution appelant à « former les milices ouvrières ». Le 8 octobre, il est confirmé dans la responsabilité des groupes de défense, qu'il assume sans autre contrôle qu'une liaison étroite avec le bureau fédéral. Ces groupes de défense prennent alors le curieux nom, un peu scout, de TPPS, « Toujours prêt pour servir ».²

Les TPPS, tous volontaires et tous membres du parti, sont organisés en sizaines, trentaines et centaines. Ils disposent d'une « section de réserve », les JGS (Jeune garde socialiste), qui portent un uniforme (chemise bleue, cravate rouge). Officiellement, ils ne sont que « l'organisme officiel de l'autodéfense active de la région parisienne ». Mais la notion « d'autodéfense active » apparaît extensible. Pivert précise « pas de défensive sans contre-offensive »³ et les textes internes sont encore plus clairs : l'un d'eux s'intitule en effet, avec une grande simplicité, « Attaques ».⁴ L'on y détaille l'attaque des permanences et des locaux (« désorganiser la défense par la rapidité de l'attaque. Moyens : lacrymogène, etc. Une équipe attaque, une autre protège, une autre corrige à distance et identifie ; une autre alerte l'opinion »), l'attaque des vendeurs de journaux (action pour une TE5 : une SE6 attaque brusque, femmes yeux⁷, une SE alerte l'opinion, noyauté, immobilise les soutiens fascistes, une SE protège la fuite, en semblant pourchasser les assaillants, deux SE soutiennent l'ensemble, ne s'engageant que là où c'est vraiment utile), l'attaque « grande réunion » (« équipe de choc, incursion rapide pour rendre la salle intenable, balayer les abords, filtrer et corriger les arrivants ou les sortants, même loin du lieu de réunion »). L'attaque « petite réunion » (« en tout cas, organiser correction et mise hors d'usage des lieux ») et l'attaque individuelle « ni » attaque, un désarme, un témoin »).

Les TPPS sont-ils armés ? Le rapport du secrétaire à l'autodéfense le revendique (« à des fascistes armés, il faut opposer des hommes armés »). Certains prennent le principe très au sérieux, ainsi Duchemin, contremaître dans une entreprise de plomberie, militant du 15e et ami personnel de Marceau, qui stocke dans un dépôt de son entreprise six revolvers, une mitrailleuse et ... une mitrailleuse.⁸ En général, la réalité est plus modeste : au mieux un revolver pour le responsable de la sizaine.

L'activité des TPPS n'existe pas que sur le papier. Ils interdisent une réunion des Croix-de-Feu à Contlans-Sainte-Honorine, mettent à sac, au prix de plusieurs blessés, la permanence des Camelots du roi, rue Asseline, dans le 14e. Toutes leurs actions ne sont pas couronnées de succès : place des Ternes, ils sont mis en déroute par l'action combinée des Camelots du roi et des « francistes » de Bucard. Pivert est souvent présent sur le terrain. On décrit volontiers son poing fermé qui monte très haut et redescend comme une massue. Incontestablement, son tempérament sportif trouve quelque satisfaction à ces activités.

En novembre 1934, puis en janvier 1935, il fait voter par le conseil fédéral la « motion d'alarme » adoptée par la 19e section, qui se prononce pour l'armement du prolétariat. Cette fois-ci des problèmes apparaissent au sein de la BS. Farinet, hostile, est « débarqué » du bureau fédéral. Et Henri Dollet, dont Marceau avait préfacé les ouvrages, critique vivement la résolution de la Seine :

« Nous devons organiser nos groupements de défense et d'offensive antifasciste munis d'autres choses que de simples brancards (...). Mais lorsque nous parlons de l'armement du prolétariat (...) nous devons nous rendre compte de ce que sont les conditions donnant au prolétariat

(...) *quelques chances de victoire* ». 11

Mais ce sont surtout les « paulfauristes » qui mènent l'offensive. Zyromski s'étant amusé et étonné de leurs attaques, Jean-Baptiste Séverac lui rétorque :

« Je n'ai jamais pensé, Zyromski, que vous fussiez putschiste et que le romantisme révolutionnaire vous eût jamais séduit (...). Mais il ne s'agit pas que de vous. (La résolution votée par la majorité de la Seine), je l'ai trouvée imprégnée de l'idée qu'il fallait préparer le parti à une offensive année contre le régime actuel. » 11

Marceau Pivert avait répondu par avance

« Où (Jean-Baptiste Séverac) a-t-il vu créer des "troupes d'assaut contre l'appareil utilitaire de la bourgeoisie capitaliste" ? Mais cette accusation sans fondement peut-elle servir de prétexte à l'absence complète d'activité du secrétariat en ce qui concerne les décisions régulières du congrès de Toulouse ? » 12

Et il persévère. En mars, il déclare à Révolution, l'organe des Jeunesses socialistes de la Seine :

« Il ne s'agit pas d'accumuler des stocks d'armes, mais d'avoir repéré où sont les armes des adversaires et de savoir comment s'en emparer (...). L'organisation qui (...) établira les moyens de s'en emparer, le moment venu, doit être clandestine. »

La mise à sac, le 15 avril, (lu local de la Fédération de la Seine, rue Feydeau, contraint la direction du parti à laisser s'officialiser les TPPS. Un état-major est alors constitué composé de Pivert, d'un socialiste proche de Pivert, Balay¹³, du « bolchevik-léniniste » Marc Laurent¹⁴, et d'un autre socialiste, franc-maçon, René Rut. La tension monte autour de l'activité des TPPS. Le 13 juillet, c'est contre l'avis des directions fédérales qu'ils dispersent la manifestation de Solidarité française, l'organisation du commandant Jean Renaud. Et le 14 juillet, c'est avec l'accord de la Fédération de la Seine, mais contre l'avis du parti, que Marceau fait défiler, à l'intérieur du cortège unitaire, plusieurs centaines de TPPS, avec leurs propres mots d'ordre, suivis de cinq cents JGS en chemise bleue et cravate rouge.

Ces débordements sont mal perçus : ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'extension aux radicaux de l'accord communiste-socialiste et il importe donc de ne pas effrayer. La BS est unanime contre cette perspective, et Zyromski et Pivert semblent toujours marcher du même pas. A Mulhouse, ils votent ensemble une motion minoritaire de rejet des « gouvernements de coalition ». L'accord semble également réel sur les questions d'autodéfense. Dans le débat, Pivert dépeint la situation en termes très dramatiques (« Nous sommes au pied du mur à Paris, nous sentons la menace peser sur nous chaque jour, nous connaissons la liste des victimes désignées »), et le texte commun 'T.yromski-Pivert réaffirme

*« Le parti affirme à nouveau la nécessité d'organiser un dispositif de sécurité et d'autodéfense conçu dans les cadres de la motion de Toulouse, qui n'a reçu jusqu'à maintenant qu'une application tout à fait insuffisante. »*¹⁵

Mais le pacte que signent en mai 1935 Laval et Staline (« Mr Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité ») réintroduit dans le débat les questions liées à la défense nationale. Et, pendant que Pivert refuse « la guerre sous la direction de notre bourgeoisie », c'est un autre son de cloche que l'on entend peu à peu du côté de Zyromski : « Si on croit être révolutionnaire (...) en transposant dans le domaine de l'action socialiste révolutionnaire les conceptions tolstoïennes du pacifisme bourgeois, on se trompe lourdement ! » Alors rupture ? Au lendemain du congrès, Pivert le dément. Prendre pour argent comptant ces rumeurs, ce serait, explique-t-il, « oublier la cohésion idéologique » de la BS.¹⁶

Mais en fait ladite cohésion idéologique a du plomb dans l'aile. Vient de sortir en effet une brochure d'Otto Bauer, Théodore Dan, Amédée Dunois et Jean Zyromski qui s'intitule *L'Internationale et la guerre*. Le livre propose une analyse assez fouillée du fascisme, reste réservé à l'égard de l'Union sacrée, mais renvoie à l'après-guerre les tâches de la révolution. Pivert répond sans précaution diplomatique : « ceux qui désespèrent, ceux qui attendent la révolution pour "après la guerre" nous entraînent à un nouveau 1914. (...) Non, pas de défense en régime capitaliste. Contre la guerre, révolution partout ! »¹⁷

A ces divergences de fond, vient s'ajouter le problème posé par la répression qui s'abat sur la gauche des Jeunesses socialistes. Dans les Jeunesses de la Seine, une motion commune à l'ensemble des courants de gauche (les « luxemburgistes » de Spartacus, les amis de Treint - la Lutte finale - les bolcheviks-léninistes (BL) et les pivertistes autour de Fred Zeller) avait recueilli les trois quarts des voix. A la conférence nationale des JS, qui se réunit du 28 au 30 juillet 1935 à Lille, la droite fait voter l'exclusion de 13 dirigeants de la Seine. Les motifs sont « dénigrement systématique à l'égard du PS » et « prise de position pour l'affiliation à la IV, Internationale ». Mais les exclus ne sont pas tous BL : on y trouve également un « spartakiste », et un « pivertiste », Fred Zeller. Zyromski, et, sous son influence, la BS, approuvent les exclusions.¹⁸ Pivert les condamne et écrit immédiatement aux exclus :

*« Voilà un parti qui n'a jamais osé mettre à la porte des gangsters comme Fiancette et Levillain (...) qui n'a pas osé foutre dehors un malhonnête homme comme Compère-Morel. Au moment où il réintègre cette canaille, il exclut toute la gauche de ses Jeunesses ! C'est incroyable ! Nous comprenons qu'il nous faudra lutter autrement qu'à fleuret moucheté contre les adversaires de tendance qui voudraient nous entraîner en dehors de la communauté socialiste avant peut-être d'entraîner le prolétariat dans un nouveau 1914. »*¹⁹

Pivert, effectivement, a compris. Quand Zeller, Rous, Molinier et Rousset vont le voir en août à Assy-Passy, où il passe ses vacances 20 il s'engage à rompre avec Zyromski et à créer sa propre tendance. Sa signature au bas de l'appel à la Conférence nationale contre la guerre et l'Union sacrée, qui se tient à Saint-Denis les 10 et 11 août 1935 et qu'organisent les doriotistes, les anarchistes et diverses organisations pacifistes, aggrave les divergences avec Zyromski. L'appel, en effet, précise : « *Ce n'est pas d'une guerre impérialiste, mais de luttes sociales que nous attendons la chute du régime hitlérien.* » Fin septembre, la majorité zyromskiste de la Seine se refuse à approuver le rapport que présente Pivert sur l'autodéfense. Il est, estime-t-elle, « en contradiction avec cette règle essentielle qui doit commander tout le fonctionnement des organismes de sécurité : toute contre-offensive ne peut être exécutée qu'après décision de la direction ». La séparation est dès lors inéluctable. Le 20 septembre 1935, au café Augé, rue des Archives, se tient la première réunion de constitution de la Gauche révolutionnaire.

1. Cette minorité de l'Internationale était animée par Pivert et Zyromski (SFIO), Spaak (Parti ouvrier belge), Boccarini (Parti socialiste italien), Félix (Parti socialiste des USA), Ehrlich et Alter (Bund polonais).
2. « Quand on se réunissait, le chef de groupe disait: Toujours prêt pour... et le chœur, d'une voix forte, criait : servir ! » (Charles Pivert, Le Parti socialiste et ses hommes, France Éditions, 1950).
3. Rapport du secrétaire à l'autodéfense pour le 56^e congrès de la Seine, 26-27 octobre 1935.
4. « Pourquoi ces cours ? Rôle des TP », Arch. CERMTRI.
5. Une trentaine.
6. Une sizaine.
7. Contraction qui semble indiquer que les femmes surveillent, font le guet.
8. Entretien d'Étienne Duchemin avec Annie-France Chaumeruil (in Marceau Pivert, Biographie politique, thèse de III^e cycle, Paris I).
9. Farinet mettra en cause les francs-maçons de la BS, et, dans une lettre à Zyromski, incrimine nommément Marceau Pivert, le « néo-hervéisme qui envahit la BS » et le « Iliri avec les trotskystes, qui, dans le 14^e, a vidé la section d'un grand nombre d'adhérents : de 350, elle est tombée à 150 environ ». Fonds Zyromski.
10. La Bataille socialiste, n° 86.
11. Id., n° 87.
12. Id., n° 86.
13. Il deviendra trotskyste et suivra le groupe de « La Commune » en 1935.
14. De son vrai nom Henri Molinier.
15. Parti socialiste SFIO, rapport du congrès de Mulhouse.
16. La Bataille socialiste, juin-juillet 1935.
17. Le Populaire, 26 août 1935.
18. « Le conflit des Jeunesses socialistes », signé « BS » dans La Bataille socialiste d'août-septembre 1935.
19. Lettre de Marceau Pivert aux camarades frappés par le congrès national des Jeunesses de Lille. Bulletin de la 15^e section du Parti socialiste SFIO, 30 juillet 1935.
20. Zeller lui en voudra toujours de ne pas être rentré d'urgence à Paris comme il le lui avait demandé. Pivert avait répondu qu'il était très fatigué et ne pouvait écourter ses vacances. « Rien ne presse » avait-il écrit à Zeller (Fred Zeller, Trois points c'est tout, Robert Laffont, 1976).

CHAPITRE 10

PIVERTISTES ET TROTSKYSTES



C'est durant cette période, entre le 6 février 1934 et le Front populaire, que Pivert rencontre Trotsky et les trotskystes. C'est un long cousinage, entremêlé de bien des dissensions, qui commence alors. Après le 6 février, les trotskystes ont en effet été actifs et unitaires. Et, en août 1934, ils décident, sur les conseils de Trotsky, d'entrer à la SFIO.¹ Ils y entrent « drapeau déployé », c'est-à-dire comme une tendance reconnue, qui prend le nom de Groupe bolchevik-léniniste (GBL). « Dans les sections, écrit Yvan Craipeau, les trotskystes furent reçus avec curiosité, comme la famille Durand déballe le puma empaillé envoyé par l'oncle d'Amérique ».² Leur direction leur a fourni bien des conseils de prudence (« Nous ne sommes pas des professeurs prétentieux, nous sommes des militants dévoués ») et recommande la « modestie » et la « tenace souplesse de la pédagogie ». Il n'est pas certain que les conseils seront toujours suivis. Mais les trotskystes portent sur la « sensibilité » que représente Marceau Pivert une appréciation positive

« La tendance représentée par Marceau Pivert incline fortement à gauche. Constituée par une large base ouvrière et par la plupart des jeunes de la Bataille, elle est beaucoup plus sensible aux réactions de la classe ouvrière. Elle fait dans le 15° le premier comité d'alliance avec la Ligue, elle avoue franchement la faillite de la II^e Internationale, elle combat la politique allemande et autrichienne, elle est absolument contre toute défense nationale en régime capitaliste, elle combat la politique syndicale de Jouhaux, elle préconise, au moins en paroles, l'action directe ».

Et s'ils estiment que la sensibilité pivertiste « reste liée à Zyromski et avec lui à la bureaucratie droitière », c'est pour ajouter que « le contrôle de la base dans cette tendance est assez direct » et a souvent obligé Pivert à prendre « une attitude beaucoup plus radicale ».

Mais ils s'attendent cependant à ce que Pivert manifeste à leur égard « une opposition tout à fait forte ». Et c'est justement parce qu'il représente la tendance la plus à gauche du Parti socialiste qu'il a, estiment-ils, « senti nettement le danger direct que nous représentons pour lui ».³

Qu'en pense Pivert ? Sans doute est-il un peu dans l'expectative. Les trotskystes s'inquiéteront du fait que les deux premiers livres-La lutte contre le, fascisme et Vive l'unité- publiés dans la collection qu'il s'efforce alors de lancer, sont des brûlots antiléninistes, écrits par Henri Dollet, ancien membre du PC suisse. Mais la brève préface de Pivert à Vive l'unité est d'un ton modéré. Et surtout celui-ci apprécie le renfort qu'il reçoit des trotskystes sur les questions d'autodéfense. Amicalement, il va en mars 1935 rendre visite à Trotsky, qui, chassé de Barbizon par le gouvernement Sarraut a dû élire domicile à Domène, dans l'Isère.

Trotsky porte alors et durant plusieurs mois, des appréciations très positives sur Marceau Pivert. Il estime ainsi que c'est Pivert qui a correctement analysé, dans son article « Tout se tient », la détérioration du rapport de force aux dépens du prolétariat. Et il ajoute

« Marceau Pivert, grâce à ses interventions de plus en plus claires et résolues, est devenu l'une des figures les plus populaires à la base. »⁴

A la mi-avril, il reproche à Blum de composer volontiers avec la droite du parti, « tandis qu'il traite Marceau Pivert, qui représente de larges couches révolutionnaires, comme une canaille ». -I Il écrit, le même mois :

« Personne ne peut aujourd'hui nier qu'en France, le milieu favorable à la formation de cette avant-garde est constitué par la gauche socialiste. C'est d'elle que proviennent désormais les mots d'ordre révolutionnaires. Il n'y a qu'à lire les articles de Marceau Pivert le dirigeant de cette gauche. Sur la question de la guerre et celle de la milice, il combat aussi bien le point de vue des sociaux-démocrates que ceux des staliniens, et soutient nos mots d'ordre. Il n'est pas seulement un homme de bonne volonté, mais le représentant d'une tendance profondément militante qui se développe vigoureusement vers nos positions. »⁶

Pivert s'est lui aussi rapproché des bolcheviks-léninistes. C'est avec eux qu'il partage la direction des TPPS. La « motion d'alarme » qu'il a fait voter, ce sont pour l'essentiel des bolcheviks-léninistes qui l'ont rédigée. Les deux courants dirigent ensemble la gauche des Jeunesses. Et il n'a pas ménagé sa solidarité aux bolcheviks-léninistes menacés d'exclusion : il a voté contre à la CAP, il est sorti de la séance en compagnie de Jean Rous, et il écrit qu'« être antitrotskyte, c'est faire preuve d'un esprit réactionnaire dans le mouvement ouvrier ». Et maintenant, il s'apprête à rompre avec Zyromski, comme Trotsky l'avait maintes fois souhaité.

Mais il y a une ombre au tableau, un obstacle au rapprochement, et de taille. Un an à peine après l'entrée des trotskystes dans la SFIO, Trotsky estime qu'ils doivent maintenant en sortir. Ce sont les grèves insurrectionnelles du 5 août à Toulon et à Brest, qui emportent sa conviction : « Nous devons nous dire à nous-mêmes : la période transitoire de l'adaptation au régime de la SFIO est en train d'approcher de sa fin naturelle. Nous devons nous orienter dans la pratique vers le parti révolutionnaire dans les délais les plus brefs ».7

Or, Pivert n'envisage aucunement de quitter la SFIO. Au contraire, il se bat pour la réintégration des exclus et leur conseille des concessions : cesser de se référer à la IV, Internationale, ne plus s'appeler « bolcheviks-léninistes ». « L'essentiel, dit-il, n'est pas de porter sur le nombril un nom prestigieux, mais de s'appliquer à suivre les enseignements qu'il comporte ».R Trotsky prend aussitôt la plume. Curieusement, il n'intervient pas sur la question « faut-il ou non rester dans la SFIO », mais sur l'erreur que commet Pivert en méprisant les étiquettes (« En politique, le nom c'est le drapeau ») et les numéros (« Chaque numéro correspond à une époque déterminée, à un programme et des méthodes d'action »). Et surtout Trotsky ne semble pas saisir que Pivert s'apprête à rompre avec Zyromski. Inutilement, il écrit : « Le malheur clé Pivert, c'est que, jusqu'à maintenant, il n'a pas rompu le cordon ombilical qui le relie au petit monde des Blum et des Zyromski. A chaque occasion nouvelle, il regarde ses « amis » et leur tâte le pouls avec inquiétude ».9

Marceau Pivert lui répond le 20 août. Ou bien, explique-t-il : « Trotsky et ses amis considéraient que la IIe Internationale est un cadavre dont il n'a plus rien à tirer ». Il s'agit alors d'une simple opération de débauchage et « nous ne nous prêterons pas à cela ». Ou bien, les bolcheviks-léninistes pensent que « les masses ouvrières, groupées au sein de l'IOS sont capables d'évoluer » et participent « à la constitution d'une avant-garde révolutionnaire ». Dans ce cas, l'étiquette « bolchevik-léniniste » est effectivement maladroite. « Oh, je sais, dit Pivert, il y a le vrai bolchevisme, le bolchevisme des origines, et il y a sa caricature, mais celui qui compte, c'est celui dont les ouvriers ont acquis une connaissance expérimentale qu'on leur fera difficilement oublier ». Faire cette remarque, explique Pivert, « ce n'est pas s'adapter à la psychologie des cliques opportunistes » mais « à la psychologie des ouvriers socialistes que l'on veut gagner à une politique révolutionnaire » et il déclare préférer à « l'étiquette », « un contenu réel, sur lequel d'ailleurs un nombre croissant d'ouvriers socialistes se trouve en accord avec les bolcheviks-léninistes : milices ouvrières, défaitisme révolutionnaire, grève générale insurrectionnelle, conquête du pouvoir et dictature de classe du prolétariat (même cri science la définition elle-même est toujours plus claire que le mot défini.) » Moins convaincante est sa profession de foi : « Jusqu'à preuve du contraire, oui, je crois à la démocratie intérieure du Parti socialiste ».10

Le 3 septembre 1935, Pivert écrit à Raymond Molinier : « A tout prix il faut donc rester dans le parti, abandonner cette impossible attitude d'une affiliation à deux internationales à la fois (...) mais je crois que le sacrifice de la Vérité s'impose ».11 Le 13, Trotsky répond « comme si cette mesure pouvait contenter les dieux qui ont soif ».12

Pourtant les trotskystes français hésitent. En réalité, les dirigeants du GBL estiment la sortie prématurée. Dit coup quand la Gauche révolutionnaire est fondée, les trotskystes ne sont ni partis ni exclus. Faut-il alors les inclure dans le rassemblement qui se fait autour de la GR ? Faut-il au contraire être plus réservé, et se contenter d'explorer les possibilités d'une collaboration ? Zeller explique: « Ce n'est pas des bolcheviks-léninistes qu'il faut se démarquer mais de nos adversaires dans le parti ».13 Marceau Pivert, lui, est partisan d'une « prudente réserve », et c'est sa position qui l'emporte. Il craint en effet que les trotskystes s'ils conservent leur identité et leur fonctionnement propre, n'imposent vite leurs méthodes de travail et leurs orientations. Cependant la proposition leur est faite, le 3 octobre 1935, d'une fusion sur la base du projet de programme de la G R. Les trotskystes

acceptent de discuter sur cette base, mais le temps ne leur en sera pas laissé. Le 15 septembre, onze dirigeants adultes des GBL sont convoqués devant la commission des conflits, et le 19 septembre, celle-ci demande l'exclusion. La CAP la vote le 2 octobre, et le conseil national la confirme le 17 novembre. Contraints et forcés, les trotskystes sont donc maintenant en dehors du Parti socialiste. La Gauche révolutionnaire se fera sans eux.

1. Jacques Kergoat, Le Parti socialiste, Éd. Le Sycomore, 1983.
2. Yvan Craipeau, Le Mouvement trotskyste en France, Éditions Syros, 1972.
3. Bulletin intérieur du GBL de la SF10, septembre 1934.
4. « Encore une fois, où va la France », 28 mars 1935.
5. Discussion sur la SAP et l'IAG, rni-avril 1935.
6. La situation en France, et les tâches du Groupe bolchevik-léniniste de la SFIO, 1.5 avril 1935.
7. « Après les événements de Toulon », 11 août 1935.
8. Lettre de Marceau Pivert aux camarades frappés parle congrès national des Jeunesses socialistes de Lille. Bulletin de la 15e section du Parti socialiste-SFIO, 30juillet 1935.
9. « Étiquettes » et « Numéros », 7 août 1939.
10. « La Gauche révolutionnaire du Parti socialiste-SFIO et le Groupe bolchevik-léniniste (trotskyste) ». Brochure de la 15e section du Parti socialiste.
11. In Nicolle Braun, «L'Organe de niasse».
12. Trotsky, « Se tourner vers un parti indépendant », Oeuvres, tome 6.
13. Révolution, n° 13, octobre 1935.

CHAPITRE 11

TOUT EST POSSIBLE ?



La Gauche révolutionnaire est à vrai dire assez hétéroclite. Il y a des anciens de la « Bataille » - pour l'essentiel des militants de la Seine et de la Seine-et-Oise, et surtout le «fief» du 15e - mais moins qu'on pourrait le penser. Et l'on y trouve surtout, du moins au niveau du groupe dirigeant, des hommes dont ni l'itinéraire, ni la culture ne sont « Bataille socialiste » : René Lefevre, luxembourgist, qui anime le groupe Spartacus, Maurice Jaquier, dirigeant du Comité d'action socialiste révolutionnaire, Claude Beurepaire et Raymond Abellio (Georges Soulès) de Révolution constructive, Daniel Guérin, venu du syndicalisme révolutionnaire, les anciens de l'Action socialiste, Malarte et Périgaud, Lucien Hérard qui vient du Parti communiste et de la Fédération communiste indépendante du Doubs, Boris Goldenberg, qui vient d'un groupe allemand regroupant des dissidents socialistes et communistes, le SAP, Michel Collinet qui a été trotskyste puis souvarinien.

L'hétérogénéité politique est réelle. Tous acceptent de se regrouper autour de Pivert, mais, commente Guérin, plus par allégeance personnelle que par « une claire identité de vues politiques ».t Les raisons de cet attachement, Jean Rabaut 2 et Lucien Weitz3 les ont bien exprimées : entraîneur d'hommes et homme de bonne volonté, homme de courage, de droiture et de générosité, étranger à toute ambition, mais d'une volonté sans faille. On pourrait évoquer bien des témoignages, par

exemple celui d'Yves Jouffa, tout étonné, au retour d'une manifestation, de découvrir Pivert sur le quai du métro, inscrivant à la craie sur les murs les slogans de la manifestation.⁴

La plate-forme sur laquelle se fonde la Gauche révolutionnaire, que rédige pour l'essentiel Boris Goldenberg, comprend sept points, que l'on peut résumer ainsi :

1. Pour l'offensive contre le capitalisme, pour la dictature du prolétariat « représenté par un gouvernement ouvrier et paysan, issu de la révolution, substituant à l'appareil étatique de la bourgeoisie les organismes démocratiques des masses laborieuses et construisant le socialisme.
2. Pour un front populaire de combat : celui qui combattra, sous la pression des masses, pour le socialisme.
3. Pour une milice populaire et pour des comités de salut public, ayant des fonctions de contrôle et de gestion, fédérés dans les « États généraux des masses travailleuses ».
4. Pour, si la guerre éclate, « transformer la guerre impérialiste en guerre civile »⁵ : la défense nationale en régime capitaliste est une « duperie ».
5. Pour la libération des peuples coloniaux.
6. Pour l'unité organique (nationale et internationale).
7. Pour gagner à ces points de vue la majorité des militants SFIO.

La Gauche révolutionnaire s'organise. Le 20 octobre 1935, elle élit son Comité directeur. Aux côtés de Pivert, Jaquier est secrétaire général, et Floutard, architecte, et pivertiste de toujours, bras droit de Marceau sur le 15e, devient secrétaire administratif de la tendance. Elle décide - pratique nouvelle pour une tendance de la SFIO - qu'elle appliquera, sur les questions les plus importantes, une discipline de tendance. Et elle organise sa presse : tous les mois paraîtra Gauche révolutionnaire, journal de tendance interne à la SFIO. Il suffira de changer la couverture et d'enlever quelques articles par trop exclusivement internes, pour que paraisse Masses, vendu publiquement à l'extérieur du parti.

La Gauche révolutionnaire annonce 642 adhérents : 408 dans la Seine, 52 en Seine-et-Oise, 182 en province, dans 32 départements. C'est là un constat honnête, et tout à fait provisoire. Ce qui est vrai, c'est que la GR est faible en province et qu'elle le restera.

Dans la Seine, elle prouve très vite sa représentativité. Au congrès fédéral des 27 et 28 octobre, la Gauche révolutionnaire présente en effet sa propre plate-forme et se bat contre les exclusions des dirigeants bolcheviks-léninistes. Sur cette base, elle réunit plus du tiers des mandats de la fédération.

Marceau Pivert est alors un homme heureux. Depuis un certain temps déjà, les débats internes de la Bataille socialiste lui pesaient, ainsi que les inévitables concessions qu'il devait s'imposer. La Gauche révolutionnaire, elle, c'est sa tendance. Il s'épanouit.

Pourtant le succès même que rencontre la Gauche révolutionnaire concentre contre lui une impressionnante animosité. Du côté socialiste, la question des TPPS est de plus en plus sulfureuse. Le parlement a en effet volé, à la quasi unanimité, une loi qui est censée permettre la dissolution des ligues fascistes, mais qui autorise aussi celle des milices privées. Elle s'avère totalement inefficace contre les ligues. Les Croix-de-Feu, par exemple, perfectionnent leur mécanisme de mobilisation clandestine : « Certaines alertes, s'indigne Marceau, ont eu lieu devant des permanences ouvrières, au coup de sifflet. Mais il ne faut pas bouger ! N'excitez pas l'animal ! Prudence ! »⁶

Par contre, commente Marceau, « un ouvrier surpris avec un revolver est passible de 55 000 F d'amende. Comment 1 es TPPS ne se décourageraient-ils pas ? »⁷ En fait, ils ne sont guère découragés : boulevard Barbès, les Camelots du Roi laissent ainsi vingt des leurs sur le pavé.

Le 13 février 1936, Léon Blum est agressé, alors que sa voiture traverse inopinément un groupe de militants de l'Action française revenant des obsèques de l'historien royaliste Jacques Bainville. Dès le lendemain, Pivert propose que les TPPS « prennent en charge l'application du décret de dissolution de l'Action française »s en interdisant physiquement leurs réunions. Le secrétariat du parti refuse.

Le deuxième foyer de tension concerne les Jeunesses. A Paris, le Comité national mixte avait organisé une réunion « contradictoire »⁹: on y frôle le pugilat. C'est à peine si Pivert peut s'y exprimer, tandis que Zeller se voit jusqu'au bout refuser la parole. A Lyon, la fédération départementale s'oppose à ce que Pivert tienne une conférence d'information et un meeting.

Dans l'animosité, les dirigeants du Parti communiste ne sont pas en reste. Jacques Duclos écrit ainsi :

« Nous ne suivrons pas le porte-parole des trotskystes, Marceau Pivert, dans ses rodomontades (...). D'ailleurs, il faut bien dire que les phrases révolutionnaires ne peuvent malheureusement faire. oublier de récents rapports politiques entre Marceau Pivert et le traître Doriot, serviteur de Laval. » 10

Que Marceau se démarque des trotskystes n'aura donc pas servi à grand-chose. Pour Duclos, il en est le porte-parole. Dans la réponse que publie La Bataille socialiste, Pivert, avec une dignité certaine, ne cherche d'ail leurs pas à se « disculper » de ce chef d'accusation. Il précise cependant, dans une lettre à L'Humanité : « Je ne suis le porte-parole que des camarades qui m'ont délégué au secrétariat de ma section, de la Fédération de la Seine et à la CAP. »

Le reproche de « rapports avec Doriot » était d'autant plus étrange que Marceau avait lui-même participé à la « normalisation » sur Saint-Denis : afin de faciliter « l'unité d'action », il était à plusieurs reprises intervenu pour que ce soit avec le rayon « officiel » et non avec Doriot que la section socialiste entretienne des relations privilégiées. 1 1 Et il semble qu'il ait eu peu de relations avec Doriot, à quelque époque que ce soit.² Qu'importe. Désormais Pivert sera régulièrement stigmatisé à la fois comme trotskyste et comme doriote, au moment même où, les procès de Moscou aidant, les trotskystes sont de plus en plus fréquemment présentés par les staliniens comme les agents d'Hitler (« hitléro-trotskyistes »). La direction du PC pressent en effet que, face à la politique d'union nationale vers laquelle elle s'oriente, Pivert peut incarner une autre voie. Il importe donc de le discréditer rapidement.

Pour le moment cependant, cette autre voie a du mal à se dessiner. La Gauche révolutionnaire est certes plus que réservée face au Front populaire naissant. Mais il lui est en même temps difficile de s'en dégager ; elle n'est pas une organisation autonome, mais une simple tendance de la SFIO. Elle invente alors le concept de « Front populaire de combat », qu'elle propage à partir de janvier 1936.

Comment faire en sorte que la SFIO toute entière soit l'instrument de ce Front populaire de combat ? Dans un premier temps, Pivert semble croire aux pressions « techniques ». C'est un autre aspect de sa personnalité qui apparaît ici : le passionné des techniques modernes de propagande.

Il y a plusieurs années déjà, il avait fondé dans le 15^e arrondissement la première radio libre de la capitale. En 1935, il rencontre Robert Talpain et sa femme, Marcelle, qui travaille comme monteuse aux Studios Wonder, auprès de Germaine Dulac, cinéaste. Ensemble, et avec Germaine

Dulac comme conseillère technique, ils créent le service cinématographique de la Fédération de la Seine et tournent dès 1935 deux petits films : La Commune et Les Bastilles, 1789-1935. Ils proposent ces films aux fédérations et sections qui souhaitent organiser des débats. A chaque fois, c'est l'aventure. Mais grâce au fidèle André Champion, qui organise toutes les projections, grâce à Marceau aussi qui, chaque mois, trouve au fond de sa poche les 50 F qui permettent de réparer le projecteur ou de recoller la bande son, ils organisent en deux ans d'innombrables séances on y projette leurs propres filins, mais aussi, par exemple, le film pacifiste américain, Les Marchands de canons. En mai, Pivert propose de réaliser un filin sur l'agression dont Léon Blum vient d'être victime, et le secrétariat du parti accepte. L'attentat contre Léon Blum, n'est pas dépourvu d'une certaine pugnacité à l'égard des ligues, mais peut-être participe-t-il aussi du culte de Blum, dépeint comme « un des meilleurs serviteurs du peuple de France, un des meilleurs combattants pour le pain, la paix, la liberté. »

Mais, en matière de « pressions techniques », il n'y a pas que le cinéma. Marceau est membre de la commission de propagande du PS, et plus précisément même, « secrétaire de la sous-commission des techniques modernes ». Il y consacre du temps, mettant comme toujours la main à la pâte. Il réalise ainsi lui-même des affiches, notamment celle qui illustre « l'action directe », et dont le thème est « Qui sème le vent récolte la tempête ».

C'est dans ce cadre qu'il rencontre Serge Tchakotine qui signera plus tard Dr Flamme dans les publications de la Gauche révolutionnaire. Tchakotine est un réfugié politique allemand, qui a minutieusement étudié les techniques de propagande du nazisme. Il a publié à ce titre Le Viol des foules. « Personnage fascinant », note Pivert. C'est avec Tchakotine qu'il prépare la manifestation monstre (200 000 personnes) de protestation contre l'agression envers Blum. C'est avec lui encore, et avec son frère Charles, qu'il organise le grand meeting du 7 juin, dont Léon Blum est encore la vedette.

Mais les affiches, les manifestations, l'autodéfense et les films de propagande ne suffisent pas à faire naître le Front populaire de combat. C'est en effet à deux problèmes politiques majeurs que Pivert et la Gauche révolutionnaire sont confrontés. Le premier, c'est le programme du Front populaire tel qu'il voit le jour le 10 janvier 1936. C'est peu de dire que la Gauche révolutionnaire le commente négativement. 13

Ce programme s'explique par les alliances. Il a été calibré de telle manière que le Parti radical puisse l'accepter. Or, Pivert a condamné en termes extrêmement précis l'alliance avec les radicaux (« une trahison »). Son analyse du Parti radical n'est guère différente de celle que développent les trotskystes. Le Parti radical, explique-t-il, n'est pas l'expression de la petite bourgeoisie démocratique, mais l'agent que le grand capital utilise pour pervertir les aspirations démocratiques de cette petite bourgeoisie. Le rôle de la classe ouvrière est donc de s'adresser directement à la petite bourgeoisie, par-dessus le Parti radical. 14 Au congrès, il défend le désistement automatique entre les seuls candidats communistes et socialistes, en admettant qu'une exception puisse être faite en faveur d'un « candidat non prolétarien », s'il « n'a pas participé à l'union nationale et s'il s'engage à briser toutes les résistances des oligarchies économiques et financières ». Malgré ces nuances, la motion de la Gauche révolutionnaire est très minoritaire face à une large majorité qui prône le désistement mutuel de tous les partis composant le Front populaire.

Que vont faire Pivert et la Gauche révolutionnaire ? En fait, à travers l'expression « front populaire de combat », ils font désormais comme s'il existait deux fronts populaires. L'un, celui des appareils, est, selon l'expression de Daniel Guérin, « la mésalliance sur le plan parlementaire et électoraliste du radicalisme bourgeois et du stalinisme, sous le signe de la défense nationale,

mésalliance à laquelle la SFIO ne s'était que trop aisément prêtée. »¹⁵ L'autre, c'est l'unité d'action, c'est le puissant mouvement populaire dont les organisations ouvrières ont pris l'initiative. Le problème, c'est que le premier a pour fonction d'empêcher le second et que, pour le moment, c'est lui qui tient le haut du pavé. Pour Marceau, il n'y a sans doute rien d'autre à faire que de s'emparer du parti pour en faire l'ossature du Front populaire de combat. Le 25 février¹⁵, tourné vers les bolcheviks-léninistes, il écrit :

« Nous n'avons jamais compris cette sorte de résignation désespérée des minorités BL et JSR qui n'ont pas cru suffisamment à leur capacité de transformation et qui ont fourni aux bureaucrates réformistes les armes de leur exclusion. Vouloir conquérir les masses et ne pas être capable de conquérir le parti, n'est-ce pas une gageure ? »

La Gauche révolutionnaire participe, de manière disciplinée, à la campagne électorale. Pivert donne l'exemple : il est candidat dans le 15^e arrondissement, circonscription de Javel. Pivert a proposé au Parti d'unité prolétarienne - une petite organisation issue, pour l'essentiel, des crises du Parti communiste - une candidature commune « désignée au scrutin secret par les délégués des deux partis ».¹⁷ Mais le PUP refuse et choisit de présenter - sectarisme pas mort ! - l'un de ses deux candidats sur Paris contre le leader incontesté de la gauche socialiste ! Il en faut plus pour décourager Pivert. Il tient vingt-quatre réunions publiques de quartier dont certaines, comme celle du 22 avril au préau Saint-Charles, réunissent jusqu'à 1 500 personnes ! Le 26 avril, au soir du premier tour, Pivert a recueilli 2 342 voix, 933 de plus qu'en 1932. Mais c'est le communiste Charles Michels qui arrive en tête et qui sera élu au second tour. Au total, la Gauche révolutionnaire, qui a totalisé au congrès des 1^{er} et 2^e février 1936, 11 % des mandats, n'a aucun député. Elle le doit vraisemblablement à son faible engouement pour les joutes électorales et aussi à sa concentration en région parisienne.

La principale leçon à retenir des élections, explique Marceau Pivert¹⁸, c'est que les électeurs de la petite bourgeoisie favorables au Front populaire n'ont pas jugé utile de passer par l'intermédiaire du vote radical. Elles montrent aussi que les socialistes sont maintenant « désignés nécessairement pour conduire une bataille politique et sociale d'une importance historique formidable ».

Les tâches immédiates, Pivert les énumère : « Arrêt des poursuites contre les victimes des lois scélérates, contrôle de toutes les opérations spéculatives à la Bourse, retrait des passeports aux membres des principaux conseils d'administration, dissolution des organisations mises en cause pour le 6 (février) et arrestation de leurs responsables. C'est là, précise-t-il, ce qu'il convient de faire dans les trois jours.

Le lendemain, 6 mai, Marceau défend ces propositions devant la CAP. Mais il se heurte d'emblée à un obstacle. Les règles constitutionnelles prévoient un délai d'un mois entre le résultat des élections et l'installation du nouveau gouvernement, et Blum tient à les respecter. Le dialogue entre Pivert et Blum, tel qu'il rebondit à propos des sorties d'or que signale Jules Moch, est significatif

« Léon Blum : « Notre attitude a pour but de ne fournir aucun prétexte aux spéculateurs. Le mécanisme des sorties d'or est classique : on achète des livres et des dollars contre des francs (...)

Marceau Pivert : On ne demande pas de pièces d'identité aux acheteurs de dollars et de livres ?

Léon Blum : Non (...) Pour le moment, je me borne à affirmer que les sorties d'or ne m'impressionnent pas.

Marceau Pivert: Je ne parviens décidément pas à comprendre pourquoi la constitution du gouvernement qui représente la volonté des masses est impossible ! Croyez-vous que les fascistes à notre place auraient hésité une minute ?

Léon Blum : Non ! Mais justement, nous ne sommes pas des fascistes.

Marceau Pivert : C'est pour cela que tout doit être subordonné à la volonté du peuple. Agissons tout de suite : nous sommes certains que la nouvelle chambre et le pays ratifieront nos décrets.

Léon Blum : J'aime mieux espérer que le mois de mai s'écoulera sans trop aggraver une situation financière déjà effroyable (...)

Marceau Pivert : N'est-ce pas un peu trop laisser à l'ennemi le soin de diriger le jeu ? Pourquoi ne prenons-nous pas l'initiative des opérations ? »

Le 10 mai, réunion du conseil national de la SFIO. La Gauche révolutionnaire, par son journal, renouvelle sa proposition d'un gouvernement à majorité prolétarienne, composé de toutes les grandes organisations du rassemblement populaire « y compris une femme », est-il précisé ! Elle accepte, si le Parti communiste entre au gouvernement, une participation radicale minoritaire. Et elle définit pour ce gouvernement, des tâches qui vont au-delà du programme du Front populaire : instauration de la représentation proportionnelle, vote des femmes, nationalisation du crédit, du chemin de fer, des assurances et des industries d'armement, mise sur pied d'offices en matière agricole, réduction du temps de travail à 40 heures sans diminution de salaire et retour au service militaire d'un an. Sur les questions coloniales, en Afrique du Nord, elle ne soulève pas la question de l'indépendance, mais demande l'élaboration d'un « programme minimum ». Enfin, elle réclame une politique extérieure de paix, n'hésitant pas à en appeler, pour surmonter d'éventuels obstacles, à la convocation d'une assemblée constituante, voire à la grève générale insurrectionnelle : « Le pays, explique-t-elle, s'étonne de ne pas nous voir à l'oeuvre... Il nous a hissés au pouvoir et il a le sentiment que nous hésitons à escalader la dernière marche. »¹⁹

Devant le conseil national, les inquiétudes de Marceau Pivert sont à bien des égards prémonitoires

« Camarade Blum, vous entendez bien, nous avons confiance en vous parce que nous savons que vous serez toujours au service de cette classe qui souffre. Écoutez mon appel, camarade, ne freinez jamais les travailleurs. (...) Si des résistances s'accumulent sur votre chemin, (...) nous vous le criais : ne partez pas, ne partez pas. Restez au pouvoir. (...) S'il y avait des résistances du Sénat, s'il y avait des résistances de la rue, la classe ouvrière les briserait. »

Mais au bout du compte, la Gauche révolutionnaire vote la motion unanime du conseil national. Celle-ci se contente de prévoir « l'application du programme rédigé, accepté et défendu par tous ».

Dans le Bulletin intérieur de la Gauche révolutionnaire, Marceau Pivert prend lui-même la plume pour justifier sa position et expliquer que le congrès national qui va se tenir dans un mois posera les mêmes problèmes

« Le congrès national se développera, lui aussi, dans une atmosphère spéciale, enthousiasme des grands élans d'espérance, besoin d'imité dans le combat, refus d'examiner les divergences tactiques... Nous devons être très attentifs à une telle atmosphère, facile à expliquer: une attitude sectaire, négative et pessimiste nous couperait des masses; une attitude d'aveugle et d'illusion ingénue nous réserverait de cruels lendemains (...). Ligne générale à ne pas perdre de vue : l'occupation du pouvoir, rendue inévitable par le jeu parlementaire et la volonté des électeurs, ne dispense nullement de l'action directe de classe, indispensable pour briser l'armature de l'État capitaliste. »

A la veille du congrès, le 27 mai, Marceau Pivert publie dans Le Populaire, une tribune libre intitulée « Tout est possible ». A le lire de près, le contenu de la tribune est moins incendiaire que la

légende ne l'a fait. Pivert réclame certes la constitution de « comités populaires », mais il ne dit rien des occupations d'usine qui ont démarré quelques jours plus tôt. Il appelle à ne pas remettre à plus tard « l'offensive anticapitaliste la plus vigoureuse », mais il admet en même temps qu'il s'agit, pour le futur gouvernement, de « parcourir une première étape, de prendre des forces, de rayonner de plus en plus et de gagner l'étape suivante ». Mais, dans le contexte du moment, le titre de l'article, sa tonalité générale ne peuvent être compris que comme un appel à la mobilisation. C'est bien ainsi que l'entend le PC qui, le surlendemain publié, à la veille du congrès socialiste, un article significativement intitulé « Tout n'est pas possible ». Marcel Gitton y répond avec vivacité à Pivert

*« Non, non, il ne s'agit aucunement "d'un changement radical, à brève échéance, de la situation économique et politique", comme l'écrit le camarade Pivert. Non, non, Marceau Pivert, il n'est pas question pour le gouvernement de demain "d'opérations chirurgicales". »*²⁰

Cette polémique aidera à la transformation du « Tout est possible » en une sorte de parabole gauchiste, transformation que le texte n'autorise guère. Marceau Pivert vient au contraire, sinon d'abandonner le « Front populaire de combat », du moins de relativiser l'opposition entre les deux formes de « Front populaire ». Ce qu'il développe maintenant, c'est la nécessité du Front populaire tel qu'il est, comme une première étape. Le 5 mai, l'objectif que fixait Marceau, passé les trois premiers mois, était « la destruction de l'appareil d'État de la bourgeoisie ». Une semaine plus tard, celui qu'il fixe dans la tribune que publie le 12 mai Le Populaire est, en trois ans, « assurer une telle reprise de l'activité économique, une telle élévation du niveau d'existence que l'immense majorité de la nation soit acquise au socialisme ». Globalement il n'affiche plus de désaccord avec Blum sur la caractérisation de la situation actuelle c'est bien de « l'exercice du pouvoir » qu'il s'agit. Simplement, il importe que la mobilisation des masses soit maintenue à un fort niveau, et que le parti conserve intactes ses possibilités d'action : alors il sera possible d'aller au-delà de l'exercice du pouvoir.²¹

Durant le congrès, à Blum qui explique avec netteté « que nous agissons à l'intérieur du régime social actuel », Pivert demande que soit précisé « que nous ne pouvons pas, une seule minute, considérer cet exercice du pouvoir en dehors de notre but final ». Blum acquiesce poliment. Et Pivert se contente de lire au congrès une déclaration de la Gauche révolutionnaire qu'elle ne soumet pas au vote : « Nous souhaitons que le programme du rassemblement populaire soit complété par des mesures plus profondes (...) ». Mais la motion unanime que vote la Gauche révolutionnaire et que Pivert a contribué à rédiger ne complète rien et maintient une claire distinction entre l'expérience actuelle (l'exercice du pouvoir) et une éventuelle mais lointaine « conquête » du pouvoir.

Pendant ce temps, la grève sur le tas et les occupations d'usine se sont développées : 12 142 usines en grève, près de deux millions de grévistes. Nul n'a prévu ces grèves, ni organisé leur déclenchement.

Dans le 15^e arrondissement, Pivert se dépense sans compter. Le 30 au matin, tôt, avant que ne commence le congrès, il va apporter aux grévistes de Citroën le « salut du PS ». Le 2 juin, il est dans une usine métallurgique de la rue Émeriau puis, avec Lucien Hérard, à la SIT, une usine de caoutchouc de la rue du Théâtre. Le 4, il est au préau de l'avenue Gambetta pour soutenir Spinetta, candidat à une élection partielle dans le 20^e. Le 5, il est de retour dans les entreprises du 15^e, à la « Flamme Bleue », à la Compagnie de radiologie ou chez Didenert, une épicerie en gros. Partout, dit Le Populaire 22, il est « acclamé par les travailleurs en lutte ». Les visites ne sont pourtant pas toujours de tout repos. Chez Didenert, par exemple, il évite de peu le pugilat avec la patronne, Croix-de-Feu.

C'est toute la Gauche révolutionnaire qui est sur le pont. Il y a ceux qui animent la grève dans leurs usines ou leurs magasins, il y a ceux qui, de l'extérieur, appuient le mouvement avec enthousiasme. Mais en même temps, la Gauche révolutionnaire ne développe pas un point de vue autonome sur les grèves. Ses militants sont laissés à eux-mêmes, se « débrouillent ». Quand arrivent « les accords Matignon », la Gauche révolutionnaire les apprécie comme « le maximum » de ce que la classe ouvrière pouvait obtenir. Le fait que, après les accords Matignon, grèves et occupations ne s'arrêtent pas, est commenté en termes techniques : alignement nécessaire pour telle ou telle catégorie de personnel, retard dans la signature de telle ou telle convention collective. Pivert ne comprend pas que la classe ouvrière est en train de donner chair à son « tout est possible ».23 La direction du PC, elle, l'a parfaitement compris. Le rapport que présente le 11 juin Maurice Thorez à l'assemblée des militants communistes de la région parisienne fait très nettement la liaison :

« Si le but maintenant est d'obtenir satisfaction pour les revendications de caractère économique tout en élevant progressivement le mouvement des masses dans sa conscience et dans son organisation, alors il faut savoir terminer dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir aux compromis si toutes les revendications n'ont pas été acceptées, mais que l'on n'obtienne la victoire sur les plus essentielles et les plus importantes des revendications. Il faut savoir organiser, préparer l'avenir, il faut savoir reprendre cette riposte que nous avons faite à Pivert quand il écrit dans un article du Populaire : « Tout est maintenant possible » ; nous et nous seuls, nous avons répondu : « Non, tout n'est pas possible maintenant. »24

La Gauche révolutionnaire apparaît alors partagée entre deux attitudes et le numéro du 15 juin de son mensuel en témoigne parfaitement. Un premier texte 25, signé Gauche révolutionnaire, estime ainsi :

« Le mois d'attente du nouveau gouvernement, le respect pointilleux des usages constitutionnels les plus désuets furent l'aboutissement de ces tentatives d'émasculatation des masses populaires. Ces calculs ont été complètement déjoués par la formidable explosion du prolétariat (...). L'irruption directe de la classe ouvrière sur la scène politique (...) rend caduc à brève échéance le programme du « rassemblement populaire » (...). La classe ouvrière doit mettre en avant deux revendications essentielles : l'échelle mobile des salaires et le contrôle ouvrier. (...) Mais ces mesures seules resteraient inopérantes si le gouvernement à majorité socialiste ne réalisait à brève échéance la nationalisation du crédit. »

Mais un deuxième article, signé de Marceau Pivert26, revient sur le vote de la motion unanime du congrès

« ... Nous ne voulons pas risquer, par une attitude incompréhensive, de nous couper des masses et de la base du parti (...), nous avons accepté d'apporter une collaboration technique à nos camarades délégués au gouvernement parce que nous voulons vivre et pousser avec tout le parti et avec toute la classe ouvrière une expérience historique dont nous savons à la fois les périls et les possibilités. »

Les contradictions sont patentes. Faut-il apporter une « collaboration technique » à ceux qui « émasculent » les masses populaires ? Pivert choisit : il accepte un poste de chargé de mission à la présidence du Conseil. Sous la responsabilité du secrétaire général, Jules Moch, il est chargé de la presse, de la radio et du cinéma. La direction de la Gauche révolutionnaire a été consultée. Il n'y a eu qu'un opposant, Daniel Guérin. Et une opposante, extérieure aux cercles dirigeants de la Gauche

révolutionnaire : Germaine Pivert, que l'activité politique de son mari n'enchantait pas toujours, a vainement essayé de dissuader Marceau.

Mais, simultanément, la direction de la Gauche révolutionnaire durcit son appréciation sur l'action gouvernementale. Quand, le 7 juillet, le ministre de l'Intérieur socialiste, Salengro, se déclare décidé à mettre un terme aux occupations d'usine « par tous les moyens appropriés », Lefeuvre et Collinet protestent. Le 14 juillet, quand Léon Blum, devant le demi-million de personnes qui vient de défiler, déclare que « les formes données aux revendications ouvrières contiennent des risques sérieux », Colette Audry répond : « Il démontre simplement qu'après avoir été porté par la vague ouvrière, le gouvernement qu'il dirige subit en pliant l'échine la formidable contre-attaque menée par le capitalisme. »²⁷

1. Front Populaire, révolution manquée, Maspero, 1976.
2. Jean Rabaut, Tout est possible, Denoel, 1974.
3. Lucien Weitz : « Il y a un an mourait Marceau Pivert », Correspondance socialiste internationale, juin 1959.
4. Entretien avec Jacques Kergoat, 17 juillet 1990.
5. Par contre, le terme de « défaitisme révolutionnaire » a disparu du projet initial. Il était pourtant jusque-là couramment utilisé par Marceau Pivert.
6. Gauche révolutionnaire, n° 5, 25 janvier 1936.
7. Intervention au congrès de la Seine, 20 janvier 1936.
8. Gauche révolutionnaire, n° 6, 25 février 1936.
9. Dont le titre soulignait déjà le souci d'objectivité : « A Lille, les JS ont voulu rester fidèles au Parti, ont-ils bien fait ? »
10. L'Humanité, 27 novembre 1935.
11. CEF des 14 janvier et 8 avril 1935, Comité de coordination régional du 7 mars.
12. Pivert ne mentionne pas de rencontre avec Doriot. Les mémoires d'Henri Barbé (inédites), le lieutenant de Doriot, ne mentionnent que des contacts avec Paul Faure et J.-B. Séverac. Dieter Wolf, le biographe de Doriot, mentionne que Pivert participe, ainsi que Zyromski, à un meeting à Saint-Denis le 12 février 1934, et que les deux hommes sont fréquemment à Saint-Denis en ce mois de février. Les contacts de Doriot avec la Fédération socialiste de la Seine semblent être pour l'essentiel passés par Zyromski.
13. Gauche révolutionnaire, n° 5, 25 janvier 1936. 14. Id., n° 6, 25 février 1936.
15. Front Populaire, révolution manquée, Maspero, 1976.
16. Gauche révolutionnaire, n° 6, 25 février 1936.
17. La République sociale, organe des travailleurs du 15e, n° 21, 19 avril 1936.
18. « La situation politique au lendemain des élections », rapport présenté par Marceau Pivert à l'AG de la Gauche révolutionnaire, le 5 mai 1936, in Gauche révolutionnaire, n° 8, 10 mai 1936, et in Bulletin intérieur de la Gauche révolutionnaire, n° 4, avril 1936.
19. Gauche révolutionnaire, n° 8, 10 mai 1936.
20. L'Humanité, 29 mai 1936.
21. C'est en 1941, à Mexico, dans « Où va la France » que Pivert résume le plus nettement cette conception : après le succès électoral, écrit-il, « le mouvement des masses débordait tout : il pouvait se nourrir de ses propres victoires, et poser la question de transformer l'exercice du pouvoir en conquête du pouvoir ».
22. 6 juin 1936
23. Il le comprendra par contre rétrospectivement.
24. L'Humanité, 13 juin 1936.

25. « La Gauche révolutionnaire dans les événements actuels. »
26. « Faisons le point. »
27. Gauche révolutionnaire, juillet-août 1936.

CHAPITRE 12

INTERVENIR EN ESPAGNE?



Le 18 juillet 1936, c'est le début de la guerre civile en Espagne. Tout de suite, Pivert met les possibilités qu'offrent ses responsabilités gouvernementales au service du parti frère le POUM.¹ Julian Gorkin, dans sa préface au livre de Pivert *A donde va Francia ?* authentifie ainsi les services rendus :

« Tous les jours, à quatre heures, nous communiquions à la Présidence du Conseil, à partir de la Capitania General de Barcelone où siégeait le comité central des milices, les nouvelles que nous voulions diffuser aux quatre vents. Elles étaient transmises par Pivert à toutes les stations de radio de France. Il surveillait en plus les sombres manœuvres des agents franquistes en France et au Maroc français. (...) Pivert a profité d'autre part de son poste à la présidence pour nous faciliter l'acquisition d'armes. »²

Mais l'aide qu'il apporte quotidiennement aux antifascistes espagnols n'empêche nullement Pivert d'être en accord avec la politique de non-intervention appliquée par Blum. Après avoir expliqué, le 20 août, que la Catalogne n'avait rien à craindre et était « un bastion inexpugnable », il justifie l'embargo et explique que toute intervention gouvernementale dans la guerre civile espagnole déclencherait un conflit mondial.³ Au congrès de Bruxelles, organisé le 31 octobre par le Bureau de Londres⁴ et auquel il participe « à titre individuel », Marceau récidive : le gouvernement français, explique-t-il, ne pouvait adopter une autre position que celle de la neutralité, sinon il eût été obligé de démissionner. Il aurait alors laissé les révolutionnaires espagnols dans une situation beaucoup plus difficile : le gouvernement d'union nationale qui lui aurait succédé eût été beaucoup plus défavorable à leur égard. Il est complètement isolé. Dès le 7 septembre, le POUM avait déjà fait connaître son avis :

« Dans "l'aventure espagnole", Blum ne discerne rien d'autre que l'intérêt national et l'intérêt impérialiste de la France dont il s'est érigé le fidèle gardien (...). Il s'effraie à l'idée de la victoire socialiste en Espagne et de son irradiation en France, où les masses travailleuses qui se radicalisent de jour en jour voient dans la révolution espagnole le début de leur propre révolution. »

Et, au congrès que tient à Bruxelles le Bureau de Londres, à la fin du mois d'octobre, et auquel Pivert participe, même son ami Fenner Brockway, le dirigeant de l'Independent Labour Party, qualifie la politique de non-intervention du gouvernement français d'« acte de trahison de la cause socialiste, en faveur du fascisme international ». Même isolement au sein des délégations françaises : Ferrat, au nom du groupe « Que faire », attaque vivement ses déclarations.⁵

Comment s'explique la position que prend Pivert ? Gabrielle et Louis Bouët, dans le compte rendu qu'ils font de cette conférence,⁶ estiment que sa situation personnelle au sein du gouvernement fait qu'il craint par dessus tout la chute de celui-ci. L'explication semble injuste et erronée. Par contre, l'influence de Blum a très certainement joué, confortée par la bizarre affection que lui a longtemps portée Pivert. Et a joué surtout la crainte, en réclamant une intervention, de mettre le doigt dans l'engrenage des politiques bellicistes qu'il avait toujours dénoncées. Il estime que l'intervention aurait ouvert « des perspectives certaines de guerre » et ajoute : « Ce danger a été écarté par l'initiative si douloureuse du 8 août prise par Léon Blum. Les conséquences dès maintenant s'inscrivent dans l'histoire : la paix maintenue provisoirement permet à la révolution sociale de se développer à l'abri d'une victoire militaire probable, »⁷

Pivert n'est évidemment pas insensible aux besoins en armes des révolutionnaires espagnols. Quand il a pris la parole, en septembre, dans les meetings du POUM à Barcelone, les « pouinistes » ne se sont pas fait faute de les lui signaler. Et, de Barcelone, il réclame des munitions, non des « haricots ».⁸ Mais à qui les réclame-t-il ? Pas au gouvernement : cela « risquerait de compromettre la paix mondiale » et légitimerait une politique d'armement et de militarisation. Non, « le gouvernement doit faire son effort maximum pour empêcher le ravitaillement des rebelles »⁹ mais c'est à la classe ouvrière par son action autonome et indépendante, d'aider les antifascistes espagnols en se procurant elle-même les armes nécessaires, en les acheminant elle-même en contrebande.

Dans un premier temps, la Gauche révolutionnaire semble accepter les orientations de Marceau Pivert. Son comité directeur du 5 août passe ainsi la plus grande partie de son temps à organiser « l'action directe », l'action pratique. Pour l'essentiel, celle-ci tourne autour du Comité de Perpignan, qui fait passer des camions d'armes vers Barcelone et Madrid. Il est composé quasi exclusivement de militants de la Gauche révolutionnaire et Jaquier en est le permanent.

L'homme a du savoir-faire, et c'est une incroyable sarabande qui commence alors. En neuf mois, passeront ainsi la frontière entre 1 700 et 1 800 camions, entre 7 et 8 000 tonnes de matériel militaire. Dans ce matériel, on trouve pêle-mêle « des » avions d'Air France, des mitrailleuses volées à l'École de cavalerie de Saumur, des avions d'entraînement dérobés à un club d'aviation fasciste de Millau, des wagons de poudre de guerre subtilisés à la poudrerie de Toulouse par des ouvriers « fauristes ». Marceau suit tout cela au jour le jour : tous les matins, à 9 h, il téléphone au PC du comité, à l'hôtel Continental. Mais, très vite, une fois dépassé l'activisme quotidien, le bilan paraît mince : « Ça passe, bien sûr, mais l'essentiel ne passe pas. »¹⁰

Et à la Gauche révolutionnaire, les premières divergences apparaissent. Collinet est parti en Espagne, et c'est de là-bas qu'il écrit, à la fin du mois d'août, une lettre violente à quatre dirigeants de la Gauche révolutionnaire, dont Pivert. Non seulement il lui reproche son appui à la politique de non-intervention mais il insiste pour qu'il quitte le plus rapidement possible son poste gouvernemental.¹¹ En novembre, Collinet s'exprime publiquement et qualifie l'action directe et la livraison d'armes en contrebande de « rêveries ».¹² Dans le numéro suivant de la Gauche révolutionnaire, c'est Colette Audry qui qualifie l'embargo et la politique de non-intervention de politiques d'« étranglement ». Et le 1er décembre, les militants de la Gauche révolutionnaire en désaccord avec la non-intervention (Collinet, Audry, Beaurepaire, Prader, Weil-Curiel, Weitz) constituent le CASPLE (Comité d'action socialiste pour la levée de l'embargo). Ce comité a pour but de renforcer l'activité de solidarité autonome de la classe ouvrière et d'en finir avec le blocus et l'embargo. En janvier, le CASPLE, devenu CASPE (Comité d'action socialiste pour l'Espagne) reçoit le renfort des zyromskistes, et publie désormais un bi-mensuel, L'Espagne socialiste.

En fait, au sein de la Gauche révolutionnaire, les positions de Collinet l'emportent. Le premier numéro des Cahiers rouges, la nouvelle revue théorique de la Gauche révolutionnaire, appelle à rejoindre le CASPE. Quelques semaines plus tard, Marceau y adhère. Plus, semble-t-il, par discipline que par conviction. Il se contente au début d'y illustrer ses thèses habituelles sur l'aide autonome de la classe ouvrière. 13 En mars 1937 enfin, c'est un article signé par Michel Collinet, au nom du comité directeur, qui prend nettement position contre la politique de non-intervention. Marceau change-t-il finalement d'avis ? Il publie en tout cas, avec Guérin, un article, dans Le Populaire du 31 août 1937 qui évoque diverses « erreurs » commises, et dont la conclusion est nette: « faire cesser la sinistre comédie de la non-intervention ».

Autocritique donc, même si Pivert ne s'inclut pas explicitement parmi ceux qui « se sont laissés prendre au mirage de la non-intervention ». Il regrettera plus tard de s'être laissé impressionner par « le risque de guerre » qu'avancait Léon Blum.¹⁴ Mais, surtout, il est désormais clair que les prévisions de Marceau Pivert (la paix permettant à la révolution de se développer à l'abri de la victoire militaire) étaient erronées.

1. Le POUM a été créé en Espagne le 29 septembre 1935, la veille de la constitution en France de la Gauche révolutionnaire. Il regroupe le Bloc ouvrier paysan, une scission communiste de droite que dirige Joaquim Maurin et les trotskystes de la gauche communiste, dont le principal dirigeant est André Nin.
2. Traduction Jacqueline Outin.
3. Bulletin intérieur de la Gauche révolutionnaire, août 1936.
4. Le « Bureau de Londres » est l'appellation familière du Bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire (BIUSR) qui regroupe, à partir de 1933, des organisations comme l'ILP britannique, le SAP allemand, le PSI (maximaliste) italien puis, le POUM espagnol, etc.
5. « Vers le socialisme mondial », compte rendu édité par le POUM pour le BIUSR, mars 1937.
6. L'École émancipée, n° 10, 22 novembre 1936.
7. « Action directe pour l'Espagne... et pour nous », Gauche révolutionnaire, n° 15, décembre 1936.
8. Gauche révolutionnaire, 10 octobre 1936
9. Conseil national, Le Populaire, 9 novembre 1936.
10. Simple militant, op. cit.
11. Dans cette lettre, Michel Collinet abordait bien d'autres thèmes. Parlant de l'implantation de la Gauche révolutionnaire dans les entreprises, il employait le terme de « cellules ». La missive ayant été interceptée par la bureaucratie socialiste, ce sera là la première pièce du dossier contre la Gauche révolutionnaire.
12. Gauche révolutionnaire, 20 novembre 1936.
13. « Action directe pour l'Espagne », L'Espagne socialiste, 1er mai 1937. Voir aussi la lettre de Michel Collinet à Annie-France Chaumereuil, juin 1972.
14. A dande va Francia ?, op. cit.

CHAPITRE 13

LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE APRÈS JUIN 1936



Pour beaucoup de militants de la Gauche révolutionnaire, la non-intervention a représenté une première fracture, un lien qui s'est rompu avec le gouvernement Blum. Pour Marceau Pivert, la distanciation emprunte d'autres chemins.

Sans doute son poste gouvernemental lui permet-il d'apporter quelques améliorations dans le domaine de la radio : il donne à la CGT un quart d'heure par semaine, et au Centre confédéral d'éducation ouvrière qu'animent les socialistes Georges et Émilie Lefranc deux demi-heures. Il réintègre comme chroniqueur économique Louis Vallon, un socialiste proche de Révolution constructive, qui avait été licencié par la droite. Comme éditorialiste, il impose Pierre Paraf, le futur dirigeant du MRAP, et Pierre Brossolette, membre de la Bataille socialiste et rédacteur au Populaire. A Radio-Colonial, il élimine le fascisant Louis Dumat et le remplace par le pacifiste Georges Pioch. S'il n'en fait pas plus, c'est sans doute que les règles de la fonction publique lui interdisent de « faire le ménage ».1

Par ailleurs, Blum lui avait certifié que ses responsabilités gouvernementales n'amputaient en rien son droit à la critique. Il en use : dans Le Populaire, à la tribune du Conseil national, dans des meetings comme celui contre les deux ans, qu'organisent en commun les Jeunesses socialistes (devenues pivertistes), la Jeunesse anarchiste communiste et les trotskystes des Jeunesses socialistes révolutionnaires.

Malgré tout, la participation de Pivert au gouvernement laisse de plus en plus perplexe la base de la Gauche révolutionnaire. C'est que, dès le début du mois de septembre, les grèves ont repris de plus belle : les textiles de Lille, Sauter-Harlé, les entreprises de chocolateries, Fives-Lille et la sidérurgie du Nord. Et le gouvernement a durci son attitude : le 9 septembre, la police fait évacuer la chocolaterie des Gourmets, rue Violet, en plein 15e arrondissement, le fief de Pivert. Celui-ci estime nécessaire de préciser que ses fonctions gouvernementales sont purement techniques et sans pouvoir de décision. Et la Gauche révolutionnaire ajoute que le gouvernement ne doit attendre de sa part aucune solidarité.2

On sent que se creuse peu à peu une sorte de fossé entre les pivertistes et le reste du parti. En décembre, Doriot et Sabiani, dont Pivert a dit à Lorient : « Ces hommes-là, on les abat », assignent Marceau en correctionnelle.3 Des militants d'extrême droite le poursuivent en justice pour « incitation de soldats à la désobéissance » (s'il se produisait en France une situation identique à celle de l'Espagne). Le parti ne s'émeut guère. Quand Roger Salengro est acculé au suicide par la campagne de la droite l'accusant d'avoir déserté en 1914-1918, Madeleine Hérard écrit « que si sa désertion avait réellement eu lieu, il n'aurait en rien failli aux yeux des militants de la Gauche révolutionnaire ».4 On ne saurait être plus à contre-courant.

Dans le numéro de la Gauche révolutionnaire qui paraît en janvier 1937, Pivert estime que la direction du parti n'a plus d'autres perspectives que de ne pas gêner le gouvernement. « Le Populaire n'est plus qu'un journal officiel » qui le 12 janvier censure, pour la première fois, sa « tribune libre ». Celle-ci s'appliquait à relever les contradictions entre les textes socialistes et la pratique gouvernementale au sujet des occupations d'usine, du service de deux ans et du surarmement.

Et à la Commission administrative permanente du 13 mars 1937, l'on commence à instruire le procès de la Gauche révolutionnaire. C'est Paul Faure qui en exprime le mieux les raisons : « Il ne faut pas croire que la Gauche révolutionnaire n'est pas dangereuse, qu'une écrasante majorité se dégagera toujours contre elle. Il y a cent mille hommes nouveaux dans le parti qui peuvent être la proie d'une démagogie facile ».

L'acte d'accusation est cependant fait de bric et de broc : il y a l'article censuré, un meeting à Bordeaux, après lequel Marceau a exposé à des militants socialistes les thèses de la Gauche révolutionnaire, et puis, bien sûr, la « lettre de Collinet ». Cette fois-ci la montagne accouche d'une circulaire - la circulaire 273. Celle-ci se contente de constater que « l'ennemi fait usage des propos de Marceau Pivert » et, invoquant Léon Blum « attaqué », « injurié », « menacé », estime « qu'on n'a pas le droit de tirer dans le dos des hommes qu'on a mis en avant ».

Mais en réalité, l'objectif n'était pas de sanctionner, mais de discréditer à l'avance la Gauche révolutionnaire. Blum prépare « la pause » dans la poursuite des réformes sociales et tout est fait pour que l'hostilité prévisible de la Gauche révolutionnaire rencontre peu d'écho.

Au conseil national qui suit, la Gauche révolutionnaire distribue un numéro spécial de son journal dans lequel elle proteste contre les « tentatives bureaucratiques » destinées à la briser. En même temps, Pivert, dans son intervention, se démarque des « excès » ; excès de ceux qui demandent le départ des ministres socialistes ; excès de ceux qui forment des accusations injurieuses à l'égard de Léon Blum « dont nous savons le tranquille courage et la volonté pacifique ». Seulement, lorsque l'on passe à la situation économique, la Gauche révolutionnaire demande que l'on s'en prenne frontalement « au mur d'argent », notamment en socialisant le crédit, tandis que Blum confirme que l'heure est à la pause.

Trop, c'est trop. Le 1er mars, Marceau démissionne de ses responsabilités gouvernementales. La péroraison de sa lettre de démission synthétise ses refus :

« Non, je ne serai pas un complice silencieux et prudent. Non, je n'accepte pas de capituler devant le capitalisme et les banques. Non, je ne consens ni à la pu ix sociale, ni à l'union sacrée. Et je continuerai à le dire, quoi qu'il puisse m'en coûter. »

La Gauche révolutionnaire tente alors de sortir de son relatif isolement. Elle s'investit, aux côtés de syndicalistes, de pacifistes et de membres du PUP, dans la nouvelle formule, pluraliste, du journal La Vague. Elle lance un appel « Pour un Front populaire de combat » demandant que le Rassemblement populaire élabore le « nouveau programme » pour la « seconde étape » et que les travailleurs engagent sans hésiter la lutte pour leurs revendications : « Ne vous laissez pas paralyser par la crainte de « gêner » le gouvernement. » Parmi les 21 signataires, il y a 6 dirigeants de la Gauche révolutionnaire, dont Marceau lui-même, mais aussi des responsables de la Ligue des droits de l'homme, des dirigeants cégétistes, des militants laïques. Il n'aura pourtant pas l'écho attendu. C'est que les événements se précipitent. Et ils posent assez vite le problème du comportement de la police, qui est théoriquement sous l'autorité du gouvernement Blum.

Par le biais de la franc-maçonnerie, Marceau Pivert est bien au courant de la situation au sein de la police. Il reçoit des rapports très complets sur l'encadrement de la police parisienne ...5 Ce sont de véritables petites fiches dont il dispose : « Fasciste, unanimement détesté de ses hommes » ou bien « républicain et anticlérical, mais ivrogne invétéré. » Au total, l'état des lieux est assez décourageant : 21 fascistes, 16 réactionnaires, 4 républicains, note en marge Pivert, accablé. L'ensemble de ces informations devait servir à préparer la réorganisation des services de police parisiens. En effet, un

récapitulatif des fiches comporte pour chaque nom une mention « à congédier », « à maintenir faute de mieux », « à changer de service », « à mettre le plus tôt possible hors d'état de nuire » ou « mériterait d'être nommé divisionnaire », le tout se terminant par des propositions nominales pour une nouvelle direction de la police municipale.

Ces propositions ne seront apparemment pas suivies d'effet et, à la veille des événements de Clichy, la police parisienne est la même qu'avant l'avènement du Front populaire.

Le 16 mars, le PSF du colonel de La Rocque a décidé de tenir meeting à Clichy. Le comité local du Front populaire a appelé à une contre-manifestation devant la mairie. Il y a environ 10 000 manifestants et la police tire : il y aura six morts, dont une militante de la Gauche révolutionnaire du 18^e arrondissement, Solange Demangel.

Les Jeunesses socialistes de la Seine, à majorité Gauche révolutionnaire, sont les premières à réagir. La Jeune Garde, leur journal titre : « Huit milliards pour l'emprunt, cinq morts à Clichy, l'argent de la bourgeoisie se paie avec le sang des ouvriers. » Les adultes ne sont pas en reste. Les sections de la Gauche révolutionnaire de la Fédération de la Seine publient une affiche, qui, de manière un peu plus feutrée, développe le même thème : « Les forces de police tirant sur les ouvriers antifascistes, et sous un gouvernement du Front populaire à direction socialiste, est-ce la rançon de la politique de confiance exigée par les banques ? » Le gouvernement fait saisir le journal, et la police de Marx Dormoy lacère les affiches. Pour les jeunes, Paul Faure, qui avait réclamé à la CAP du 13 janvier que le Comité national mixte épure les Jeunesses, tient cette fois-ci son prétexte : vingt-deux sont exclus. Pivert se solidarise immédiatement avec eux. La lettre qu'il publie à cette occasion est bien sûr celle d'un dirigeant politique, mais elle est aussi celle d'un pédagogue. Sans doute ne peut-il oublier que le bouillant dirigeant de « l'Entente » dissoute, Lucien Weitz, a été son élève. Un éducateur digne de ce nom, écrit-il, « n'est-il pas forcé d'aimer un peu comme ses propres enfants ces belles figures de grands élèves ? » Et le maître, « véritable affranchi », ne doit-il pas « préserver ses disciples contre la terrible maladie du conformisme, sclérose qui détruit toute jeunesse d'esprit ? » Et Marceau précise :

« Pour être un jeune socialiste en 1937, faudra-t-il avoir adopté un catéchisme et juré de ne prendre contact avec aucune autre vérité ? Il y a des livres interdits, des fréquentations interdites, des sujets de discussion interdits, oui, mais chez les cléricaux, chez les conservateurs, chez tous ceux qui ont quelque chose à cacher aux jeunes générations Chez des socialistes, c'est impossible. A ces jeunes, il faut donner pour commencer, le goût de la vérité : ce que je porte en moi, je dois le dire aux miens, à mes compagnons de lutte, c'est ainsi que la science s'est formée, c'est ainsi que la révolution forge la victoire. Retenons le mot profond du grand libre penseur prolétarien Proudhon : e Le socialisme, par définition, fait confiance à la raison et à la libre investigation. e Nous faisons tous partie d'une vaste commission d'enquête qui fouille chaque jour tous les recoins de l'univers pour en maîtriser les forces naturelles. (...) Ce qui éclate dans l'affaire des 21 exclus, c'est l'opposition entre une conception conservatrice du mouvement des jeunes et une conception véritablement digne d'imparti révolutionnaire. Il faut laisser plus de liberté aux JS. A ces futurs encasernés, il faut donner le goût de tout ce qui est antidote de la caserne et du militarisme les indisciplines ne sont réelles que relativement à des règles statutaires désuètes et inspirées par une sorte de crainte de la jeunesse. Sans doute les JS doivent être fidèles aux principes fondamentaux du parti, à ses décisions, sa mission historique. Mais le parti doit comprendre que la génération montante n'est pas rompue aux subtilités, aux contradictions, aux habiletés parlementaires. Lorsque la tension sociale s'aggrave, les parapets en papier sont incapables de contenir l'élan spontané de l'instinct de classe. »6

Pour l'appareil, qui avait déjà commencé à instruire l'acte d'accusation, l'occasion est trop belle d'élargir le procès à l'ensemble de la Gauche révolutionnaire. Un conseil national est convoqué à Puteaux, le 28 avril. Aux charges précédentes s'ajoutent maintenant le numéro de la Jeune Garde et les affiches de la Seine. S'y ajoute également la déclaration des vingt-deux exclus appelant « les anciens de l'Entente » « à préparer le parti révolutionnaire de la classe ouvrière et à rester en liaison avec la gauche révolutionnaire. »⁷ Et, pour faire bon poids, Dormoy explique qu'il y avait à Clichy, « 200 membres de la Gauche révolutionnaire organisés en TPPS et participant à l'attaque du barrage de police. »

A l'ouverture du conseil, le rapport du secrétariat du parti estime « intolérables », les attaques de la Gauche révolutionnaire contre les ministres socialistes et demande la dissolution de la tendance. Pivert répond que la Gauche révolutionnaire n'a pas violé la discipline du parti, mais qu'elle ne se sent pas le même lien de discipline à l'égard de la politique gouvernementale. De nouveau, il atténue, minimise, prodigue les déclarations rassurantes et les engagements de loyauté. Rien n'y fait le choix devant lequel le met l'appareil du parti est clair : ou il accepte la dissolution de la Gauche révolutionnaire, ou c'est l'exclusion.

Marceau accepte. On le lui reprochera beaucoup, les accusations les plus vives venant des courants et organisations les plus proches. La Vague, sous l'impulsion des rédacteurs non membres de la Gauche révolutionnaire, parle de « capitulation ».⁸ La Batalla, organe central du POUM, est plus sévère encore. Estimant que « la soumission de Pivert » a rendu plus difficile « la cristallisation du parti marxiste », elle conclut : « Maintenir des positions révolutionnaires contre une majorité agressive requiert un courage et une fermeté de position dont Pivert a démontré qu'il ne les a pas ».

Pourtant, la situation n'est peut-être pas aussi simple. Il est vrai qu'il y eut des militants de la Gauche révolutionnaire pour estimer que Pivert s'était « dégonflé » et qu'il y eut même deux membres du Comité directeur de la Gauche révolutionnaire - Zains et Grouazel - pour démissionner de la tendance à cette occasion, en accusant Marceau Pivert d'être un « pantin », « manié par la franc-maçonnerie ». Mais la réaction inverse existait aussi dans la tendance : Midon, responsable de la Gauche révolutionnaire en Meurthe-et-Moselle, ira jusqu'à ratifier l'exclusion des JS de la Seine, en estimant que les fautes qui leur étaient reprochées la justifiait. Et surtout, c'est la quasi totalité de la direction de la Gauche révolutionnaire, à l'exception peut-être de Collinet, qui estime la scission à ce moment-là prématurée, y compris Daniel Guérin, qui s'en fera quelques mois plus tard le chantre.

La dissolution de la Gauche révolutionnaire est par ailleurs largement symbolique. Il n'y a plus de Gauche révolutionnaire, mais il y a une minorité de la CAP. Il n'y a pas de bulletin intérieur de tendance, mais Marceau annonce que ce sera désormais le bulletin de la 15^e section qui jouera ce rôle. Le bulletin Gauche révolutionnaire disparaît, mais il est remplacé par un mensuel, les Cahiers rouges, dirigé par Marceau Pivert.

En fait, Pivert n'est pas aussi aveugle sur l'évolution des événements qu'on le dit parfois. Au soir du conseil national, il ne cache pas à ses amis qu'il a maintenant le sentiment que l'exclusion est toute proche.

Des voix, encore isolées, commencent à envisager la rupture. Gaston Goldschild écrit dans La Vague que, si le parti persistait dans l'abandon, « alors, ce serait hors de ses rangs, sous une forme ou sous une autre, que nous forgerions notre organisation de combat ».¹⁰ Mais le Bulletin socialiste du 15^e donne un commentaire officiel de la dissolution. Nous nous sommes inclinés devant la majorité, précise le bulletin, parce que nous croyons « qu'en dehors du parti tout effort est stérilisé par avance ».

Et le bulletin publie les « recommandations » de ce qui est maintenant « la minorité de la CAP » : travailler dans le parti, rester intransigeant sur les appréciations politiques, s'appuyer sur les principes constitutifs du parti et sur les décisions des congrès nationaux, favoriser les discussions courtoises, les échanges de vue, la libre recherche, l'information exacte, éviter les appréciations blessantes à l'égard des personnes.

Sur ce dernier point Marceau donne l'exemple, et désavoue les « procédés de polémique » employés par La Vague. Il est vrai que celle-ci, après le conseil national, n'avait pas lésiné sur les épithètes désobligeantes : Paul Faure était qualifié de « coquelet fatigué pour basse-cour prolétarienne », Desphelippon de « cabotin fielleux », Grumbach de « domestique de grande maison », etc.

Quant au premier numéro des Cahiers rouges, Marceau y signe un article intitulé « La minorité continue » et confronte, dans un deuxième article (« Ce que le parti a voulu ») ce que le parti avait défini comme sa ligne de conduite quand il serait au pouvoir et la politique du gouvernement : il n'est pas très difficile de constater le décalage.

C'est alors qu'éclate la crise gouvernementale. Le Sénat lui ayant refusé les pleins pouvoirs financiers, Blum démissionne et passe la main au radical Chautemps. Le conseil national qui siège le 22 juin est mis devant le fait accompli. A Marceau Pivert qui l'interpelle, qui maintient qu'il est possible de résister au diktat sénatorial, Blum répond : « Mais ce serait la guerre civile, comme en Espagne. (...) Ne me demandez pas cela ». En prime, une majorité accepte finalement la participation socialiste au gouvernement Chautemps.

Le congrès s'ouvre trois semaines plus tard à Marseille. La « minorité de la CAP » progresse de manière sensible : de 13,5 % en mai 1936, elle est passée à 16,5 %. Mais cette progression même tend encore plus l'atmosphère. L'appareil fait jouer la démagogie « antiparisienne » : si Hérard, qui est de la Côte-d'Or, arrive à se faire écouter, les autres intervenants, de Serre à Pivert lui-même, sont interrompus par des sifflets et des quolibets : « On en a marre, de la Fédération de la Seine ! » Les hommes de main du maire de Marseille, Tasso, ont organisé la claque et, déguisés en JS, intimident les délégués, expulsent à coups de poing les auditeurs qui ont osé applaudir Pivert.

Pourtant, Pivert doit cette fois-ci se sentir en phase avec le « parti profond ». Les critiques de la Gauche révolutionnaire sont loin d'être isolées. C'est Brossolette, membre de la Bataille socialiste, qui traduit le mieux le fond de désillusion dans lequel baigne le congrès :

« Nous pensions que le parti n'était pas un parti comme les autres, que son chef n'était pas un homme comme les autres, qu'il ne pouvait tomber comme les autres, et que la crise ouverte par sa chute ne pouvait se résoudre comme les autres. On n'a pas le droit de capituler quand on parle autant de la misère humaine. »

Pivert tente de proposer des solutions : que les ministres socialistes se retirent du gouvernement, que l'on en appelle au pays et que l'on impose, par le mouvement des masses, un gouvernement à direction socialiste, et à participation communiste, syndicale et radicale. La réponse de Blum n'est pas, cette fois-ci, emberlificotée. Elle va à l'essentiel :

« Il y a l'éternelle, la redoutable, la funeste confusion entre l'exercice du pouvoir et sa conquête révolutionnaire. Vous le connaissez ce débat. Oui, il y avait alors quelques-uns d'entre nous, et Marceau Pivert était comme toujours le plus catégorique et le plus net, qui disaient: "Il faut revendiquer le pouvoir, il faut saisir cet instant qui est un instant révolutionnaire et, si on nous

oppose la moindre résistance, eh bien, il faut transformer l'exercice légal en conquête révolutionnaire ". (...) Le parti disait: non, tout n'est pas possible, et tout n'est pas possible parce que le vainqueur n'est pas le parti socialiste, parce qu'il n'est pas une alliance de partis prolétariens, parce qu'il est le rassemblement populaire... Je sais bien que nous n'étions pas un cabinet tout à fait pareil aux autres. Mais enfin, tout de même, nous étions un cabinet légal, un cabinet régulier, un cabinet constitutionnel, un cabinet reposant sur la légalité et la tradition républicaine, soumis à toutes les lois et à toutes les règles constitutionnelles de la République... Et clans le fond, ce qui vous révolte, ce que vous ne pouvez pas accepter, c'est qu'il soit parti comme d'autres, dans les mêmes conditions que d'autres. Et il est parti comme d'autres parce que, dans le fond, essentiellement, il n'était pas aussi différent que vous l'avez cru. Parce que, bien que porté par cette immense vague de volonté et d'espoir, eh bien, malgré tout, il n'était qu'un gouvernement d'exercice du pouvoir par une collaboration de partis, dans le cadre de la société présente et de la légalité républicaine. »

Pour qui sait entendre, il n'y a désormais plus de place pour les illusions, celles d'hier comme celles de demain. Le temps n'est plus où, quand Marceau expliquait que l'exercice du pouvoir ne pouvait se comprendre sans la perspective de sa conquête, Blum acquiesçait poliment. Le temps n'est plus où Marceau croyait pouvoir ménager des phases de compromis, en expliquant qu'il importait d'abord « de parcourir une première étape, de prendre des forces (...) et de gagner l'étape suivante ». 11 Il n'y a pas d'étape suivante. Pour qu'il y en ait une, il faudrait, dit Blum, « engager la bataille révolutionnaire et, répète-t-il, « considérant l'état intérieur du pays, son état politique, son état psychologique, considérant le danger extérieur (...) nous n'avons pas le droit de faire cela ».

Cette fois-ci, toutes illusions perdues, la Gauche révolutionnaire est réellement divisée sur son avenir. Marceau Pivert lui-même signale qu'une question précise est de plus en plus fréquemment posée : « Que faisons-nous dans ce parti dont l'action et les complaisances à l'égard du capital financier et du militarisme n'ont plus rien de commun avec les principes et la charte constitutive que nous nous sommes engagés à respecter ».12 Les Jeunesses socialistes autonomes, mais aussi les étudiants, défendent l'idée de la scission. Des adultes font de même parmi lesquels cette fois-ci Daniel Guérin. Mais, face aux désillusions et à l'atmosphère parfois haineuse du congrès, il y a le sentiment que les thèses de la Gauche révolutionnaire ont progressé, qu'il a été possible d'entraîner la Bataille socialiste à... se battre, que la majorité de Blum et de Paul Faure ne tient plus qu'à un fil. On reste, tranche Marceau, parce que la désillusion concerne Blum, la politique gouvernementale, la direction du parti, et pas encore tout à fait le parti lui-même. On reste, parce qu'il y a l'espoir que, placé devant la rigueur des faits, « le parti socialiste se renouvelle et se place au niveau des circonstances ».13 On reste parce que la cabale « antiparisienne » repose sur un fondement réel : la province n'en est pas au même point de son évolution et il lui faudra du temps pour faire le chemin déjà parcouru par les parisiens. Marceau en convient

« Par la force des choses, les problèmes politiques sont perçus avec une sensibilité particulière dans notre région parisienne; mais j'ai assez l'expérience des milieux ruraux pour savoir que rien ne se fera en dehors de l'accord, que dis-je, de l'impulsion de la province révolutionnaire. Moins d'improvisation de notre part, c'est promis ! »14

Et il donne d'ailleurs, au passage, un autre argument pour rester : « La période de prospection et de défrichage est loin d'être terminée. »

C'est vrai. Au conseil national de novembre, la Gauche révolutionnaire est majoritaire dans quatorze fédérations (contre cinq à Marseille). Au conseil national de janvier, elle représente plus de

17 % des voix. Et elle conquiert le 23 janvier la direction de la Fédération de la Seine. Les événements semblent donner raison à Marceau Pivert, quand il écrivait, le 15 octobre « que les moutons deviennent enragés, et leurs mauvais bergers seront vite chassés ».15

De manière générale, en tout cas, la tension est la règle. Les Étudiants socialistes ont refusé toutes les pressions du parti. Ils sont dissous en février. Suivant le chemin des Jeunesses, ils constituent aussitôt la Fédération des étudiants révolutionnaires. Le 23 décembre 1937, l'usine Goodrich, à Colombes, est occupée, et Chautemps envoie ses gardes mobiles, qu'il doit retirer devant la mobilisation ouvrière. Au même moment, les services publics parisiens sont en grève, et Daniel Mayer, dans *Le Populaire* du 29 décembre, estime que ce mouvement « pouvait ne pas paraître justifié aux yeux de la population ». Puis ce sont à leur tour les travailleurs de l'alimentation qui entrent en lutte.

De manière générale, que ce soit à Goodrich ou dans les services publics parisiens, la Gauche révolutionnaire apparaît lors de ces conflits bien plus active et déterminée qu'elle ne l'avait été en 1936. Daniel Guérin se rend au nom de la Fédération à une assemblée des grévistes de l'alimentation et déclare que les travailleurs de l'alimentation avaient été jusqu'à l'extrême limite de la patience. Il le répète dans *Le Populaire* du 30 juin 1936.

Chautemps démissionne le 10 mars 1938. Le lendemain, c'est l'Anschluss : Hitler occupe l'Autriche et l'incorpore au Reich. Le président Lebrun se tourne de nouveau vers Blum et, dans le contexte de l'émotion provoquée par l'Anschluss, celui-ci tente la constitution d'un gouvernement d'union nationale. La droite refuse, mais le CN vote pour l'union nationale, y compris, nouvelles désillusions, Zyromski. La Gauche révolutionnaire est bel et bien isolée. Marceau Pivert lit à la tribune une déclaration qui condamne l'union nationale « sous quelque forme qu'elle se présente » et la Gauche révolutionnaire demande que sa déclaration, signée par quatorze responsables de la Gauche révolutionnaire, dont Maurice Deixonne et Berthe Fouchère, soit publiée dans *Le Populaire*. Refus. Elle diffuse alors à l'intérieur du parti un tract intitulé « A bas l'Union nationale », signé des noms des responsables de la tendance, et condamne « le couronnement désastreux d'une politique de faiblesse et d'abdication ».17 Quatre jours plus tard, le 18 mars, c'est au nom de la Fédération de la Seine qu'un nouveau texte (« Alerte ! Le parti est en danger ») est adressé à toutes les fédérations, appelant à refuser toute union sacrée et toute « aventure militaire ». Le tract conclut :

« Nous proclamons devant notre capitalisme national, allié du capitalisme mondial que, s'il nous impose le, fait de la guerre, il nous trouvera prêt à toutes les mesures révolutionnaires qu'exigerait alors la défense du prolétariat. »

Le 24 mars 1938, Paul Faure parle « d'indiscipline caractérisée », dans la mesure où le texte est signé par une fédération et demande l'arrêt de sa diffusion. Pivert refuse.

Le même jour, la grève est déclenchée chez Citroën. Blumel, le chef de cabinet de Blum, convoque à Matignon les responsables des amicales socialistes d'entreprise et leur déclare : « Si le lundi 28 mars, la grève n'est pas terminée, Blum s'en va, et vous aurez Pétain ».18 Le 28 mars, le responsable national des amicales socialistes Desphelippon, demande dans *Le Populaire*, aux membres des amicales de ne plus participer à la grève. La Fédération de la Seine désavoue immédiatement Desphelippon, et diffuse un tract qui se termine par « Salut aux métallos en grève. En défendant leur pain, ils protègent nos libertés et la paix ».

Le 28 mars, le secrétariat demande à la CAP de traduire devant la commission des conflits, aux fins d'exclusion, les douze représentants de la Gauche révolutionnaire à la commission exécutive

de la Seine. Deux motifs d'exclusion sont avancés : l'envoi du tract « Le Parti est en danger » et le tract adressé aux métallos parisiens désavouant Desphelippon.

Pivert voit bien qu'il s'agit là de la volonté consciente de « déblayer le terrain » avant de se jeter dans l'Union nationale. Pourtant, il fait une dernière tentative en direction de Blum.

Le 26 mars, il lui avait écrit, au nom du Bureau fédéral de la Seine et l'avait assuré de son soutien « pour engager une lutte énergique, trop longtemps différée, contre le Sénat. Il vous suffira, précise-t-il, de parler clair : tous nos faubourgs et nos cités de banlieue répondront à cet appel ». Quelques jours plus tard, Weil Curriel écrit, dans le même sens à J.-B. Séverac et, dans Juin 36, Colette Audry officialise l'offre de Pivert.¹⁹

Y croient-ils vraiment ? Sans doute pas ; mais ils veulent démontrer qu'ils ont tout essayé. Une délégation pluraliste de la fédération (elle comprend, outre Pivert, Costedoat, proche de Paul Faure, et Marty-Capgras, de la Bataille socialiste) demande à rencontrer Blum : en vain. Une autre délégation demande à rencontrer Séverac, le secrétaire adjoint du parti. En vain également. La Fédération demande alors officiellement à la direction du parti d'organiser une manifestation contre le Sénat. Le secrétariat refuse, mais laisse à la Fédération la décision d'organiser ou non cette manifestation. Mais, si elle manque d'ampleur, ajoute-t-il, elle se retournera contre vous...

Aussitôt dit, aussitôt fait. En quelques minutes, sur un coin de table, Marceau écrit l'appel à manifester

« Une poignée de vieillards au coeur sec, installés dans leur Bastille sénatoriale pour la défense de 200 familles, s'opposent systématiquement, depuis 18 mois, aux volontés du peuple. Aux ordres d'un patronat de combat qui veut en finir avec le mouvement syndicaliste et les lois sociales, leur sabotage a considérablement aggravé le désordre financier, la crise économique et la situation internationale (...), Il faut en finir. »

Les affiches sont collées dans la nuit. Le jeudi 7 avril au matin, 120 000 tracts sont distribués, appelant au Luxembourg le soir même à 18 h 30. A 12 h 30, Marx Donnay, le ministre de l'intérieur socialiste du gouvernement Blum, interdit la manifestation. Préparée en 24 h, interdite, sans l'aide d'aucun quotidien, ni le soutien d'aucun parti, ce sont 25 000 personnes qui manifestent, et que Marceau harangue, juché sur le toit d'une vespasienne. Il en tire, quant à lui, la leçon que « l'esprit de juin 36 vivait toujours au sein des masses populaires et que leur cause aurait triomphé si les dirigeants l'avaient voulu ». ²⁰ Mais, bien entendu, la manifestation n'empêcha pas le Sénat de refuser une nouvelle fois les pouvoirs spéciaux à Blum. Elle n'empêcha pas Blum de démissionner et de laisser la place à Daladier. Elle n'empêcha pas un conseil national de voter le soutien au gouvernement Daladier. Et elle n'empêcha pas la commission nationale des conflits de suspendre de toute délégation sept dirigeants de la Seine pour deux ans, et Marceau Pivert pour trois.

Le 11 avril 1938, la CAP dissout la Fédération de la Seine : dix pour, sept contre, parmi lesquels Bracke et Zyromski. Elle entreprend de reconstruire une autre fédération sur la base d'un « engagement d'obéissance » signé par les militants, ceux qui se refusent à le signer se mettant eux-mêmes « hors du parti ». Comme cela n'est peut-être pas suffisant, une circulaire est envoyée aux sections parisiennes leur demandant d'observer la plus grande méfiance à l'égard des militants de la Gauche révolutionnaire qui se diraient prêts à signer un engagement d'obéissance pour être réintégrés. Cette circulaire est signée, aux côtés de Paul Faure, par le propre frère de Marceau, Charles Pivert, ce qui irrite particulièrement les amis de Marceau. Charles s'étant permis, dans une réunion

parisienne, d'évoquer « la gauche dite révolutionnaire », c'est Lefevre qui lui répond aimablement « ferme ta gueule, Charles dit Pivert ».21

Cela dit, la circulaire « Paul Faure-Charles Pivert », ne change rien. La Gauche révolutionnaire, forte de sa majorité, a déclaré qu'elle était la Fédération « régulière », occupe, service d'ordre à l'appui, les locaux de la rue Meslay, et ne reste pas inactive. Un numéro spécial de Juin 36 est aussitôt publié : « Ils veulent la dissolution pour mieux trahir, nous répondons, la Fédération continue ». Des meetings de protestation sont organisés dans les arrondissements de Paris, réservés aux membres du parti. Puis le 26, c'est une réunion publique qui est organisée au Moulin de la Galette : plus de 3 000 personnes s'y présentent. Le 29 mai, c'est la manifestation au Mur des Fédérés contre l'Union sacrée, dont l'appel précise :

« Il s'agit de savoir si les descendants des communards vont conclure une alliance monstrueuse avec ceux des Versaillais, la Fédération de la Seine a choisi. »

Derrière cette activité, se cachent des hésitations quant à l'attitude à adopter. Dans la Fédération de la Seine, l'aile franc-maçonne de la Gauche révolutionnaire, menée tambour battant par Suzanne Nicolitch, est contre la scission, et favorable aux compromis permettant de rester dans la SFIO. Cette aile n'est évidemment pas sans influencer Marceau Pivert. A l'autre extrémité il y a Michel Collinet, et surtout Daniel Guérin, qui a dansé de joie en apprenant la décision de la commission des conflits, et qui déclare au meeting du Moulin de la Galette :

« Nous voulons de toutes nos forces qu'au congrès de Royan notre parti redevienne ce qu'il n'aurait dû cesser d'être, un parti de lutte de classe et de révolution. Mais s'il ne le faisait pas, ce serait moins la volonté artificielle de tel ou tel militant, que la loi même de l'Histoire qui fera il naître dans ce pays un parti de lutte de classe et de révolution. »

Et au congrès fédéral qui se tient le 15 mai, il explique que c'est l'évolution même de la politique du parti qui rend la présence en son sein d'une opposition du type « Gauche révolutionnaire » insupportable. Il vaut donc mieux envisager la possibilité d'une scission et ne pas être pris au dépourvu : « Si la base n'est pas préparée dès aujourd'hui à toutes les éventualités, craignez qu'à l'heure du Rubicon, elle pourrait patauger, refuser de se jeter à l'eau et être finalement perdue pour tout le monde. »22

Au début, Pivert semble partager les positions de Suzanne Nicolitch et de l'aile franc-maçonne. Il tente d'atténuer les déclarations de Daniel Guérin au Moulin de la Galette. A Nice, le 8 mai, pressé par les questions du secrétaire fédéral, il dément « les intentions trotskystes qu'on nous prête généreusement de vouloir faire un parti révolutionnaire. Pour nous, le parti révolutionnaire est tout construit, c'est le Parti socialiste. »23 Et il déclare au journal L'Oeuvre, que, malgré tout, le Parti socialiste constitue le milieu démocratique le plus favorable à la libre investigation sociale ».24

Au congrès fédéral qui se tient le 15 mai, Pivert hésite et temporise. C'est que courent les bruits les plus fous. Des dirigeants de la Bataille socialiste - Commin et Marty Capgras - n'ont-ils pas dans Le Populaire appelé à l'amnistie ? Blum ne laisse-t-il pas dire qu'il pourrait faire office de médiateur ? On va jusqu'à évoquer une possible coalition GR, BS, et Blum contre Paul Faure et le secrétariat...

Le 22 mai, alors que Pivert se rend à Soissons faire un meeting, il est victime d'un accident de la route et s'en sort l'épaule droite fracturée. A l'hôpital où il repose, allongé sur le dos et

immobilisé par son plâtre, les hésitations continuent, et les pressions aussi, telles que les décrit Daniel Guérin :

*« Suzanne Nicolitch était assise d'un côté du lit. Michel Collines et moi-même de l'autre. Le malheureux patient était comme écartelé entre ses conseillers antagonistes qui, l'une, l'adjurait de ne pas réduire les chances d'un compromis, les autres d'en finir avec ces chimères et d'aller jusqu'au bout. »*²⁵

Marceau Pivert ira finalement jusqu'au bout. Vraisemblablement, la détermination des jeunes a pesé sur son propre choix. Il semble aussi avoir perdu une partie de ses illusions sur Blum. C'est juste après Royan qu'il décrit Blum comme « imposant, avec une continuité machiavélique, une politique personnelle que ses faveurs aux bureaucrates rendaient difficiles à corriger ».²⁶ Et surtout, il est maintenant persuadé que les mesures contre la Gauche révolutionnaire font partie d'un plan plus général visant à amener le Parti socialiste à « l'Union sacrée ».

Mais comment combattre l'Union sacrée en étant membre d'un parti qui la préconise ? « C'est cette contradiction éclatante, écrit-il à Deixonne, qui ne peut pas permettre à un camarade véritablement socialiste et internationaliste de rester au sein de la SFIO ».²⁷ A la veille du congrès, Marceau semble donc résolu à la scission. Telle était bien d'ailleurs la position du comité directeur de la Gauche révolutionnaire et celle adoptée dans la Seine au congrès fédéral de « la Régulière ».

Mais la province a été comme d'habitude peu informée et mal associée. Marceau a pourtant fait bien des efforts en direction du secrétaire du Cantal, Deixonne, qu'il sent hésitant. Le 20 avril, il lui demande d'écrire un des articles traditionnellement attribués à la Gauche révolutionnaire dans *Le Populaire*, en souhaitant « une plume autorisée de province exprimant en 150 lignes (pas plus !) sa solidarité avec la Seine. »²⁸ Le 24, il lui annonce l'envoi, à tous les camarades de province, d'un projet concernant la tactique à Royan, et lui signale la nécessité de collaborer activement, par correspondance, à la mise au point du texte politique.²⁹ Le 6 mai, il répond à de visibles interrogations de Deixonne quant à la pertinence de l'envoi du texte « Alerte, le parti est en danger », signé de la Fédération de la Seine : « Nous avons beau retourner la question, nous ne voyons pas où est notre maladresse : il était impossible de faire autrement ».

Mais ces efforts ne convainquent que très partiellement Deixonne, « qui a quitté Aurillac sans savoir au juste ce qu'il voulait, et avec le vague espoir de concilier l'inconciliable ».³⁰ La Fédération de la Seine-Inférieure, à majorité Gauche révolutionnaire, proteste contre les exclusions, mais indique qu'elle s'inclinerait devant la décision de Royan quelle qu'elle soit.³¹ Jean Midon (de la Meurthe-et-Moselle) estime que la scission serait une « gaffe monumentale ».³² Lucien Hérard, le dijonnais, pense que le maintien dans le parti est possible, et que, en tout cas, toute autre solution est vouée à l'impasse.³³ Or, ce sont les provinciaux qui vont devoir représenter la Gauche révolutionnaire au congrès. Les Parisiens sont déjà considérés comme hors du parti et seule la fédération « reconstituée » pourra y participer. Bien qu'absents du congrès, ils ne s'en désintéressent pas pour autant.

Grâce à Daniel Guérin, à qui a été confiée l'organisation matérielle sur place, une permanence de la Seine est ouverte au café des Bains. La balustrade de la terrasse est ainsi recouverte d'une banderole « ici Fédération socialiste de la Seine » et de l'emblème Juin 36, le poing traversé de trois flèches. Les militants logent et prennent leurs repas en commun à l'hôtel Victoria. Les jeunes ont à leur disposition un terrain de camping à Vaux-Nausan, à quelques kilomètres de Royan. Marceau est là, parmi ses camarades ; lui non plus, n'a pas été admis au congrès. Il se déplace le bras plâtré, la veste jetée sur les épaules, encore un peu handicapé par son accident, mais heureux, serein, « faisant preuve, enfin, d'assurance », dira Daniel Guérin.³⁴ Tout ce monde vend sans discrétion Juin 36 à la

porte du palais de Foncillon, où se tient le congrès. L'atmosphère est joyeuse, résolue, on chahute l'entrée de Marx Dormoy (« A Clichy ! »), on interpelle volontiers les délégués.

A l'intérieur, le climat est différent. Les pivertistes sont traités de « voyous » par Rivière et de « gangsters » par Costedoat. Il n'est plus du tout question d'un désaccord entre Blum et Paul Faure. Seule intervient, blumiste indignée, Germaine Picard Moch :

« Des exaltés, des excités, des provocateurs, des naïfs, de dangereux personnages ? Peut-être ! Mais parmi eux, combien de merveilleux militants ! (...) On me dira : vous, une intervention pareille ? Vous qui comptez parmi les proches de Léon Blum ? Je ne veux pas qu'à sa grande ombre, on puisse perpétrer de vilaines petites choses. »

Mais elle est interrompue, chahutée, et quitte la tribune en pleurant. Quant aux provinciaux de la Gauche révolutionnaire, ils n'interviennent pas avec le tranchant espéré. Deixonne évoque « le calme de la province » en semblant estimer qu'il a singulièrement manqué aux parisiens de la Gauche révolutionnaire. Hérard n'intervient que sur la procédure. De toute manière, la direction du parti est résolue à la scission. La motion du Nord approuvant la dissolution est votée par 4 904 mandats contre 3 033. Et le vote d'orientation donne 4 872 voix à Blum, 1 735 à la BS et 1 430 à la Gauche révolutionnaire : plus de 17 % des voix, et sans la Fédération de la Seine.

A quatre heures du matin un manifeste est distribué aux congressistes, qui annonce la création du Parti socialiste ouvrier et paysan.

1. Il se plaindra au Conseil national du 7 novembre 1936, d'avoir découvert une radio « infestée de fascistes », et de ne pas pouvoir y faire travailler les nombreux techniciens au chômage que comptait le parti.
2. Gauche révolutionnaire, 10 octobre 1936.
3. Id., 15 décembre 1936.
4. Déclaration à la CAP, supplément au Populaire du 6 avril 1936.
5. Arch. J. Outin. On y apprend que Schnitzer et Jardel, l'ancien député socialiste du 20e « étaient les deux informateurs de Chiappe au sein du Parti socialiste ». Pivert semble être bien informé sur l'activité des Renseignements généraux. Une note manuscrite précise ainsi, entre autres informations, « Tables d'écoute ont repris depuis quatre jours », id.
6. « Exclus, pourquoi ? » Texte joint aux rapports administratifs de la conférence nationale de Creil.
7. Supplément au numéro 17 de la Jeune Carde. Les exclus se sont constitués en « Jeunesses socialistes autonomes ».
8. 2 mai 1937.
9. Témoignage de Germaine Degrand dans son intervention au congrès de Royan.
10. « Capitulations », La Vague, 2 mai 1937.
11. 33e congrès de la SF10, mai 1936. Compte rendu sténographique.
12. Bulletin socialiste du 15ème, juillet-août 1937.
13. lettre de Marteau Pivert aux militants responsables de la Gauche révolutionnaire, 21 avril 1937, Arch. Ch. Lancelle.
14. Lettre à Maurice Deixonne, Reninge, le 9 août 1937. 15. « Oui, devenir enragés », La Vague, 15 octobre 1937.
16. La direction pivertiste de la Fédération de la Seine s'était dotée d'un hebdomadaire, Juin 36, largement tourné vers l'extérieur. La participation de dirigeants des autres tendances était régulièrement sollicitée, mais le journal restait un organe « pivertiste ».
17. Arch_ Nat. Papiers Amis Pivert.
18. Après l'échec de la tentative d'union nationale, Blum a constitué le 13 mars son second ministère.

19. Juin 36, 8 avril.
20. Commentaire du film Contre le courant (1938).
21. Maurice Jaquier, Simple militant.
22. Rapport de Daniel Guérin, Arch. J.-J. Marie. 23. Juin 36, 17 mai 1938. 24. L' Oeuvre, 15 mai 1938.
25. Daniel Guérin, Front Populaire, révolution manquée, op. cit. 26. Lettre à Maurice Deixonne, le 12 juin 1938, Fonds Deixonne. 27. Id.
28. Lettre à Maurice Deixonne, 20 avril 1938, id.
29. Lettre à Maurice Deixonne, 26 avril 1938, id.
30. Daniel Guérin, op. cit.
31. In Joubert, Arch. J.-J. Marie.
32. Le Populaire de l'Est, 18 juin 1938.
33. Entretien avec Jean-Paul Joubert, le 24 octobre 1971.
34. Op. cit.

CHAPITRE 14

LE PARTI SOCIALISTE OUVRIER ET PAYSAN



Le PSOP est donc constitué. A l'exception de Georges Soulès, membre de la CAP et responsable de la Drôme, tous les délégués de la Gauche révolutionnaire présents à Royan ont signé son manifeste. Mais passée l'émotion du moment, les défections provinciales commencent : Berthe Fouchère, dans l'Oise, et surtout Maurice Deixonne, dans le Cantal, décident de rester à la SFIO. Ce dernier commence à faire part à Marceau Pivert, dès le lendemain du congrès, de son trouble et de ses hésitations. Pivert lui répond le 12 juin :

« Tu me consultes : je te dis, sans vouloir d'ailleurs en quoi que ce soit faire pression sur tes décisions : il faut trancher, il faut refaire l'instrument qui s'avère inutilisable (...). Ce qui se passe, c'est Zimmerwald avant la guerre. » 1

Mais, finalement, Deixonne décide de rester à la SFIO et écrit même une brochure, La vérité sur la scission de Royan. Il y met la scission, non seulement au compte de « l'injustice » de Paul Faure, mais aussi des « maladroites » de Marceau et des « Parisiens ». Et il décide de « continuer au sein du parti la lutte admirable que Pivert y avait inaugurée », en lançant à la cantonade

« Ces ouvriers agricoles qui risquent leur faible gagne-pain, puis-je les abandonner quand ils commencent à naître aux bienfaits de l'action collective ? Sont-ils déjà de taille à supporter la scission ? » 2

La direction du Parti socialiste ne se gêne évidemment pas pour utiliser la brochure de Deixonne auprès des militants hésitants. Les pivertistes publient trois articles pour lui répondre. L'article de Madeleine Hérard incrimine le fonctionnement « sentimental » de Deixonne, et celui de Lucien Hérard met en évidence les raisons politiques de fond qui expliquent la scission. Quant à Pivert, il répond plus longuement sur les « maladroites » que lui reproche Deixonne. Sa thèse demeure qu'il n'a fait qu'appliquer les mandats qui lui étaient confiés et que les décisions prises ont toutes eu un caractère collectif.³ Il omet cependant de dire quel était son avis propre sur ces diverses questions et ne précise pas de quel poids il a - ou aurait pu - peser.

En arrière fond il y a chez Deixonne le sentiment qu'il a été engagé à son insu. Ce n'est pas la première fois. Un an auparavant, après le congrès de Marseille, il s'était déjà plaint de « procédés cavaliers », en l'occurrence que sa signature ait été utilisée sans son accord. Pivert s'en était excusé 4 Une fois de plus les dysfonctionnements dans les relations avec la province coûtent cher.

Coûte cher également l'impréparation politique. Car les lâchages ne sont pas que provinciaux. Marceau reconnaîtra plus tard « la mauvaise préparation psychologique de nos militants à la sévère éventualité d'une scission ».5

Ces conditions se répercutent sur les effectifs du nouveau parti. Sans doute peut-on trouver des cas où le PSOP recrute des militants SFIO qui n'étaient pas à la Gauche révolutionnaire, tels ces « deux groupes de JS qui étaient restés dans la Seine avec Paul Faure » que Marceau met en avant6 et d'autres encore. Mais à l'évidence, cela ne compense pas les pertes par rapport à l'audience de la Gauche révolutionnaire. A la veille de la scission, ce sont environ 30 000 adhérents SFIO qui votaient pour elle : il s'en retrouve à peu près 7 à 8 000 à rejoindre le PSOP. La conférence constitutive regroupe 171 délégués représentant chacun une section constituée, et 46 délégués « auditeurs ». Le tout représente 56 départements et 40 fédérations déjà constituées. Quelque temps plus tard, Juin 36 annoncera 280 sections (75 dans la région parisienne, 205 en province) 7

Sur la composition socio-professionnelle du PSOP, deux éléments existent. Le premier concerne la conférence constitutive. On y dénombre 24 % d'enseignants, 24 % d'ouvriers, 32 % d'employés et 18 % d'autres professions.8 Ce qui, compte tenu du fait qu'il s'agit de délégués, indique une base assez populaire. Le deuxième concerne une liste établie en 1941 par un indicateur de la police : elle comprend 995 militants de la région parisienne et 106 de province .9 On y dénombre une majorité d'employés et d'ouvriers du secteur public (PTT, SNCF, etc.) et une minorité non négligeable d'ouvriers de la grande industrie.

La conférence constitutive qui se tient les 16 et 17 juillet dans une petite salle de la butte Montmartre adopte un programme qui se donne connue objectif de lier les revendications immédiates à la lutte pour le renversement du capitalisme. Mais il ne comprend guère que des généralités : action directe, comités de base, d'usine ou de quartier, milices populaires, etc. La discussion sur la charte du parti porte principalement sur deux problèmes : la question de la guerre et celle de l'affiliation au rassemblement populaire.

Le PSOP, et auparavant la Gauche révolutionnaire, ont toujours vu cohabiter en leur sein deux sortes de pacifisme : le pacifisme intégral, pour lequel la guerre est rejetée en tant que telle, quels que soient les motifs et le contexte, et le pacifisme révolutionnaire, qui refuse de la mener sous la direction de la bourgeoisie. Pivert est devenu plus proche de cette deuxième thèse, mais dans la pratique, bien des passerelles existent entre ces deux conceptions, et les deux courants ont, la plupart du temps, agi de concert. Cette fois-ci, ils s'affrontent sur la question de la guerre : Hélène Modiano défend le « pacifisme intégral », et Léon Danno, du Nord, le « pacifisme révolutionnaire ». C'est cette dernière conception qui l'emporte. La charte affirme donc que « la lutte pour la paix est inséparable de la lutte pour la révolution ». Mais elle ne reprend pas -cette fois-ci non plus - le mot d'ordre de « défaitisme révolutionnaire ».

La question des rapports avec le Rassemblement populaire est plus longuement discutée. Weil-Curiel, soutenu par Hérard et par Pivert, défend la nécessité d'adhérer au Front populaire et d'y mener bataille pour un « gouvernement de combat ». Hélène Modiano, adversaire de l'adhésion,

explique qu'on ne peut à la fois condamner l'escroquerie que représente le Front populaire et demander à en faire partie. Elle est majoritaire.

Sur l'affiliation internationale, le PSOP décide finalement que

« Les Internationales existantes : la IIème vidée de tout esprit de classe et de tout internationalisme, la IIIème, au service exclusif d'un État et de sa diplomatie, la IVème caractérisée par son absence de démocratie, ne correspondent pas à l'idée qu'il se fait d'une véritable Internationale. Il réserve l'avenir et n'adhère à aucune d'entre elles. »

De manière plus étonnante, le PSOP n'adhère pas non plus au Bureau de Londres, et remet à plus tard l'examen de cette question.

La plus grande partie de la conférence est cependant réservée à l'organisation du nouveau parti et à son fonctionnement. Celui-ci calque le plus souvent celui de la SFIO, ce que Pivert revendique. Il insiste par contre sur la différence avec la tradition bolchevique, dont il retient surtout les appels à la discipline et à l'obéissance, et explique que le PSOP doit cultiver la vertu contraire : la capacité de résistance à des habitudes de caserne.¹⁰

Sur l'organisation des Jeunesses, c'est l'autonomie, défendue par Weitz qui l'emporte. Quant aux étudiants, c'est une autre solution qui s'impose. La Fédération des étudiants révolutionnaires, l'organisation créée au lendemain de la dissolution des Étudiants socialistes, avait souhaité être une structure unitaire où puissent se retrouver l'ensemble des minorités révolutionnaires. Le PSOP en prend acte.

La méticulosité démocratique des statuts (représentation proportionnelle des minorités, rotation dans les exécutifs, référendum auprès des adhérents, etc.) s'explique aussi par le contexte « moral » qui entoure la naissance du PSOP. Le « memento du socialiste révolutionnaire » que rédige Marceau Pivert en octobre 1938 en est un bon exemple :

« (...) Le militant du PSOP n'est à aucun titre un amateur ou un dilettante pour qui la politique est un jeu.

(...) Le militant du PSOP aime ses frères de classe, mais jamais il n'incline sa pensée, son jugement, sa responsabilité devant autre chose que l'évidence des faits. Son admiration même pour tel ou tel est toujours mêlée d'une parcelle de doute vigilant à l'égard de ses propres inclinations.

Le militant du PSOP résiste quotidiennement aux pressions, tentatives de corruption, mensonges et illusions en provenance de la classe dominante. Il fait sienne la règle du "refus de parvenir".

Le militant du PSOP cherche toujours à concilier les exigences de la pensée indépendante et celles de l'action collective. Il ne récite pas un catéchisme appris par coeur. Ce qu'il dit, il le pense vraiment. Il réfléchit par lui-même et apporte ainsi à l'œuvre d'élaboration en commun une contribution originale. »¹¹

Il restait à mettre en place une direction. La conférence élit une CAP de quarante-quatre membres, un Bureau politique de onze membres et un secrétariat de quatre membres. Curieusement, les deux hommes qui s'étaient le plus dépensés pour faire naître ce nouveau parti - Collinet et Guérin - ne figurent pas au secrétariat. Cela pourrait passer pour de la défiance, et Guérin, en tout cas, le prit pour tel. ¹² Curieusement aussi, il y a deux secrétaires politiques, Marceau Pivert et Lucien Hérard. Sans doute faut-il y voir, symboliquement, le refus du « culte du chef ». Mais il y a aussi la nécessité de rompre avec l'aspect « parisien » du pivertisme, la nécessité que, par le biais d'une codirection au

plus haut niveau, la province apparaisse réellement associée aux décisions politiques. Deixonne étant resté à la SFIO, il n'y avait guère d'autre choix que Lucien Hérard.

Pourtant ce choix n'est pas extrêmement heureux. Avant Royan et à Royan, Hérard était apparu hésitant et s'était retrouvé dans l'aile conciliatrice. Or, hésitant, il l'est encore. Peu de temps après la conférence constitutive, il écrit à Pivert qu'il sait qu'on le taxerait facilement d'opportunisme, dépeignant ainsi son état d'esprit :

*«L'énormité de la tâche n'est pas sans m'épouvanter, et je me sens, souvent, dérisoirement incompétent ou hésitant.(...) Cette préoccupation (...) me confirme dans mon opinion que les fonctions que j'ai assumées dépassent mes capacités. Mais il en est ainsi. Je sens cette même angoisse citez nombre de camarades et c'est très dangereux pour la vie de notre parti, lequel a besoin de conviction et d'enthousiasme. »*¹³

Sur ce dernier point, Hérard voyait juste. L'absence de « préparation psychologique » à la scission dont parlera Pivert n'avait pas eu comme seule conséquence d'empêcher l'adhésion au PSOP de militants de la Gauche révolutionnaire. Elle avait aussi pesé sur ceux qui avaient adhéré, y compris sur ceux qui apparaissaient les plus combattifs. René Modiano commente ainsi a posteriori: « Pour mon compte, la conviction n'y était pas ».¹⁴

Mais il y a aussi la joie de tous ceux qui étaient à Royan, l'enthousiasme des Jeunesses, la liberté retrouvée des Parisiens, le sentiment largement partagé d'avoir enfin « son parti » et d'être maître de son destin. Le soir même de la scission, la création du PSOP est annoncée, à Paris, dans un meeting qui réunit plus de deux mille militants. Marceau Pivert, dont c'est la première apparition publique depuis son accident, y est salué d'une vibrante Internationale. Passé le temps des hésitations et remis de son accident de voiture, il est maintenant en pleine forme et recommence à être personnellement très actif.

Le 11 juin 1938, sort Juin 36, désormais hebdomadaire du PSOP. Deux jours plus tard, une lettre est envoyée à tous les militants, dans laquelle Marceau Pivert insiste sur la nécessité de recruter rapidement, avant que la SFIO n'ait le temps de freiner les glissements des militants vers le nouveau parti. Il demande que soient organisées des réunions des Amicales socialistes afin de leur proposer le rattachement au PSOP. Le 17 juin se tient, quai Valmy, la conférence constitutive des Jeunesses. Des brochures sortent très rapidement, sur la scission, sur l'union sacrée, sur la guerre. Et à partir de septembre, Marceau écrit le scénario d'un film retraçant l'histoire du Front populaire. Il est monté à partir des divers reportages réalisés par Robert Talpain et l'ancien service cinématographique de la Fédération de la Seine (« L'Équipe ») qui est passé au PSOP avec armes et bagages. Contre le courant sort ainsi en novembre. C' est une réussite et un précieux instrument de propagande, adapté à son public : il fleure un peu le certificat d'études. Marceau, costume et cravate, professoral, y lit le commentaire qu'il a lui-même écrit.

De Munich à la grève du 30 novembre 1938



Tous ces efforts sont bien utiles. Car le PSOP évolue dans un environnement qui est loin de lui être favorable. Le Parti socialiste a choisi de traiter le PSOP par le mépris et fait silence sur ses activités. La grande presse lui emboîte le pas. Le gouvernement réprime. Juin 36 est saisi, des

meetings sont interdits, des militants sont inculpés pour « incitation de militaires à la désobéissance ». Le PCF, lui, calomnie: les militants du PSOP sont les « agents de la réaction fasciste »¹⁵, les agents des pires ennemis de la classe ouvrière »¹⁶, leur premier manifeste a été rédigé par des « aventuriers trotskystes. »¹⁷ Le 5 août, enfin, l'Humanité accuse directement le PSOP d'être « au service de Hitler et de Franco ».

C'est le feu vert donné pour les opérations « physiques ». Le 8 septembre, Marceau va tenir un meeting à la sortie des usines Firman, à Boulogne. Il en est empêché par trois cents staliniens qui le rouent de coups, lui arrachent les cheveux et lui crachent à la figure aux cris de « trotskyste assassin ». Le même scénario se répète à Mantes, à Viroflay, à Versailles, aux Mureaux. A Châtenay-Malabry, Marceau, Barthélémy et Jaquier sont expulsés de la salle, emballés dans des couvertures, emmenés en voiture et jetés, de la voiture en marche, dans le fossé. Les TPPS - dont toute l'ossature militante s'était retrouvée au PSOP - sont alors réorganisés, et leur tâche diversifiée: s'ils sont toujours en priorité tournés contre les menées fascistes, ils assurent aussi dorénavant la protection des réunions du PSOP.

Au-delà de ses activités quotidiennes de propagande, le premier problème auquel se trouve confronté le PSOP est celui de son activité syndicale. Le refus, pour les groupes d'entreprise, « de toute incursion dans le domaine syndical » ne tient pas longtemps.

Dans le premier numéro du bulletin de la commission régionale des groupes d'entreprises, Lucien Vaillant, qui est responsable aux entreprises, multiplie conseils et directives. Critique à l'égard de la tendance Syndicats comme à l'égard du groupe de la Révolution prolétarienne, il porte par contre un jugement positif sur le « Cercle syndicaliste lutte de classe », fondé en janvier 1937¹⁸, et demande aux militants du PSOP d'y participer. Participation qui permet de tisser des liens utiles : Gilbert Serret, ancien secrétaire de la Fédération unitaire de l'enseignement et porte-parole au congrès CGT de Nantes de toute l'opposition « Lutte de classe », accepte d'écrire régulièrement dans Juin 36.

Mais les flottements du PSOP au moment des accords de Munich lui interdisent de tirer un plus grand parti de ce regroupement. Car le PSOP se divise. Lucien Hérard écrit le 7 octobre : « En définitive, nous avons la paix. Une paix fragile, éphémère, une paix bourgeoise et capitaliste, mais tout de même, la paix ».¹⁹ Et Collinet, après avoir dans un premier temps semblé approuver Munich, écrit, dans le numéro suivant : « Disons-le nettement, le compromis, s'il nous donne une trêve, accroît la force de Hitler en Europe centrale. Demain, une nouvelle forme de conflit jaillira ».²⁰ Les réactions de Marceau, dans Juin 36, semblent proches de celles de Collinet :

*« Si l'apaisement diplomatique se poursuit, il sera provisoire. Les contradictions internes du régime capitaliste, la nécessité pour les blocs impérialistes de conquérir de nouveaux débouchés, ne laissent place à aucune illusion. Nous avons nos méthodes à nous. »*²¹

Mais Marceau se refuse à prendre le risque de casser le frêle PSOP sur cette question et choisit de ne pas se couper des « pacifistes intégraux ». Il donne ainsi la signature du PSOP à une affiche qui fait confiance à Daladier « pour négocier et poursuivre inlassablement les plus grands efforts pour le maintien de la paix », un mois à peine avant que le même gouvernement Daladier ne remette en cause les 40 h, et ce contre le projet défendu par le Cercle syndicaliste Lutte de classe et les trotskystes. Il se justifie en ces termes :

« La CAP (...) a considéré que ce qui importait le plus à cette heure critique, c'était l'organisation de la résistance au formidable courant belliciste déclenché par les staliniens, les blumistes, et une partie de la bourgeoisie. Certes, nous avons fait des sacrifices quant à la forme

donnée aux protestations par tracts et affiches, mais des centaines de milliers de tracts et des milliers de doubles colombiers ont été diffusés, et c'était l'essentiel. (...) C'est ainsi que nous concevons l'unité d'action.» 22

En réalité, le PSOP aura reflété, dans cette affaire, les illusions majoritaires dans la société française.

Mais c'est sur le terrain social que se situent les prochaines épreuves. Le 12 novembre, quand Paul Reynaud annonce la fin de « la semaine des deux dimanches », c'est-à-dire les décrets lois remettant en cause les 40 heures, des grèves éclatent immédiatement, notamment dans la métallurgie. Le congrès de la CGT qui s'ouvre à Nantes le 17 novembre a évidemment ce point à l'ordre du jour. Mais les militants du PSOP influent peu sur ses travaux. D'un côté, des militants préparent le congrès dans le cadre du Cercle syndicaliste Lutte de classe, tandis que de l'autre, Juin 36 offre l'hospitalité de ses colonnes à Maurice Chambelland, pilier de la Révolution prolétarienne et qui fait cause commune, à Nantes, avec les gens de Syndicats, ceux-là même que Lucien Vaillant avait caractérisés comme « partisans de la paix sociale ».

Cela dit, une fois décidée la grève du 30 novembre, le PSOP défend la grève contre les tergiversations pacifistes. Marceau condamne le syndicat de l'enseignement du Rhône qui, par pacifisme, se prononce contre la grève afin de ne pas gêner la politique « de paix » du gouvernement.²³ Et Juin 36 titre « Vive la grève générale » et confirme son souhait qu'elle conduise « à un nouveau juin 36 ».²⁴

Cela ne suffit cependant pas pour que les militants du PSOP aient dans cette grève un comportement homogène. Le secrétaire du groupe de l'usine Nieuport signale ainsi parmi les jaunes » une forte proportion de militants du PSOP, publie leurs noms et demande leur exclusion immédiate.²⁵ Pivert doit passer « débaucher » Collinet qui s'était rendu à son travail. Pour sa part, il conservera jusqu'à la fin de ses jours la note administrative qui lui annonce « une retenue de 8 jours de traitement pour n'avoir pas régulièrement assuré votre service dans la journée du 30 novembre ».

La grève est un échec, et elle est suivie parties licenciements massifs de grévistes qui ne trouveront pas facilement à se réembaucher. « Le certificat de travail daté du 29 novembre, dira Pivert, désigne à la haine du patronat les courageux grévistes restés fidèles à l'appel de la CGT. »²⁶ Les effets de cet échec - et de l'incapacité à s'opposer à la répression - sont considérables.

Le PSOP : dépassement ou déchirements



En fait, la période ouverte par juin 36 vient d'être refermée. Les effectifs décroissent, Il reste à la fin de l'année 1938 entre cinq et six mille adhérents au PSOP selon les estimations rapportées par Rosmer, estimations qui lui avaient été demandées par Trotsky. Et les perspectives d'un regroupement, d'une reconstitution dépassant le PSOP ne sont pas évidentes. Le 12 septembre, puis les 29 et 30 octobre s'est réuni à Genève un nouvel organisme international, le FOI (Front ouvrier international contre la guerre), qui se substitue dans les faits au défunt Bureau de Londres. Le PSOP ne vote pas la résolution finale. Collinet, appuyé par Pivert, demande une « adaptation » des thèses du défaitisme révolutionnaire : la nature des impérialistes rivaux (démocratiques et fascistes) ne permet pas, expliquet-il, qu'on les renvoie dos à dos. En vain. Fermer Brockway appelle en conclusion au regroupement de « toutes les forces disposées à muver pour la création dans l'avenir

d'une nouvelle internationale ».²⁷ Mais aucun geste n'est fait en direction de la IV^e Internationale qui vient d'être fondée moins de deux mois auparavant.

Dès le lendemain de cette fondation, le POI, section française de la nouvelle Internationale, avait proposé au PSOP la fusion des deux organisations. Mais le conseil national du PSOP (17 et 18 décembre) la refuse. Marceau, en particulier, s'y oppose fermement. En fait, vu les divisions qu'a connues le PSOP au moment de Munich et de la grève du 30 novembre, ses dirigeants estiment que leur parti serait en situation de fragilité dans le cas d'une fusion avec le pourtant petit POI. Le conseil national du PSOP admet cependant l'adhésion individuelle des trotskystes, mais interdit en même temps l'existence de bulletins de tendances, ce qui ne peut que paraître contradictoire avec le souci de démocratie interne qui avait marqué la conférence constitutive. C'est alors, le 22 décembre 1938, que Trotsky écrit personnellement à Pivert. Il commence par constater la concordance des analyses.

« Je ne vois pas d'autre voie à la formation immédiate d'une avant-garde révolutionnaire en France que l'unification immédiate de votre parti et de la section de la IV^eme. (...) Le fait que les pourparlers durent et traînent en longueur me semble être une circonstance extrêmement alarmante, le symptôme d'une discordance entre la situation objective et l'état des esprits même dans les rangs les plus avancés de la classe ouvrière. »²⁸

Le 26 janvier 1939, Pivert répond à Trotsky. Sur l'analyse de la période et sur les tâches - la formation d'une avant-garde révolutionnaire-il constate l'accord. Mais il y a, ajoute-t-il, un préalable, celui des méthodes d'organisation

« Nous désirons vous parler franchement, camarade Trotsky, ait sujet des méthodes sectaires que nous avons constatées autour de nous (...). Je songe à ces méthodes qui consistent à violer l'intelligence révolutionnaire des militants (nombreux en France) qui ont l'habitude de se faire eux-mêmes leur opinion et qui se mettent loyalement à la dure école des faits. Je songe à ces méthodes qui consistent à interpréter sans indulgence le moindre tâtonnement dans la recherche de la vérité révolutionnaire. Je songe enfin aux méthodes qui tendent, par une colonisation opérée de l'extérieur, à dicter au mouvement ouvrier des attitudes, des tactiques et des réactions qui rie surgissent pas des profondeurs de son intelligence collective. C'est dans une large mesure pour cette raison que la section française de la IV^eme Internationale s'est montrée absolument incapable non pas même d'atteindre les masses, niais de former des cadres éprouvés et sérieux. »²⁹

Et Pivert réitère la proposition : la fusion n'est pas possible, seule l'entrée individuelle est envisageable.

Trotsky est incontestablement blessé par la lettre de Pivert. Il estime qu'elle élude « une discussion sérieuse sur les questions fondamentales du mouvement ouvrier »³⁰ et il en regrette « le ton hautain »³¹ Ton qui le choque d'autant plus qu'il s'est résolu à conseiller aux militants du POI de passer compromis et d'entrer dans le PSOP aux conditions posées par Marceau Pivert, ce qu'ont déjà fait les militants du PCI de Frank et Molinier.³² Dans l'immédiat, c'est à Guérin qu'il répond - celui-ci lui avait écrit son désaccord avec la direction du PSOP - mais c'est de Pivert qu'il lui parle. Trotsky répète que, entre Marceau Pivert et lui, il y avait à partir de juin 36, des « prémisses communes ». Mais, estime-t-il, « Marceau Pivert pratique toujours l'indécision sentimentale petite-bourgeoise, la dépendance à l'égard de l'opinion publique officielle ». La preuve - et la cause -, Trotsky la trouve dans l'appartenance de Pivert à la franc-maçonnerie. Il ne comprend pas, affirme-t-il, comment l'on peut combattre sérieusement la politique du Front populaire et « demeurer dans un bloc "moral" avec les chefs de la bourgeoisie radicale ».³³

Il admet tout à fait qu'il puisse y avoir chez ses partisans des comportements sectaires, mais en donne une explication psychologique. Il s'agit, explique-t-il, de l'opposition entre ceux que l'ambiguïté de leur propre situation met mal à l'aise (socialistes, ils n'ont pas complètement rompu avec l'opinion politique petite-bourgeoise) et ne supportent pas, de ce fait, la moindre critique, et ceux qui « inspirés par des idées révolutionnaires intransigeantes » ont tendance, dans les situations critiques, à se montrer « impatientes, exigeants à l'extrême, irritables ».

La conclusion de la lettre est, sur Pivert, désabusée. Mais Trotsky ne revient pas sur l'appréciation positive qu'il avait du PSOP : « Je n'identifie pas Pivert à votre jeune organisation » explique-t-il à Guérin. Et il ajoute :

« La scission du PSOP s'est faite sur la gauche. (...) La composition du PSOP est (...) largement prolétarienne. Ces deux faits sont pour le parti le gage très précieux d'une possible évolution révolutionnaire. »

Peu à peu les divers tronçons du mouvement trotskyste entrent au PSOP. Et le secrétariat de la IV^e Internationale insiste sur « la nécessité d'aborder cette fraction honnête et dévouée de la classe ouvrière dans un esprit de collaboration loyale, avec le souci de construire côte à côte avec ses militants le parti révolutionnaire ». Mais le contexte de la fin de l'année 1938 et du début de l'année 1939 était plus favorable au scepticisme et aux règlements de compte qu'à l'homogénéisation dans l'action que favorisent les montées révolutionnaires.

Les menaces de guerre augmentent encore le désarroi et les hésitations au sein du PSOP. Le 23 mars, devant le conseil fédéral de la Seine, Marceau Pivert affirme pour la première fois publiquement que la guerre est probable et demande que le PSOP détermine ce que serait son attitude dans cette hypothèse. Le lendemain, Juin 36 titre : « La guerre qui vient ». Le 27, dans une réunion d'information pour les militants de la Seine, Daniel Guérin enfonce le clou. Il explique que la guerre est maintenant inévitable ; elle peut engendrer une crise du système capitaliste et il n'y a donc pas matière à découragement, mais encore faut-il que le PSOP mute, qu'il devienne enfin un parti révolutionnaire. Pour cela, il faut « liquider les illusions pacifistes, intégrer dans le PSOP toutes les minorités révolutionnaires, reposer la question d'une nouvelle internationale, se préparer à passer dans la clandestinité. »³⁴ C'est une douche froide. Les pacifistes voient dans ces déclarations « une acceptation de la guerre qui vient », conduisant à la résignation. Ils ont évidemment fort mal pris la suggestion de « liquider les illusions pacifistes », d'autant plus qu'il est difficile de croire que Guérin a parlé en son nom personnel, Marceau Pivert l'ayant présenté comme s'exprimant au nom de la direction du PSOP.

Dans l'immédiat cependant, les pacifistes ont tort de s'inquiéter. Bien loin de « liquider les illusions », la direction du PSOP signe à nouveau, avec les mêmes arguments qu'il y a six mois, un nouveau manifeste pacifiste qui affirme que la guerre n'est pas fatale. Une semaine plus tard, c'est à Jean Giono, pacifiste intégral entre tous, que Juin 36 ouvre ses colonnes... Dans ce contexte d'impuissance grandissante, de paralysie et d'hésitations, les défiances ne pouvaient que s'exacerber.

Ainsi, le débat sur la franc-maçonnerie est finalement mis à l'ordre du jour du congrès. Le problème avait été soulevé dès la conférence constitutive par la fédération du Maroc. Le débat et la prise de position qu'ils demandent sont depuis lors reportés de congrès en conseils et de conseils en congrès.

On peut comprendre ces atermoiements. Non seulement les franc-maçons étaient nombreux dans le PSOP et à sa direction,³⁵ mais surtout la charge visait directement Pivert qui était, depuis

1934, chevalier Kadosch (30e degré de l'initiation).³⁶ Cependant, et on peut le comprendre aussi, il devenait difficile que le point ne soit pas du tout à l'ordre du jour du congrès. D'autant plus que les activités des franc-maçons du PSOP commencent à être connues et qu'elles irritent. Ils donnent l'impression de se comporter comme une fraction secrète, même s'ils n'en sont pas une. Pire, ou murmure qu'ils rencontrent régulièrement leurs homologues SFIO, dans un petit restaurant qui s'appelle « Le coq au vin ».³⁷

Ce que l'on comprend moins, c'est l'investissement des trotskystes dans cette affaire. C'est en effet Pierre Bailly, membre du groupe Rous-Craipeau, qui rédige un rapport de quarante et une pages contre la compatibilité entre l'appartenance au PSOP et l'affiliation à la franc-maçonnerie.³⁸ Il le présente avec vivacité dès l'assemblée d'information du 13 mars. Est-ce la conséquence du fait que Trotsky avait vigoureusement posé le problème dans sa lettre à Daniel Guérin ? Peut-être. Mais il n'existe aucune trace d'une intervention de Trotsky en ce sens. Sentiment que c'était là le maillon faible par lequel on pouvait briser la droite du PSOP ? Peut-être. Mais, même si la fraction franc-maçonne avait été la plus hésitante sur le fait de quitter la SFIO, les francs-maçons n'étaient pas forcément unis sur les grands problèmes en discussion dans le PSOP. Désir de clarifier, d'obtenir avant la guerre un PSOP épuré, une petite phalange capable de « tenir le coup » ? Et conviction que cela signifiait maintenant un PSOP sans Pivert ? Peut-être. Mais les trotskystes ne pouvaient pas ne pas savoir que le PSOP sans Pivert ne serait plus le PSOP : tout au plus un gros POI. Les membres du groupe Frank-Molinier, en tout cas, s'interrogent

« Je l'ai dit à Rous : je ne comprends pas, vous êtes entrés de manière très tactique dans le PSOP, avec l'idée de constituer une gauche un peu large, de constituer un bloc avec Guérin, avec Weitz, avec quelques autres, jusqu'à la femme de Hérard je crois, et vous vous saisissez d'emblée de l'élément le plus explosif et qui exacerbe le plus les autres (...). Si vous rentrez là-dedans, vous définissez (...) les sujets les plus à même de sensibiliser les gens, (...) Pourquoi sauter à pieds joints, d'entrée de jeu, sur cette affaire de franc-maçonnerie, qui aboutit plus ou moins à faire exclure Pivert du mouvement ? »³⁹

Rétrospectivement, Daniel Guérin partage les mêmes doutes : « En des temps d'extrême tension internationale, un tel débat était-il opportun ? »⁴⁰

De toute manière, le débat est lancé. Suzanne Nicolitch écrit un long plaidoyer en faveur de l'adhésion à la franc-maçonnerie. Pivert préface la brochure 41 et explique que le risque existe que le révolutionnaire, tout entier jeté dans l'action, perde sa capacité de réflexion. La franc-maçonnerie doit apporter cette distance, le franc-maçon doit associer discipline et libre examen.

Bailly, quant à lui, rappelle que la raison même d'être du PSOP, c'est son opposition à la politique de collaboration de classe de la SFIO et du PC. Mais, être vraiment un parti « anticollaboration de classe », cela signifie aussi rompre avec « l'agence démocratique et philosophique » de la grande bourgeoisie auprès des classes moyennes, avec ce « front populaire occulte » qu'est la franc-maçonnerie. Il brocarde les références de la franc-maçonnerie à l'égalité, à la justice, à la fraternité :

« La Fraternité, c'est dans le parti de classe et le combat révolutionnaire qu'on doit la trouver. La classe ouvrière n'a que mépris pour le jargon et le rituel maçonniques, bric-à-brac avec lequel les bourgeois libéraux s'efforcent de remplacer les rites catholiques et la religion. Les travailleurs n'ont pas besoin de ce symbolisme de bas étage (...). On ne peut pas être à la fois marxiste matérialiste et se plier à ces mascarades du libéralisme bourgeois. »

Et il rappelle que, aux moments décisifs, la franc-maçonnerie a toujours choisi le camp de la bourgeoisie et notamment qu'elle n'a pas été pour rien dans la vague patriotique de 14-18: « Entre la franc-maçonnerie et nous, conclut-il, passe le fossé des classes. Chacun doit voir clairement qu'on ne peut avoir un pied dans chaque camp. »

Une commission composée de Suzanne Nicolitch, de Daniel Guérin et de Cyrille Spinetta est désignée pour préparer les débats du congrès. Elle n'arrive pas à une position commune, et ce sont trois rapports séparés qui ouvrent la discussion du congrès.

Le rapport de Suzanne Nicolitch est de nouveau, un vibrant plaidoyer pour la franc-maçonnerie, et pour la nécessité que les membres du PSOP y militent.

Daniel Guérin reprend pour l'essentiel la démonstration de Bailly. Mais la conclusion est modérée : le rapport demande une condamnation de principe de la franc-maçonnerie, mais ne propose pas que soient tranchées maintenant les questions disciplinaires d'incompatibilité.

Quant au troisième rapport, celui de Spinetta, il n'encense ni ne condamne et juge l'appartenance à la franc-maçonnerie « indifférente ».

A la veille du congrès, l'intervention de Marceau Pivert s'avère décisive. Marceau porte d'abord le débat sur la « liberté de conscience » que le PSOP en sa charte reconnaît à chacun de ses membres. Et il ajoute que, s'il est franc-maçon

« C'est aussi parce que je crois servir au maximum les intérêts du prolétariat et de l'humanité toute entière en poursuivant ma tâche sur deux plans, comme je le fais librement depuis vingt ans faire comprendre aux franc-maçons que leur idéal de fraternité universelle ne peut prendre une forme concrète à notre époque qu'à travers le processus d'une révolution prolétarienne internationale, à laquelle ils doivent participer pour détruire le système capitaliste et construire le socialisme. Faire comprendre aux travailleurs organisés que leurs aspirations révolutionnaires ne peuvent atteindre définitivement leur but qu'à la faveur d'un effort permanent d'observation scientifique des faits, d'autocritique, c'est-à-dire de laïcité philosophique ou de libre examen. »

Le vote donne à la gauche une majorité relative : soixante seize mandats contre soixante-deux à Nicolitch et cinquante à Spinetta.⁴² Mais le total des motions Nicolitch et Spinetta assure une majorité pour le statu quo.

Deuxième élément de dislocation : le débat sur la guerre.

Quatre motions sont en présence. Il y a une motion des pacifistes intégraux, qui s'intitule significativement : « Seule la paix est révolutionnaire ». Ceux-ci estiment que la guerre peut encore être évitée sur la base d'un compromis entre les nations, que de toute manière un conflit serait mortel pour les chances de la révolution et déboucherait au mieux sur une forme de socialisme autoritaire et militarisé. Allant jusqu'au bout de leur raisonnement, ils affirment que si la condition de la paix est la dictature, alors il vaut mieux la dictature que la guerre. Au moins permettrait-elle de développer sur une base claire la lutte des classes et le combat antifasciste.

La gauche (Rous, Weitz, Guérin) présente une motion préconisant le défaitisme révolutionnaire, tandis que Lucien Hérard présente une troisième motion, proche de celle de la gauche, mais qui substitue l'expression « utilisation de la guerre impérialiste pour faire la révolution » à celle de « défaitisme révolutionnaire ».

Mais c'est de Marceau Pivert, et aussi de Collinet, que viennent les évolutions. A l'ouverture du congrès, Marceau a dû reconnaître, « la rage au cœur », que le mot d'ordre « révolution d'abord (...) n'aurait pas aujourd'hui l'efficacité souhaitée ». Et il ajoute que, « si la guerre éclate, nous devrions avoir pour premier objectif la protection, au maximum, de l'avantgarde révolutionnaire, puis la reconstruction des liaisons ».

Dans le débat, il appuie, avec sa section du 15^e arrondissement, les thèses défendues par Collinet. Celui-ci répudie certes l'union sacrée et maintient l'objectif de la lutte révolutionnaire pendant la guerre. Mais il insiste aussi sur les différences entre fascisme et démocratie bourgeoise : « L'axe est non seulement impérialiste, mais destructeur du mouvement ouvrier ». C'est là le danger principal. Il faut donc s'engager dans la guerre contre le fascisme, avec les méthodes de la lutte des classes, et en préservant l'indépendance du prolétariat. Mais, ajoute-t-il, « il faudra au besoin construire un cartel avec les démocrates bourgeois, s'ils luttent vraiment avec nous, pour ce qui nous reste de libertés démocratiques et syndicales. »

L'évolution de Pivert apparaissait dès la réunion du FOI du 30 octobre 1938 et dès l'assemblée parisienne d'information du 27 mars 1939. Le tournant est cependant de taille : c'est la lutte antifasciste, certes menée de manière indépendante, qu'il privilégie maintenant.

Le résultat des votes illustre assez bien le désarroi du congrès : les pacifistes intégraux obtiennent 26 mandats, Lucien Hérard 45, la gauche 59 mandats, et la motion Collinet-Pivert également 59 mandats.

La dislocation



Autre exemple de défiance qui s'exacerbe et de dislocation à l'oeuvre, l'offensive antitrotskyiste qui éclate avec la publication dans Juin 36 d'un virulent article de René Lefevre. Accusés de « constituer un parti dans le PSOP », les trotskystes sont mis en demeure « de choisir entre l'assimilation au parti sur la base de sa charte et de ses statuts et l'activité fractionnelle pour le compte du trotskysme, la poursuite de cette activité devant entraîner l'exclusion du PSOP. »⁴³ Une motion en ce sens est plus ou moins votée par le congrès.⁴⁴

L'important, cependant, n'était pas là, mais dans le résultat de la commission sur « le cas Molinier ». Or cette commission, non seulement confirme le refus d'accueillir Raymond Molinier dans les rangs du PSOP mais déclare qu'il y a...

« ... pour tous les membres du PSOP et tous ceux qui y demandent leur adhésion, incompatibilité entre l'appartenance au PSOP et toute collaboration ou intelligence directe ou indirecte, politique, culturelle, financière, à titre individuel ou collectif, sous quelque prétexte que ce soit, avec Raymond Molinier et tout ce qu'il peut entreprendre, soit seul, soit comme associé, soit par personne interposée, d'une manière ouverte ou secrète. »⁴⁵

L'extrême méticulosité dont fait preuve la commission pour recenser toutes les possibilités de contact et de liaison avec Molinier montre que ce n'est pas le cas d'un individu que l'on règle mais un groupe que l'on vise, en l'occurrence le groupe du PCI notamment leur activité dans les JSOP, où ils étaient devenus majoritaires.

Au lendemain du congrès, les ex-membres du PCI se retrouvent, au café Auger, rue des Archives, pour décider - avec Molinier- de ce qu'il convient de faire après les décisions du congrès. Une réunion de l'École émancipée se tient également chez Auger et une pivertiste qui y participe téléphone à Pivert pour lui signaler la réunion avec Molinier. Marceau met alors lui-même la main à la pâte : ayant rassemblé quelques militants, il se précipite rue des Archives, constate l'infraction - il y a bien là « collaboration avec Raymond Molinier » - et relève les noms des participants. La commission des conflits est saisie le 3 juin. Elle décide l'exclusion des six membres « moliniéristes » de la commission exécutive des Jeunesses de la Seine⁴⁶ et donne quarante-huit heures à Henri Molinier (Marc Laurent), frère de Raymond, pour se désolidariser des exclus. Le jour même, les locaux des JSOP sont fermés et les membres du bureau des JSOP sont chassés d'une réunion d'information. Et la CAP demande à tous les trotskystes restant au PSOP de signer un engagement de loyauté.

Le mimétisme à l'égard des procédures disciplinaires jadis employées par la SFIO contre la Gauche révolutionnaire est frappant, et il ne peut qu'engendrer un malaise à l'intérieur du PSOP.⁴⁷ Quelle a été dans ce processus la part de Marceau lui-même ? Des témoignages indiquent qu'il fut « pressé par son entourage, »⁴⁸ qu'il ne fut guère moteur, voire peu tenu au courant. Peut-être. Il est, ceci dit, peu vraisemblable qu'il n'ait pas été informé de l'article de Lefevre et de sa motion pour le congrès, ni de l'orientation des travaux de la commission d'enquête.

Cependant, quand il reprend la plume pour écrire à Trotsky, il est vrai que le ton est relativement conciliant. Il se refuse à porter un jugement définitif sur l'activité des trotskystes au sein du PSOP et salue même « les efforts remarquables » de certains d'entre eux. Il ajoute cependant que les « précautions » prises par le congrès du PSOP étaient légitimes, dans la mesure où il y a eu effectivement activité fractionnelle et qu'il en détient les preuves. ⁹ Pour l'avenir, le trotskysme, estime-t-il, trouvera sans difficulté sa place au sein du PSOP

« (S'il) veut bien se dépouiller des prétentions à l'hégémonie, s'il peut admettre que l'état actuel du mouvement ouvrier international exige un effort de collaboration confiante entre tous les éléments qui ont courageusement rompu avec le social-patriotisme et le national-communisme ; s'il abandonne les méthodes fractionnelles, le noyautage commandé de l'extérieur, les moyens de pression et de corruption ou de dénigrement. »⁵⁰

Au-delà, c'est la nature du parti révolutionnaire qu'il aborde.

« A la conception d'un parti-chef sorte d'état-major centralisé qui prépare dans le secret des conspirations l'action dite révolutionnaire, nous préférons la conception d'un parti largement ouvert sur le mouvement réel des masses et ménageant à l'avant-garde révolutionnaire toutes les possibilités de contact direct avec les couches les plus larges du prolétariat ouvrier et paysan. »

La référence dogmatique à un programme fondé sur les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, explique-t-il, lui paraît d'autant moins appropriée que, dans la période actuelle, marquée par un gigantesque recul du mouvement ouvrier, l'objectif n'est pas d'élaborer un programme définitif, mais de regrouper dans le PSOP, avec le maximum de souplesse, toutes les forces prolétariennes opposées à la guerre et à l'union sacrée. Tout au long du texte, Pivert se réfère régulièrement à Rosa Luxembourg. Mais, curieusement, il ne dit pas un mot du « programme de transition » que vient d'adopter il y a un an la conférence de fondation de la IV, Internationale.

Trotsky écrit en réponse un long article⁵¹, que Juin 36, malgré ses demandes répétées, refusera de publier. Sur l'activité des trotskystes dans le PSOP, il admet sans difficulté qu'ils doivent

accepter « sa charte, sa structure, ses règles, ses décisions de majorité et s'engager à les appliquer sans réticence. » (« Le parti n'est pas un club, mais une association de combat»). Mais il revendique le droit de fraction (« Qui abolit les fractions abolit par là-même la démocratie de parti. »).

Devant l'affirmation de Pivert que sa méthode de construction du socialisme « ne sera pas autoritaire mais libertaire », Trotsky écrit: « On ne peut pas s'empêcher de sourire, non sans un peu d'amertume ». Pivert, explique-t-il, serait plus convaincant s'il n'avait pas lui-même piétiné la démocratie à l'intérieur du PSOP. Du coup, « les promesses de biens libertaires dans un futur indéterminé (...) rappellent un peu celles d'une récompense dans l'au-delà pour les souffrances d'ici-bas. » Il précise que les quatre premiers congrès de l'internationale communiste ne constituent pour lui qu'un point de départ et il propose à Pivert qu'il fasse connaître sa position et ses critiques à l'égard du « Programme de transition » adopté par la IVe Internationale. Mais, là aussi curieusement, Trotsky ne répond pas à la conception qu'avait Pivert de la construction du parti basée sur un regroupement souple et non « sur un programme définitif »

Ce fut le dernier échange de Pivert avec Trotsky. Il ne régla rien. Bien au contraire, les tentatives de rapprochement qui étaient à l'oeuvre au niveau international se heurtent alors à de nouvelles difficultés.

Le Front ouvrier international contre la guerre avait tenu de nouvelles assises à Paris, du 27 au 29 avril. Lovestone (Independent Labour League of America), Gorkin (POUM) et Collinet (PSOP) avaient proposé de créer, aux côtés du FOI, une autre organisation, qui ne serait pas un simple trait d'union comme le Bureau de Londres, et qui ne se limiterait pas, comme le FOI, à un objectif spécifique, la lutte contre la guerre, mais devrait « s'imposer une certaine discipline théorique » et être composée de partis et groupes « marxistes révolutionnaires indépendants ».

La véritable explication de cette proposition, c'est la volonté des « brandlériens »⁵² de sortir de leur isolement. Ceux-ci animent alors deux organisations, le Kommuniste Parti Opposition (KPO) en Allemagne et, par l'intermédiaire de Lovestone, un ancien du KPO, l'Indépendant Labour League of America (ILLA) aux USA, regroupées au sein de l'IVKO (Internationale Vereinigung der Kommunistische Opposition - Union Internationale d'Opposition Communiste - et c'est à l'évidence celle-ci qui était à l'origine du projet. En effet, l'IVKO a fait son deuil du redressement de l'Internationale communiste. Mais elle vit, à la veille de la guerre, un internationalisme hésitant et n'a guère envie de se situer dans le cadre d'un regroupement - le FOI - qui a pris position pour le défaitisme révolutionnaire. De plus, ce courant est très antitrotskyiste et se voit mal engager des discussions avec la IVe Internationale. Or, celle-ci a annoncé son intention de participer à la prochaine conférence internationale du FOI dont une minorité est favorable au rapprochement avec la IVe Internationale. La proposition est de mettre sur pied une nouvelle organisation, le Centre marxiste révolutionnaire international (CMRI), permet d'offrir une autre perspective. Lovestone et les brandlériens ont trouvé comme alliés, dans cette affaire Gorkin, qui cautionne au sein du POUM la liquidation de l'aile trotskyste, et en France, Collinet qui « était devenu sur le tard agressivement antitrotskyiste.

Au congrès du PSOP, la gauche s'oppose à la création du CMRI, explique que celui-ci n'est qu'une machine de guerre contre la IVe Internationale et « qu'on ne crée pas une internationale contre quelqu'un ». Elle n'est pas comprise, et l'adhésion au CMRI est votée par cent vingt et un mandats pour, quarante et un contre et vingt-cinq abstentions.

Reste que le Front ouvrier international contre la guerre existe toujours et qu'il voit réaffirmer sa spécificité « antiguerre » : il faut donc organiser son action. A l'issue de la conférence d'avril, une

rencontre clandestine réunit à ce propos Fenner Brockway, Daniel Guérin, Jay Lovestone et Manceau Pivert. Il y est décidé que, dès le début des hostilités, un secrétariat international, confié à Daniel Guérin, serait installé en pays neutre. Et, suite à un voyage exploratoire de Lucien Weitz, c'est la Norvège qui est retenue, plus précisément Oslo. A l'occasion du congrès du PSOP, on décharge Pivert du secrétariat national au profit de Lucien Vaillant et on lui confie la responsabilité du secrétariat international. Il est par ailleurs invité aux États-Unis pour assister au congrès de l'organisation de Lovestone et pour y faire, par la même occasion, une série de conférences. Il est prévu qu'il doit y rester, s'il y est surpris par la déclaration de guerre. On convient, pour les échanges avec Oslo, de codes et de mots de passe. On prend des pseudonymes : Guérin sera Breton, et Pivert s'appellera désormais Charlotte.

Mais la défiance s'est installée : Guérin est perçu comme de plus en plus complaisant à l'égard du trotskysme, et Gorkin et Lovestone tentent de faire annuler la mission d'Oslo. Ils convainquent en tout cas Pivert d'adjoindre à Guérin les Modiano, qui comptent passer leurs vacances en Norvège, et auxquels Pivert demande d'y rester en cas de déclaration de guerre et Jaquier, auquel il est demandé de partir avec Guérin, mais qui sera bloqué en Belgique par la fermeture des frontières.⁵⁴

Le 23 août, Pivert s'embarque pour New York. Il a appris dans la journée la signature du Pacte germano-soviétique et laisse deux articles qui seront publiés après son départ. L'un commémore l'assassinat de Jaurès et rappelle les positions traditionnelles du PSOP sur la guerre ⁵⁵ L'autre dénonce le Pacte germano-soviétique et met en garde contre la vague de répression anti-ouvrière que ne peut que provoquer la nouvelle trahison stalinienne.

En fait, la répression était déjà commencée. Fin juillet, Weitz a été arrêté pour distribution de tracts contre la guerre, inculpé et incarcéré à Fresnes. Le journal des JSOP, La Jeune Garde, a été saisi pour propagande antimilitariste. L'anarchopacifiste Lecoin fait diffuser un texte intitulé « Paix immédiate » au bas duquel figurent la signature de Marceau Pivert, celles de Giono, de Zoretti, d'Alain et de... Déat. Lecoin est arrêté le 29 septembre, mais l'instruction démontre que la signature de Pivert, comme d'ailleurs celle de Maurice Wullens, figurent au bas du tract sans que les intéressés aient été consultés.⁵⁶ Un tract du PSOP invitant les soldats à ne pas obéir a été diffusé dans une caserne de Cherbourg : l'un des distributeurs est arrêté tandis que Rouaix, Jaquier et Pivert sont inculpés.

Les provocations viennent appuyer la répression. De l'argent est ainsi proposé à la direction du PSOP pour financer un journal du soir, dont le titre -La Carmagnole - est déjà trouvé. Simple provocation policière ou argent allemand destiné aux milieux pacifistes et transitant par des biais divers ? En tout état de cause, le PSOP refuse la proposition. Qu'à cela ne tienne : un sténographe du Sénat, Amourelle, est arrêté début août comme agent hitlérien. Or il a travaillé pour Marceau Pivert quand celui-ci participait au gouvernement Blum. Il n'a jamais eu aucun contact politique ni avec Pivert, ni avec le PSOP. Qu'importe ! La presse brode avec verve sur les rapports entre le PSOP et les nazis, les staliniens n'étant pas les derniers à nourrir la campagne.

Le 31 août, la CAP du PSOP se réunit. Signe des temps, elle se tient chez les Nicolitch, et non au local de la rue Rochechouart. Et c'est bien en effet la question du passage dans la clandestinité qui est à l'ordre du jour. Jean Rous et la gauche sont pour le passage immédiat dans la clandestinité. Suzanne Nicolitch et la droite se prononcent pour l'activité publique, et le maintien du journal malgré la censure. Entre les deux, un courant intermédiaire (Barré, Chapelain, Jaquier et Rouaix) se prononce pour maintenir un certain temps une activité semi-légale, tout en préparant le passage à la clandestinité. Le centre et la gauche sont pour des mesures immédiates de réorganisation : cellules

de quatre ou cinq membres, liaison directe avec le national, etc. Toutes ces propositions sont rejetées par la majorité de la CAP.

La gauche de Jean Rous rompt alors la discipline et décide d'entrer dans la clandestinité. Quelques semaines plus tard, le groupe « du centre » prend la même décision. La CAP, réunie le 20 novembre, prend majoritairement la décision d'exclure le groupe de Rous. Ce sera d'ailleurs sa dernière réunion. Indiscutablement, ce n'est pas seulement le contexte, mais aussi l'absence de Marceau Pivert qui explique la brutalité de ces réactions. Daniel Guérin commente ainsi la situation « Absence irréparable : il avait le don d'amortir les heurts, de concilier les extrêmes. (...) Privé de sa direction, où la chaleur humaine tenait une si large place, le PSOP partit à la dérive. »⁵⁷

Au nom des exclus, Marie Guérin fait appel de la décision et envoie une lettre pathétique à Marceau Pivert. Une médiation est demandée au secrétariat du CMRI. Rien n'y fait. De toute manière, les événements précipitent l'éclatement du PSOP. Hérard se retire de toute activité politique.

« Nous avons échoué dans notre tentative de créer un parti (...). Pour moi, pour nous, le PSOP a vécu. (...) Il est permis d'élever des doutes sur la capacité politique (et technique) du prolétariat : son imbécilité par contre est hors de doute et son prétendu destin historique est sujet à caution. »⁵⁸

Bien des militants font de même sans le dire. Les autres font n'importe quoi. La fédération de l'Yonne publie un communiqué ultra pacifiste sous le titre évocateur : « Nous la connaissons, la Pologne ». Dans la Seine, faute de matériel, on utilise les affiches et les papillons d'avant-guerre. Le courant « intermédiaire » de la CAP ne passe pas assez vite dans la clandestinité. Le 9 décembre, une perquisition de police au local de la rue Rochechouart entraîne l'arrestation de ses animateurs, dont Jaquier. Inculpés « d'édition de tracts d'origine ou d'inspiration étrangère de nature à saper le moral de la population et de l'armée », ils sont condamnés à cinq ans de prison.

La droite légaliste tente bien d'assurer la publication régulière de Juin 36. Mais la censure est telle que le journal ne peut paraître qu'à condition de ne pas parler de la guerre. Elle finira par publier, en mai 1940, un numéro clandestin, un peu dérisoire : le tiers de la une est consacré à une polémique contre la « tentative de coup d'état » des trotskystes à l'intérieur du PSOP. La dernière activité du PSOP semble avoir été un tract ronéotypé distribué dans la région : on demande aux travailleurs « de ne pas englober dans une même haine les Allemands, soldats contre leur gré, et leurs chefs nazis, seuls responsables des injustices commises par l'armée d'occupation. » Maurice Jaquier, qui s'est évadé et qui est revenu le 21 juin 1940 à Paris écrit : « Le PSOP s'était littéralement volatilisé ».⁶⁰ Peu de temps avant, dans une lettre au secrétariat du CMRI, Weitz affirmait que le PSOP a cessé d'exister depuis le commencement de la guerre.⁶¹ Automne 1939 ou printemps 1940: ce qui est certain, c'est qu'à la veille de l'été 40, le PSOP en tout cas n'existe plus.

1. Lettre à Maurice Deixonne du 12 juin 1938. Fonds Deixonne.
2. La vérité sur la scission de Royan, Imprimerie du Cantal, Aurillac, 1938.
3. Rupture nécessaire, réponse à Maurice Deixonne, Éd. du PSOP, 1938.
4. Lettre à Maurice Deixonne, le 9 août 1937. Fonds Deixonne.
5. Cahiers rouges, avril 1939.
6. Lettre à Maurice Deixonne, 12 juin 1938, Fonds Deixonne.
7. En province, Dijon, qui apparaissait comme un fief, annonçait quatre vingt dix militants adultes et jeunes (Lettre à Maurice Deixonne, 12 juin 1938). Mais si l'on regarde le cas sans doute plus représentatif de la fédération des Deux-Sèvres (in Annie-France Chaumereuil : Marceau Pivert, biographie politique), on constate que les deux sections de Thouars et Moncoutant ont chacune une

vingtaine d'adhérents. La situation est sans doute différente dans la région parisienne où il y a davantage de « grosses sections ». Cela donnerait un peu plus de quatre mille adhérents en province et deux à trois mille dans la région parisienne.

8. Juin 36, 27 juillet 1938.

9. Arch, Ch. Lancette.

10. Bulletin intérieur du PSOP, n° 1, novembre 1938.

11. Id.

12. Daniel Guérin, op. cit., p. 106.

13. 16 octobre 1938.

14. Entretien avec Annie-France Chaumereuil, op. cit.

15. Georges Cogniot, L'Humanité, 20 juin 1938.

16. Marcel Gitton, id., 27 juillet.

17. Étienne Fajon, Cahiers du bolchevisme, juillet 1938.

18. Le Cercle syndicaliste Lutte de classe est né à l'initiative de dirigeants communistes dissidents de la métallurgie. Son manifeste a pris position « contre le réformisme et la nouvelle union sacrée » et pour le droit à l'expression des minorités dans la CGT. Le noyau initial a peu à peu été rejoint par une série de minorités révolutionnaires, trotskystes et anarchistes en particulier. La liaison a été faite le 5 juin 1938 avec les enseignants de l'École émancipée. Le cercle publie un bimensuel, Le Réveil syndicaliste, diffusé à cinq mille exemplaires.

19. Juin 36, 7 octobre 1938.

20. Id., 17 octobre 1938.

21. Id., 17 septembre 1938.

22. Bulletin intérieur du PSOP, n° 1, novembre 1938.

23. Juin 36, 15 novembre 1938. 24. Id.

25. Lettre du secrétaire du groupe d'entreprise de Nieuport au secrétaire de l'union locale des groupes d'entreprise du 15e, 11 décembre 1938, in Annie-France Chaumereuil, op. cit.

26. Juin 36, 2 décembre 1938.

27. « Par dessus les frontières, les mains se tendent », Manifestes et résolutions des conférences de Genève et de Bruxelles du FOI contre la guerre, Paris, 1938.

28. Lettre de Léon Trotsky à Marceau Pivert, 22 décembre 1938. Trotsky avait hésité. Il écrit à ce sujet : « Quelle fut mon attitude à l'égard de ce problème ? Je l'avoue franchement, j'étais hésitant. Quelques mois avant, dans une lettre personnelle, je m'étais plutôt prononcé dans un sens négatif. Cela n'empêcha pas un groupe important de camarades français que dirigeait Jean Rous d'adhérer au PSOP. Selon moi, ils ont eu raison, » (Le trotskysme et l'SOP, 15 juillet 1939).

29. Lettre de Marceau Pivert à Léon Trotsky, 16 janvier 1939.

30. Lettre de Léon Trotsky à Marceau Pivert, 25 juillet 1939.

31. Lettre de Trotsky à Daniel Guérin, 10 mars 1939.

32. La scission avait été consommée le 7 mars 1936, entre la majorité du PCI, autour de Naville et de Rous, qui étaient partisans de maintenir en France une organisation indépendante, section de la IVe Internationale, et un courant regroupé autour de Frank et Molinier, partisans d'une organisation plus large, regroupée autour d'un journal (La Commune).

33. Lettre de Trotsky à Daniel Guérin, 10 mars 1939.

34. Daniel Guérin, « Exposé aux militants de la Seine », Arch. J.-J. Marie.

35. Suzanne Nicolitch, André Weil-Curiel, René Rul, Jacques Enock et, selon Lucien Chapelain, Charles Lancelle, Lucien Vaillant et Spinetta.

36. Les trente-trois degrés de l'initiation sont, en France, largement fictifs. Sont en fait couramment utilisés les trois premiers degrés (apprenti, compagnon, maître), le 18e (Chevalier Rose Croix) et les quatre derniers degrés (Chevalier Kadosch, Grand Inspecteur Inquisiteur, Sublime Prince

du Royal Secret, Grand Souverain Inspecteur Général). On atteignait à l'époque assez rapidement le 30e degré (Chevalier Kadosch), les 31e, 32e et 33e degrés, qui nécessitent une étude poussée des divers courants ésotériques, étant par contre d'un accès plus difficile.

37. Lettre de F. Zeller à Jean-Paul Joubert, 25 octobre 1971.

38. « Oui, la franc-maçonnerie est un danger », mai 1939.

39. Entretien de Rodolphe Prager avec Bruno David le 9 janvier 1990.

40. Daniel Guérin, op. cit.

41. Front populaire, socialisme, franc-maçonnerie, histoire d'une crise, Paris, 1938.

42. Le résultat est d'autant plus significatif que tous les mandats qui se portent sur la motion Guérin sont provinciaux.

43. R. Lefeuvre, « Une activité scissionniste an sein du PSOP », Juin 36, 19 mai 1939. C'est au même moment que l'aile droite du POUM, qui s'était emparée de la direction du parti en exil, entame le processus d'exclusion du groupe « Nuevo Curso ».

44. Selon les uns, elle n'a jamais été votée (« Mise au point de la minorité », Bulletin intérieur du PSOP, juillet 1939). Pour les autres, elle a été adoptée « à l'esbrouffe » (Daniel Guérin, op. cit.)

45. Rapport de la commission d'enquête sur Raymond Molinier, Arch. Nat. Papiers Amis Pivert.

46. Parmi lesquels Fumier, Privas (de son vrai nom Grimblat) et André' (Boussel, dit Lambert).

47. Daniel Guérin, en particulier, demande si les victimes d'hier doivent devenir à leur tour bourreaux.

48. Daniel Guérin, id.

49. 11 s'agit, selon Daniel Guérin, de la mention faite par Trotsky dans son entretien avec C. LR. James de l'envoi en France du dirigeant américain Cannon pour ... décider le POI à entrer dans le PSOP ! La démarche avait d'ailleurs été peu clandestine : Cannon fit transmettre à Marceau Pivert, par l'intermédiaire de Daniel Guérin, une proposition d'aide financière à Juin 36 Pivert refusa cette proposition.

50. « Le PSOP et le trotskysme », Juin 36, 9 juin 1939.

51. « Le trotskysme et le PSOP », 15 juillet 1939.

52. Henrich Brandler est un dirigeant du Parti communiste allemand qui a été exclu avec ses partisans en 1928. Il est considéré comme représentant un courant « de droite » : pour le retour à la ligne Boukharine-Staline, neutralité à l'égard des divergences dans le PCUS, etc. Brandler et ses amis crurent très longtemps au possible redressement du Parti communiste allemand, et s'opposèrent vivement à tous ceux qui prônaient la mise sur pied de nouvelles organisations en dehors de l'Internationale communiste, et notamment à Trotsky.

53. Daniel Guérin, op. rit.

54. Sur cette affaire extrêmement compliquée (Jaquier et Guérin donnent des versions sur bien des points contradictoires), il convient de se reporter à l'attestation que délivra Pivert à Daniel Guérin le 2 décembre 1949: « Daniel Guérin, entre autres, fin désigné pour rejoindre Oslo avant l'ouverture des hostilités et pour organiser les liaisons internationales en Europe (...). J'atteste que cette mission a été remplie dans toute la mesure du possible. » Daniel Guérin commente la formule « entre autres » de la manière suivante : « Marceau Pivert, apprenant en juillet 1939 que René et Hélène Modiano (...) allaient passer leurs vacances en Norvège, leur avait demandé, à titre personnel et confidentiel, sans d'ailleurs m'en aviser, de demeurer sur place en cas de guerre afin de me seconder dans ma mission. » Mais il est assez clair que le « entre autres » recouvre également la demande faite à Maurice Jaquier d'accompagner Guérin à Oslo.

55. Juin 36, 25 août 1939.

56. « Marceau Pivert est éloigné de la France, mais il m'en voudrait sûrement si je n'ajoutais pas sa signature au bas de mon appel ». Louis Lecoin, Le cours d'une vie, supplément au journal Libertés, 1966.

57. Daniel Guérin, op. cit.

58. Lettre de Lucien Hérard au secrétariat du PSOP, 30 novembre 1939, Arch. Ch. Lancelle.

59. Marceau Pivert, « Éléments d'orientation pour une politique socialiste », octobre 1946, Arch. J.-J. Marie.

60. Maurice Jaquier, Simple militant.

61. Juin 36, mai 1940, « Centre marxiste révolutionnaire international : une mise au point du secrétariat ».

CHAPITRE 15

MEXICO



Le séjour aux USA (août 1939-juillet 1940)

C'est la première fois que Marceau Pivert quitte l'Europe. Il envisage son voyage avec inquiétude : sa famille, qu'il laisse, et le PSOP dont la situation n'est pas brillante. Il ignore aussi quelles vont être les conditions de son séjour là-bas, et il ne parle pas un mot d'anglais.

A New York, il est immédiatement pris en charge par Jay Lovestone

*« J'ai un petit bureau, avec des casiers, des ustensiles abondants, un beau papier. (...) J'ai une très belle chambre, salle de bains, cuisine, frigidaire. »*¹

Mais à peine est-il installé que la guerre éclate. Il n'envisage pas d'autre solution que d'appliquer le mandat qui lui a été donné : il va rester aux États-Unis. Il fait donc parvenir le 30 septembre à l'administration française un certificat délivré par un médecin new yorkais pour demander un congé de maladie.

Il n'obtient pas de réponse dans l'immédiat, par contre, son traitement est supprimé dès le 1er octobre. Il sera révoqué de l'Enseignement six mois plus tard.

Marceau découvre l'Amérique. Et il semble bien être fasciné, tant les commentaires qu'il fait sont dépourvus de toute critique : « Tout de même, écrit-il à sa fille, c'est un pays de liberté, tu sais. »³ Et la vision au cinéma des Raisins de la colère lui inspire ce seul commentaire : « Particulièrement révélateur de la liberté d'expression aux USA ».⁴

Le rythme militant est moins astreignant qu'à Paris. Marceau va même à une surprise-party dont il donne à sa fille une description amusée. Mais surtout, il a désormais le temps d'avoir une activité culturelle et va de découverte en découverte. Le plus souvent, c'est sa vieille passion pour le cinéma qui s'épanche : il trouve « très beau » Le magicien d'Oz et apprécie Ninotchka (« très fine satire antibolchevique »).

Surtout, et paradoxalement, c'est un homme qui redécouvre sa fille. Jusqu'à présent, le profil de Marceau est plutôt celui, assez traditionnel, d'un père militant, donc d'un père absent. Est-ce la distance géographique qui rend cette fois-ci l'absence à ce point palpable qu'on ne peut feindre de l'ignorer ? Est-ce le sentiment soudain que sa fille a grandi ? Ou bien Marceau est-il décidément plus apte à la communication écrite qu'à la communication orale ? En tout cas, l'écrit le montre moins réservé qu'on ne l'imaginait : « Si tu savais comme je t'aime, écrit-il, et comme je suis heureux de constater que nous sommes si proches malgré cette terrible distance. » Et commence effectivement

entre Marceau et sa fille (« Ninette ») une correspondance serrée, dont le premier prétexte sera la préparation du bac. Dès novembre, cinq pages sur les « erreurs » et « la dyne » en chimie. Mais Marceau parle aussi de son environnement (« les magasins sont des paradis pour les femmes »), de sa visite au musée d'Art moderne, où il admire Guernica, tout en précisant : « E y a des tableaux auxquels je n'ai absolument rien compris ».5

La distance l'aide sans doute à réaliser que sa fille est devenue une adolescente. Maladroitement, il l'encourage à s'ouvrir à « petite mère » (« et aussi à Anna »)6 de ses éventuels problèmes sexuels :

« Tout doit se traiter scientifiquement. Il n'y a pas de mystère. Le père Noël, c'est pour les bébés. N'est-ce pas que tu me comprends et que tu n'hésiteras pas à parler à Maman ? » 7

De plus en plus fréquemment, ses lettres débattent de politique, demandent des avis sur les amis qui « dérapent », abordent même le problème un peu délicat des relations avec sa femme :

« Ce que je te charge de dire très doucement à petite mère, et de garder aussi pour tes propres méditations de jeune fille, c'est que la coïncidence absolue entre deux personnalités homme et femme est très rare. (...) Un des résultats de l'amour véritable est justement de pénétrer la vraie nature de l'autre. (...) Un être n'est jamais semblable à lui-même. Il ne sait pas toujours lui-même ce qu'il sera. Et sa bonne volonté, sa sincérité ne sont pas toujours en cause. (...) Je mesure parfaitement le drame de la vie de ta petite mère, te supplie de faire l'impossible pour le lui adoucir. Je ne me dissimule pas que ma manière de concevoir l'existence à travers cette terrible tempête est à l'origine de bien des souffrances. Si les événements me donnent tort, toute notre existence aura été en effet délibérément sacrifiée. Et même les satisfactions antérieures que j'ai pu en tirer tic seront pas transmissibles. Seulement un peu de fierté dans ton souvenir fidèle, une fierté farouche que peu de gens pourront ressentir comme toi. » 8

Et puis germe la culpabilité d'être loin, d'être absent à des moments difficiles :

« J'ai été incapable de t'aider, nia chérie, aux heures les plus dramatiques, c'est de cela aussi que je souffre. Pourtant, je ne pouvais rentrer. Je mesure encore mieux le choix, sa cruauté, mais non pas pour le regretter. Tu ne m'en voudras pas, n'est-ce pas ? »9

Dans le même temps, il fait fonctionner le secrétariat du FOI. Le 15 mai 1940 est ainsi adopté le projet de manifeste qu'il a rédigé : « Il n'y a pas d'autre moyen d'abattre Hitler que la fraternisation révolutionnaire des marins, des soldats, des ouvriers et des paysans des trois grands pays industriels de l'Europe occidentale, la France, l'Allemagne et l'Angleterre. »

Mais les problèmes commencent à affleurer. Juridiques d'abord : le 8 avril, il est condamné à un an de prison par le tribunal de Cherbourg pour l'affaire des tracts appelant à l'insoumission. Et puis il y a les difficultés matérielles dans lesquelles se débat sa femme. Il compte sur ses amis francs-maçons - qu'il appellera désormais les « colombins » - pour les adoucir : « Est-ce que cette pauvre Gerttude lit a trouvé un emploi ? Les amis colombins devraient bien s'employer à cela », écrit-il le 26 mai. 11

Par ailleurs, c'est un homme qui doit apprendre à vivre seul et qui découvre, selon sa propre expression, que « pour manger des pommes de terre, il faut les éplucher ». A voir ses hésitations devant trois sortes de sous-vêtements, et comment il se décide finalement pour un sous-vêtement trois pièces « en tissu américain fabriqué avec de la laine d'Australie », on comprend qu'il n'a guère

l'habitude de ce type d'achat. Mais la règle est de ne pas inquiéter Germaine. Il faut dire à « petite mère », explique-t-il à sa fille, que « du côté de la nourriture, du linge ou du budget » tout va bien. Et, afin de ne pas dépendre totalement de ses hôtes américains, il donne deux heures de leçons de français par jour.

Les troupes allemandes sont entrées dans Paris, et, du coup, Marceau est jour et nuit suspendu à la radio : « Je ne vis pas ici, mais là-bas, par la pensée au milieu de vous tous. »¹² Peut-être est-ce cette inquiétude qui explique en partie la curieuse initiative qu'il prend alors. Le 23 juin, il a entendu à la radio l'appel du général de Gaulle. Il lui écrit dès le lendemain, et la lettre, à laquelle collabore Jay Lovestone, est cablée le 25.

L'objectif est de demander au général de Gaulle de reproduire l'appel du FOI et de « le diffuser largement, surtout en allemand et en français, par tous les moyens dont vous disposez ». Pivert estime mettre ainsi à sa disposition « quelques parcelles d'une dynamite politique ». Il sent bien que la démarche peut paraître bizarre et il la justifie en faisant référence à l'officier royaliste français de Lubersac, qui, voulant arrêter la marche de l'armée allemande sur Pétrograd, avait mis à la disposition de Lénine ses connaissances techniques pour dynamiter les ponts.

Le général a sûrement à l'esprit l'image d'un Pivert extrêmement pacifiste, et il prend la peine d'adapter sa réponse à cette image : Hitler et Mussolini sont ainsi présentés comme doublement exploités et tyrans :

« Ils le sont directement à l'égard de ceux qui leur sont soumis, et ils le sont même indirectement à l'égard des autres, en dévoyant le travail de sa nouvelle destination et en l'amenant à se concentrer, par légitime défense, sur des armements déplorables et ruineux. »

La lettre de Pivert lui a paru « très intéressante », mais il se garde bien d'y apporter des réponses précises.

Le 18 août, Pivert réécrit, en regrettant de ne pas avoir obtenu de réponse « à la suggestion que je vous faisais de diffuser par avion sur le continent l'appel au prolétariat allemand ». En réalité cette suggestion précise ne figure que dans cette deuxième lettre : « Ne pouvez-vous pas tout au moins autoriser les aviateurs socialistes (il y en a) à emporter notre matériel politique en même temps que vos bombes ? » Il suggère également la parution d'une version française de New Leader, le journal de l'ILP, en ajoutant qu'un entretien avec « son ami Fenner Brockway » serait sans doute utile.

Cette deuxième lettre n'aura pas de réponse. Il n'y aura pas d'édition française du New Leader, même si de Gaulle rencontre à ce sujet Jolm Mac Nair, le second de Brockway. Quant à l'appel du FOI, de Gaulle en fera diffuser quelques extraits par la BBC et vraisemblablement pas les plus internationalistes.

A l'exception de Bertram Wolf, le dirigeant du Parti socialiste américain, les réactions à ces lettres sont négatives :

« Je crois comprendre, écrit Marceau, que cette correspondance est considérée comme un geste "impulsif" et parfaitement inutile par les Parisiens, alors que les Marseillais la considéreraient comme trop rigide et traduisant un accord "sentimental" sinon "rationnel" avec le général, tandis que les Lyonnais demandent à savoir si nous travaillons ensemble. » 13

Il avait déjà constaté précédemment que « même Jul. » (Julian Gorkin) n'a pas compris la lettre au G. »¹⁴ et que Lovestonc d'accord sur la première lettre, ne l'est plus sur la seconde. Ce dernier estime que Pivert tend cette fois-ci « à nier de réelles possibilités de coopération avec de Gaulle » et qu'il faudrait « faire des propositions concrètes pour une coopération sur la base indiquée dans votre première lettre, qui a été acceptée par de Gaulle en sa réponse. »¹⁵

Pivert expliquera que, prévoyant le courant nationaliste et l'attrance pour de Gaulle, il a voulu, en faisant une proposition « dont il n'était pas difficile de prévoir le sort »¹⁶, démontrer que « la collaboration s'avère donc impossible ». ¹⁷ L'explication n'est pas très convaincante, et elle est en partie infirmée par l'incontestable accueil positif que Pivert a réservé à l'appel du 18 juin.

Pendant ce temps, des désaccords sont apparus avec Lovestone. Le 24 juin, l'ILLA s'est prononcé pour que les Etats-Unis apportent une aide matérielle à la Grande-Bretagne, ce qui constitue un réel changement de cap. Le rapport du secrétariat du FOI, que devait prononcer Pivert, n'a même pas été mis en discussion. B a été considéré comme trop abstrait, et ne reflétant pas les positions des organismes constituant le FOI.

Les conséquences matérielles ne se font pas attendre. Marceau note dans ses cahiers

« Pas de papier, pas d'encre. Pas d'argent pour dépasser la page 8 du bulletin de mai. Je propose d'avancer les quelques dollars. Non. Demain. Beaucoup de départs en vacances. Comme Michel Collines en août 1939. »

En réalité, Marceau est profondément atteint, et la dépression n'est pas loin :

« Ménage et lessive pour me changer les idées ! Triste ! Heureusement, R. (Rose)¹⁸ est très compréhensive. Très douce. N'oublierai jamais. Solitude totale serait écrasante (...) Je rumine. (...) J'ai un mandat, j'y reste fidèle - ou je démissionne. Mais je ne ferai pas autre chose que ce qui a été convenu. Je n'ai pas résisté pendant dix ans aux arguments de Zyrom, aux subtilités de LB., aux facilités et aux séductions de tous les social-patriotes pour tomber dans leur même erreur un peu plus tard. Je ne me risque pas à perdre confiance en ma classe. Je repousse les arguments des démoralisés. Ah., comme je voudrais avoir ici un compagnon de pensée comme Émilio (Émile Rouaix). Ce n'est pas d'aujourd'hui que je les vois défaillir autour de moi. D'abord André W. C. (Weil-Curiel), puis Pierre St. (Stibbe) et Michel C. (Collinet). Sans compter le répugnant effondrement de Lucien H. (Hérard) et la rage hystérique de sa panthère ! Ils ont été capables de mentira leur conscience devant le juge en affirmant qu'ils n'étaient plus du parti au moment du tract de Cherbourg, alors que la lettre de démission est d'octobre 1939 ! Pouah ! Bah ! Je laisserai les Zyrom et les Michel (Collinet) rejoindre les de Kerilis. Ils iront sans moi. Mais où suis je et que suis-je, loin de mes amis, des miens, de ceux qui pensent comme moi, effroyablement seuls dans leur propre désert comme je le suis dans le mien. Mais fidèles ! Malgré tout ! Malgré tout ! »

De toute façon, le séjour à New York prend fin. Le 8 avril 1940, Pivert a pris la parole à un meeting du Parti socialiste américain, aux côtés d'Angélica Balabanoff, et l'administration américaine lui signifie alors que son permis de séjour aux USA ne sera pas renouvelé. Le président du Mexique, Lazare Cardenas, progressiste et franc-maçon, lui accorde l'asile politique. Il retrouvera là-bas Gorkin, qui y est installé depuis plusieurs mois : Cardenas a accueilli bon nombre de républicains espagnols en exil, et notamment des militants antistaliniens de toutes nuances.

Les derniers jours sont consacrés à organiser le déménagement de ses affaires, à démêler de multiples imbroglios avec la compagnie de transport, à revoir, avant de partir, Marguerite et Alfred

Rosmer qui sont, eux aussi, provisoirement new yorkais. Le voyage dure quatre jours. Pivert est las, mélancolique :

« Que faire, sinon méditer, rêvasser, laisser fuir le paysage (Hudson River illuminée) (...). Je suis vraiment seul, pour quelques jours, ne connaissant que peu Ici langue du pays que je quitte et pas du tout celle du pays où je vais. »

Il lit Montaigne (« ça, c'est un type ») et note dans ses carnets qu'il était « mol au ressenti des offenses, religieux en l'observance de sa parole, ni double, ni souple, ni accommodant sa foi à la volonté d'autrui et à des occasions. »

Ce voyage fournit en tout cas la seule remarque critique à l'égard des USA qui figure dans ses carnets et sa correspondance. A la gare de Palestine, le 22 juillet, Pivert note : « Porte pour les blancs, porte pour les nègres ! Racisme américain. »

Le 24 juillet 1940, à 11 h, il arrive à Mexico.

Mexico : l'installation



Le contraste avec New York frappe Pivert : « C'est secondaire, mais tout concourt à composer un paysage rude de réfugié ». Son logement est « une grande chambre vide » dans laquelle « il n'y a même pas une casserole » : « Nous prenons notre café au lait dans une assiette creuse. Salade de fruits, salade de tomates (...) Quatre grands murs et un petit lit de camp. Sac à viande. Une chaise prêtée. Pas d'eau chaude, pas de table. Les livres et le linge restent dans la voiture.

Mais, très vite, Pivert s'installe avec « Julie » (Julian Gorkin) et « Suzanne » (Samuel Diamant)¹⁹ et s'adapte. Il fait le marché et mobilise ses capacités. A vrai dire, celles-ci semblent au départ limitées à sa « spécialité », la soupe (« Julie avoue n'en avoir pas mangé de pareille depuis longtemps »). Mais Marceau se prend au jeu et mitonne de plus en plus fréquemment de petits plats. Pour ce type d'activité, il parle désormais de lui à la troisième personne et sous un autre pseudonyme : Tante Charlotte. (« Tante Charlotte prépare des petits pois à la française et des o:ufs au lait, peut-être des crêpes. ») La vie quotidienne s'organise donc, avec quelques découvertes culinaires (« Mis les haricots rouges à 12 h 45. Cuits (about) à 18 h ») et quelques scènes à la Jacques Tati (« Je mets l'encrier dans ma poche (pas de stylo). Catastrophe, il se met à couler le long de ma jambe. Caleçon, mouchoir et pantalon foutus. »).

Mexico héberge également Léon Trotsky, qui y a élu domicile depuis décembre 1936. Il semble impensable que les deux hommes ne se rencontrent pas. Certains de ses partisans ont insisté auprès de Pivert pour cette rencontre : « Il est d'importance capitale et d'extrême urgence que vous voyiez le Vieux », lui a écrit Bretonne (Marie Guérin) dès la fin février. Le souhait est d'autant moins incongru que les appréciations des deux hommes sur la guerre vont évoluer dans le même sens.²⁰ Mais de cela Pivert n'est pas conscient et renouer le dialogue avec Trotsky ne semble pas faire partie de ses priorités. Le 28 juillet, il note ainsi dans ses carnets : « Excursion en auto. Nous traversons la banlieue, puis Coyoacan, où habite Trotsky. » Le 15 août 1940, la relation d'un entretien entre Gorkin et Munis, qu'il appelle « l'homme de confiance du Vieux » - lui fournit l'occasion de vitupérer contre « les méthodes copiées sur les Jésuites »,²¹ Cinq jours plus tard, le 20 au soir, un voisin journaliste vient lui annoncer l'assassinat de Trotsky. Le sort a tranché : Pivert

ne reverra Trotsky que mort, lors de la garde d'honneur qu'il monte le 22 auprès de son cercueil. Les sentiments qu'il éprouve à cette occasion apparaissent mélangés, à la fois sévères et admiratifs :

« Trotsky : le plus grand révolutionnaire de notre époque. Visite au corps embaumé, découvert, paisible. Défilé lent et silencieux, ininterrompu. Quelques rares drapeaux, celui du syndicat du bâtiment, rouge et noir, anar. L'après-midi, nous assurons une garde d'honneur avec Julian. Puis interminable défilé de voitures. A la levée du corps, Nathalie, misérable silhouette noire, affaissée et pleureuse. Des photos, des caméras, la foule. Une Internationale. Des cris en faveur de la IVème Internationale. Une population ouvrière curieuse et morne. (...) Au cimetière, trois discours médiocres, Goldman, un intellectuel trotskyste mexicain et un de Munis, sonore et vide. On avait demandé à J. (Julian), mais sans doute « la fraction » s'y est opposée. L.D. est encore plus mort qu'on ne l'imagine et ses dernières paroles en faveur de la IVème ne donneront pas vie à ce petit groupe sectaire. »

Pivert ironisera, quelques jours plus tard, sur le fait que « le fameux Jackson, assassin de L.D., finançait en France les publications trotskystes ». A travers lui et à travers les publications trotskystes, n'était-ce pas le GPU qui « poussait à la destruction du PSOP et peut-être même s'acharnait sur les francs-maçons ? » Outre que l'information sur le financement des publications était inexacte, l'ironie de Pivert sur la pénétration par le GPU apparaîtra particulièrement mal placée quand on connaîtra la véritable identité du meurtrier. Jackson, alias Jacques Mornard, s'appelle en réalité Ramon Mercader. Il est le fils de Caridad Mercader, qui fut longtemps membre de la SF10, dans la section même de Pivert, celle du 15e arrondissement. Caridad joua tout ce temps le rôle d'une pivertiste fougueuse, alors qu'elle était déjà membre de l'appareil du GPU en France. Décidément, même au-delà de la mort, les deux hommes n'arrivaient pas à rompre les mille fils qui les avaient reliés.

Pendant ce temps continue la polémique avec le groupe de Lovestone l'Indépendant Labor League of America (ILLA). Celui-ci avait mis en doute la représentativité des positions prises par Pivert dans le bulletin du FOI et avait notamment affirmé que l'ILP soutenait maintenant l'effort de guerre : « Faux, répond l'ILP, nous sommes plus en accord avec le rapport (de Pivert) qu'avec l'attitude prise par l'ILLA ».22 Pivert demande également au PSOP confirmation de son mandat.23 Et au congrès que tient l'ILLA le 15 novembre 1940, le CMRI appuie les positions du FOI et accuse PILLA de glisser vers la collaboration avec son propre impérialisme 24

Le 30 décembre, le congrès de PILLA prononce sa dissolution et précise, après avoir passé en revue les différents courants du mouvement ouvrier américain qu'« en tant que section organique du mouvement ouvrier, le socialisme américain n'existe pas (...). Nous prenons cette mesure non pas dans un esprit défaitiste, mais dans un esprit d'espérance. »

Marceau relève avec sévérité que PILLA critique toutes les autres organisations : « Mais alors, dit-il, PILLA, fort de sa supériorité d'investigation, va nous présenter son programme, ses nouveaux critères, ses propres perspectives ? Hélas non. » Et il ajoute : « Est-ce qu'il fallait que Karl et Rosa dissolvent le Spartakus Bund pour se mettre au niveau inférieur des masses allemandes ? »25

Au-delà de la querelle avec PILLA, les liaisons internationales se reconstituent. Dès septembre 1940, on trouve dans le bulletin du FOI des informations en provenance de quatorze pays. Des relations réelles ne sont restaurées qu'avec quatre d'entre eux, mais, par contre, des contacts nouveaux ont été pris sur le continent américain : Mexique, Bolivie, Chili, Cuba et

Argentine.

Marceau a gardé le contact avec Daniel Guérin et le secrétariat d'Oslo, qui publie un petit bulletin d'information international. Guérin tente de se justifier auprès de lui sur les conditions de son départ de Paris et de son installation à Oslo.²⁶ Il proteste de sa loyauté et définit son attitude en évoquant ses efforts continus « pour rapprocher le FOI de la IV, Internationale, sans me faire à aucun moment, ni d'aucune façon, l'instrument de l'un contre l'autre ». En fait, il semble bien qu'il ait fugacement adhéré à la IV^e Internationale au début de l'année 1940. De toute façon, le secrétariat d'Oslo cesse ses activités fin 1940, avec l'arrestation de Daniel Guérin et de René Modiano.

Il s'attache également à renouer des relations avec le PSOP, dont il voit la situation de manière un peu idyllique :

« Un de nos camarades a visité les principales régions, trouvé les camarades à leur poste et en plein travail, prenant des initiatives heureuses pendant la rupture des relations et ayant tous un moral épatant. »²⁷

Or, déjà touché sur le plan organisationnel, ce qui reste du PSOP se décompose sur le plan politique. Exclue, les trotskystes ont constitué les Comités pour la IV^e Internationale et ont entraîné avec eux quelques pivertistes. Mais Jean Rous fait bande à part et fonde le Mouvement national révolutionnaire, dont la perspective est celle de l'alliance entre la classe ouvrière et la fraction de la bourgeoisie opposée à Vichy, mais hors de la tutelle gaulliste. Il a entraîné avec lui d'anciens dirigeants du PSOP, comme Barré, Jaquier et Weitz.

Marceau semble être informé dès la fin des années quarante de cette situation, qu'il évoque par l'intermédiaire du cas de « Normand » (Jaquier) :

« J'enverrai prochainement des chocolats ²⁸ mais il faut absolument partager avec M. Courlon (Vaillant) et aussi avec Normand, pour savoir ce qu'il y a d'exact dans les bruits qu'on t'a rapporté de certaines infidélités graves. JE NE PEUX LE CROIRE. La tête de N. ne peut avoir été tournée à ce point, bien que j'ai reçu moi aussi une lettre assez bizarre : il aurait fait des poèmes ? »²⁹

Les déboires ne s'arrêtent pas là : Émilie (Rouaix) déraile aussi, dans l'autre sens.³⁰ Et il y a les frasques du « fumeur » (Charles Pivert)³¹ et des « Cloutes » (Floutard).³²

Par ailleurs, il faut rassurer Germaine, visiblement angoissée par l'idée qu'elle se fait du Mexique et de la solitude de Marceau. Les lettres et les arguments se succèdent

« La vie est cinq fois moins chère à Mexico qu'à New York. (...) Nous nous entendons très bien tous les trois et nous faisons la cuisine à tour de rôle. »³³

« Quel merveilleux pays ! (...) Il y a des arbres séculaires, des conifères, des eucalyptus et d'autres avec des fleurs ressemblant à d'énormes aristoloches très parjûmées. (...) Nous vivons avec Suzanne, Julie et Giro³⁴ comme les plus privilégiés de la famille. Ma santé est excellente. (...) Le régime lui-même me convient très bien : on mange surtout des légumes et des fruits. »³⁵

Dans une autre lettre, Marceau, parlant de lui à la troisième personne, explique combien est sans problème la situation financière de « cet extraordinaire cousin Georges »

« Il se débrouille partout et dans toutes les circonstances. Il est d'ailleurs en rapport avec ses parents américains qui ne le laisseront jamais manquer de rien. Mais cet hiver il aurait indiqué qu'il fallait surtout songer aux misères d'Europe, ce qui est bien naturel. Et il n'a pas reçu beaucoup, car il veut absolument se débrouiller seul et même, dans quelque temps, être en mesure d'envoyer quelque chose aux siens. »36

La réalité est assez différente. Le monsieur « qui se débrouille partout » peine pour reprendre ses chaussettes et faire le ménage. Le cousin Georges sans problème d'argent a en fait de sérieuses difficultés (« Derniers centavos ! Como hacer ? » Les questions de logement sont mal résolues. Ironie de l'histoire, il est allé vivre quelques semaines (avec Gorkin) dans la villa de Coyoacan où avait habité Trotsky. Il en est ravi (« Site rêvé ! »), admire « les cactus de toutes sortes plantés par L.D. » et apprécie de « dormir la fenêtre ouverte sur les arbres ». Mais cela ne dure pas. Et à travers diverses péripéties, il se retrouve dans une chambre « dont les carreaux sont cassés à toutes les fenêtres ». A quoi il faut ajouter que le 30 juin, toutes ses affaires sont volées (y compris un caleçon, deux mouchoirs, trois chaussettes). Enfin, contrairement à toutes ses affirmations, il a des problèmes de santé : des coliques néphrétiques, en particulier, commencent à le faire souffrir.

Et surtout, les relations avec Gorkin se dégradent. Par exemple, « Tante Charlotte » supporte de plus en plus mal l'exploitation de ses talents culinaires (« je ne compte que pour éplucher les patates et faire la popote ». « Soirée solitaire : la cuisine pour Tante Charlotte, le cinéma pour les autres »). Ici aussi, c'est l'occasion d'un retour sur le passé : « Je connais même le désagrément de préparer les repas et d'attendre Julie. (...) J'attends philosophiquement en évoquant les petites misères que j'ai pu te faire, la soupe à faire réchauffer, la sauce qui se réduit, etc. ». Pour tout arranger, Gorkin déménage sans l'avoir prévenu.

En fait, c'est le comportement d'ensemble de Gorkin qui l'indispose :

« Soliloque. Today: J. s'exprime encore tel qu'il est, ego-centriste et irresponsable.

- 1) Un document décidé en commun, que je devais signer, est remis par voie diplomatique : je ne l'ai pas vu, je ne compte pas.*
- 2) Lettre arrivée du PO UM : je n'en sais rien, alors que je lui lis tout ce que je reçois. (...)*
- 3) Arrive chez Martin à 10 h 45 pour en repartir à 11 h... Il y a une "journaliste" plus intéressante que de faire revivre section IRA.*
- 4) Et comble, il nous l'impose, et il l'amène dans son lit..t alors que nous prenons toutes les précautions pour ne pas donner l'adresse, boucler sa porte, etc. C'est dégoûtant. Et je suis dégoûté.»*

Et cela donne, quand il écrit à Germaine

« Je suis à présent séparé d'elle (Julie) pour des raisons indépendantes de notre volonté, et nullement parce que nous sommes brouillés. »37

Le résultat, c'est que se dissimule, derrière le ton jovial de la correspondance familiale, une assez grande morosité « Journée de travail et de cafard », « Lettre de Maine (...) très déprimante ». « Suis écoeuré, seul, et malheureux de cette indifférence ».

En contrepartie, il y a quand même quelques zones de lumière : il visite avec plaisir, au palais de la Présidence, les fresques de Diègo Rivera, le grand peintre mexicain longtemps proche de Trotsky, mais aussi, au palais des Beaux-Arts, celles de Siqueiros, le peintre stalinien qui avait conduit la première attaque à main armée contre la villa de Trotsky. Il noue des relations amicales

avec Jacques Soustelle, qui a participé avant-guerre aux activités du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes et que ses activités d'ethnologue amènent souvent au Mexique avec Etiemble, avec lequel il a de longues discussions sur « l'esthétique marxiste et l'empirio-criticisme ». Et puis, il « sort » malgré tout de temps en temps, apprécie le comique mexicain Cantinflas et le pianiste Rubinstein, voit Le Dictateur de Charlie Chaplin, Claudine à l'école (« joie ») ou assiste à une représentation de la Flûte enchantée (« ambiance maçonnique »). Et puis il visite un peu le Mexique, s'émerveille devant les fleurs de Cuernavaca ou devant le lac de la Cuina.

Et surtout, il écrit. A peine arrivé, il amis en chantier un livre qu'il termine le 28 juillet 1940 et qui s'appelle *A dondè va Francia*.³⁸

Le livre endosse les querelles et les amitiés de Pivert. Il y parle notamment de Blum -qu'il a jusqu'alors toujours ménagé et qu'il ménagera demain -en termes fort sévères, le présentant interpellé par le peuple : « Léon Blum, vous nous avez trompés, vous n'êtes pas des nôtres, vous n'avez jamais été des nôtres. » Parallèlement, Pivert développe maintenant l'idée que Juin 36 ouvrirait une dynamique révolutionnaire et donne de son article « Tout est possible » une interprétation qui prend bien des libertés avec la réalité de l'article qu'il écrivit à l'époque :

« Oui, tout était possible! Un prolétariat en pleine action, une paysannerie compréhensive, des intellectuels et des techniciens dévoués à la cause du peuple, des anciens combattants ardemment pacifistes et révolutionnaires, des petits boutiquiers empressés au service de la solidarité ouvrière, des hommes du rang, dans la police et dans l'armée, en absolue communion d'idées avec les combattants antifascistes, un mouvement syndical brusquement dressé sur ses jambes et se révélant à lui-même sa force, son efficacité... Que n'avions-nous pas entre les mains? »

A propos de la guerre, il décrit un monde divisé en trois camps. Le premier regroupe les pays de structure capitaliste libérale (USA, Grande-Bretagne et France). Le second regroupe les états de structure économique et politique totalitaire : les anciennes classes dirigeantes y sont remplacées, au moins cri partie, par des bureaucraties autoritaires exerçant la dictature afin de mettre en coupe réglée les richesses du pays parmi lesquelles le travail des salariés. C'est le cas du nazisme, du fascisme italien, mais aussi de la Russie stalinienne :

« Nous voulons préciser notre désaccord avec l'interprétation trotskyste du phénomène soviétique. Certes, la propriété privée capitaliste a disparu. (...) Le prolétariat russe n'est pas exploité de la même manière que le prolétariat britannique, niais il est exploité. (...) La bureaucratie stalinienne confisque à son profit toute la plus value collective. (...) Nous classerons donc résolument l'URSS dans le deuxième camp, celui des États totalitaires. Le pacte Hitler-Staline n'a fait que mettre en lumière les convergences des intérêts des deux bureaucraties spoliatrices. »

Quant au troisième camp, il trouve ses forces

« Dans les rangs des combattants des deux autres camps, dans la souffrance des populations civiles affamées, dans la sourde révolte des peuples piétinés, dans la servitude et l'humiliation des races persécutées, dans les masses profondes des peuples coloniaux traités comme des bêtes de somme. »

Les forces de ce troisième camp, explique-t-il, ne peuvent que croître de semaine en semaine. La victoire finale se jouera entre le deuxième et le troisième camp, tant la victoire du premier - le camp « impérialiste-démocratique » - semble improbable. Que faire, donc ? D'abord, il

faut que les « antifascistes prolétariens » s'organisent de manière autonome et que se regroupent les minorités révolutionnaires.

Sur quelle plate-forme fonder ces regroupements ? Marceau note que les masses populaires « revendiquent d'abord et avant toute chose la disparition des « agents de l'étranger ». A partir de l'indépendance nationale et de la libération du territoire comme revendications essentielles, une plate-forme de grande résonance, dit-il, peut être composée.

Premiers conseils aux camarades français



Pivert commence alors à écrire à ses camarades français. Dans un texte de janvier 1941,³⁹ il explique qu'il faut aussi tenir compte des différences entre les pays fascistes et ceux qui les combattent. Dans le camp allié, dit-il, les socialistes doivent pratiquer « une activité technique minimum », « bon ouvrier et bon soldat, bon officier si possible ». Dans le camp fasciste, ils doivent avoir « une activité conspirative maximum », c'est-à-dire saboter par tous les moyens l'effort de guerre.

En avril, il reçoit une lettre de Courlon qui, à mots couverts, tente de lui faire comprendre la désorganisation des réseaux du PSOP. Marceau minimise : « J'ai l'impression que ce n'est qu'une conséquence de l'inhabileté des jeunes. »⁴⁰

Le « message aux cadres » du 26 mai⁴¹ confirme d'abord « Ancourl » dans leur tâche de direction, Courlon en raison de son expérience ouvrière, et Anna parce qu'elle connaît très bien « la psychologie paysanne et les milieux intellectuels libéraux », et que « son intuition et son dévouement au parti sont d'un prix inestimable. »

Quant aux soutiens dont peut bénéficier l'action du PSOP, Marceau se laisse quelque peu aller à l'emphase : « Avec l'ILP, ce sont les 350 millions d'Hindous qui savent que nous sommes leurs uniques défenseurs. (...) Avec Padmore (...) c'est toute la race nègre, les colonies africaines, les Antilles, les nègres américains qui sont sur nos positions. Et nul doute que les peuples musulmans ne développent notre position libératrice. » Il insiste sur la nécessité que le PSOP sorte de son silence et joint à sa lettre un projet d'appel. Et il précise que « le PSOP ne peut se confondre avec les FFI », mais que « le général de Gaulle joue un rôle objectivement révolutionnaire » Il estime « extrêmement irresponsable » de « parler de collaboration avec de Gaulle avant d'avoir reconstitué le parti et le mouvement syndical indépendant » mais ajoute que des problèmes peuvent se poser auxquels il n'est pas possible de rester indifférents. Il propose donc la constitution de « groupements de résistance » (« Alliance ouvrière et paysanne, Cercle de résistance républicaine, Comité de lutte pour la libération nationale et sociale : l'étiquette importe peu »), même si la tendance majoritaire doit y être gaulliste. Et il leur propose des tâches commission de contrôle du ravitaillement, comités de chômeurs, mouvements de solidarité, organisation de « nos propres milices » « pour la défense des entreprises ou des boutiques juives pillées par les doriotistes ». Le projet d'appel joint à ce texte, - et dans lequel les déclarations antistalinienne prennent une grande place - propose des règles d'action : assistance et solidarité entre les différents groupes, mise en commun des services d'information et de protection, formes (de la lutte déterminées par les militants eux-mêmes et « calculées de manière à ménager le capital humain de la révolution socialiste », un seul « comité antifasciste » par localité, mise en place d'un service de propagande. Et il fixe également des objectifs à atteindre, pour le temps de la libération nationale et sociale

- Un gouvernement provisoire ouvrier et paysan prenant en main la transformation économique et politique ;

- Expropriation et socialisation des pôles de domination économique « et des biens des personnes qui auront ostensiblement servi le fascisme. »
- « Contrôle démocratique permanent » assuré par des « comités d'usines, conseils d'industrie, coopératives agricoles, etc. »
- « Constitution rédigée par les délégués des travailleurs ».

Le lendemain, Marceau redouble ses conseils par une lettre dont la diffusion semble devoir être plus large, puisqu'elle s'intitule « Lettre aux camarades du PSOP ».42 Elle vise d'abord à convaincre que, « au-delà des défections », « votre direction internationale a tenu ». Pour le présent, elle insiste sur la nécessité de liquider rapidement toute tendance à une adaptation du mouvement ouvrier français à « l'Ordre nouveau » hitlérien, mais elle prend aussi très nettement ses distances à l'égard du défaitisme révolutionnaire, ou en tout cas en préconise une version « civile » et non « militaire » : « S'adresser aux travailleurs (...) pour qu'ils revendiquent et conquièrent le pouvoir(...) cela n'est pas interférer avec les activités militaires d'une manière qui puisse favoriser les nazis. Rien de commun avec la politique de sabotage de l'effort militaire de sa propre bourgeoisie. » La réserve à l'égard de la lutte armée est également réaffirmée : « La destruction par les armes de la supériorité militaire allemande est un problème posé sur un autre terrain que le nôtre. Nous, nous sommes pour la destruction politique de la supériorité nazie. »

L'essentiel de la lettre porte sur les questions d'alliance. Elle commence par rejeter tout rapport avec les communistes ainsi qu'avec les détatistes et les pétainistes. Quant aux gaullistes, elle réaffirme que, malgré les désaccords, « des actions communes peuvent et doivent être envisagées ».

Un mois plus tard, l'entrée en guerre de l'URSS modifie en partie ces conceptions. Pivert ne s'y attendait guère et avait d'ailleurs exprimé son scepticisme quant à cette perspective. Scepticisme qu'il semble d'abord maintenir au sujet de l'issue de l'affrontement : « Le rapport de forces que l'initiative d'Hitler semble révéler est nettement défavorable à la Russie », écrit ainsi le bulletin du FOI.43

La tonalité « trotskysante » du texte que Marceau écrit un mois plus tard est de ce fait inattendue. Que change, demande Marceau, l'entrée en guerre de l'URSS ? La guerre reste bien une « guerre impérialiste » pour le partage du monde, mais celle que va mener l'Armée rouge (« héritière des vaillantes milices prolétariennes qui ont marché vers la victoire sous la direction de Trotsky »), c'est une guerre pour la défense des conquêtes sociales issues de la révolution d'Octobre. Les travailleurs doivent donc réclamer partout une aide effective pour l'URSS. Ce faisant, ils ne soutiennent pas Staline, mais les travailleurs russes et l'Armée rouge. Cela ne signifie évidemment pas un accord avec l'Union sacrée que préconisent les partis communistes dans les pays impérialistes, mais cela signifie organiser le front unique de toutes les organisations prolétariennes : « Je referais, explique Marceau, les démarches que j'ai faites et provoquées le soir du 6 février. »44

Parallèlement à ces écrits destinés à la France, Marceau participe à la mise en place, dès février, d'un Comité d'aide aux victimes du fascisme, animé pour l'essentiel par les réfugiés politiques présents à Mexico, notamment ceux du POUM.

Ce comité a des activités publiques, parfois houleuses. L'une de ses séances est perturbée par cent cinquante staliniens qui « braillent » et distribuent un tract intitulé : « Chassons de Mexico la bande d'espions provocateurs trotskystes ». Mais il s'occupe surtout de faire venir les militants qui souhaitent se réfugier au Mexique, et donc de leur trouver des visas. Les candidats ne manquent pas, et leur liste permet de relativiser les critiques qui seront par la suite portées contre la présence

de Marceau Pivert à Mexico. Dans certains cas la volonté de s'exiler est démentie (Colette Audry). Dans d'autres cas, arguant de la nécessité de maintenir des cadres en France, Pivert donne un avis négatif (Krihiff et Jaquier) 45 Du coup, le comité décide de prendre d'abord en charge une première liste de personnalités réellement en danger. Et il prend, par exemple, l'initiative d'une pétition en faveur de Paul Rivet pour que celui-ci, dont les cours viennent d'être interdits en France, puisse venir poursuivre son enseignement à Mexico.

Dès cette époque, Marceau envisage de faire venir au Mexique sa femme et sa fille. Celles-ci n'y sont guère favorables 46 Marceau semble cependant convaincu de la nécessité de les rapprocher de lui, et il est prêt pour cela à revenir temporairement aux États-Unis. On le lui refuse. 47

Sa situation matérielle cependant s'est légèrement améliorée. Il a commencé à donner des cours de français (y compris « au fils d'un célèbre toréador ») et même d'anglais, à cinq pesos l'heure. Il écrit un livre sur la physique moderne. Il marque aussitôt ce changement de situation en joignant à sa lettre du 15 février un billet de dix pesos (n° B290169 !) : « C'est le premier argent régulier que je gagne, et je vous le fais volontiers parvenir. » 48 Quelque temps plus tard, il crée une classe de Math-élém au lycée franco-mexicain : il y enseigne les maths et la physique. Il ira même jusqu'à mettre sur pied, avec le concours de quelques ouvriers mexicains et d'un réfugié allemand nommé Thomas, un petit atelier de dorure. Il est dans l'équipe le « scientifique » qui s'occupe de l'électrolyse : il fait les préparations et règle le dosage d'or. L'atelier bénéficiera d'une importante commande de dorure de boutons d'uniforme pour l'armée américaine. Mais, au bout du compte, les dépenses l'emportent sur les recettes...

Plus le temps passe, plus Marceau s'inquiète pour Germaine. Il avait espéré que ses amis francs-maçons lui trouveraient un emploi. Sans résultat. Le moral de Germaine ne s'améliore pas, et Marceau, la reconforte tendrement (« Le bout existe, c'est sûr. C'est sûr qu'on se reverra, et qu'on refera une nouvelle vie, moins stupide » 49), l'incite à se débarrasser « de ses vieilles réserves et timidités ». « C'est une époque de collectivisme que nous vivons, de gré ou de force, et les habitudes de pensée individualiste sont forcément dévalorisées. » 50

A maintes reprises aussi, il fait intervenir sa fille, afin qu'elle fasse la chasse aux diverses « sinistres » qui s'emparent régulièrement de Germaine mais les résultats sont ténus. Marceau apprend alors qu'une perquisition de la Gestapo a eu lieu chez lui. 51 Il est désormais convaincu qu'il faut organiser très vite leur départ.

Pour Germaine et Jacqueline, c'est un véritable périple à entreprendre. Il leur faut d'abord passer clandestinement en zone non occupée. Puis il leur faut obtenir les papiers de complaisance qui attestent leur domiciliation. Cela fait, elles rejoignent Marseille et se rendent au consulat mexicain pour retirer leur visa d'entrée : elles apprennent alors que celui-ci est périmé depuis la veille. Désespoir. Il faut faire une nouvelle demande. En attendant, on loge chez les Krihiff, on s'occupe, on traîne sur la Canebière.

Le visa est finalement obtenu. Il faut alors gagner un camp de réfugiés au-dessus de Casablanca : juste à temps pour s'entasser dans le dernier bateau qui fait officiellement le voyage pour Mexico. Plus d'un mois de navigation, dans des conditions fort pénibles, et c'est l'arrivée à Mexico : « Papa, annonce Jacqueline, il faut que je te dise que je suis fiancée et qu'il est ici, à Mexico, arrivé par le même bateau que moi. » En effet, à Marseille, quelque part entre le consulat mexicain et la Canebière, Jacqueline, qui a maintenant dix-neuf ans, a rencontré un beau jeune homme hongrois, réfugié politique, et cherchant comme elle un visa pour Mexico : « C'est un

ancien des Brigades internationales », ajoute Jacqueline, avant de préciser qu'il est communiste et stalinien bon teint. Marceau ne bronche pas « On verra », dit-il. Et on voit : Marceau accueille amicalement le nouveau venu et se lance avec lui dans des discussions passionnées, non seulement sur l'Espagne, mais sur le Front populaire en France et sur la révolution allemande : « Mon père, commentera plus tard Jacqueline, a toujours été d'une réelle largeur d'esprit pour tout ce qui touchait ma manière d'être et mes relations. »⁵²

Semaine après semaine, bateau après bateau, les émigrés ne cessent de débarquer. Le 5 septembre arrive Victor Serge. L'homme a un passé qui parle pour son présent. Anarchiste avant 1914, il rejoint les bolcheviks en 1917 et soutient l'opposition de gauche à partir de 1923. Il est exclu du PC russe en 1927, déporté trois ans à Orenbourg. Grâce à une campagne qu'appuient de nombreux intellectuels, il peut enfin sortir d'URSS en avril 1936. Il participe au « Bureau pour la IV, Internationale », mais, au bout de quelques mois, il rompt avec Trotsky, se solidarise avec le POUM, et se rapproche du « Bureau de Londres ». C'est alors qu'il fait la connaissance de Pivert.

Avec son arrivée, les attaques staliniennes redoublent d'intensité. Le 12 novembre, lors de la première conférence de presse de Victor Serge, les staliniens font le coup de poing : il faut appeler la police. Des articles apparaissent dans la presse communiste, puis dans la presse syndicale, décrivant Serge, Gorkin et Pivert comme des agents hitlériens. L'Excelsior, le journal mexicain le plus diffusé, et le plus respecté, reprend ces accusations, sous la signature d'un certain John Willes, que personne ne put ensuite identifier. C'est un montage de la plus belle facture stalinienne. D'amalgame en contre-vérité, il n'y a pas une seule ligne de vraie, mais l'ensemble peut faire impression :

« Le deuxième personnage (...) est le disciple préféré de Jacques Doriot (...) : M. Marceau Pivert. Cet agent hitlérien français, qui a organisé à Paris une petite scission dans le parti socialiste, est le pacifiste intégral qui s'est félicité de l'accord de Munich et (...) a inventé la formule "Mieux vaut la servitude que la mort" (...) Formule inspirée par Doriot, de la Légion française qui lutte contre la Russie, et par Marcel Déat, auteur du célèbre article "Mourir pour Dantzig". Marceau Pivert est l'organisateur d'un syndicat d'enseignants et du syndicat des PTT qui sont les deux piliers sur lesquels s'appuie en France la propagande de Hitler (...), collaborateur assidu du journal de Doriot, et au service des Croix-de-Feu. »⁵³

Le 4 janvier 1942, le plénum du Parti communiste mexicain appelle à la « suppression » de Pivert, Serge et Gorkin. Sept députés communistes demandent qu'ils soient internés dans un camp de concentration ou expulsés. Et le 31, une « majorité » fabriquée par les staliniens interdit à Pivert l'entrée au congrès antifasciste qui se tient à Mexico.

Les trois sont devenus quatre. Les staliniens, ont en effet découvert un quatrième « agent hitlérien », un écrivain allemand connu, Gustav Regler, qui a commandé les Brigades internationales devant Madrid. Les quatre prennent l'affaire au sérieux, ce qui n'exclut pas l'humour macabre. Ils certifient ainsi solennellement « que aucun d'entre eux n'est cardiaque, ni n'a la moindre intention de se suicider ». Le directeur d'Excelsior reconnaît que sa bonne foi a été surprise et publie un rectificatif. Le 11 février, Marceau écrit à Henri Laugier, qui vient de reconstituer la Ligue des droits de l'homme au plan international, pour demander de l'aide.⁵⁴ Il ne recevra aucune réponse. La solidarité s'exprime plus rapidement du côté américain : le 14 février, John Dewey, John Dos Passos, Norman Thomas et cent soixante personnalités américaines apportent leur soutien. Le 26 mars arrivent les soutiens anglais : trois dirigeants du Labour Party, quatre de l'ILP, un pair du royaume.

Les staliniens s'en prennent alors à la maison d'édition fondée par Gorkin et Pivert et organisent un meeting « contre la maison d'édition nazie Quetzal ». Pivert et Gorkin répondent que tous les livres publiés sont justement des livres antifascistes « à une seule exception, celui de Dorothy Six, « Comment avoir et garder un mari ». En mai, les quatre publient une brochure « la GPU prépare un nouveau crime ». Provisoirement, les attaques staliniennes cessent.

Cette bataille menée en commun n'a pas suffi à souder les trois hommes. Marceau attendait Victor Serge avec d'autant plus d'impatience qu'il est déçu de ses relations avec Gorkin. Mais il doit vite déchanter. Serge, écrit-il, est « irritable, injuste, égocentrique ».55 Des divergences apparaissent également sur le plan politique. Serge estime que le bulletin ne présente pas d'intérêt et plaide pour une revue (il en paraîtra quelques numéros, sous le nom d'Analysis). Il étale son mépris pour le PSOP et annonce qu'il ne collaborera pas avec le Front ouvrier international contre la guerre: « Je n'ai jamais accepté ce terme, car je ne suis pas pacifiste. Je ne suis pas contre la guerre. » « Choc ! » commente Pivert, une « grosse divergence qui se découvre ».

En fait, il y a désaccord, non seulement avec Victor Serge, mais avec le POUM. Sur le fond, Gorkin avait déjà expliqué que « parler purement et simplement contre la guerre, c'était introduire la confusion, et que parler de paix aujourd'hui, c'est faire la part belle à la propagande hitlérienne. » Sur la forme : le POUM ne croit plus à l'utilité du bulletin, ni du secrétariat du FOI. En mars 1942, le POUM publie ainsi une déclaration où figure, à côté de la mention de « la gratitude enthousiaste au militant internationaliste Marceau Pivert », l'affirmation que « chaque section du CMRI ou chaque groupe représentatif de militants doit se préoccuper de rédiger son propre bulletin, en sa propre langue ».56 Un brin mélancolique, Marceau note à propos du travail international : « Les amis anglais sont très contents de ce travail. Les amis du POUM ne semblent pas y avoir accordé la même importance. »57 Quand il démissionne, en juillet 1942, c'est la fin et du bulletin et du secrétariat. On lui propose de participer au secrétariat du CMRI. Il refuse : « Le CMRI, qui connaît? »

Les liaisons avec L'insurgé



Déchargé de ses tâches internationales, Marceau se consacre de nouveau à la situation française. Ces derniers temps, les communications ont été rares. Marceau ne cesse de pester contre l'absence de lettre de Normand, de Court, d'Anna, ou contre les correspondances « à 90 % apolitiques de Krihiff ». Le 24 avril 1942 cependant, il reçoit une lettre de Marie Fugère qui lui annonce la création de L'Insurgé : « Si le nouveau-né est élevé dans le même esprit que ses parents, alors je crie bravo ! », répond Marceau 58

C'est en effet en mars 1942 qu'a commencé la seule expérience réelle d'insertion dans la Résistance menée par des pivertistes. Il s'agit de L'Insurgé, le petit journal que lance à Lyon, l'ouvrier électromécanicien Marie Fugère, ancien secrétaire départemental du PSOP, et ancien responsable des groupes d'entreprise du Rhône. Il est resté en contact avec Marceau qui lui écrit à nouveau dès son installation à Mexico, le 22 octobre 1940.

L'Insurgé n'est pas conçu comme le simple prolongement du PSOP. Son premier comité central est composé de deux militants du PSOP et de trois de la SFIO.59 Le 5 juin, Marceau, qui ne perçoit guère ces nuances, envoie un message de félicitations « aux camarades du PSOP », et souligne trois points. Il faudrait un manifeste, « quelque chose de politique sur la situation, les suggestions, les perspectives. Les trotskystes l'ont fait, pour une poignée de militants, ils tiennent et ils ont envoyé une thèse qui se discute. » Ensuite, à propos des relations avec le PCF, car il sent bien qu'il y aura là une tentation, « il faut pratiquer le front unique antifasciste, même avec le

diable, mais il faut se protéger comme de la peste des illusions qui nous ont déjà coûté cher, au sujet de ce que l'on peut attendre des staliniens 100 % (...). Il faut d'abord constituer le front unique des militants honnêtes. » Et il répond à la demande qui lui a été faite de rentrer en France. « Je crois bien que c'est impraticable, et qu'il faut que les militants comptent surtout sur eux-mêmes. »⁶¹ Un mois plus tard, il semblera avoir assimilé les nuances, puisqu'il écrit au PSOP : « Est-ce que les contacts avec Lyon ont été établis ? Il faut aider ces braves copains et surtout les conseiller pour qu'ils soient prudents. »⁶¹

Entre la ligne générale de L'Insurgé et celle que défend Pivert à Mexico, il y a des points d'accord et des nuances. Accord sur l'articulation entre libération nationale et libération sociale, et sur la nécessité d'accords ponctuels avec la résistance « bourgeoise ». Nuances, grosses de divergences futures, sur l'URSS. L'insurgé écrit ainsi : « La Russie, quoiqu'on en dise et quelles qu'aient pu être ses erreurs, est un des piliers de la civilisation nouvelle. Aujourd'hui elle est plus, elle est le pivot de la révolution sociale. Foin de toutes les querelles de tendances. Peut-être, un jour, certains ont-ils médité de la Russie. Le peuple ouvrier est prêt à tout donner pour elle, pour le triomphe du socialisme, et ce jour viendra, nous le préparons. »⁶² Nuances aussi, quant à la lutte armée. De Mexico, Pivert pense qu'entamer la lutte armée, c'est faire le jeu des occupants. Sur le terrain, L'insurgé prône l'articulation entre la lutte des usines et celle des maquis. Les maquis, dit-il « représentent un potentiel révolutionnaire considérable. Il dépend du mouvement ouvrier d'en faire une avant-garde de la révolution montante. »⁶³

Ceci dit, en dehors de la parution du journal,⁶⁴ l'activité de L'Insurgé reste faible. Ses modes d'intervention combinent des habitudes héritées du mouvement ouvrier et des pratiques plus directement issues de la situation de guerre : il diffuse des tracts appelant à la grève générale contre le départ des ouvriers en Allemagne, incendie le fichier de l'inspection du travail, se spécialise dans les faux papiers grâce à un graveur « psopiste » de Clermont-Ferrand et organise des sabotages, notamment à l'usine LMT sur du matériel radio, aux établissements Zénith sur des carburateurs. Les relations sont bonnes avec d'autres mouvements de résistance. A tel point que Combat envisage d'intégrer L'insurgé, en lui confiant la rédaction, dans son journal, de la page syndicale, et lui remet par ailleurs un acompte de 25 000 F pour financer ses activités propres. Mais il faut cependant faire sien la devise que vient d'adopter Combat : « Un seul chef: de Gaulle ». A l'unanimité, la direction de L'Insurgé refuse et rend l'acompte.

Peu à peu, l'activité de L'Insurgé s'est développée. Des liens ont été tissés à Trévoux, avec Alamerçery, le Père de Suzanne Nicolitch, à Montpellier avec Trégaro et l'instituteur Marcel Valière,⁶⁵ à Clermont-Ferrand avec Gilles Martinet ⁶⁶ à Toulon où c'est Lucien Vaillant qui anime le groupe, dans une dizaine d'autres villes encore.

Dans les nombreux messages qu'il envoie, Pivert signale une amélioration des rapports avec les trotskystes, accentue son rejet des staliniens, donne son avis sur le Comité d'action socialiste (CAS), fondé par Daniel Mayer pour organiser les socialistes dans la Résistance (« liaison si possible avec tous les éléments actifs, sans céder à leur idéologie nationaliste »). Il trouve « bien pâle » le « programme » du général de Gaulle.⁶⁷ Il élabore de son côté un « programme minimum » en douze points, qui va du retour aux libertés démocratiques jusqu'aux comités d'usine, en passant par le travail au sein de l'armée allemande. Et il évolue sur les formes de lutte, admet le « sabotage collectif », et même « le kidnapping des principaux salauds, comme le Doriot ».⁶⁵

L'Insurgé, quant à lui, a concrétisé « la solidarité sous toutes ses formes » qu'il demandait dès son numéro 13 pour les combattants du maquis. Il a mis sur pied un centre à Annecy qui organise tous les soirs l'acheminement vers les maquis de Haute-Savoie. C'est alors que s'abat la

répression. En septembre 1943, Fugère est arrêté, en compagnie de plusieurs responsables méridionaux, et déporté à Buchenwald.

Le chaudron mexicain



Mais Marceau Pivert doit se préoccuper également des débats des réfugiés politiques à Mexico, de leur capacité à dépasser leurs divergences et à préfigurer ainsi des rassemblements plus vastes. Il convient de réfléchir et d'élaborer, de revenir sur les leçons du passé et d'anticiper le monde de l'après-guerre.

Histoire d'exorciser, peut-être, les fantômes des amis qui ont mal tourné, Marceau écrit une brochure *Morale socialiste et politique opportuniste*. Il y explique que les « opportunités » ainsi choisies, loin de représenter des raccourcis, ont au contraire toujours prolongé le pouvoir de corruption des bourgeoisies à l'égard des bureaucraties ouvrières.

La brochure « *Problemas del socialismo en nuestro tiempo* » paraît.⁶⁹ On devrait dire, finit par paraître, tant ce projet, à première vue simple, - réunir des contributions de Pivert, Gorkin et Victor Serge - met du temps à voir le jour, et tant Pivert s'énerve du retard des articles. La contribution qu'il fournit est intéressante et prévoit avec lucidité le plan Marshall et l'attitude de l'Amérique au lendemain de la guerre :

« Ou bien soit économie dirigée s'orientera vers la distribution sans compensation d'un surplus de production qui, en ce moment et vis-à-vis de l'Europe affamée et ruinée, est une puissante aune politique (...) ou bien on reviendra au régime des prix mondiaux, donc de la domination économique. »

Dans le rassemblement qui s'amorce alors, l'antistalinisme joue un rôle décisif. Un événement en particulier catalyse bien des haines et contribue de manière non négligeable à l'évolution de Pivert : les socialistes de gauche, Alter et Ehrlich, dirigeants du Bond polonais, organisateurs de la défense de Varsovie, qui avaient avec confiance cherché refuge auprès de l'Armée rouge, viennent d'être assassinés sur l'ordre de Staline. Les exilés organisent à Mexico un meeting de protestation. Celui-ci est violemment attaqué par les staliniens, le sang coule, Gironella et Gorkin sont blessés : « Quelques-uns de nos agresseurs, écrit Marceau, auraient déjà été parmi les agresseurs de Trotsky ». ⁷⁰

Jusqu'alors, les remarques de plus en plus violentes de Marceau sur les partis communistes restaient parsemées de considérations sur la nécessité du « Front unique ». C'est ce dernier élément qui est maintenant balayé : « Nous sommes arrivés à la conclusion aujourd'hui définitive qu'il n'y a rien à faire avec les stalino-fascistes, absolument rien », écrit-il à Fenner Brockway qu'il juge sur ce point un peu tiède ⁷¹

Au fur et à mesure des débats, les exilés ont installé une « Commission des groupes socialistes indépendants » qui a pour mission de mettre sur pied un mouvement, Socialisme et liberté, et en élabore la déclaration de principe, d'allure très libertaire. Elle refuse ainsi « toute pensée dirigée » et « le monopole du mouvement par une orthodoxie idéologique ou par un parti. » On y insiste beaucoup sur « le contrôle absolu des organismes de base », sur « la révocabilité des délégations » et sur « le respect absolu de l'homme ». Cette déclaration est signée par des militants appartenant à une douzaine d'organisations : CNT (Esp.), UGT (Esp.), FAI (Esp.), PSOE (Esp.), POUM (Esp.), groupe mexicain Socialisme et liberté, PSOP (Fr.), Révolution Proletarienne (Fr.),

UAI (IL), groupe italien socialisme et liberté, SAP (All.), Union des socialistes allemands, Opposition soviétique de gauche (URSS).

Marceau est très satisfait du résultat, se félicite des barrières qui sont à cette occasion tombées entre anarchistes et socialistes de gauche et voit là « la bonne nouvelle d'un accord possible entre toutes les tendances antitotalitaires du socialisme »,72 Tout le monde n'est pas aussi enthousiaste. Fenner Brockway admet que c'est une « importante contribution », mais trouve que le document « va un peu trop dans le sens de l'anarchie »73 Et surtout, l'ILP a des préoccupations plus larges. Son conseil national a en effet estimé que face à la dissolution du Komintern et à l'inefficacité de la IIème Internationale, c'est à la construction d'une nouvelle Internationale qu'il fallait s'atteler. A cette fin, l'ILP transmet un questionnaire à tous les groupes ou partis nationaux plus ou moins proches de ses positions. Marceau applaudit.74

Le 27 août, les exilés créent une Commission des relations internationales, qui se donne pour but de contribuer « à préparer les bases de la future internationale ». Pour Marceau, il s'agit d'une « commission de liaison », destinée dans ce cas précis à relayer l'initiative de l'ILP. Pour Victor Serge, elle semble bien avoir pour fonction de contrer l'initiative de l'ILP. A la fin du mois de novembre 1943, ce dernier soumet à la commission un texte - « Pour une vaste internationale socialiste reconstituée » en souhaitant qu'elle le discute et qu'elle l'adopte. Pivert réagit violemment :

« Je ne vois aucun intérêt à faire un texte au nom de la commission, qui se transformerait alors en organisme politique. (...) .te donne à l'initiative de l'ILP la priorité sur toutes les autres possibilités. »75

Et sur la conception de l'Internationale, il y a également désaccord. Victor Serge voit en effet celle-ci comme le rassemblement « de tous les socialistes, sans distinction de tendance » 76 « Son argument, explique Pivert, est que les masses sont encore, et pour longtemps, modérées. Je n'ai pas besoin de vous dire ce que nous lui avons répondu ! »77

Mais la dynamique de la discussion entraîne le groupe de Mexico à élaborer ses positions propres. Un projet de charte est écrit en août 1944 par Pivert et deux dirigeants du POUM, Enrique Gironella et Wilbaldo Solano. Comme il fallait s'y attendre, les critiques les plus radicales viennent de Victor Serge :

« C'est une espèce de Manifeste communiste, très primaire, ressassant toutes les vieilles phrases du genre (...). Je relève qu'il est faux d'écrire que la classe ouvrière, en démocratie bourgeoise, n'a que ses chaînes à perdre et qu'elle y jouit-y jouissait en Europe - d'un bien-être réel et de réelles libertés... M.P. parle de malnutrition des masses en France avant la guerre ! Je dis que l'État change de nature et n'est plus "la bande armée d'une classe pour la domination d'une autre ", selon Engels, sauf dans les régimes totalitaires. L'État moderne c'est aussi l'organisation des communications, de l'école, de l'hygiène publique, etc. Indignation de M.P., de Giron, de J.M.: pour un peu, je sens qu'ils crieraient à la trahison ! (...) Le fond du débat, indépendamment de la mauvaise qualité du travail proposé : leur conviction extrêmement optimiste et schématique est que la révolution russe va se répéter sous peu en Europe : "Les ouvriers occuperont les usines" (M.P.), ils prendront le pouvoir (Giron.), etc puis la révolution européenne formera une fédération socialiste. Des cadres nouveaux se forment partout, les mouvements de résistance clandestins démontrent déjà la puissance des masses. Les Espagnols pensent être en Espagne dans six mois et à la tête de grands mouvements. MP.: «Le PSOP continue! » (...)Mes thèses (...) : que la structure économique du monde a changé, le

capitalisme traditionnel faisant place à l'économie planifiée, donc de tendance collectiviste, qui peut être celle des monopoles, des partis totalitaires ou des démocraties d'un type nouveau, si celles-ci réussissent à naître (vives dénégations de M.P.). Que les défaites du socialisme européen ne sont pas uniquement imputables à l'insuffisance des leaders, bien que celle-ci compte, mais s'expliquent davantage par la décadence de la classe ouvrière (...) par suite de la technologie moderne (...) (M.P. repousse l'ensemble de ces vues sans tenter de les réfuter (...). »78

On comprend que Victor Serge estime la discussion « stérile » et l'accord « impossible ».

La création de l'IFAL



Paul Rivet, réfugié en Colombie à la suite du démantèlement par les Allemands du réseau de Résistance du Musée de l'homme a été nommé par le général de Gaulle attaché culturel pour l'Amérique latine. En liaison avec des Français réfugiés en Amérique, parmi lesquels Jules Romains, il crée l'Institut français pour l'Amérique latine (IFAL), qui apparaît comme un instrument de diffusion de la culture française. Rivet, qui est amicalement lié à Marceau, l'associe à ce projet dès les premières séances de travail d'avril 1944. Et quand a lieu, en décembre, l'inauguration officielle de l'IFAL, Pivert en devient le secrétaire général.

Il s'y donne à fond. « La personne la plus active semble être Marceau Pivert », écrit la très officielle histoire de l'IFAL,⁷⁹ qui ajoute « l'activité du petit groupe chargé du fonctionnement de l'IFAL étonne. » En quelques mois, il y a 650 élèves inscrits aux cours de français, et il y en aura 930 au début de l'année 1946. En quelques mois également sont mis sur pied seize enseignements différents, de la civilisation grecque jusqu'à la propagation des ondes, en passant par l'internationalisation des droits mercantiles et l'art musical français. Chaque mois, il y a un bulletin bilingue de trente-deux pages (résumé des cours, informations pour les étudiants), des Cahiers, rédigés en français et plus spécialisés dans une discipline donnée. Une revue de l'IFAL, de deux cent cinquante pages est éditée. Marceau ne se contente pas d'organiser, il enseigne également. La physique nucléaire, c'est lui. Et les conférences d'initiation à la connaissance du peuple français, c'est aussi lui : dix-sept cours qui vont de Victor Hugo à la philosophie de Bergson. Pour ce faire, Marceau a réquisitionné tout son monde. Les Gorkin travaillent à l'IFAL, ainsi qu'un nombre tous les jours plus considérable de réfugiés politiques, notamment espagnols. Germaine et Jacqueline donnent des cours de français.

Pour la première fois, depuis qu'il a quitté Paris, Marceau a un travail stable. Qui plus est, il s'agit d'un travail socialement reconnu et qui lui permet de renouer avec des responsabilités pédagogiques qui le passionnent. La situation financière de la famille est meilleure : on a quitté la rue Nazas pour la rue Panuco, où l'on dispose d'une pièce supplémentaire. Jacqueline et Germaine ne vivent cependant pas de la même manière leur intégration à la société mexicaine. Jacqueline s'est intégrée sans difficulté. Les fiançailles hongroises ont été sereinement rompues. Au soleil, elle s'est épanouie ; c'est maintenant une jeune fille ravissante. Elle sort beaucoup, mais plus du côté de la société mexicaine que dans le petit monde des exilés de Mexico. La cour pressante que lui fait un général mexicain égaie les repas familiaux. Et ses études de philosophie se déroulent sans problème. Pour Germaine, la vie est moins simple :

« Elle était très française : toujours du mal à s'acclimater, à avoir le laisser-aller mexicain. Marceau intervenait: "Mais non, Germaine, ne t'en fais pas ". J'ai gardé le souvenir de Germaine de cette époque comme d'une femme assez sévère, qui avait toujours des problèmes, toujours en train de rouspéter : les bonnes ne nettoyaient pas là où on le leur avait demandé, la cuisine

mexicaine était trop piquante, elle ne trouvait pas les légumes qu'elle cherchait. Et ma mère, qui était pourtant très française aussi, lui disait : "Ah mais non, le molé est délicieux ». 80

Mais le travail à l'IFAL, justement par ce qu'il privilégie de contacts avec les milieux français de Mexico, lui fait du bien : pour l'instant, elle met sur pied la bibliothèque.

Marceau développe l'IFAL à marches forcées. Il y a maintenant deux laboratoires, l'un de science biologique et l'autre de science physique, une salle de cinéma, une bibliothèque. Très vite, des enseignants et conférenciers de grande valeur fréquentent l'IFAL : Jacques Soustelle, Jean Guéhenno, Jacques Robin, spécialiste en médecine sociale. Et l'IFAL devient aussi, grâce à Sophie Cheiner, militante socialiste de Boulogne, un centre musical important, et grâce à André Moreau et aux « Comédiens de France » qui se produisent régulièrement dans la salle Molière, un centre théâtral fort réputé.⁸¹

Vers le retour



Mais en arrière-fond, il y a maintenant la perspective du retour en France. Les raisons qui militent pour ce retour sont multiples. Il y a les pressions de Germaine, qui préfère visiblement la rue de Vaugirard à la rue Panuco. Il y a Jacqueline : elle a rencontré l'un des comédiens de la troupe Jovet restés au Mexique, Régis Outin, et ils veulent se marier. De plus, elle doit retourner en France terminer ses études. Elle partira d'ailleurs avant ses parents, le 26 octobre 1945. Il y a aussi les problèmes de cmur de Marceau que l'altitude n'arrange pas : il a eu une crise cardiaque inquiétante en décembre 1944, une autre en septembre 1945.

Dès le 10 décembre 1943, Marceau a demandé à pouvoir rentrer, non pas en France métropolitaine, mais en Algérie, et à être réintégré dans l'Éducation nationale. A partir de septembre 1944, les démarches se bousculent : lettre à la CAP de la SFIO en septembre, au ministre de l'Éducation nationale, au général de Gaulle, à Pasteur Valléry-Radot, à Vincent Auriol le 18 avril 1945, aux Affaires étrangères, à Léon Blum. Le 23 août, on lui fait savoir qu'André Philip avait obtenu du général de Gaulle son visa de rentrée en France il y a déjà près d'un an : Marceau ne l'a jamais reçu. A la demande de ses amis français, et non sans avoir hésité, il adresse à Adrien Tixier, le socialiste qui est alors ministre de l'Intérieur, une demande nouvelle.⁸²

Parallèlement, le débarquement en Normandie et la libération de Paris ont accéléré les discussions sur la situation française. Marceau est alors partisan de la reconstitution du PSOP. Certes, officiellement, il reste très prudent. Mais sa conviction réelle apparaît dans la lettre qu'il envoie début septembre à Henri Bret :

*« Mon vieux Riton, ma petite Francine, pour vous et pour tous les vrais durs à cuire de la 15e et du parti, pour les amis qui ont tenu (...) je veux dire à bâtons rompus comment je vois la situation (...). Les noyaux internationalistes existent partout, groupés par nos organisations FOI et CMRI d'avant-guerre, autour d'un Bureau international qui siège à Londres et dont J. et moi sommes ici les représentants. (...) Aucune raison internationale, donc, de modifier notre existence en tant que parti. (...) Quand le parti aura repris une vie à peu près normale, il devra très vite définir sa ligne, très claire, après un bref congrès. (...) J'aimerais assez que le journal du parti (...) continue la glorieuse tradition de L'Insurgé. »*⁸³

Il est clair que Marceau surestime les réseaux maintenus, leur solidité et leur homogénéité politique. Le manifeste qu'ont publié en commun, en mars 1944, L'Insurgé et Liberté-Fédérer aurait cependant pu lui fournir une première indication. Car, après avoir affirmé que les anciens partis ne

peuvent prétendre diriger la reconstruction, le texte constate que « le Parti communiste pourrait prétendre à cette mission en faisant valoir que seul dans la tourmente, il a gardé sa cohésion, il a pris une part active à la Résistance, il a conservé sa foi révolutionnaire. » Sans doute, ajoute-t-on, après que le Parti communiste ne saurait rassembler autour de lui l'unanimité nécessaire au succès d'une révolution vraiment populaire. N'empêche : seul des anciens partis, le PCF trouve grâce aux yeux des rédacteurs, la SFIO et le PSOP n'étant même pas mentionnés. Or, Fugère et ses amis sont des partisans convaincus de la reconstitution du PSOP ou, en tout cas, de la mise sur pied d'un PSOP « de type nouveau ». Mais le manifeste qu'ils cosignent révèle que le PSOP n'a pas conquis dans la Résistance des lettres de noblesse suffisantes pour que sa continuité et son droit à l'existence soient largement reconnus.

De toute manière, les événements se précipitent. Sans prendre la peine de recueillir l'avis de Pivert, Vaillant et ses amis ont décidé de demander leur réintégration au PS84, ce que Vaillant commente ainsi :

« Sachez tous que je n'ai pas changé. Je suis resté le même, avec beaucoup d'illusions en moins. Comme je voudrais voir les choses comme semble les voir Georges. (...) J'ai pris la responsabilité de déclarer que, à mon avis, ne pas se joindre au PS était se faire casser les reins, au propre et au figuré : aucun moyen matériel ni possibilité de faire paraître un journal, à moins d'être conformiste. La pêche, la secte ou la vieille maison, qui est pourtant en bien plus mauvais état que quand nous l'avons quittée : crois-moi, mon vieux, il n'y avait rien d'autre à faire. Si nous voulons faire quelque chose, il faut en passer par là, et toi également, si tu nous reviens, comme je l'espère. »85

Contrairement à ses affirmations, Vaillant a changé. La remise en cause de l'attitude à l'égard de la guerre est en particulier profonde. Marceau tente de minimiser l'affaire. Dans la réponse de la Commission socialiste internationale au texte de Vaillant, le souci de ne pas rompre les ponts est évident : elle constate, sur dix points, neuf points d'accord, admet que les principes fondamentaux sont maintenus, et salue avec sympathie les efforts militants des ex-psopistes engagés dans la SFIO. Reste le dixième point/

« Mais la commission socialiste se doit de considérer que le processus de création du parti socialiste, révolutionnaire et démocratique, peut aussi prendre d'autres formes, plus indépendantes, plus originales, à partir des noyaux syndicalistes-révolutionnaires, psopistes indépendants, à partir surtout du mouvement de résistance décidé à passer de la libération nationale à la libération sociale. »86

Quand Marceau répond lui-même à Vaillant, il garde le même souci, 87 mais en même temps il dit son désaccord :

« Ne crois pas, mon vieux Courlon, que nous soyons méprisants à l'égard de ton effort(...). Mais(...) la construction du parti révolutionnaire, le PSR, est une tâche immédiate. Ce n'est pas la rentrée dans une vieille maison, c'est la construction d'une maison neuve, avec les matériaux qui ont résisté de la vieille maison et de toutes les autres, y compris les braves bougres du PC qui ont une petite lueur d'intelligence et d'indépendance. »88

Seulement, un mois plus tard, Fermer Brockway écrit à Marceau qu'il approuve l'entrée de Vaillant à la SFIO et que l'ILP a décidé de demander sa réaffiliation au parti travailliste. Marceau est troublé

« Je m'interroge assez sérieusement sur ce que je ferais en France, si je rentre bientôt(...). J'aurais préféré tenter le rassemblement des éléments qui sont restés fidèles, car ce sont des cadres trempés par l'épreuve et qui risquent de s'épuiser maintenant à faire de M. Salomon Grumbach un internationaliste. (...) Je m'abstiens donc très sincèrement de céder aux appels de ceux de mes amis qui sont rentrés et qui voudraient me voir aussi au sein du PS, plus par souci d'agir en connaissant bien toutes les données du problème que par sectarisme. »89

Deux mois plus tard, il annonce son intention d'écrire à «F» (probablement Fugère) « pour lui indiquer ce que je crois utile en ce moment : un vaste mouvement "Socialisme et liberté" d'un type nouveau, liant ceux qui ne pensent qu'aux élections et ceux qui agissent sur la base du travail »90 Mais pendant ce temps, une autre initiative voit le jour en France : Lucien Becquelin, un dirigeant pivertiste parisien, a lancé un appel à la reconstitution du PSOP. Il attribue la « bifurcation » de Vaillant et de ses amis vers la SFIO à «l'espoir de l'accession au pouvoir » et estime leur renoncement d'autant plus regrettable « qu'ils étaient au courant de la position ardente de Marceau Pivert ».

Mais Marceau a déjà tiré la conclusion que la reconstitution pure et simple du PSOP n'était plus d'actualité. Il écrit à Henri Bret :

« La résurrection du PSOP a été ratée. Maintenant c'est du réchauffé. (...) Ça a été raté il y a un an : à ce moment-là, même à dix copains qui étaient restés fidèles, il fallait surgir et reparler le même langage. (...) A mon humble avis, voilà le critérium le plus sûr : une Gauche révolutionnaire au PS, si possible son symétrique au PC, mais surtout pour alimenter la même position dans les deux grands partis et dans la CGT, un noyau ou un mouvement "Socialisme et liberté". »91

Marceau est alors très attentif à ce qui se passe à l'extérieur des organisations traditionnelles: aux trotskystes « qui s'enracinent un peu partout », aux « jeunes éléments de la Résistance », aux « minorités syndicales courageuses » qui se reconstituent. Il est également très attentif à ce qui bouge à gauche dans le Parti socialiste. Ainsi relève-t-il l'élection à l'Assemblée constituante d'Henri Barré, qui a réintégré la SFIO, et encore plus à la conquête de la Fédération de la Seine de la SFIO par une équipe qu'animent d'anciens psopistes. Sa conclusion reste cependant nette : « Qu'est-ce que les internationalistes peuvent aller faire dans un parti tricolore », écrit-il à Fugère, après que le PS ait renoncé à son insigne « Drapeau rouge ».93

La lettre qu'il envoie conjointement à Vaillant et à Fugère au début de l'année se garde ostensiblement de trancher, mais les conseils vont à Fugère :

« Le groupe de Lyon possède de bons militants et au moins un titre exceptionnel dont on ne le remerciera jamais trop : il a maintenu l'organisation. Mais le groupe de Paris semble avoir une expérience très prometteuse des luttes politiques dans la RP. Je me réjouis de tout cœeur de l'arrivée de Lancelle, de Fritscher, de cette brave et fidèle Lucie Colliard à la tête de la Fédé. Mais ces deux catégories de mérite - continuité historique à Lyon, habileté tactique à Paris-ne sont pas encore à nos yeux des titres déterminants. (...) Je conseille donc aux camarades de Lyon (...) de réaliser la petite feuille, le bulletin modeste (...) au nom tout simplement des survivants du groupe L'Insurgé ou bien d'un groupe "Socialisme et liberté". »94

Telle est alors la préoccupation de Pivert : comment construire un mouvement, un réseau, avec ses publications, sa revue, internationalement lié à « Socialisme et liberté », s'appuyant en France sur L'Insurgé, qui ne soit pas contradictoire avec l'activité d'une aile gauche dans le PS (il

faut bien tenir compte du choix fait par Vaillant et ses amis). Il n'exclut même pas que cette constriction intègre l'activité de courants de « gauche » dans le Parti communiste. Affirmation qui, plutôt qu'un élément d'analyse politique réellement mûri, semble bien être une sorte de concession à la dispersion des psopistes : Jaquier est au PCF, Lyssanski est au PCF, Chapelain est au PCF. Et même Émile Rouaix, le brave « Emilio », a lui aussi adhéré au PCF. Reste qu'il estime que, de Mexico, il est bien difficile de se faire une idée. Or, Pivert est toujours à Mexico.

Une situation mexicaine dégradée



Fin octobre, le ministre de l'Intérieur, Adrien Tixier, a envoyé à Marceau Pivert son visa, mais assorti d'une clause restrictive : qu'il se mette, dès son retour à Paris, à la disposition de la justice. En effet, il est toujours sous le coup de l'année de prison qui lui a été infligée par le tribunal de Cherbourg en 1940.

Marceau a d'autant plus hâte de rentrer que Germaine a des crises d'estomac de plus en plus fréquentes⁹⁵ qui la font beaucoup souffrir et l'empêchent de travailler. Les lettres qu'elle écrit, estime Marceau, sont « quelquefois désespérées ou même déraisonnables »⁹⁶ Et, depuis le départ de Jacqueline, « la tristesse de l'exil a été terriblement multipliée ».⁹⁷

La vie que Jacqueline semble mener le soucie également. Il semble que la recommandation qu'il lui a faite de se consacrer entièrement à son travail à la Sorbonne ne soit qu'imparfaitement suivie : Marceau tend à en rendre responsable Régis Outin. Et surtout, les retrouvailles avec Francine et Riton, voisins de palier et « deuxième famille », ne se sont pas très bien passées, à tel point que Marceau doit intervenir

« Il est possible qu'inconsciemment Ninette fasse sentir à Francine et Riton qu'elle est mécontente de voir qu'on n'accepte pas Régis. (...) Il faut que Ninette s'analyse et s'observe sur ce point, en songeant que l'attitude de Francine et de Riton n'est pas différente de celle de sa maman, et pourtant, elle a toujours su maîtriser ses déceptions, ses chagrins, et considérer sa maman toujours de la même manière, ce qui est réciproque. (...) De notre côté, si (...) nous ne pouvons pas, à son âge lui laisser une certaine liberté, donc une certaine responsabilité pour ses actes, ce serait l'aveu de notre échec dans l'éducation que nous avons essayé de lui procurer. Et nous, c'est tout autant toi, mon vieux Toinet, que moi-même, parce que cette petite fille, tu l'as élevée autant que moi. »

Il réagit au bruit selon lequel les parents de Régis Outin auraient été emprisonnés comme partisans de Maurras, Marceau note dans cette même lettre, pour Jacqueline

« Si cela est vrai, tu dois aussi comprendre des réactions, des éloignements qui sont tout aussi naturels et plus raisonnés qu'une inclination sentimentale que pour ma part je n'ai jamais voulu traiter à la légère ni tenter de modifier. »⁹⁸

Quant aux problèmes de santé, ils sont devenus préoccupants. A la fin de l'année, Marceau a quitté Mexico pour quelques jours : en étant alors passé de 2 240 mètres à 1 600 mètres, il a pu alors « respirer normalement ». Mais en réalité le rythme des crises s'accélère. L'ordonnance que délivre le Dr Cheiner est limpide « Partez à tout prix ». Marceau, en tout cas, piaffe. Il continue certes à faire son travail à l'IFAL. Mais il peste contre son remplaçant, un jeune docteur ès lettres de vingt-huit ans, Robert Escarpit, que l'on attend et qui n'arrive pas. Et il prépare son retour.

Par exemple, il reprend contact avec la franc-maçonnerie française. R suggère « face à l'Église catholique, force organisée de la contre-révolution » l'existence « d'une véritable FM internationale » et signale que depuis son départ de France, « une notion fondamentale a dominé mes analyses : la notion de classe ». Et il ajoute :

*« Je ne suis pas en mesure de me considérer comme maçon actif à partir du moment où une condamnation dont je m'honore a été portée à ma connaissance en avril 1940. J'ai en effet voulu laisser à mes frères, à vous, le soin de dire si je n'étais plus digne d'appartenir à l'Ordre. Mais j'ai conservé constamment des contacts à New York et au Mexique, avec des FM français, américains, espagnols et mexicains. »*99

Un moment, Marceau envisage de résider provisoirement à Londres. « Mon désir personnel, écrit-il à Fermer Brockway, est tout autre : rentrer le plus vite possible, et même en prison, mais en France. Celui de ma femme, qui est très déprimée par cet exil, le départ de ma fille à la Sorbonne, les inquiétudes relatives à ma santé, est différent. C'est pour lui faire plaisir que je vous fais la demande ci-dessus. » Et il ajoute que, si les événements espagnols le permettent, ce séjour « se changerait vite en fugue à Barcelone ».100

Finalement, il apparaît probable qu'une fois rentré en France il bénéficiera rapidement d'une amnistie. Le départ est donc fixé en février. C'est un curieux discours de Jules Romains qui salue le départ de Pivert de l'IFAL :

« Je me représentais Marceau Pivert comme un esprit tant soit peu exalté, peu tolérant à l'égard de l'opinion d'autrui, bref suspect de sectarisme et presque de fanatisme. (...) Je me suis aperçu très vite que Marceau Pivert était un homme délicieux, plein de tact dans les rapports quotidiens, toujours disposé à écouter l'interlocuteur et à ménager ses sentiments (...) un homme de coeur porté à la générosité et à l'affection. » 101

Le retour et la réintégration



Le voyage prend près de deux mois : l'état de son coeur nécessite pour Marceau Pivert des paliers de décompression. Quand il arrive gare Saint-Lazare, le 1^{er} avril 1946, c'est John Mac Nair qui l'accueille, et qui le presse sans attendre de retourner à la SFIO.

Sa première réunion publique, un mois à peine après son retour est franc-maçonne : une tenue blanche ouverte (« Vers le socialisme et la liberté ») sous la présidence du Vénérable de la loge Étoile Polaire, Paul Chevalier. « Votre causerie, lui écrit celui-ci, a produit des réactions diverses, depuis le reproche d'avoir livré le Grand-Orient à de dangereux révolutionnaires jusqu'à celui de vous voir devenir un réactionnaire. »102

Il doit se pencher très vite sur la situation familiale. Charles, son frère, a essayé de se rapprocher de lui. A l'annonce de son retour, il lui a écrit à Mexico, « j'aurais beaucoup de choses à te dire, voire même des malentendus à dissiper. (...) J'ai la fierté d'avoir su rester fidèle à ma pensée, à mon idéal. »103 Une fois rentré à Paris, Marceau, à la demande de sa mère, accepte de rencontrer son frère. L'entrevue se passe mal. Et les relations se compliquent vite car Charles, arguant de difficultés financières, veut vendre Gurçy, maison, terres et bois. Marceau veut bien vendre les terres et les bois, mais pas la maison. « Je sais, écrit Charles, que ton cmur s'attendrit à la pensée des souvenirs que représentent les pierres de Gurçy. Ton attendrissement aurait plus de valeur si ce même coeur avait montré la même sensibilité à l'égard des souvenirs que représentent ta mère et son amour, ton frère et son affection. »104 Marceau ne lui répond pas, mais écrit à sa

mère : « Je considère que le seul fait d'avoir donné un article à un journal payé par les autorités occupantes ou par leurs complices (Germinal), quand on a été militant socialiste et syndicaliste, est un acte déshonorant. (...) S'il est aussi devenu un chicaneau lamentable, que puis-je faire de plus? » 105

Ambiance pénible, donc. Et Marceau est fatigué. Le verdict d'un grand cardiologue parisien, le docteur Lenegre, est catégorique : il lui faut de grands ménagements, pas de fatigue, une activité générale très réduite. Ce n'est pas exactement ce que ses camarades espèrent de lui. Beaucoup, avant de se déterminer eux-mêmes, attendent qu'il ait choisi entre la rentrée au PS et la création d'un nouveau mouvement.

Quand il écrit, le 1er mai, Essai d'orientation, il défend encore la constitution d'un mouvement, Socialisme et liberté. Mais ce mouvement-là est devenu, dans l'esprit de Marceau, plus culturel que politique, (« Il serait absurde, dans la période actuelle, de tenter la constitution en France d'un Parti socialiste révolutionnaire »), très franc-maçon dans ses références à la libre investigation ». Marceau le conçoit plus comme un moyen de pression sur les vieux partis que comme une organisation dotée d'une démarche autonome et cohérente. 106 En fait, il n'écarte plus l'idée de rentrer à la SFIO. Quatre éléments pèsent en ce sens.

Le premier est international. La décision de l'ILP de réintégrer le Parti travailliste a signifié la fin de la tentative de constitution d'une nouvelle internationale.

Le deuxième est français. Marceau se rend assez vite compte que L'Insurgé représente une force moindre que ce qu'il imaginait.

Le troisième concerne le rapport des forces entre les classes. De Mexico, Marceau avait tendance à partager la vision « prérévolutionnaire » qu'avait Fugère de la situation française. Et tous les exilés marinant dans le chaudron mexicain - à la notable exception de Victor Serge -, vivaient dans l'attente de la révolution libertaire qui accompagnerait la chute du franquisme, et évoquaient leur installation prochaine dans une Barcelone toute hérissée de conseils ouvriers. Rentré en France, Marceau maintient encore l'espoir d'une révolution en Espagne, mais constate « la situation d'extrême faiblesse dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier ». 107

Le quatrième et dernier élément concerne la question du Parti communiste. Les militants qu'il retrouve en France ont connu la Résistance, la fraternité des maquis, les risques partagés, les poings qui se serrent devant les copains qui tombent, l'enthousiasme aussi pour les victoires peu à peu accumulées. Eux, ont rencontré des communistes, Pivert n'a vu que des staliniens, les soudards de Siqueiros, les hommes de main des commandos contre Trotsky, ceux qui venaient « casser » les meetings, ceux qui blessaient Gorkin et Gironella, ceux qui relayaient les plus extravagantes entreprises de désinformation à son égard. Longtemps le PCF a été pour lui une organisation hybride : une bureaucratie qui freine, mais des militants qui ne sont pas insensibles au mouvement des masses. Il n'y voit plus qu'une grande machine totalitaire et contre-révolutionnaire. Pivert a commencé à sonder Fugère et ses amis sur une éventuelle entrée à la SFIO. Fugère l'en dissuade :

« Un homme comme toi ne doit pas se tromper ni se déjuger, ni renier son passé, et surtout s'abaisser. (...) Des socialistes révolutionnaires attendent ta décision, mais eux ne rentreront pas au Parti SFIO, qu'ils jugent dépassé, désuet et fini en tant que parti. » 108

Marceau prend finalement l'initiative de convoquer à Paris une réunion des ex-psopistes le dimanche 19 mai, salle Lancry, à Paris, et il y annonce sa décision de demander sa réintégration à la SFIO. Ce qu'il fait :

« Je suis resté ce que j'étais, hostile à la collaboration de classe et à l'union sacrée, fidèle à la démocratie ouvrière. Ces deux points m'ont séparé du parti en 1938, mais vous avez depuis chassé de vos rangs une bureaucratie qui a poussé l'union sacrée jusqu'au pétainisme. Si vous considérez que ma place est à vos côtés, j'irais pour y travailler avec enthousiasme et loyauté. »

Mais le Comité directeur décide qu'aucune section ou fédération n'a le pouvoir de réintégrer Pivert. Deux raisons sont avancées : d'abord il a été « exclu », et ensuite il n'est pas resté durant la guerre en contact avec le parti SFIO clandestin.

Pivert, découragé, retire alors sa demande d'adhésion. « Il y a mille manières, écrit-il à Fugère de servir cette cause. (...) Pour commencer, je demande à mes fidèles camarades de L'Insurgé de m'ouvrir leurs colonnes. » Ce qu'ils font.

Mais, à L'insurgé aussi, la situation n'est pas simple et, très vite, Pivert se plaint d'être censuré. Dans un article, 109 où il explique que, en Grèce, « 7 000 militants archéo-marxistes ont été assassinés par les staliniens », le membre de phrase « par les staliniens » est supprimé. Aux protestations véhémentes de Pivert, Martinet, l'éditeur du journal, répond

*« Nous sommes entièrement d'accord (...) sur ce que vous écrivez sur le PC, mais nous ne pouvons pas, dans notre état actuel - L'Insurgé devant vivre de ses ventes et, de plus, attaqué à fond par les bonzes socialistes - nous permettre d'affronter en même temps les adversaires communistes. »*110

Et il ajoute qu'il faut dire la même chose, mais en termes moins directs, procéder par des « swings ouatés ». Pivert réitère son désaccord « avec ces méthodes » et ajoute : « la condition de notre rayonnement n'est pas dans les "swings ouatés", mais dans la vigueur idéologique. »111 L'Insurgé, n° 57, publie prudemment un erratum et s'excuse « de cette inexplicable coquille ». Mais le malaise persiste. « Il faut que tu me dises, écrit Marceau à Fugère, pourquoi certaines des informations internationales semblent filtrées à L'Insurgé. » La réponse semble évidente. Pivert défend dès ce moment une ligne de « troisième front » (ni le « capitalisme financier », ni la « dictature stalinienne ») qui suppose une critique permanente des agissements des partis communistes et de l'URSS. Fugère défend une ligne de regroupement révolutionnaire et une politique unitaire à l'égard du PCF. Il est prêt à quelques complaisances. Ce sont là deux politiques différentes. Pivert a finalement maintenu sa demande de réintégration à la SFIO, et le désaccord réitéré de Fugère semble bien clore la discussion :

« Le parti SFIO est vide de son essence ouvrière et il sera tôt ou tard liquidé. Du travail en son sein pour le redresser est du temps perdu. Une nouvelle organisation ouvrière s'impose, que vous le vouliez ou non (...) Pour ma part, je tiendrais parole. Début septembre, je me retirerais du parti SFIO, sitôt mes devoirs de solidarité accomplis. » 112

A la SFIO, le conseil fédéral de la Seine a voté, le 18 août 1945, et à l'unanimité, pour la réintégration de Pivert. Reste le congrès, qui se tient quelques jours plus tard.

Le malaise à l'égard de la politique du secrétaire général, Daniel Mayer, a grandi dans le parti, et les premières déclarations de Blum, rentré en France le 13 mai 1945 - notamment celle qui

propose de remplacer « lutte de classe » par « action de classe » - ont suscité de la défiance. Une étrange coalition de gauche s'est nouée contre Daniel Mayer et les blumistes. Dans ce parti habitué à des affrontements entre la CAP et le groupe parlementaire, entre grandes tendances ou entre leaders historiques, c'est un quarteron de sans-grade, de militants à l'itinéraire déjà tourmenté, atypiques s'il en est, qui lancent la bataille. Le cœur de cette opposition, c'est en effet Jean Rous, André Ferrat, Pierre Rimbert (tous deux issus du PCF et du groupe Que Faire), Yves Dechezelles, un jeune avocat qui a quitté la SFIO au moment de la non-intervention et y a réadhéré pendant la guerre...

C'est à ce noyau que s'agglomèrent quelques anciens de la Bataille socialiste, des syndicalistes, la nouvelle direction des jeunesses socialistes, quelques jeunes députés combattifs et les anciens pivertistes qui animent la fédération de Paris : Barré, Lancelle, Vaillant.

Et pour donner à l'ensemble une respectabilité provinciale, ce regroupement s'est choisi comme porte-parole un jeune secrétaire fédéral, député-maire, peu connu dans le parti, et qui s'appelle Guy Mollet.

C'est dans ce contexte que le congrès est appelé à se prononcer sur le « cas Pivert ». Après cinq heures de débats, la commission décide de proposer la réintégration, par 5 voix contre 4.

L'argumentation que rapporte Notebart, de la fédération du Nord, au nom des adversaires de la réintégration, porte uniquement sur la capacité de Pivert à respecter la discipline du parti. La commission a en effet estimé, à l'unanimité, « qu'au triple point de vue de l'honnêteté de l'homme, du patriotisme du citoyen, (...) du militant à l'idéal socialiste, Pivert est irréprochable. » Mais, précise Notebart, « les raisons qui l'ont fait s'éloigner du parti ne sont pas plus des raisons de doctrine révolutionnaire ou réformiste. C'est simplement le fait d'actes d'insubordination, de refus d'obéissance et de voies de fait contre des militants. » 113 Or Pivert revient, explique-t-il « avec le même état d'esprit et avec la même méthode. »

La position majoritaire de la commission est défendue par Roger, ancien pacifiste intégral du PSOP. Une partie des arguments en faveur de la réintégration peuvent paraître assez curieux : « Pivert a fait dès qu'il l'a pu l'impossible pour rentrer en France et reprendre sa place parmi nous » - ce qui n'est pas exact. Pivert a « agi dès qu'il l'a pu », et c'est sa lettre du 25 juin 1940 au général de Gaulle qui est alors mise en avant. Il a eu au Mexique une intense « activité patriotique » : il s'agit alors de sa participation à l'IFAL.

Pour le reste, Roger estime que les actes d'indiscipline passés valent pour tous les adhérents du PSOP qui ont été réintégrés, que la lettre de réadhésion de Pivert est un acte de foi et non un ultimatum et qu'il a parfaitement le droit de vouloir défendre ses idées au sein du parti.

Le vote donne finalement 2 594 mandats pour la réintégration et 1 577 contre. Pivert est donc de nouveau membre de la SFIO, et d'une SFIO qui change : le rapport d'activité de Daniel Mayer, tant critiqué par la gauche, a été repoussé par 1365 pour et 2 975 contre. Et c'est Guy Mollet qui a été élu secrétaire du parti, avec Arrès-Lapoque et Dechezelles comme secrétaires adjoints.

Les fédérations qui votent la réintégration de Pivert sont en général les mêmes que celles qui ont voté contre le rapport d'activité de Daniel Mayer. Le clivage politique est donc déterminant. Mais apparaît un autre clivage, celui de la participation plus ou moins active à la Résistance. Ainsi trois fédérations qui ont voté contre le rapport d'activité de Daniel Mayer se prononcent également contre la réintégration de Pivert. Ce sont trois départements où la résistance socialiste a été très

active les Bouches-du-Rhône de Gaston Defferre, le Finistère de Tanguy Prigent et... le Pas-de-Calais de Guy Mollet.

1. « Lettre à Ninette », 29 novembre 1939. Toute la correspondance utilisée dans ce chapitre est extraite des Archives Jacqueline Outin.
2. En fait, le certificat qu'il a fait parvenir n'a pas été jugé « régulier Renseignements généraux, dossier Marceau Pivert, note PA n° 2739.4.
3. « Lettre à Ninette », 28 décembre 1939.
4. « Chère petite Ninette », 18 mars 1940.
5. « Lettre à Ninette », 3 décembre 1939.
6. Pseudonyme de Suzanne Nicolitch.
7. « Ma Nine », 17 janvier 1940.
8. « Ma chère petite Ninette ».
9. « Ma chère petite Minouche », 17 juin.
10. Pseudonyme de Germaine Pivert.
11. « Chère petite Minouche », 26 mai
12. Lettre à Poirauveau du 7 juin, signée Georges, deuxième pseudonyme utilisé par Pivert.
13. Message aux militants et aux cadres du parti, 26 mai 1941.
14. Carnets de Marceau Pivert, 2 juillet 1940, AJO. Désormais dans ce chapitre les citations de Marceau Pivert pour lesquelles nous n'indiquerons pas de références sont celles qui seront extraites de ces carnets. Elles vont du 2 juillet 1940 au 20 octobre 1941.
15. Lettre de Jay Lovestone du 28 août, Carnets.
16. Lettre à Léandre Austric, 12 novembre.
17. Message aux militants et cadres du parti, 26 mai 1941.
18. Sa secrétaire, que l'on retrouvera aussi sous le pseudonyme de Edna.
19. Un réfugié politique juif, qui partage épisodiquement le logement de Gorkin.
20. Par exemple, dans une réponse faite à Stolberg lors des sessions de la commission Dewey, Trotsky explique que, dans le cas d'une guerre où la France serait alliée à l'URSS et opposée à l'Allemagne, il n'est pas question d'appliquer le défaitisme révolutionnaire en France, tandis qu'il préconise en Allemagne l'action de sabotage de la machine militaire et de l'action de guerre.
21. 15 août. Il s'agit des liens maintenus par Rous avec la IV^e Internationale, alors qu'il avait rejoint le PSOP.
22. Lettre de Fermer Brockway à Gorkin, 25 septembre.
23. Bref rapport du secrétaire international du PSOP au secrétariat du PSOP, le 2 décembre, Arch. J. Outin
24. Lettre du secrétariat du CMRI au congrès de l' ILLA, le 15 novembre, Arch. J. Outin.
25. Bulletin du FOI, n° 5, 5 janvier 1941.
26. Lettre d'Oslo du 19 janvier 1940.
27. Bulletin du FOI, n° 2, septembre-octobre 1940.
28. L'expression désigne les lettres figurant sur le papier pelure qui garnit le fond des boîtes de chocolat.
29. « Mes chers amis », 6 février 1941.
30. D s'agit d'un rapprochement avec le PCF. 31. Il vient de rejoindre Déat.
32. Le secrétaire administratif de la Gauche révolutionnaire. 33. « Ma chère petite Minouche », 8 août 1940.
34. Gironella, un dirigeant du POUM, qui est arrivé à Mexico en septembre 1940.
35. « Mes deux chéries », 8 octobre.
36. « Ma chère petite Maine », 17 janvier 1941.

37. « Ma chère petite Maine, ma Ninette chérie », 17 janvier 1941.
38. A dondè Va Francia ? Arch. J. Omin.
39. « Pour la victoire du troisième front. Qui ? Pourquoi ? », janvier 1941. (in Joubert, op. cit.), Arch. 1.-J. Marie,
40. « Mes deux chéries », 13 avril 1941.
41. Message aux militants et cadres du parti, 26 mai 1941. Il s'agit du texte cité par Joubert, p. 216, présenté comme non daté, issu des Archives J.-J. Marie et intitulé « Aux responsables du parti ». An. est le diminutif de Anna et Courl. de Courlon.
42. 27 mai 1941, Arch. J. Outin.
43. Bulletin du FOI, n°10, juin 1941. Le numéro de septembre expliquera : « La résistance russe ayant été plus sérieuse que les nazis ne l'attendaient... »
44. Lettre de Marceau Pivert, 6 juillet 1941, Arch. J.-J. Marie.
45. Lettres de Pivert à Germaine et Jacqueline (15 février), aux Krihiff (6 septembre et 12 novembre), de Barmine à Pivert (7 mars et 10 novembre). Barmine est l'un des correspondants de Pivert aux États-Unis.
46. Lettre de Marceau Pivert, 5 janvier 1940.
47. Abramovitch à Pivert, 30 mai 1941.
48. « Mes deux chéries », 15 février.
49. « Ma chère petite Maine, ma Ninette chérie », 5 janvier.
50. « Ma petite Maine chérie », 24 mai.
51. « Mon cher Fermer », 7 août.
52. Entretien avec Jacqueline Outin.
53. L'Excelsior, 15 janvier 1942.
54. Arch. J. Outin.
55. Pivert à Barmine, 22 novembre 1941.
56. Arch. J. Outin.
57. Notes manuscrites, 11 juillet 1942. Arch. J. Outin.
58. Pivert à Fugère, 28 avril 1942.
59. Mémorial de l'Insurgé. Témoignages et documents rassemblés par Marie Gabriel Fugère. Imprimerie Nouvelle Lyonnaise, 1962.
60. Message aux camarades du PSOP, 5 juin 1942. Arch. J. Outin.
61. Message au PSOP, 1er juillet 1942, id.
62. L'Insurgé, n° 3, mai 1942.
63. « Des maquis à l'usine, un seul combat », L'Insurgé, n° 23. 64. 26 numéros paraîtront, tirant jusqu'à 24 000 exemplaires.
65. Marcel Valière, secrétaire du SNI à Montpellier et animateur de la minorité « École émancipée », profite de ses multiples déplacements pour bâtir l'activité clandestine du syndicat. Il sera très vite membre du Bureau national clandestin du SNI. Animateur de la tendance syndicale d'extrême gauche, l'École émancipée, il cosignera la motion dite « Bonissel-Valière » qui maintiendra la FEN à l'écart de la scission syndicale de 1948.
66. Gilles Martinet vient de quitter le PCF. Avec un ancien du PSOP, Pierre Bernard, et avec un militant du parti maximaliste italien, Bogoni, il publie le Bulletin ouvrier, qui fusionne avec L'insurgé.
67. Messages au PSOP du 5 juin, 1^{er} juillet, 23 juillet et 30 octobre.
68. Texte dactylographié, Arch. J. J. Marie, probablement automne 1942.
69. Marteau Pivert, Julian Gorkin, Victor Serge, Paul Chevalier, Mexico, 1943. Ce livre à plusieurs voix suscite un curieux commentaire de Victor Serge : « Je pense avec peine que le livre que nous venons de publier MP, JG et moi, avec les faibles pages de JG sur le bolchevisme et le trotskysme,

qu'il ne saurait comprendre, seront amères pour Nathalie, et qu'elle ne se rendra peut-être pas compte de ma solitude pendant ces collaborations. Il n'y a plus personne qui sache ce que la révolution russe a été en réalité, ce que furent les bolcheviks - et l'on juge sans savoir, avec amertume et avec une rigidité primaire. » (Note du 15 janvier 1944, in Victor Serge, Carnets, Paris, Julliard, 1952).

70. Marteau Pivert à Fenner Brockway, 3 avril 1943.

71. Id., 5 mai 1943.

72. Id., 14 mars 1943. Suite à ce manifeste paraîtra un nouveau mensuel, Mundo (Socialismo y Libertad). Pivert reconnaît que l'on y trouve « une apparence de recul idéologique », mais au profit « d'une bien plus grande extension du rayonnement de nos idées. » Mundo, en tout cas, dit Pivert, augmente son tirage à chaque numéro. Lettres à Fermer Brockway des 29 juillet et 4 septembre.

73. Fermer Brockway à Marceau Pivert, 17 juin 1943. 74. Marteau Pivert à Fermer Brockway, 29 juillet 1943.

75. Arch. J. Outin.

76. Projet V.S. novembre 1943. Arch. J. Outin. Il y ajoute l'AIT, de tendance syndicaliste libertaire, et « quelques noyaux des vieilles oppositions communistes ». B en exclut par contre la Ne Internationale.

77. Marceau Pivert à Fermer Brockway, 15 janvier 1944.

78. Carnets, Paris, Julliard, 1952. Note du 13 septembre 1944. 79. IFAL, 1945-1985, Presse de l'IFAL. 1986.

80. Entretien avec Claudio Gourez (Gorlón), 11 septembre 1991.

81. André Moreau avait formé cette troupe avec des comédiens de Louis Jouvet qui s'étaient refusés à retourner avec lui en France occupée.

82. Marceau Pivert au camarade Tixier, ministre de l'Intérieur, lettre commencée le 16 septembre 1945, interrompue par une crise cardiaque, et terminée le 21.

83. 1er septembre 1944.

84. Pour un regroupement socialiste, 23 novembre 1944, Arch. J. Outin.

85. Lucien Vaillant à Marceau Pivert, 5 décembre 1944.

86. Réponse au manifeste des militants du PSOP qui ont décidé de rejoindre le Parti socialiste SFIO, 3 avril 1945, Arch. J. Outin.

87. A Lyssanski, qui lui apprend le retour de Lancette à la SFIO, il concède : « Certes, pour un dirigeant du PSOP, c'est peu brillant. » Mais il ajoute cependant : « Mais j'aime cent mille fois mieux ce geste que le tien. » Lyssanski vient en effet d'adhérer au PC. « Lettre à mon camarade Michel Lyssanski, officier des FFI, et membre du FN », Arch. Ch. Lancelle.

88. Marceau Pivert à Lucien Vaillant, avril 1945.

89. Marteau Pivert à Fermer Brockway, le 22 mai 1945.

90. Marceau Pivert à « Mes chers vieux » (probablement Henri et Francine Bret), 22 juillet 1945.

91. « Mon vieux Riton », pas de date, mais probablement septembre-octobre 1945.

« Mettez-vous en rapport avec L'Insurgé, votre arme aujourd'hui »,

92 ajoute-t-il à l'intention de Becquelin, qu'il tente de décourager.

92. Marceau Pivert à Becquelin, 8 décembre 1945.

93. Marceau Pivert à Marie Fugère, 25 décembre 1945.

94. Marteau Pivert à Marie Fugère et à Lucien Vaillant, 9 janvier 1946.

95. Il s'agit en fait d'un ulcère du duodénum, dont elle sera opérée à Paris (Lettre de Pivert à Fugère, le 7 juillet 1946).

96. Marceau Pivert à X (probablement Henri Bret), 27 septembre 1945.

97. Marceau Pivert à Étienne Balay, 16 décembre 1945.

98. « Ma petite Ninette, mon vieux Riton, ma chère Francine », 9 février 1946.

99. Lettre à l'Étoile Polaire, aux bons soins d'Étienne Duchemin, 1945 (Arch. Gilles Morin). La constitution de la FM prévoit en effet qu'un inculpé ne peut plus être membre actif.

100. Marceau Pivert à Fermer Brockway, 11 novembre 1945.
 101. Arch. J. Outin.
 102. Paul Chevallier à Marteau Pivert, 26 mai 1946.
 103. Charles Pivert à Marceau Pivert, 4 janvier 1946. 104. Charles Pivert à Marteau Pivert, 28 août 1946.
 105. Marceau Pivert à sa mère, 30 août 1946.
 106. Essai d'orientation, Paris, Éd. MISL, août 1946.
 107. Marceau Pivert à Fugère, 12 mai 1946.
 108. Fugère à Marceau Pivert, 2 juin 1946.
 109. « Dans le monde », article signé S.L. (« Socialisme et liberté », in L'Insurgé, n° 56, Arch. J.-P. Joubert).
 110. Martinet à Pivert, entre le 27 et le 1^{er} juin. 111. Pivert à Martinet, 1^{er} juin 1946.
 112. Fugère à Pivert, le 10 juin 1946.
 113. Compte rendu sténographié du 38^{ème} congrès, Archives OURS. Allusion à la bousculade dont aurait été victime Marx Dormoy à Royan.

CHAPITRE 16

LA FÉDÉRATION DE LA SEINE



Pivert tire du 38^e congrès un bilan extrêmement positif. Il estime que la motion de synthèse est « un progrès », que la nouvelle majorité est le fruit d'un effort tâtonnant, mais « honnête et indépendant », et que tout militant révolutionnaire sincère « doit rejoindre d'urgence les rangs de la SFIO ».1 Et il écrit, dans L'insurgé :

*« En faisant la preuve que sa direction politique n'appartient qu'à ses militants, qui sont sans fil à la patte, le PS-SFIO vient de faire un pas en avant : il en fera d'autres. »*2

Trop, c'est trop. Fugère réagit : « Pour la première fois, écrit-il, je trouve notre édito un peu tendancieux, nous incrustant un peu trop dans le parti. »3 Il estime que le « pas en avant est à peine une esquisse, que la motion de synthèse est « nègre blanc » et que « les bonzes réformistes ont marqué des points ».

Le ton des échanges se durcit, notamment autour de la question des relations avec le PCF. Au congrès socialiste, les pivertistes étaient apparus, au sein de la coalition de gauche, comme les éléments les plus réservés à l'égard du PCF.4 La motion finale leur a donné satisfaction, puisqu'elle ne fait plus référence à l'unité d'action. Sur ce point, Fugère énerve visiblement Marceau. « Mais je veux te dire franchement (...) : je crois que tu te laisses influencer par de bons camarades qui ne voient pas à quel point la direction stalinienne (...) est un obstacle au redressement ouvrier ».5 « J'oubliais, répond Fugère, je dois te dire que je ne suis influencé par personne, pas plus que tu ne l'es toi-même. » Et il décrit obstinément la réalité qu'il connaît, en l'opposant point par point aux émerveillements de Marceau : un PS « putréfié » de bourgeois, « putréfié » de collaborationnistes - : « Que les militants sont sans fil à la patte, conclut-il, je ne veux pas le croire ».6 Le ton s'adoucit un peu, suite notamment à un bref séjour de Marceau à Lyon - : « Les copains, écrit Fugère, sont très satisfaits de ton passage ».7 En mars 1947, une nouvelle réunion de cadres de L'Insurgé montre cependant que ceux-ci sont moins que jamais convaincus de l'utilité d'un travail dans la SFIO. Leur résolution appelle au contraire à la « jonction des forces révolutionnaires éparpillées en plusieurs partis ». Et le texte que présente Marceau pour le congrès de la SFIO, qui doit se tenir à Lyon en août

1947, est trouvé « un peu trop mollettiste ». « Vous ne tenez aucun compte, lui écrit Fugère, des réalités présentes (...). Cela se voit qu'à Paris vous êtes complètement coupé des ouvriers ».8

Marceau est élu au Comité directeur, mais cela n'arrange rien, bien au contraire. « Notre diffusion a diminué à Bordeaux, écrit Fugère. » « Et pour cause : les camarades se plaignent de ta position au CD. Le moment n'est-il pas venu, ajoute-t-il, de lancer le mouvement "Socialisme et liberté" nationally ? » 9 Les réponses seront évasives, et de plus en plus intermittentes. Le Manifeste de l'Insurgé que publie au début de l'année 1948 Fugère et ses amis prend acte du désaccord maintenu :

« Il n'est plus possible, à la plupart d'entre nous, de suivre le PS dans son révisionnisme de fait, dans sa participation au pouvoir, dans ses hésitations et ses concessions, dans la confusion qu'il fait entre sa cause et celle de la bourgeoisie. Quelles que soient nos différences, nos divergences même avec le PCI, avec les groupes libertaires, comme avec l'Action socialiste révolutionnaire et le Rassemblement démocratique révolutionnaire, dont nous sommes plus proches, notre devoir (...) est (...) d'essayer d'arriver à une entente. »

Marceau, lui, est à cent lieues de ces préoccupations. Il collabore de moins en moins à L'Insurgé, mais il n'est pas pour autant dépourvu de moyens d'expression.

Dès l'été 1946 reparaît Masses, toujours animé par l'infatigable René Lefevre, et qui se présente maintenant comme l'organe d'expression française du mouvement international Socialisme et liberté.10

En septembre, Marceau fait paraître Informations internationales, qui sort mensuellement. Il en interrompt la publication quand il est élu au Comité directeur et associé au travail international. 11

Il lance également, juste avant le congrès de Lyon, en janvier 1947, une nouvelle publication, Correspondance socialiste, dont le premier numéro définit ainsi l'objet : « Faire circuler à l'intérieur du parti des informations et des précisions destinées à rendre plus fructueuse la discussion préparatoire du congrès national ».12 En fait, cette initiative ne sera pas aussi conjoncturelle. Correspondance socialiste, plus tard devenue Correspondance socialiste internationale, paraîtra onze années durant, et survivra même quelque temps à la mort de Marceau.

A quoi il faut ajouter la parution en février 1948 d'une nouvelle revue, Socialisme et liberté, qui semble bien devoir être l'expression internationale (et non plus seulement « en langue française ») du mouvement Socialisme et liberté. Le Comité politique est en effet international : Gorkin pour l'Espagne, Fenner Brockway et Michael Foot pour la Grande-Bretagne, et pour la France, Claude Bourdet, Marceau Pivert et Jean-Paul Sartre. La revue n'aura que trois numéros. Mais, si l'on ajoute les collaborations de Marceau à la Pensée socialiste - la revue théorique officielle de la gauche du parti - et à la Revue socialiste, la revue officielle du parti, l'on ne saurait cependant dire que, durant cette période, il manque de moyens d'expression.

Tout se passe comme si Lancelle, qui est alors secrétaire de la Fédération de la Seine et membre du CD, n'avait été là que pour « chauffer la place » à Marceau. Celui-ci, en effet, le remplace au poste de secrétaire fédéral le 4 juillet 1947, et entre au Comité directeur le 17 août de cette même année, alors que Lancelle en sort. Et peu à peu, on voit s'agglomérer à la direction fédérale toute l'ancienne équipe pivertiste d'avant-guerre. Aux côtés de Pivert, de Charles Lancelle et de Georges Dardel, qui est secrétaire adjoint, on retrouve ainsi Lucien Vaillant, Simon Wichené, Lucie Colliard,

Jacques Enock, Robert Talpain, René Lhuillier, René Rul. Marceau se défend haut et fort de vouloir reconstituer une tendance minoritaire dans la SFIO, mais organise de fait ses amis comme une sorte de fraction interne dès avant son élection comme secrétaire fédéral.¹³

On pourrait penser que recommence la joyeuse équipée de 1936. A certains égards, la comparaison est tentante, ne serait-ce que par la manière dont Pivert galvanise l'équipe dont il est maintenant le leader. Tous les témoignages concordent. Les qualités de meneur d'hommes de Marceau, la confiance et le dévouement qu'il inspire, font à nouveau merveille. Écho de 36 aussi, l'investissement dans le domaine de la solidarité internationale. C'est à juste titre qu'il peut écrire, un an plus tard : « De la Baltique à la mer Égée, on sait, dans les mouvements clandestins, que la Fédération de la Seine (...) est un asile sûr et fraternel ».¹⁴

Mais la comparaison s'arrête là. Car, sur le plan politique les changements sont sensibles. D'emblée, en effet, Pivert rompt les relations avec le PCF. Pour les militants de culture pivertiste, c'est une nouveauté. C'est dans la logique de cette rupture que la Fédération organise, pour la première fois depuis 1935 son propre défilé au mur des Fédérés. « Mesure scissionniste », dit le PC. Ou qu'elle refuse l'invitation du PC de manifester en commun pour l'anniversaire du 12 février 1934. « Faute politique » estiment Mollet et Boutbien, tandis que le CD recommande de participer. Mais la décision la plus spectaculaire concerne l'adoption pour les élections municipales, d'une tactique électorale « absolument autonome ». Concrètement, cela signifie que quand les socialistes seront minoritaires dans un conseil municipal, ils ne voteront, pour les postes de maire et d'adjoint, ni pour les gaullistes, ni pour les communistes, et présenteront au besoin leurs propres candidats. La logique de cette position est évidente. Ainsi, dans de nombreux cas, les gaullistes préféreront voter pour les candidats de la petite minorité socialiste, et enlever la municipalité aux communistes. Cette logique, Pivert l'assume pleinement mais, précise-t-il, « sans nous risquer à la moindre transaction avec quiconque. »

Bien évidemment, les « transactions » fleurissent. Au conseil général de la Seine, socialistes et gaullistes du RPF votent les uns pour les autres. Pivert désavoue. Mais les cas sont nombreux en banlieue, où, avec ou sans transaction, les socialistes essaient de se faire élire maires, avec l'appui des voix du RPF, et aux dépens du maire communiste sortant. C'est le cas à Boulogne-Billancourt, à Bondy, à Courbevoie, à Épinay, à Montrouge, au Pré-Saint-Gervais, et à Puteaux où Georges Dardel, qui a eu quatre élus (14 pour le PCF, 2 pour le MRP, 11 pour le RPF) a, paraît-il, dit : « Je serai maire à tout prix ». L'Humanité, qui ne fait pas toujours dans la nuance, commente le 27 octobre : « La Fédération socialiste de la Seine, menée par le trotskyste Marceau Pivert, s'associe dans toute la banlieue aux cagouleurs de Monsieur de Gaulle ».

Sur le terrain des luttes sociales la fédération tente, comme par le passé, d'assurer une présence socialiste. Marceau est lui-même présent aux portes de l'usine dès qu'éclate la grève à Renault, au mois d'avril 1947. La fédération fait partie, avec les JS et avec les groupes socialistes d'entreprises, de ceux qui prennent le parti des grévistes, 1-5 d'autant plus facilement sans doute que les communistes sont alors hostiles à la grève. Seulement, c'est maintenant le socialiste Ramadier qui est président du conseil. Le Comité directeur condamne donc la grève, et Ramadier stigmatise le 4 juin « une sorte de mouvement giratoire de grèves qui se développe comme sous la direction d'un chef d'orchestre clandestin ». L'orientation est donnée, et Marceau l'épouse. Désormais, tout en pestant contre les politiques gouvernementales peu favorables à la classe ouvrière, il assume sans états d'âme apparents le rôle de briseur de grèves que joue alors le parti socialiste. « Les mesures auxquelles nous avons été acculés pour protéger les libertés démocratiques et le patrimoine national, explique-t-il, sont la conséquence de la criminelle stratégie stalinienne de division ouvrière ».¹⁶ Et, après la

répression que Jules Moch organise, avec le concours des CRS et de l'armée, contre les mineurs en grève, le commentaire de Marceau est lapidaire : « Les staliniens ont pris un coup dur. Nous serons tous derrière Jules Moch ».17 Il précise sa position en réponse à une lettre d'un ouvrier ajusteur qui proteste contre le fait que les socialistes aient écrasé les grèves, et qui prend l'exemple de l'Alsthôm : « Nous ne sommes pas d'accord pour que les forces de police soient introduites dans les discussions entre travailleurs. Mais si une minorité de saboteurs vient démolir notre effort de reconstruction du pays et de l'Europe, il faut avoir le courage de la briser ».18

Cette politique ne permet pas que se renforce la Fédération de la Seine, ni en effectifs, ni du point de vue de sa base sociale. Les adhérents passent de 15 000 en 1946 à 14 100 en 1947, 9 600 en 1948, 7 400 en 1949, 6 500 en 1950. Marceau minimise constamment cette chute. Fin 1947, il évoque une situation générale « de recul ». 19 Dans le « projet de rapport moral » de 1948, il écrit : « Il serait donc imprudent d'attribuer aux fluctuations d'effectifs en plus ou en moins une valeur décisive. Ce qui est beaucoup plus important à nos yeux, c'est de rassembler des militants qui savent où ils en sont, et où ils vont ».20 Dans le « rapport moral » pour l'année 1948, on trouve : « Une plus grande unité et aussi le fait que nous soyons moins nombreux ».21 Bref, les pertes ne sont pas si importantes que cela, et le parti est d'autant plus uni qu'il s'épure. Marceau est par contre plus sensible à la perte de substance ouvrière que connaît la Fédération. Dans le rapport pour le congrès du 31 janvier 1948, il évoque le résultat des élections municipales et se dit « troublé par la perte d'influence du Parti socialiste sur la classe ouvrière en région parisienne ».22 En octobre 1949, il rédige un long tract (« Aux travailleurs conscients de la région parisienne »)

*« Il n'est pas possible que le prolétariat de la région parisienne ne soit pas aussi bien organisé dans les rangs du socialisme international que celui de la plupart des grandes capitales de l'Europe libre (...). Camarades, il faut en finir avec une attitude de résignation ou de critique négative (...) les travailleurs auront le parti qu'ils méritent (...). Camarade, ne déserte pas. Nos défauts et nos insuffisances, ce sont aussi les tiennes (...). Prends ta carte du Parti socialiste ! »*23

Cette curieuse tentative de culpabilisation des travailleurs « conscients », ne donne guère de résultats. La Fédération de la Seine continue de perdre sa base ouvrière. Mais ce n'est ni autour de cette déperdition ouvrière, ni autour de la rupture complète avec le PCF que se nouent les contestations de la direction fédérale, mais autour de la participation gouvernementale.

Pivert devenu secrétaire fédéral, les batailles qu'il mène se confondent d'abord avec celles de la gauche du parti. Comme Guy Mollet, il se prononce contre l'éviction des ministres communistes du gouvernement. Comme Guy Mollet, il se prononce pour le départ de Ramadier. Mais par la suite ses positions se spécifient. Il n'approuve en effet ni la participation au gouvernement Schumann (décembre 1947), ni la participation au gouvernement Quenille (septembre 1948), ni la participation au gouvernement René Mayer (novembre 1949). A chaque conseil ou congrès, les débats dans la fédération découpent maintenant trois courants. Une majorité, autour de Pivert est conjoncturellement hostile à la participation gouvernementale, et va de 55 % à 70 %. Une minorité est « participationniste » : elle est animée au départ par Jaquet et par Verdier, puis par Claude Fuzier et Pierre Renaudel, et oscille entre 15 % et 30 %. Une deuxième minorité est « antiparticipationniste » par principe ; on y trouve Boutbien, Charpy et Rimbart, et elle réunit de 10 % à 20 % des suffrages.

Des reclassements s'opèrent cependant assez vite, d'abord à partir des batailles européennes, puis à partir de la création de la « Troisième force » : dès 1949, la majorité fédérale regroupe en fait, autour de Pivert, Édouard Depreux, Mireille Osmin 24 et Gérard Jaquet. Marceau a cherché à modifier l'image qu'avait dans le parti et notamment chez les provinciaux la Fédération de la Seine

d'avant-guerre. Il se félicite ainsi qu'elle ne présente plus, dans les assises nationales du parti, e les multiples motions et nombreuses manifestations oratoires qui irritaient les délégués de province ».25

Mais il a le sentiment de ne pas être payé de retour. Dans son rapport d'activité pour 1949, il dénonce ce qu'il appelle l'attitude de « non-collaboration » du secrétariat du parti avec la Fédération de la Seine. Il dresse par ailleurs un éloquent tableau des « interventions des ministres socialistes dans la vie ouvrière de la région parisienne :

« Ici, on a chargé brutalement des étudiants qui manifestaient à deux pas du siège de la Fédération ; là on a évacué une usine au moyen des CRS ou bien on a brisé une grève au central télégraphique, et l'on s'en est félicité. On a réquisitionné des militants socialistes pour les empêcher de faire usage du droit de grève ; on a interdit un meeting organisé par le Congrès des Peuples en l'honneur des États-Unis d'Indonésie, etc. »26

Bref, les relations entre la Fédération de la Seine et le secrétariat du parti ne sont pas idylliques. Pourtant, jusqu'en 1949, face aux ruptures qui dépècent la gauche du parti, Marceau se tient aux côtés de Guy Mollet.

Les ruptures



Première rupture, première scission : celle qui affecte les Jeunesses socialistes. Influencées de l'intérieur et de l'extérieur par les trotskystes, celles-ci sont entrées en rébellion ouverte contre le gouvernement Ramadier, contre sa politique sociale (notamment à l'occasion de la grève à Renault), contre sa politique indochinoise, et, finalement, contre la direction molletiste, qu'elles accusent maintenant de « couvrir » la politique gouvernementale. Le principal dirigeant des jeunesses, Dunoyer, est bientôt accusé de collusion ouverte avec les trotskystes du PCI, et menacé d'exclusion.27

L'affaire est venue devant le CD à la fin de l'année 1946. Lancelle, prudemment, s'est tu. Dans les mois qui suivent, Jean Rous plaide auprès de Pivert pour « ne pas toucher à la direction ». « Elle déclare avoir compris. Il faut lui faire confiance et l'aider, faute d'ailleurs d'avoir une autre direction ».28 Il ne semble pas avoir été entendu. Le 4 juin, Lancelle, le seul pivertiste du CD, vote la dissolution du Bureau national des Jeunesses. Il y a trois abstentions, Dechezelles, Marty-Capgras et Rous. 29

Dans la Seine, Marceau fait voter à l'unanimité « la condamnation de l'attitude inqualifiable de la majorité du Bureau national des JS », et revient sur son appréciation des trotskystes :

« J'ai en effet soutenu, il y a quinze ans, que les trotskystes constituaient une fraction ardente et combative du prolétariat. (...). Or je n'hésite pas à reconnaître que l'expérience de mes contacts (...) ne me permet plus de les reconnaître comme des éléments progressifs du mouvement ouvrier.(...) Avec ces militants sectaires, comme avec les disciples d'Ignace de Loyola, jamais un socialiste ne sait exactement à qui il a affaire ».30

Cependant, la fermeté de Marceau n'empêchera pas 80 % des JS de la Seine de suivre Dunoyer. Pas plus qu'elle n'empêchera le départ de la SFIO de la majeure partie des Jeunesses socialistes. Par contre, Marceau restera de longues années sans relais et sans audience dans la jeunesse.

Dechezelles, le secrétaire général adjoint qui avait soutenu les Jeunesses, quitte lui aussi la SFIO, en décembre 1947, pour fonder l'Alliance socialiste révolutionnaire. Par petites fournées, des anciens militants de la Bataille socialiste d'avant-guerre, qui supportent mal la prise de distance avec le PCF, s'en vont ou sont exclus. Quand les sanctions commencent à concerner Paul Rivet, Marceau est déchiré. Tout ce que pense et fait Rivet est maintenant à l'opposé de ce que lui-même pense et fait.³¹ Mais il est difficile d'oublier le comportement constamment et courageusement amical de Rivet à son égard. Dans un premier temps, il s'abstient. Et puis il finira par approuver la « séparation » que décide le Comité directeur. Les anciens de la Bataille socialiste, une fois tous dehors, créeront en septembre 1948, le Parti socialiste unitaire.

Le phénomène de morcellement et d'évaporation de la gauche du parti n'est pas terminée pour autant. Le 26 février 1948, quand sort l'appel du Comité pour le rassemblement démocratique et révolutionnaire que parrainent Sartre, Camus, Bourdet et Rousset, huit dirigeants socialistes en sont signataires et pas des moindres : Arrès-Lapoque, Badiou, Boutbien, Laminé Guèye, Rimbart, Rous, etc. Rous a beau présenter l'initiative comme un simple « contre-feu » par rapport à des initiatives stalinienne, Pivert ne cache pas son hostilité. Le 12 mai, plus ferme sur cette affaire que Guy Mollet et le secrétariat, il obtient du CD la condamnation de l'appartenance au RDR, et fait même décider que le PS ne répondra pas à la proposition du RDR d'organiser un meeting commun : « On ne peut faire une politique opposée aux deux blocs en faisant appel au PC ». Dans la Seine cependant, il est minoritaire et c'est la position « proRDR » qui est majoritaire, preuve pour le moins d'un malaise, qui prend probablement sa source dans les ambiguïtés de la politique de la « Troisième force ».

Les débats théoriques



Pourtant, même pendant cette période où il mène, aux côtés de Mollet, la chasse aux opposants, Marceau fait preuve, sur les questions de fond qui sont encore en débat dans le parti, d'une incontestable originalité.

Au lendemain du congrès d'août 1946, il écrit ainsi une « Contribution au redressement théorique du Parti socialiste SFIO »³² dans laquelle il précise que ses désaccords avec Blum portent sur la manière dont celui-ci réduit toute la philosophie marxiste à une fonction « d'explication ». Or, il s'agit d'une philosophie globale de la pensée et de l'action. Nous revendiquons l'héritage du matérialisme dialectique, conclut Marceau, mais, ajoute-t-il, et c'est sans doute là une réponse au discours de Blum au congrès (« Vous avez peur de la nouveauté... ») « nous ouvrons toutes les fenêtres de la pensée socialiste vers le monde qui change ».

Il développe ces thèmes à la Semaine d'étude de Meung-sur-Loire, à la fin du mois de juillet 1947. Cette semaine, qui marquera ses participants, traduit l'effort doctrinal que veut impulser la gauche du parti. Marceau formule par écrit des « observations » sur la conception des sujets proposés à la semaine d'étude.

A l'occasion du thème « Humanisme et matérialisme historique », il prend à propos de ce que Blum appelait l'humanisme, une position tout à fait nuancée :

« Les concepts de tous ordres, les fondements d'une certaine morale individuelle, les aspirations vers la liberté et la justice ne sont pas seulement les produits des facteurs économiques dominants dans une société dans une époque donnée. Mais ils sont en outre le produit des rapports antérieurs des hommes avec la nature ou entre eux. De là certaines survivances (...) les unes, comme l'esprit religieux ou l'esprit nationaliste seront sans doute dépassées (...) par l'organisation de la société socialiste (...). Mais d'autres sont des points d'appui : à travers toutes les libérations

antérieures, une acquisition continue de certaines exigences morales -justice, humanité, liberté - a créé des besoins individuels et collectifs que la société qui meurt ne peut plus satisfaire. La révolution socialiste, n'est donc (...) destructrice que des valeurs liées à la justification des privilèges d'une classe dominante. Elle est au contraire conservatrice et "exaltatrice" des valeurs humaines les plus élevées, des conquêtes humaines les plus nobles (par exemple, la probité intellectuelle). »

Et il ajoute :

« Tout humanisme qui ne repose pas sur la nécessaire révolution socialiste n'est qu'un voeu pieux ou une tragique mystification. Non seulement le marxisme est humanisme, mais seul le marxisme activiste et libertaire est humaniste. »

Plus loin, Marceau affirme la nécessité de rompre avec la conception « léniniste ou trotskyste » du parti comme « état-major prédestiné ». Le parti révolutionnaire, dit-il, doit être au contraire « l'interprète fidèle des tâtonnements, des hésitations, des faiblesses, mais aussi des élans des masses populaires anticapitalistes et antitotalitaires. Il est avant tout placé sous leur contrôle. Il va selon leur propre rythme. Il leur permet de faire leur propre expérience politique ». Le matérialisme dialectique, explique-t-il donc, doit être compris comme la philosophie d'action de tous les prolétaires, et non comme l'instrument d'une avant-garde éclairée. Et sur cette base, il interpelle de nouveau les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires, en espérant les convaincre « que leur opposition au marxisme n'est en fait qu'une réaction saine à un marxisme étriqué ».

Quant aux remarques qu'il formule sur le deuxième thème (stratégie ouvrière et conditions économiques), elles se concentrent sur une vive réfutation du système « intermédiaire », « d'économie mixte ». Système « inconcevable » dit Pivert, qui précise les trois conditions pour qu'il y ait réellement expérience socialiste

- « - que l'ensemble de l'économie (ou les secteurs dominants) soit propriété sociale
- que les travailleurs déterminent librement et les conditions de l'effort de production, et l'équilibre des sortes de répartition possible
- que l'objectif du plan soit la satisfaction des besoins, de plus en plus élevés, vers l'abolition des inégalités sociales, ce qui nécessite une élévation permanente du niveau culturel. »

Quant au troisième thème, sur la reconstruction de l'Internationale, Marceau en est le rapporteur. L'exposé qu'il fait le 27 juillet 1947 à Meung-sur-Loire est marqué par sa récente prise en compte des thèmes libertaires. Ainsi estime-t-il que la scission de la le Internationale n'était pas justifiée. Deux préoccupations - la connaissance scientifique des lois de l'évolution du capitalisme, d'une part, et les aspirations libertaires de l'autre - sont apparues contradictoires, alors qu'elles sont complémentaires. Il estime que s'ouvre maintenant une nouvelle période, et il définit dans ce cadre des tâches immédiates pour les sections : positions communes sur le plan Marshall et coordination des efforts en faveur des États Unis socialistes d'Europe.

C'est sur ce dernier point que les commentaires apportent quelques précisions, en employant, pour la première fois semble-t-il, le terme « troisième force ». La lutte de l'Internationale socialiste pour la paix, explique-t-il « ne peut être efficace que si elle parvient à créer en face et au sein même des deux blocs qui risquent de courir au conflit une troisième force capable d'apporter des solutions constructives. »³³

La question coloniale



Pivert comptait parmi les facteurs favorables de la période « la mise en mouvement des masses coloniales ». Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce point de vue n'est guère partagé dans la SFIO.³⁴ La motion que vote le Congrès national des fédérations socialistes reconstituées dénonce non la colonisation, mais ses excès, s'oppose à l'indépendance et se donne comme objectif soit une fédération organisée autour de la France métropolitaine, soit l'assimilation complète. La constitution de l'Union française, à laquelle collaborent les socialistes, et qui voit le jour en février 1946 ménage les deux issues elle n'est claire que sur le refus de l'indépendance.

Les socialistes les plus avancés admettent bien en théorie le droit à l'indépendance. Mais, concrètement, ils estiment comme Jean Rous, que « l'indépendance est illusoire »³⁵ et ils craignent ce que Dechezelles appelle « le développement de l'idéologie séparatiste ».³⁶

Quand Marceau rejoint ce combat, sa pensée connaît en partie les mêmes limites. Il partage notamment l'idée que l'indépendance du Viêt-nam ne peut se réaliser que dans le cadre de l'Union française, ce qui est d'ailleurs, à l'époque, la position que défendent également Hô Chi Minh et Giap. Mais, au-delà de ces limites, Marceau combat tout de suite avec une grande netteté la politique menée en Indochine et réclame le cessez-le-feu.³⁷

Jusqu'en 1950, Marceau sera l'une des personnes de France les mieux informées sur la réalité du conflit indochinois. En effet, Louis Caput, « Lili », son ami d'enfance, celui qui l'a fait adhérer au Parti socialiste, est en Indochine. Il est devenu un spécialiste écouté des questions indochinoises, et il est par ailleurs l'ami d'Hô Chi Minh. Il a ainsi participé, le 1^{er} décembre 1945, à une « conférence à cinq » (Hô Chi Minh, Giap, Sainteny, Pignon, Caput) préparatoire à l'accord du 6 mars 1946, qui fait de la République du Viêt-nam un état libre, accord saboté par l'amiral d'Argenlieu quelques mois plus tard.

Par bien des aspects, Capot est d'abord un instituteur auquel on avait confié une « mission civilisatrice » et qui reste attaché à la défense des intérêts bien compris de la France en Indochine. Mais à travers toute sa correspondance et son action, il apparaît aussi comme un authentique militant anticolonialiste, un ami très sûr du peuple vietnamien, en avance à ce propos sur la plupart des esprits de son temps.

Quand Marceau rentre de Mexico, Caput est de passage à Paris. Les liens sont donc aussitôt renoués. Le Comité directeur, le 16 octobre 1946, donne à Caput un très large mandat d'investigation sur la situation en Indochine. Mais désormais toutes les informations que communique Caput transitent par Marceau, qui en fournit copie à deux interlocuteurs : Dechezelles pour le secrétariat du parti et Boutbien pour la commission internationale. A la fin de l'année 1946, Caput demande à Marceau Pivert que soient également informés Lozeray, pour le PCF, et, pour l'administration, un socialiste qui s'appelle Pierre Messmer.³⁸

Ils cosignent un article intitulé « Viêt-nam, premier bilan »³⁹ qui explique pourquoi l'attaque lancée le 19 décembre par le Viêt-minh contre les Français de Hanoï, ne faisait que répondre au bombardement d'Haiphong. C'est d'Argenlieu qui avait organisé ce bombardement le 19 novembre, sous le très vague prétexte d'incidents de douane. Et il avait occasionné la bagatelle de 20 000 morts. « Une fois de plus, concluent-ils, un gouvernement socialiste endosse l'héritage colonialiste et fasciste. »⁴⁰

C'est à ce moment-là que Moutet se rend en Indochine, accompagné de Boutbien. Moutet snobe Caput et ne voit que ce que les colons veulent bien lui montrer. Plus étonnante est la manière

dont le « gauchiste » Boutbien « vire sa cuti » et se rallie à la position de Moutet. Caput, désormais, n'est plus bien en cour. Au-delà de l'ironie, il est pour le moins amer

« Mes renseignements, mes avertissements, mes cris d'alarme, n'ont rigoureusement servi à rien. Depuis que Boutbien est venu en Indochine (...) je considère ma mission comme terminée (...). Je crois, mon cher Marceau, que tu n'es rentré au parti que pour assister à son agonie, une agonie de vieux, accompagnée de reniements. »⁴¹

Au Conseil national qui se tient les 19 et 20 mars 1947, Moutet et Ramadier se refusent à ce qu'il soit nominalement précisé que les négociations doivent s'engager avec Hô Chi Minh, ce que Mollet, probablement sous la pression de Boutbien, accepte. Rous proteste, mais Pivert reste silencieux.

Quelques semaines plus tard, Ramadier, s'appuyant sur la motion votée, explique au Comité directeur : « Si nous commettons l'erreur colossale de traiter avec Hô Chi Minh et son gouvernement qui ne représente plus rien... ». Cette fois-ci Pivert réagit vivement. « Il faut traiter avec Hô Chi Minh, affirme-t-il, que celui-ci soit ou non un agent des staliniens ».⁴²

Il bataille alors contre la « solution Bao Dai », c'est-à-dire la fabrication, à la place d'Hô Chi Minh, d'un interlocuteur qui se révélera très vite comme un fantoche aux mains du colonialisme français. Il tonne qu'en Indochine « on continue la politique d'Argenlieu ».⁴³ Et, dans la Fédération de la Seine, il met en tête de la résolution « Indochine » : « Reconnaître l'indépendance du Viêt-nam ».⁴⁴

Tout cela n'est pas forcément sans résultat. Au nom du Comité directeur, Guy Mollet écrit ainsi en janvier 1949 une lettre au gouvernement (et au parlement) dans laquelle il est dit

« Si on veut la paix, il faut traiter avec celui qui fait la guerre, et non avec ceux qui ne représentent rien, dans le camp adverse (...). Le Parti socialiste est convaincu qu'à l'heure actuelle tout n'est pas perdu, et qu'un accord peut intervenir avec Hô Chi Minh, à condition d'accorder au Viêt-nam l'indépendance et la liberté. »⁴⁵

Ce qui n'empêchera pas le groupe parlementaire de voter les accords Bao Dai, ni celui-ci d'être intronisé chef d'un État vietnamien théoriquement indépendant. Bien entendu, le Viêt-minh ne reconnaît pas cet état de fait, Dong Khe en septembre, puis Cao Bang en octobre tombent entre les mains du Viêt-minh. Le conflit s'internationalise et la guérilla devient guerre. « Lili », quant à lui, baisse les bras :

« Inutile de te dire que j'ai renoncé définitivement à toute action politique au sein de ce parti qui, depuis longtemps, ne garde de PS-SFIO que le nom (...). Affreusement écœuré, et impuissant devant tant de trahisons et de lâchetés, j'abandonne un parti que ses chefs ont tellement disqualifié qu'il n'a même plus la chance de renaître (...). Je ne t'engage pas (...) à les sacrifier (tes forces) à un parti qui ne vaut plus qu'on s'attache tant à lui. »⁴⁶

Il n'y a pas, cela dit, que l'Indochine qui sollicite durant cette période l'attention des anticolonialistes. Il y a aussi, par exemple, la répression qui s'abat sur la gauche malgache après l'insurrection de 1947. Marceau proteste contre le procès de Tananarive, demande que les inculpés soient libérés, que la SFIO, pour le moins, fournisse des avocats. Mais quand sera présentée au parlement la demande d'arrêt des poursuites contre les élus malgaches, la majorité du groupe parlementaire SFIO préférera s'abstenir.

Et puis, il y a le « Congrès des peuples d'Europe, d'Asie et d'Afrique contre l'impérialisme », qui se tient du 18 au 22 juin 1948, à Puteaux. Le Comité directeur du 12 mai a autorisé la participation à ce congrès, à condition qu'elle se fasse à titre individuel. De fait, Marceau en est, avec Jean Rous, le principal animateur.

Le succès est éclatant : trente-huit organisations étrangères sont présentes, dont dix-huit seulement sont liées à la mouvance socialiste internationale. Le Maghreb est puissamment représenté. Si le MTLD n'a qu'un seul et discret délégué (Messali Hadj est toujours assigné à résidence à Alger), l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) a quatre délégués, conduits par Ahmed Boumendjel, le Néo Destour six délégués, conduits par Mohamed Masmoudi, et l'Istiqlal onze délégués, conduits par Abderahim Bouabib. Et si l'Amérique latine est quasiment absente, l'Asie est bien représentée, l'Afrique noire encore plus. Au-delà des socialistes, d'autres courants politiques participent à cette initiative : les anarchistes, par l'intermédiaire notamment de la CNT, et les trotskystes dont les sections ceylanaises et vietnamiennes sont présentes.

La représentation française est également pluraliste. Si la délégation la plus importante est évidemment celle de la SFIO, sont également présentes une délégation du RDR, conduite par Jean-Paul Sartre, de l'ASR (Yves Dechezelles), de la Fédération anarchiste (Joyeux-Fontenis) et de la section française de la IV^e Internationale, le PCI (Bleibtreu-Duret-Frank).

Les débats sont intéressants. Et le rapport de Rous affirme le caractère indispensable de la lutte anti-impérialiste et le droit pour chaque peuple à l'auto-administration nationale. Certes, Henry Frenay, en désaccord, démissionne de son poste de rapporteur pendant la conférence elle-même. Et le soutien de la direction de la SFIO ne sera pas renouvelé au-delà de cette session. Mais trente-cinq organisations adhèrent sur-le-champ à l'organisation permanente que fonde cette première session, le « Congrès des peuples contre l'impérialisme ». Fermer Brockway, le vieil ami retourné au Labour Party et maintenant député, en est le président et Jean Rous le secrétaire général. Mais Marceau a déjà trop d'activités. Débordé, il prend très vite du champ : « J'ai pris la liberté de t'inscrire sur la liste des candidats au Comité international du congrès », lui écrit Rous à la fin de l'année 1949. »⁴⁷

Et puis il y a l'Algérie. Marceau prend position pour la version la plus progressiste du « statut » alors élaboré, et il fait partie des dirigeants socialistes qui bataillent pour que le gouverneur Chataigneau, bête noire des colonialistes, reste en poste en Algérie.

Pourtant, ni ses convictions indépendantistes, ni ses amitiés messalistes ne semblent alors aussi fermement assurées qu'on pourrait rétrospectivement le penser. C'est du côté des « Amis du Manifeste » de Ferhat Abbas, aux positions bien plus modérées que celles de Messali, qu'il regarde d'abord. Et c'est parce qu'il pouvait permettre « de faire la soudure avec les Amis du Manifeste, c'est-à-dire avec une très importante fraction du peuple musulman »⁴⁸ que le projet de statut lui paraît intéressant. De cette préoccupation témoigne aussi l'échange au Comité directeur le lendemain du « bourrage des urnes » qui accompagne les élections de mars 1948.⁴⁹ Alors que Rous est vivement sommé de s'expliquer sur ses relations avec les messalistes, Pivert suggère « une double résistance, résistance contre le RPF, résistance contre le MTLD ».⁵⁰

Peu à peu cependant ce sont les relations avec les messalistes qui s'imposent. Messali a décidé de se rendre à une session du Congrès des peuples, mais, à peine arrivé à Orly, il est refoulé et décrété interdit de séjour par Jules Moch. Et en juin 1949, il est frappé d'une interdiction de circulation. Avec de nombreux intellectuels,⁵¹ Marceau proteste et rappelle à cette occasion un long compagnonnage avec Messali:

« Au défilé du 14 juillet 1935, j'étais responsable des organisations du Front populaire pour les 14e et 15e groupes. Dans le 14e se trouvaient réunis les membres de l'Étoile Nord-Africaine, dirigée par Messali Hadj. »52

Le compagnonnage, désormais, ne cessera plus.

L'Europe



La conviction de Marceau quant à la nécessité de la construction européenne est ancienne. Ce qui est nouveau, c'est qu'il met maintenant sur pied un mouvement correspondant à cet objectif.

La première rencontre a lieu à Londres les 22 et 23 février 1947. La participation est encore modeste. En dehors de l'Angleterre et de la France y viennent des délégués allemands, italiens, espagnols, grecs et hollandais. La délégation française comprend des personnalités représentatives de la Résistance, comme Claude Bourdet et Henry Frenay, mais du côté des socialistes, l'on y trouve surtout des proches de Pivert, comme le docteur Jacques Robin. Sont certes représentées des approches différentes-le représentant des trotskystes anglais viendra proposer l'adhésion à la IVe Internationale - mais les textes votés reflètent nettement l'influence de Pivert :

« L'unité de l'Europe doit être basée sur le socialisme libertaire (...). Mais il est également indispensable que l'évolution économique donne issue à une économie planifiée. (...) Les États Unis socialistes d'Europe (...) seront un instrument efficace pour assurer l'amitié avec et entre les peuples des USA et de l'URSS. »53

Bob Edwards, de l'ILP, est désigné comme président d'un très provisoire « Comité international pour les États Unis socialistes d'Europe ».

Une nouvelle réunion se tient les 21 et 22 juin à Montrouge, sous le patronage cette fois-ci de Marceau Pivert et de la Fédération de la Seine. Le réseau pivertiste charpente toujours l'initiative, mais les délégations sont plus représentatives. Pour les Italiens, on trouve ainsi des représentants du PSI « Matteoti » et du PSI « Nenni »,54 mais aussi la vieille amie Angélica Balabanoff, et pour l'Espagne, c'est Enrique Gironella et Wilibaldo Solano qui représentent le POUM. La Grèce est représentée par Vitte, du groupe archéo-marxiste, la Yougoslavie par un militant socialiste indépendant », Anton Ciliga, et la Grande-Bretagne par Michael Foot, Ferner Brockway et Richard Crossman. La délégation française comprend un grand nombre de pivertistes, mais y figurent aussi d'autres socialistes.55 Et les éléments extérieurs au parti socialiste sont nombreux. Emmanuel Mounier et Lefevre sont là, ainsi que Charles Hernu, qui représente le « groupement d'étude et d'action travailliste pour la réalisation de l'unité européenne ». Les anarchistes sont présents par l'intermédiaire de Maurice Joyeux, et les trotskystes par l'intermédiaire de Maurice Laval pour le PCI, de Sauterey, qui représente l'Association internationale des Jeunes, et de Pierre Lambert, qui représente Front ouvrier, le regroupement qu'animent alors les trotskystes dans la CGT. Au total, quatorze pays sont représentés.

Il s'agit bien de poser d'abord la question du socialisme, puis ensuite celle des États Unis d'Europe, et en tout cas pas l'inverse. Quelques orientations sont affirmées : réforme agraire, socialisation des industries clés, création d'une banque européenne et adoption du principe de supranationalité. Sur le plan Marshall, on reste prudent. Il correspond certes à un besoin vital, mais ne constituera un facteur de paix que s'il n'est pas accompagné d'une quelconque forme, avouée ou non, de domination politique et économique.

Est ainsi créé le Mouvement pour les États Unis socialistes d'Europe (MEUSE). Marceau Pivert est élu président, Bob Edwards vice-président, Robin et Mac Nair secrétaires. Très vite, les problèmes des rapports avec les autres mouvements européens se posent. Marceau veut construire une Europe socialiste. Et il se refuse à ce que cette perspective soit diluée dans un processus prétendument apolitique de construction de l'Europe. Mais il perd la bataille au sein du Parti socialiste. Guy Mollet conclut le 22 septembre les débats du Comité directeur par une phrase on ne peut plus nette : « Notre solution est de faire les États Unis d'Europe, avec l'espoir de faire les États Unis socialistes d'Europe ».

En toute autonomie, le Bureau exécutif du MEUSE propose alors de changer le nom du mouvement. En effet, explique-t-il, ce nom ne traduit pas ce que nous sommes (des socialistes), mais l'objectif que nous nous fixons, lequel, une Europe socialiste, peut paraître utopique. Il vaut mieux dorénavant nous appeler Mouvement socialiste pour les États Unis d'Europe (MSEUE). Autrement, ajoute le bureau, alors même que les états-majors des partis socialistes sont maintenant gagnés à la cause européenne, nous risquons de voir apparaître un autre mouvement socialiste.

Le changement n'est pas mineur. Pivert avait en effet longuement expliqué, à Meung-sur-Loire, que loin d'être une concession à un vocabulaire volontariste, ce sigle signifiait que « seul le socialisme peut faire l'Europe ». Il avait ensuite précisé sa pensée :

*« Si (...) l'économie européenne reste dans le cadre capitaliste, il est évident que les classes européennes revitalisées se mettront au service du grand capitalisme américain (...) un complexe américain d'Europe sera créé. »*⁵⁶

Et il expliquait que dans ce cas, la tension avec le totalitarisme stalinien deviendrait telle qu'une troisième guerre mondiale serait inévitable, catastrophique pour une Europe redevenue champ de bataille. Seule, à son avis, une Europe dont le moteur ne serait plus le profit permettrait d'échapper à cette dynamique et de garantir la paix.

*« Ou l'Europe socialiste se fera (...) ou l'Europe sera balkanisée, colonisée, déchirée, réduite à l'impuissance définitive, et alors, si vous vous réclamez du socialisme, c'est vous qui êtes des utopistes, car les conditions économiques et politiques du socialisme démocratique ne se retrouveraient plus. »*⁵⁷

Mais l'on sent bien qu'il y a maintenant sur cette question plus que des nuances parmi les amis de Pivert. C'est son vieil ami Enrique Gironella qui signe la proposition de changement de sigle. Pivert ne dit mot et le changement est adopté sans problème. Ce n'est d'ailleurs qu'une première étape. On rajoute très vite au sigle le « d » de démocratique (Mouvement démocratique et socialiste pour les États Unis d'Europe) afin de faciliter la participation au mouvement des non socialistes et notamment des MRP « de gauche ».

Quand le MDSEUE tient son premier congrès, au début de l'année 1949, des dirigeants du MRP sont effectivement présents. Et le rapport de Jacques Robin illustre assez bien l'inflexion que connaît le mouvement :

« En 1947, au cours du premier congrès européen de notre mouvement, certains camarades envisagent le rôle de "balance" que pourrait jouer une Europe indépendante. Des illusions tragiques étaient ainsi conservées. »

Le mouvement, cela dit, travaille et élabore. A Strasbourg, le 3 septembre 1949, il s'est prononcé pour une autorité politique de l'Europe unie. A son congrès de Paris, le 3 novembre, il définit les pouvoirs de l'autorité européenne (économique, judiciaire, de police...), ses institutions, sa (double) citoyenneté. Il s'interroge sur les phases de transition, les problèmes de la planification à l'échelle européenne et préconise la mise sur pied très rapide de trois « autorités » économiques : l'European Coal Authority, l'European Steel Authority, l'European Energy Authority.⁵⁸ André Philip a remplacé Rasquin à la tête du mouvement. Marceau est toujours présent, mais déjà un peu moins que les années précédentes.

La troisième force



D'une certaine manière, ce combat européen ne prenait son sens que comme la volonté d'organiser à l'échelle internationale une « troisième force » un « troisième camp » comme il le disait dès Mexico. Cette troisième force, Pivert a commencé à y réfléchir dès son retour en France. Il écrit ainsi, après les élections de 1946 :

« Le réflexe de beaucoup d'électeurs MRP (...) c'est l'évasion vers une position intermédiaire entre le bloc anglo-saxon et le bloc soviétique, entre le bloc de la dictature du capitalisme financier et la dictature de la bureaucratie stalinienne. Il y a tout de même beaucoup de gens qui ne veulent ni de l'un, ni de l'autre, et dans toute l'Europe. Mais comme les socialistes n'ont pas su et les communistes pas pu proposer une politique claire de troisième front, c'est le christianisme social qui a gagné. »⁵⁹

Mais c'est une année plus tard seulement, alors que s'installe la guerre froide, que naît véritablement la troisième force. Elle est portée sur les fonds baptismaux par Léon Blum, le 18 octobre, dans son discours du Vél d'Hiv. Et le 30 octobre, à l'Assemblée nationale, Guy Mollet range d'un côté « ceux qui ont cessé d'être des démocrates, même quand dans les mots ils s'affirment comme tels » et de l'autre « ceux qui le sont encore ». Bref, la troisième force est d'emblée tout autant tournée contre le PCF que contre le RPF.

Marceau s'inscrit tout de suite dans ce schéma. Le 26 novembre, il propose au Comité directeur un « plan d'offensive » visant à structurer la troisième force en comités. Au mois de décembre il signe, en compagnie d'une centaine d'hommes politiques, d'intellectuels et de syndicalistes l'« Appel public à la troisième force ». Mais quelques jours plus tard, il signe également, avec Bourdet, Camus, Merleau-Ponty et d'autres un « Appel à l'opinion internationale » rédigé en grande partie par Sartre,⁶⁰ qui fixe comme objectif « une révolution socialiste et le remplacement de la propriété privée des moyens de production et d'échange par la propriété collective réelle ». Les deux appels, dit Pivert, ne lui ont pas semblé contradictoires, mais complémentaires.

Le 7 janvier, il est désigné par le CD pour faire partie avec Brutelle et Jaquet du Bureau exécutif de la troisième force. Celui-ci est mis en place le 10.⁶¹ Le soir même, Pivert intervient à la salle de Conférences de l'Institut de Géographie à l'appel du Comité d'initiative de la troisième force pour la Seine :

« Entre les deux blocs, américains et russes, nous refusons de choisir. Mais nous devons nous unir avec les travailleurs de tous les pays pour obtenir le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le respect de la liberté des nations et des individus. »

Mais en réalité, les questions coloniales comme les questions laïques sont « gelées » par le protocole d'accord constitutif de la troisième force. Pire, le MRP tente d'imposer le décret dit «

Poinso-Chapuis », qui permet indirectement d'attribuer de l'argent de l'État aux écoles privées. A quoi il faut ajouter que, comme le dit prudemment Marceau, les espérances mises en la troisième force « sont atténuées par les réalisations gouvernementales ».62

Dans cette situation, la « troisième force » a bien des difficultés à se construire à la base. La réunion des « délégués généraux » de la SFIO qui se tient le 13 janvier 1948 traduit les réserves socialistes : « résistances » dans la Loire, « situation difficile » en Alsace, « difficultés partout » en Bourgogne, « manque total d'enthousiasme » en Lorraine et Champagne Ardennes, « très difficile » en Bretagne 63 Comme le reconnaîtra Marceau lui-même64 des comités locaux existent dans à peine la moitié des départements français. Et la troisième force n'a de réalité départementale que dans les régions ProvenceCôte-d'Azur et Rhône-Alpes, ainsi que dans la Seine, où il aurait existé, selon Pivert, une cinquantaine de comités locaux.

Le 12 mars, René Pleven, l'un des dirigeants de l'UDSR, propose un rapprochement avec le RPF. Le MRP l'appuie, tandis que la SF10 proteste. C'est la fin. Le 25 juillet 1948, le bureau exécutif de la troisième force tient sa dernière réunion et décide de rendre ses locaux. Le comité national se réduit désormais à une vague coordination entre SFIO et MRP. Et la troisième force ne survit jusqu'en 1951 que comme coalition gouvernementale.

L'évolution des rapports avec Guy Mollet



Jusqu'alors Pivert a ostensiblement fait cause commune avec Guy Mollet. En 1947, au 39e congrès, il est élu au Comité directeur, en 15e position sur 31 élus,65 comme l'un des élus de la « gauche », sur un texte qui constate que « les délégués au gouvernement ont pratiqué une politique différente de celle du parti ».

Au-delà des très réels points d'accord avec Mollet, il y a aussi le souhait, pour Pivert, de ne plus s'épuiser dans des batailles minoritaires : « Il ne suffit plus de se prononcer en style d'opposition minoritaire », écrit-il dès 1947.66 Et il confirme, deux ans plus tard :

« Oui, camarades, j'ai bien compris voire désir et j'ai déjà répondu bien des fois négativement depuis trois ans. Ma position n'a pas changé : notre parti est trop fragile, trop attaqué de toutes parts, trop subordonné encore à une conjoncture nationale et internationale qui limite ses possibilités pour pouvoir se payer le luxe de renouveler les luttes de tendances que nous avons connues autrefois. »67

Mais maintenant que s'épuise la troisième force, les premiers désenchantements et les premiers désaccords avec Guy Mollet commencent à apparaître.

Sur la question de l'Internationale, c'est sans doute de désenchantement qu'il s'agit. Pivert avait été élu membre de la Commission internationale du parti : si l'on en juge par les notes qu'il y prend, celle-ci ronronne. Il avait également été élu membre de la délégation à l'Internationale, en fait à ce qui en tient lieu, le Comité international des conférences socialistes (COMISCO), c'est-à-dire le comité chargé de préparer les conférences où se retrouvent les représentants de tous les partis. Celui-ci n'est pas d'une activité débordante.

A la semaine d'étude de Meung-sur-Loire, Pivert a exposé sa conception de l'Internationale à bâtir, mais il l'a fait en ternies très généraux. Trois mois plus tard, après avoir constaté et regretté que le congrès de Lyon n'ait pas pris l'initiative de lancer un manifeste pour la création de l'Internationale, Pivert propose un certain nombre de transformations concrètes du fonctionnement du COMISCO :

que l'on mette sur pied un bureau international de langue française, que le COMISCO cesse d'être un simple comptoir d'information, et qu'il prenne, par exemple, l'initiative d'une tournée de meetings internationaux. Et comme il n'a pas renoncé à promouvoir son mouvement Socialisme et liberté, il suggère également que le COMISCO crée des comités pour un mouvement international Socialisme et liberté.⁶⁸ Les propositions resteront sans réponse.⁶⁹ Les 24 et 25 avril 1948, il fait partie de la délégation française à la conférence qui réunit les seize partis socialistes européens ayant accepté le Plan Marshall. L'avant-projet de résolution manifestait quelques ambitions mais il n'en sortira que des recommandations très générales et la création d'un « organisme des 16 ».

Pivert ne rend pas la direction mollettiste directement responsable de tous ces problèmes, mais il l'accuse pour le moins de mollesse. Il constate qu'elle dissuade les Allemands de participer au Congrès des peuples, et que, malgré la demande du Comité directeur, le secrétariat traîne les pieds pour rencontrer le Labour Party :

*« Il y a aussi cette sorte de titubation (...) qui semble s'emparer de la direction du parti en face de certains problèmes graves d'orientation internationaliste : ici, je le déclare sans hésiter.. ma collaboration avec le secrétariat du parti ne pourra se prolonger si l'équivoque actuelle se prolonge. »*⁷⁰

« Je dois à la vérité de reconnaître qu'il n'y a pas de Section française de l'internationale ouvrière », constate-t-il.⁷¹ Et il précise un mois plus tard : « Il n'y a pas d'Internationale depuis 17 ans. (...) Il y a de temps en temps une réunion confidentielle du COMISCO, où quelques camarades "spécialisés" votent des textes aussitôt oubliés. »⁷²

Il ne dissimule pas que cette situation lui paraît grave. Chaque expérience de construction du socialisme dans un seul pays lui paraît en effet « fragile » et « périlleuse », tout de suite menacée par toutes les forces conservatrices, qui ont, elles, leur structuration internationale ⁷³

De plus, Marceau demande un surcroît de vigilance quant aux influences staliniennes qui s'exercent sur différents partis socialistes. En Italie, il préconise la rupture des relations avec le parti socialiste de Nenni, qui a adopté une politique « unitaire » et que Marceau considère donc comme « crypto ». Il obtient gain de cause en janvier 1948. Il bataille également pour qu'en Espagne les contacts soient rompus avec Negrin, qu'il estime être dépendant des communistes, et pour que ne soit reconnu que le PSOE de Llopis. Il obtient gain de cause en février 1948. En Grèce, il préconise le retrait de l'affiliation au COMISCO du Parti socialiste grec (ELO) de Svalos-Tsirmokos, qu'il caractérise comme un satellite du Parti communiste grec. Et ce, bien qu'il n'y ait aucune solution de rechange ⁷⁴

Les heurts sont encore plus violents en ce qui concerne les pays de l'Est. Ici aussi, Marceau a un riche réseau de relations, qui date pour une part de son activité mexicaine, et pour une autre des liens noués avec l'émigration social-démocrate à Paris. Et il estime que trop souvent on accepte des PS « officiels », un tant soit peu fabriqués, et que l'on élimine les PS « réels » décimés par la Gépéou, mais enracinés dans la conscience politique des travailleurs ». ⁷⁵ La discussion est vive sur la Hongrie, où Pivert refuse l'admission du groupe « BAN », mais n'est pas suivi par le Comité directeur.⁷⁶ Elle est encore plus vive sur la Roumanie,⁷⁷ où Pivert s'oppose vivement à l'admission du groupe Voinéa, qu'il accuse d'avoir facilité la disparition, pendant la guerre, du Parti socialiste roumain.⁷⁸ Il est, là aussi, minoritaire.

Sur ces questions, Marceau s'oppose surtout à Grumbach, et plus fréquemment encore à Rous et à Boutbien, qu'à l'occasion il accuse aimablement « de prendre ses informations sur la social-

démocratie bulgare chez les staliniens. »⁷⁹ Mais il est clair qu'il incrimine également dans ce domaine le laxisme de la direction mollétiste.

Et surtout, l'activité internationale amène deux ruptures. La première, nous l'avons vu, concerne la construction de l'Europe. La deuxième est encore plus grave et porte sur l'alliance atlantique. Pivert y est radicalement opposé. Le Pacte Atlantique, estime-t-il, va relancer la course aux armements, permettre à l'Espagne franquiste de sortir de son isolement, et, surtout, compromettre les possibilité de reconquête politique de la fraction de la classe ouvrière qui est sous influence stalinienne. En effet, en s'alliant aussi étroitement avec les « impérialistes américains », les socialistes vont perdre une partie de leur crédibilité. Et en privilégiant la course aux armements, ils vont s'interdire de redresser l'économie. Là aussi, il est totalement isolé. Au Comité directeur du 30 mars 1949, ils ne sont que deux (Gazier et Pivert) à demander l'ajournement de la ratification par le Parlement. La rupture avec Guy Mollet est ici fondamentale.

Sur la question de la participation gouvernementale. Ce n'est pas seulement de désenchantement qu'il s'agit : le désaccord finit ici par dépasser le conjoncturel et par faire système. D'autant qu' il est de plus en plus évident que les motions votées par les congrès n'influent en rien sur les politiques menées au gouvernement. Au début de l'année 1949, Pivert dresse un bilan

« Sur la viande, je ne vois pas qu'il y ait eu un effort. Sur le vin, l'effort n'est pas satisfaisant. Sur les textiles et les chaussures (...) résultat néant. Le cuir ? Il y a eu une hausse de 300 % de mai à juin. Aide aux coopératives ? Je n'ai pas entendu parler d'une aide constante et massive aux coopératives. En ce qui concerne "la législation nouvelle sur la hausse illicite", je n'en trouve pas la traduction dans la baisse des prix. »

A cette occasion, Marceau critique de manière plus précise la politique industrielle : « Comment peut-on expliquer, demande-t-il, que la production d'acier passe de 4 000 à 712 000 tonnes, mais que le prix de la tonne ne diminue pas pour autant ? » Et à Victor Provo, qui lui répond qu'il existait des subventions, et qu'elles sont maintenant supprimées, il réplique

« C'est-à-dire, que lorsqu'il faut reconstruire et rééquiper cette industrie de base on fait appel au consommateur et à l'État. Mais quand augmente sa production, c'est elle qui empêche tous les bénéfices. »⁸⁰

Les ministres semblent s'adapter de plus en plus aux atmosphères gouvernementales. En 1949, c'est un ministre socialiste qui prépare un projet portant atteinte au droit de grève : « A chacun son métier, tonne Pivert. Celui des ministres socialistes n'est pas de forger des armes contre la classe ouvrière. Nous refusons donc à notre camarade Biondi le droit de se réclamer du PS pour porter atteinte au droit de grève. »⁸¹ Et plus largement, il constate que les sphères gouvernementales ont laissé peu à peu se développer une atmosphère d'hostilité à l'égard du mouvement ouvrier dans son ensemble, et non pas à l'égard de sa seule fraction stalinienne : à Bordeaux, le 11, Mai, on interdit aux syndicats le port de l'églantine rouge ; au Mur des Fédérés, le 22, on interdit aux socialistes de défiler avec des pancartes ; à Lyon, le 25 mai, on interdit aux militants de l'Insurgé de défiler avec leurs drapeaux rouges. Voilà où mène, estime Pivert, une conception « défaitiste » de la collaboration ministérielle. Et, très tôt, il donne à Lancelle son opinion : « Si le parti ne fait pas preuve d'audace et de volonté de combat, il va disparaître dans les centres ouvriers. »⁸²

Le décrochage



Sur la question de la participation, Marceau a finalement gain de cause. Le 4 février 1950, c'est en effet le « décrochage », et les ministres socialistes quittent le gouvernement Bidault : celui-ci se refuse en effet à appliquer les demandes salariales formulées par le congrès socialiste de décembre 1949.

Le succès n'est pas mince : c'est sur cette question que Marceau a bâti l'identité de la Fédération de la Seine d'après-guerre. Il ne doit pourtant pas faire illusion : Marceau est isolé, coupé depuis longtemps des blumistes, coupé maintenant de l'appareil inollétiste, coupé aussi de la gauche du parti, ou de ce qu'il en reste.

Un autre élément l'empêche d'exploiter le « décrochage » : sa santé est à nouveau déficiente. De fait, il est de moins en moins présent dans les instances fédérales : en 1949, on ne le voit qu'à 16 commissions exécutives sur 27. En janvier, sa situation s'aggrave. Contrairement à toutes ses habitudes, il n'est pas sur le quai de la gare début janvier, quand sa fille revient d'Espagne. Le 31 janvier, il annonce à ses camarades

« Je suis condamné à une immobilité totale qui dure depuis quatre longues semaines et dont j'ignore la fin précise. »⁸³

Marceau se préoccupe alors d'organiser sa succession. Avant le congrès national, il écrit à quinze de ses proches⁸⁴ en leur demandant de faire circuler cette lettre parmi les partisans de la majorité fédérale. Il y sollicite les avis sur le fonctionnement fédéral, le futur secrétaire fédéral⁸⁵, sur les modalités de son activité à venir.⁸⁶

Les réponses sont diverses. Jacques Enock s'étonne de l'ampleur des destinataires et notamment que la lettre ait été envoyée à Depreux, qu'il considère comme un allié de circonstance, et à Vaillant « qui nous a quitté et dont je crains que l'évolution politique ne soit pas terminée. » Le seul avis qu'il donne concerne Marceau lui-même « tu n'es plus secrétaire, tu ne peux plus voyager, alors écris ! »⁸⁷ Bracke recommande la candidature de Depreux.⁸⁸ Robin fait de même, en soulignant la nécessité d'écarter Boutbien. Il suggère que Marceau reste au CD, prenne dans la Seine un statut de « conseiller fédéral » et privilégie « le regroupement français et européen ».⁸⁹ Mais, pour des raisons de disponibilité, Depreux refuse.⁹⁰ Quant à Lhuillier, il développe une vision extrêmement pessimiste du bilan :

« Les socialistes de la Seine se sont révélés incapables, non seulement de reprendre aux staliniens l'influence qu'ils ont sur la classe ouvrière, mais de maintenir même les éléments de cette classe ouvrière qui étaient restés dans leurs rangs. »⁹¹

Ce sera finalement Mireille Osmin qui sera choisie comme secrétaire fédérale. Elle a participé à toutes les batailles de la majorité fédérale, mais elle n'est pas issue du moule pivertiste. Son élection satisfait pleinement, dit-on, quelqu'un comme Gérard Jaquet. Comme l'avait demandé Pivert, tout le monde a fait bloc derrière cette candidature.

C'est une première étape qui s'achève, depuis le retour de Marceau et sa réintégration dans le Parti socialiste. Elle permet de mesurer les difficultés auxquelles Marceau s'est heurté, et aussi à quel point il a lui-même changé.

Une très réelle difficulté vient ainsi de l'absence de Marceau pendant la période de la Résistance. De ce fait, il ne comprend pas les réactions de ses plus proches camarades, par exemple, celles des gens de l'Insurgé, pas plus que les solidarités « résistantes » qui existent au sein de la SFIO,

par exemple entre un Daniel Mayer et un Tanguy Prigent, qui divergent pourtant sur le plan politique. Il ne comprend pas l'aura dont jouissent alors les militants du PCF, les solidarités nées du maquis qui font que même quand le PCF reprend les gesticulations ultra-gauches, il garde une place et de forts réseaux dans la société civile. Plus fondamental peut-être, Pivert ne comprend pas l'état d'esprit de la génération de la Résistance, celle qui fait Combat ou Franc-Tireur, celle qu'il n'arrivera pas à organiser dans la troisième force et qu'il ne pourra empêcher de tenter l'aventure du Rassemblement démocratique révolutionnaire.

Par ailleurs, Pivert a changé. Le premier de ces changements, c'est l'attitude qu'il adopte désormais à l'égard du PCF. C'est là, estime-t-il, « la seule grande modification depuis 1933 » :

*« Les PC, du moins en Europe, (...) sont devenus des obstacles à l'intérieur même de la classe exploitée, exactement comme les "lumpenprolétaires" organisés, fanatisés et domestiqués par Hitler sont devenus les meurtriers de leurs frères de classe pour ensuite se hisser sur les échelons de la nouvelle hiérarchie technobureaucratique. »*⁹²

A partir du moment où les PCF sont assimilés au « lumpenprolétariat domestiqué par Hitler », il va de soi que ce n'est plus de Front unique qu'il peut s'agir. Le terme « stalino-fasciste » commence alors à revenir sous la plume de Pivert.⁹³

La conjonction de ces deux problèmes s'illustre parfaitement dans ses relations avec Rassittier,⁹⁴ premier chantre français des théories « révisionnistes » en ce qui concerne les camps de concentration. Ces relations sont étroites et durables : nous avons retrouvé 31 lettres de Pivert à Rassittier, de novembre 1948 à avril 1955. A partir du 31 janvier 1951, Rassittier s'occupe sur place, à Bourg-en-Bresse, de l'impression du périodique de Pivert, Correspondance socialiste. Et quand Rassittier sera exclu du Parti socialiste en 1951, Pivert lui manifesterà son accord et sa solidarité. Les motifs de l'intérêt que trouve Pivert à la littérature de Rassittier sont déchiffrables. Que l'on retrouve dans les camps la solidarité entre staliniens et nazis lui convient parfaitement⁹⁵ et que « le prestige hérité de la Résistance dans les milieux socialistes soit replacé à son niveau exact, qui vient après le prestige comme socialiste »⁹⁶ n'est pas pour lui déplaire.⁹⁷

Dernier changement, non assumé celui-là : Pivert est devenu réformiste. Et s'il ne l'assume pas dans les termes, il l'écrit assez clairement :

*« L'objectif essentiel n'est pas, en 1950, "la conquête révolutionnaire du pouvoir", car d'autres que les socialistes, du moins sur le continent européen, auraient vite débordés toute tentative à ce sujet. C'est la conquête des consciences, et aussi celle d'une structure indépendante des deux impérialismes qu'il faut entreprendre. »*⁹⁸

Plus nettement encore, il donne comme objectif, en sollicitant assez hardiment Rosa Luxemburg

*« La marche progressive, en nous enfonçant dans l'État bourgeois jusqu'à ce que nous occupions toutes les positions et les défendions avec becs et ongles. »*⁹⁹

Et comme pour souligner l'aspect régressif de cette évolution, on retrouve dans les notes manuscrites qu'il écrit pour justifier la troisième force l'expression même qu'il avait utilisée dans les chroniques du Père Charles, avant de rejoindre le Parti socialiste : « Transformer la gare sans arrêter le trafic. »

De manière plus générale, bien des indices font penser que Pivert est alors un peu las de son activité militante. Il songe également à accélérer sa mise à la retraite :

*« Si nos calculs sont exacts, il ne devrait en effet pas y avoir de difficultés à ma mise à la retraite à partir du 1^{er} octobre 1950. »*¹⁰⁰

Et il ajoute, un an plus tard, dans une lettre à Caput :

« L'heure de la retraite s'approche doucement. Et je commence à envisager de pouvoir enfin écrire quelque chose autrement qu'à la va vite. (...) Quels matériaux ! Et quelle vie ! » 101

Pourtant, l'heure de la retraite n'a pas encore sonné.

1. « La démocratie intérieure », 5 septembre 1946, Masses, n° 45.
2. Septembre 1946.
3. Lettre de Fugère à Pivert, 8 septembre 1946, Arch. J. Outin, Désormais, pour ce chapitre, la correspondance dont nous n'indiquons pas l'origine sera extraite des Archives de Jacqueline Outin.
4. Si l'on compare le texte national et celui de la Seine, on aperçoit d'autres nuances. Seul le texte de la Seine s'affirme hostile au gaullisme (chef providentiel, État autoritaire, etc.), condamne le tripartisme « à tout prix » et met de lourdes conditions à la participation gouvernementale. Par contre, seul le texte national mentionne l'aide aux peuples d'outre-mer pour leur lutte émancipatrice. Sur ces deux points également, les arbitrages de la résolution finale donnent satisfaction aux pivertistes.
5. Pivert à Fugère, 10 septembre 1946
6. Fugère à Pivert, 13 septembre 1946.
7. Fugère à Pivert, 22 novembre 1946.
8. Fugère à Pivert, 4 juin 1947.
9. Fugère à Pivert, 14 décembre 1947.
10. Avec un Comité directeur composé, entre autres, de Pivert, de Vaillant, de Robin, et avec un fidèle pivertiste, Marcel Klopstein, comme administrateur.
11. Marceau rappellera au Comité directeur du 26 novembre 1947 qu'il espérait ce faisant qu'un bulletin international du parti verrait le jour, auquel il pourrait collaborer, et que ce bulletin n'existe toujours pas.
12. Correspondance socialiste, n° 1, juillet 1947.
13. Il écrit ainsi à Charles Lancette : « Je ne t'ai pas vu depuis quelque temps, mais je pense que tu viendras à notre petite réunion de dimanche matin, organisée par Lucien. C'est nécessaire pour nous tous, car nous formons équipe, et devons nous tenir au courant de différents aspects d'une situation sérieuse à tous points de vue. » La lettre est datée du mois de janvier, un mois avant l'élection de Marceau, Arch. Ch. Lancette.
14. Rapport du secrétaire général de la Fédération, 1948, id.
15. Bulletin intérieur de la Fédération de la Seine, 28 avril 1947.
16. Rapport moral du secrétaire général de la Fédération, 1948, Arch. Ch. Lancette.
17. CD du 10 décembre 1947. Seul Capocci semble éprouver des états d'âme : « Je redoute que vous soyez les Noske nouveaux, avec les gardes mobiles, et préparant le retour de de Gaulle ». (Notes de Marceau Pivert sur les Comités directeurs, 23 octobre 1947, Arch. J. Outin).
18. Correspondance socialiste, n° 8. janvier 1948.
19. Rapport d'activité de Marceau Pivert, voté à l'unanimité moins 5 abstentions par la CEF, Arch. J. Outin.

20. Projet de rapport, 1948, Arch. Ch. Lancelle.
21. Rapport moral du secrétaire général de la Fédération, fin 1948, id.
22. Rapport pour le congrès de la Seine des 31 janvier et 1^{er} février à Puteaux, id.
23. Octobre 1949, id
24. Fille du célèbre dirigeant guesdiste, Léon Osmin, elle avait été e paulfauriste » avant la guerre.
25. Rapport moral du secrétaire de la Fédération, 1948, Arch. Ch. Lancelle.
26. Rapport moral pour l'année 1949, id.
27. Dunoyer, qui sous son vrai nom, André Essel, sera plus tard président directeur général de la FNAC, était effectivement un militant trotskyste, déjà membre avant-guerre des Jeunesses socialistes, puis des Jeunesses socialistes révolutionnaires. Sur l'ensemble de cette affaire, voir la thèse de l.-J. Ayme.
28. Lettre de Rous à Pivert, sans date.
29. Compte rendu du CD du 4 juin 1947.
30. Correspondance socialiste, n° 3, août 1947. Quelques mois plus tard, il expliquera que les trotskystes sont maintenant devenus des auxiliaires inconscients du stalinisme : « On l'a bien vu au moment de la grève générale illimitée ». (Correspondance socialiste, n° 8, janvier 1948).
31. « C'est une grande tristesse que de voir un vieux camarade errer à ce point. », id., n° 10, janvier 1949.
- 32.5 septembre 1946, manuscrit, Arch. J. Outin.
33. Observation générale sur la conception des sujets proposés à la Semaine d'études. Note manuscrite, id.
34. Moutet écrit : « Le mot colonialisme a parfois été justement utilisé dans un sens péjoratif. Nous entendons conférer à ce mot un sens honorable en appelant le socialisme à mieux le définir. » Le Populaire, 26 décembre 1945.
35. Jean Rous, Conseil national de mars 1947. Voir aussi son article, Correspondance socialiste, juillet 1947.
36. La Pensée socialiste, n° 9, octobre 1946.
37. L'Insurgé, 24 décembre 1946. Dans une lettre à Barré et à Lancelle du 29 décembre 1946, il préconise en outre le renvoi de d'Argenlieu.
38. Non sans hésitation dans ce dernier cas : Capot soupçonne Messmer d'être un peu trop proche de l'amiral d'Argenlieu (lettre de Caput à Pivert, 12 novembre 1946), Fonds Caput.
39. Masses, n° 7-8 février-mars 1947. En fait l'article est sous-titré « par Marceau Pivert », et signé, à la fin, de quatre initiales : M.P. et L.C. Il reprend une lettre, également co-signée, adressée au secrétariat de la SFIO, le 15 janvier 1947, Fonds Capot.
40. Correspondance socialiste, n° 1, juillet 1947. 41. Lettre à Pivert, 4 février 1947, Fonds Capot. 42. CD du 3 novembre 1948. Arch. OURS.
43. CD du 8 décembre. Arch. OURS.
44. Bulletin intérieur de la Fédération de la Seine, janvier 1949, n° 8. 45. Lettre de Guy Mollet à Henri Queuille, 17 janvier 1949, Fonds Caput. 46. Lettre à Pivert, id.
47. Rous à Pivert, 27 octobre 1949.
48. Correspondance socialiste, n° 1, juillet 1947.
49. Guy Mollet déclare ainsi : « Si les élections avaient été libérées de la tutelle administrative, Messali Hadj aurait obtenu 80 % des voix ». CD du 7 avril 1948.
50. Compte rendu du CD du 14 avril 1948.
51. Claude Bourdet, Jean Femiote, Michel Leiris, René Lcibowitz, Maurice Merleau-Ponty, David Rousset, Jean-Paul Sartre. 52. Correspondance socialiste, ne 16, juillet-août 1949.
53. Informations internationales, mars-avril 1947, n° 7.
54. Le parti socialiste dirigé par Nenni était alors suspecté par une partie de l'Internationale, et par Pivert lui-même, de complaisance à l'égard des staliniens.

55. Gazier, Lamine, Gueye, Boutbien, Rous, Dechezelles, Mireille Osmin.
56. USA, Europe, URSS, la position socialiste. Revue socialiste, n° 16. décembre 1947.
57. Vers les États Unis socialistes d'Europe, la Pensée socialiste, n° 15, juin 1947.
58. Documents on the history of European Integration, Vol. 4, by Walter Lipgens and Wilfried Loth.
59. L'Insurgé, 15 juin 1946.
60. Marceau se découvre durant cette période bien des affinités avec l'équipe des Temps modernes. Il écrit ainsi : « Le numéro de juin 1948 des Temps modernes exprime à plusieurs reprises et sous des plumes différentes, des idées qui sont les nôtres depuis un certain temps. » (Correspondance socialiste, n° 56, août-septembre 1948). Ces affinités sont parfois philosophiques (La pensée dégagée, c'est le dogme ou la lettre. La pensée engagée, c'est l'esprit de recherche), parfois plus concrètes (« il n'y a pas (...) une essence efficace du Plan Marshall qui le destine à la guerre plutôt qu'à la paix »).
61. Il est composé de 15 membres : 3 SFIO, 3 MRP, un Jeune République, un radical, un UDSR, un CFTC, un FO, 4 personnalités (2 sont socialistes, un MRP et un Jeune République). Significative est la présence en son sein de représentants de la CFTC et surtout de FO dont la scission s'était effectuée quelques mois plus tôt au nom de l'indépendance syndicale et de la Charte d'Amiens.
62. CD du 14 janvier 1948, OURS. L'espoir était à vrai dire que la « troisième force » dans le pays s'articule avec une « troisième force » au pouvoir incarnée par un gouvernement Léon Blum. Mais le 21 novembre 1947, Léon Blum ne recueille que 300 voix au lieu des 309 nécessaires à son investiture.
63. Arch. OURS.
64. Lettre de Pivert à Francis P. King, 12 mai 1952, Arch. J. Outin.
65. Cette élection somme toute flatteuse ne signifie pas que la personnalité de Pivert ne soit plus contestée. Dès le CD du 27 août, alors que l'on désigne la délégation de la SP10 à l'Internationale, Daniel Mayer demande que Pivert ne soit pas titulaire de la délégation, mais simplement suppléant, pour raison d'homogénéité de l'équipe (compte rendu du CD du 27 août, Arch. OURS). Pivert est finalement élu titulaire, mais alors que tous les titulaires sont élus à l'unanimité, il est élu par 14 voix contre 9 et 2 abstentions. Daniel Mayer commente : « Des éléments qui ont cm bon de quitter le parti y reviennent parler en maître ». (Notes de Marceau Pivert sur les séances du CD, Arch. J. Outin).
66. Correspondance socialiste, n° 1, juillet 1947.
67. Id., n° 18-19, septembre 1949.
68. Id., n° 5, octobre 1947.
69. « Le CD n'en a pas discuté ». Notes de Marceau Pivert sur les séances du CD, Arch. 1. Outin.
70. « Toujours le vieux style », 10 février 1950, ACL. 71. Correspondance socialiste, n° 9, février 1948. 72. Id., n° 28, mars 1950.
73. La crise de l'internationale socialiste, Revue socialiste, n° 36, août 1950.
74. Positions socialistes en Grèce. Un autre son de cloche, Revue socialiste, ne 27, avril 1949.
75. Correspondance socialiste, n° 13, avril 1949.
76. Une seule voix contre, celle de Pivert, Jaquet s'abstenant.
77. Marceau préfacera en 1952 « Ciel rouge sur la Roumanie » de Serbanesco (Éd. Sipuco, Paris). B écrit : « Alors qu'on appelait les millions de combattants de tous les pays menacés par le nazisme à mourir pour la défense des libertés fondamentales de l'individu » et « pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », « on livrait officiellement à la tyrannie stalinienne des nations frères et des peuples démocratiques ».
78. Les rancœurs de la Libération sont à ce point tenaces que Boutbien répond à Marceau : « Ceux qui n'ont pas connu les phases de la Résistance nationale sont mal fondés pour parler et critiquer la tactique ». CD du 11 mai 1949.
79. CD du 26 novembre 1947, Arch. OURS.
- 80 Bulletin intérieur de la SFIO n°39 Février 1948
81. Correspondance socialiste, n° 16-17, juillet-août 1949.

82. « Mon vieux Charlot », 27 août 1948, Arch. Ch. Lancette.
83. Correspondance socialiste, n° 28, février 1950.
84. Albertini, Bracke, Colette Darde], Depreux, Descourtieux, Enock, Fritscher, Gironella, Jaquet, Lancelle, Lhuilier, Osmin, Robin, Vaillant.
85. Il propose de modifier les statuts pour permettre à Depreux et à Jaquet, qui sont députés, d'être secrétaire général, ou alors d'élire Descourtieux, Lhuillier ou Mireille Osmin (« sans compétition ridicule »).
86. « Mon cher ami », le 24 mars 1950, Arch. Ch. Lancelle.
87. Lettre de Enock à Pivert, 10 mai 1950, Arch. J. Outin.
88. Lettre de Bracke à Pivert, 12 avril 1950, Arch. J. Outin.
89. Lettre de Robin à Pivert, 10 mai 1950, Arch. J. Outin.
90. Lettre de Depreux à Pivert, 16 avril 1950, Arch. J. Outin. 91. Lettre de Lhuillier à Pivert, 16 avril 1950, Arch. J. Outin.
92. Texte manuscrit, 1950, Arch. J. Outin.
93. Correspondance socialiste, n° 28, mars 1950.
94. Paul Rassinier, né en 1906, a adhéré au PCF à l'âge de 16 ans. Il le quitte en 1932 pour fonder, avec Hérard, la Fédération communiste indépendante de l'Est. Il rejoint le PS en 1934, participe aux activités de la Gauche révolutionnaire, puis rejoint les « paulfauristes ». Quoique lié au courant pacifiste du PS, il s'engage dans la Résistance et participe à de nombreux combats avant d'être arrêté et déporté à Auschwitz. Libéré, il réadhère à la SFIO à Belfort. Il est premier secrétaire de la Fédération (de 1945 à 1947) et est élu député socialiste à la deuxième assemblée constituante. Il publie aux Editions Bressanes deux livres, Le Passage de la Ligne (1949) et Le Mensonge d'Ulysse (1950). Il y décrit la vie dans les camps de concentration comme moins dure que ne la décrivent les premiers écrits des rescapés. Il y accuse les déportés communistes d'avoir collaboré à la répression dans les camps de concentration. Il s'y interroge sur la réalité des chambres à gaz.
95. Correspondance socialiste, 198 20-21 (octobre 1949) recommande Passage de la Ligne : « Un livre (...) qui s'est attaché à démontrer que les horreurs dont les camps ont été le théâtre sont autant le fait des communistes que des SS.
96. Lettre de Pivert à Rassinier, 8 novembre 1951, Arch. J. Outin.
97. Il n'est pas seul à manquer de discernement. Brutelle, secrétaire général adjoint du parti, et ancien déporté, sera le premier à recommander les livres de Rassinier.
98. Correspondance socialiste, n° 27, février 1950. 99. Texte manuscrit, 1950. Arch. J. Outin.
100. Lettre de Pivert du 19 avril 1950. Destinataire inconnu, Arch. J. Outin.
101. Lettre de Pivert à Caput, 9 septembre 1951, Arch. J. Outin.

CHAPITRE 17

LES ANNÉES INCERTAINES (1950-1954)



Comment Marceau organise-t-il sa vie en fonction de son état de santé ? Du côté du « Congrès des Peuples », comme du côté du Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe, il est moins présent. Mais cette prise de distance était déjà prévisible avant sa rechute du mois de janvier. Par contre, il est toujours présent au Comité directeur et à la Commission internationale. Et en août apparaît une nouvelle formule de Correspondance socialiste, devenue Correspondance socialiste internationale et dotée d'un « supplément » interne à la SFIO, Entre nous.

En fait la gestion de la Fédération de la Seine est le seul secteur d'activité dont il se dessaisit vraiment. Sans doute l'action de Mireille Osmin n'est-elle pas à l'abri de toute critique. Pierre Mauriac, par exemple, le jeune permanent de la Fédération, estime qu'elle a « un peu tendance à éluder les problèmes ».1 Et elle est, aux débuts de son mandat, l'objet de bien des attentions inattendues, de bien des compliments surprenants. Daniel Mayer, par exemple, affirmant sans guère de retenue : « En ce qui concerne la Seine, j'estime le secrétaire fédéral actuel meilleur que le précédent. »2 Mais Mireille Osmin restera, durant ces quatre années, en accord avec Pivert sur les questions essentielles. Et elle, dont on murmurait qu'elle était en réalité plus proche de Jaquet que de Pivert, rompra avec Jaquet sur la CED, et développera, sur cette question-là aussi, les mêmes positions que Pivert.

Qu'il ne soit plus secrétaire fédéral n'empêche d'ailleurs pas Marceau de suivre de très près l'activité fédérale, de proposer, de conseiller, d'orienter, de multiplier les lettres et les notes. Il indique malicieusement à Manse Poiraudé : « Je remplis mon rôle de "militant de base" en "suggérant". »3

La vie de famille s'est compliquée : Jacqueline préparant son agrégation d'espagnol, les grands-parents - et en réalité surtout Germaine - ont dû s'occuper des petits-enfants. Ils sont donc deux maintenant, Dominique qui, en cette fin de l'année 1950, va sur ses quatre ans, et Miguel, qui n'a pas douze mois. Ils sont tous deux malades tout l'hiver (rougeole et otite). Et la situation du petit Miguel se révèle préoccupante : il est sourd et ne peut apprendre à parler.

Bientôt, cependant, bonne nouvelle : Jacqueline est reçue à son agrégation, première. Marceau, quant à lui, a repris son travail à Jean-Baptiste Say : il y enseigne maintenant les mathématiques en sixième. Et il est toujours à l'évidence le remarquable pédagogue que l'on connaît. Le rapport d'inspection générale de 1951, en tout cas, ne tarit pas d'éloges : « réelle maîtrise », « classe très active, très éveillée et intéressée », « direction expérimentée, énergique et bienveillante ».4

Quant aux vacances, elles englobent maintenant trois semaines de cure à Royat. Le reste se partage, selon les années, entre Villeblevin, la Haute-Savoie, Lourmarin, la Bretagne. Le traitement par les eaux de Royat est apparemment très efficace pivert se déclare « infiniment plus solide qu'[il ne l'a] jamais été pendant des années ».5

Encore heureux ! Car les voyages, dont il disait qu'ils lui seraient désormais rigoureusement interdits, ne semblent plus l'effrayer : 5 300 km en juillet 1953 pour faire, dans la foulée, le troisième congrès de l'Internationale socialiste à Stockholm, puis le congrès socialiste universitaire en Allemagne.

Contrairement aux conseils qui avaient pu lui être donnés, Pivert ne met pas véritablement cette période à profit pour écrire. Bien sûr, quantitativement, il écrit beaucoup durant ces quatre années : quinze articles pour la Revue socialiste, Correspondance socialiste internationale dont il rédige tous les mois la quasi-totalité des articles, d'innombrables textes et documents.

Mais le niveau de sa production écrite n'est pas celui que souhaitait Enock quand il lui intimait : « Alors, écris ! », ni celui auquel il songeait lui-même quand il confiait à « Lili » qu'il espérait pouvoir enfin écrire « autrement qu'à la va-vite ». C'est que l'actualité militante a repris ses droits.

La reconstruction de l'Internationale



Le 3 juillet 1951, à l'issue d'une conférence socialiste internationale réunie à Francfort, l'Internationale socialiste est enfin reconstituée.

On imagine Pivert heureux. En fait, il est de nouveau déçu, voire inquiet. Dans les mois précédant la conférence de Francfort, il a tenté de s'investir dans la discussion préparatoire. En février, il livre à la Revue socialiste un commentaire sur l'avant-projet de la « Déclaration de principes » qu'a rédigé une sous-commission du COMISCO. Mais celle-ci demande que ce texte reste confidentiel. Marceau remanie donc son article et ne s'en prend qu'au conditionnel au document du COMISCO (« la plus grande faiblesse doctrinale qui pourrait caractériser le document du COMISCO [...]. C'est qu'il ignorerait les conquêtes de la méthode marxiste dans l'analyse des mouvements sociaux »). Il prodigue cependant divers conseils : se libérer des servitudes nationales, trouver une méthode commune, ne pas taire les erreurs commises dans les différents pays, assurer la présence derrière les textes d'une organisation, d'une volonté, d'une stratégie. Tous convergent en fait vers une préoccupation centrale ; qu'il y ait un vrai congrès, que des textes circulent, que les militants s'expriment.⁶

Au Comité directeur, puis au congrès, il parle avec opiniâtreté dans le même sens. Au lendemain du congrès, il revient à la charge. Rien n'y fait.

Le congrès de l'Internationale à Francfort est assez décevant. Marceau formule deux critiques. La première concerne à nouveau le fonctionnement : que chaque parti national accepte la représentation de ses minorités, que le nombre de délégués soit plus grand, que chacun puisse parler au nom de ceux qui pensent comme lui, et que les discussions soient sanctionnées par des votes proportionnels aux mandats. Non seulement, précise Pivert, les règles en vigueur sont peu démocratiques, mais surtout ce fonctionnement « type SDN » fait qu'il ne peut y avoir de véritable discussion internationale, mais seulement confrontation de points de vue étroitement nationaux, arrêtés au préalable dans un cadre national, et défendus par une délégation monolithique.

La deuxième critique est précédée d'un long satisfecit : l'Internationale a enfin compris la vraie nature du stalinisme et de ses agents.⁷ Mais, continue Pivert, pour arracher au stalinisme l'influence qu'il conserve encore, il faudra que l'Internationale apparaisse nettement anticapitaliste, et « se distingue de l'impérialisme américain, lié à l'économie capitaliste américaine et à ses besoins d'expansion ».

Au-delà, il voit la nécessité et la possibilité concrète de construire une gauche de l'Internationale. La possibilité : c'est dès mai 1951 que Marceau a salué les initiatives du dirigeant travailliste anglais Aneurin Bevan. Et il est vrai que c'est autour de celui-ci que s'organisent alors bien des espoirs, à l'intérieur et à l'extérieur de la gauche socialiste. La nécessité : très vite, Marceau estime en effet que le Bureau de PIS laisse s'opérer le rapprochement des Américains avec Franco, (« Je ne pense pas que nous puissions envisager la rupture avec l'Amérique », lui répond Grumbach) et ne fait rien pour établir une position commune sur la CED.⁸ Le verdict tombe, dès le début de l'année 1952 :

« Une gauche socialiste internationale est devenue nécessaire parce que, ainsi que la dernière réunion du Bureau de VIS l'a prouvé, l'organisme qui devrait parler le langage commun à tous les prolétaires socialistes s'est révélé jusqu'à présent incapable de le faire. »⁹

Pivert précise ce que pourrait être le programme de la « tendance internationaliste » : unification démocratique de l'Allemagne, intégration économique et politique de l'Europe, proposition solennelle de désarmement contrôlé. Mais les contacts avec Bevan ont du mal à se nouer.

Quand Ian Mikardo, l'un des dirigeants de la gauche travailliste, vient en France, il passe plus de temps à discuter avec les petits groupes de gauche qu'avec la gauche de la SFIO.¹⁰ Et au congrès de l'Internationale, qui se tient en juillet 1953 à Stockholm, aucune tendance internationaliste ne se manifeste. Les débats publics du congrès ne semblent pas avoir passionné Marceau. Ce sont les contacts personnels pris avec les autres délégations, et notamment les Belges, qui lui paraissent intéressants." Il est vrai que sur les questions qui préoccupent maintenant Marceau, et notamment les questions coloniales, FIS ne lui est pas d'un grand secours.

Les combats anticolonialistes



Se pose d'abord, en Afrique du Nord, la question tunisienne. La Tunisie n'est pas, pour les socialistes, une colonie comme les autres. Ils y disposent en effet d'une fédération qui a pris des options réellement libérales. Les bonnes relations qu'elle entretient avec le Néo Destour font qu'elle n'a pas perdu contact avec la réalité du pays. Derrière le trompe-l'oeil de l'Union française, elle décèle assez vite, des évolutions inéluctables et profondes. Elle vote, le 11 décembre 1949, un texte se prononçant pour « le statut d'État associé l'amenant par étapes rapides vers l'indépendance au sein d'un ensemble constitué autour de la France ».

Le Comité directeur, un mois plus tard, reprend à son compte la formule, et, en avril, Bourguiba vient à Paris préciser ses propositions. Mais c'est le MRP qui détient le ministère de l'Union française. Le dialogue tourne court. Le congrès du Néo-Destour est interdit, et Bourguiba arrêté.

Malade, Marceau a suivi de loin le début des événements. Mais le sens des mesures prises en janvier 1950 lui apparaît clairement : le MRP s'est aligné sur les positions des « prépondérants », les gros colons tunisiens et c'est un recul général qui se prépare pour l'ensemble du Maghreb. Au Comité directeur, il proteste et propose une lettre ouverte dénonçant le maintien de Bourguiba en résidence surveillée.¹² Il n'est pas suivi, la direction socialiste préférant des négociations discrètes avec le gouvernement Edgar Faure. Elle n'obtient d'Edgar Faure que les formules savamment balancées dont celui-ci s'est fait une spécialité. Pendant ce temps, la situation empire : ratissage du Cap Bon (deux cents morts), arrestation et déportation du premier ministre tunisien.

Marceau tape sur la table : « On continue à servir d'intermédiaire entre ceux qui frappent, et ceux qui sont frappés. » Il se dit gêné par le langage de Max Lejeune qui se comporte, estime-t-il, comme « un chef d'État qui fait respecter l'ordre ». ¹³ L'évolution des événements sur place lui donne raison. Aux élections municipales du 3 mai, il n'y a que 8 % des Tunisiens et 46 % des Français à voter. La fédération socialiste s'est jointe au mot d'ordre de boycott. Le 5 décembre, Fehrat Hached, le secrétaire de l'Union générale des travailleurs tunisiens est assassiné. Marceau connaissait personnellement Fehrat Hached, qui avait participé au Congrès des Peuples de 1947, et il est profondément affecté. Il tente d'infléchir la politique du Comité directeur, où il trouve la motion présentée par Rosenfeld « trop molle », ¹⁴ et exprime son amertume dans Correspondance socialiste internationale. ¹⁵ Rien n'y fera : début août, c'est une nouvelle vague d'attentats qui ensanglante la Tunisie. Il faudra attendre l'investiture de Pierre Mendès France, le 18 juin 1954, pour que s'ouvrent début septembre les négociations franco-tunisiennes. Pivert écrit alors que « les négociations avec les véritables interprètes de la volonté populaire, c'est-à-dire avec le Néo-Destour et Bourguiba, ont transformé immédiatement une situation de guerre civile en début de collaboration féconde ». ¹⁶

A l'inverse de la Tunisie, la Fédération SFIO du Maroc maintient les vieilles traditions du colonialisme socialiste. Au congrès qu'elle tient à Casablanca les 10 et 11 avril 1954, elle proclame encore : « La grandeur indiscutable de l'oeuvre française au Maroc, dont ont largement bénéficié les populations marocaines. » ¹⁷

La Fédération est d'ailleurs exclusivement composée de Français et, du coup, la direction de la SFIO est bien mal informée de la réalité marocaine. Quant à Marceau, il a, avec l'Istiqlal, des relations plus distendues qu'avec le Néo-Destour et le « laïque » Bourguiba.

Ce qui se lève alors, c'est pourtant la première vague d'un anticolonialisme qui ne se situe pas dans l'orbite du PCF et sa première manifestation, c'est sans doute, en 1953, la création du Comité France-Maghreb. Cette prise de conscience s'opère en dehors de la SFIO, et en dehors de Marceau. Il est vrai que cette radicalisation touche et brasse un milieu que Pivert n'a jamais beaucoup fréquenté : les catholiques de gauche. Ou une presse qu'il juge ambiguë : c'est le cas d'un journal né en 1950 qui s'appelle L'Observateur, et devient en 1954 France observateur. Pour la SFIO, c'est « un journal d'adversaires ». Pour Marceau, c'est un peu plus compliqué. Il connaît depuis longtemps son fondateur, Claude Bourdet, et ils ont mené ensemble les premières batailles pro-européennes. Reste que le courant que traduit L'Observateur représente toutes les tentations que Pivert a rejetées quand il a décidé, en 1946, de réadhérer à la SFIO. Il ne peut donc que les écarter à nouveau. Mais d'une certaine manière, elles réapparaissent avec le rôle que tient Pierre Mendès France dans la solution du conflit indochinois.

L'Indochine est théoriquement, et depuis 1949, un pays indépendant dont la France a confié la gestion à Bao Dai. Indépendance solidement adossée à la présence massive de l'armée française, sous le commandement de De Lattre de Tassigny. Car, bien entendu, le Viet-minh n'a en rien cessé sa bataille pour une réelle indépendance : au contraire, il est en train de passer de la guérilla à la guerre.

Quant aux socialistes, le déclenchement, en juin 1950, du conflit coréen amène une modification notable de leur attitude. La résolution du 43e congrès (mai 1951) affirme que « *L'Indochine est désormais, sur le front international de la lutte contre le stalinisme impérialiste, un théâtre d'opérations où il incombe à la France d'apporter sa contribution à la défense des nations libres.* »

Au lendemain du congrès, Pivert demande que la mission qui part en Indochine prenne contact avec Caput ; il se voit sévèrement rétorquer par Christian Pineau que « Caput est minoritaire et seul de son point de vue dans sa fédération ».18

Désormais, pour Marceau comme pour l'opinion de gauche, tout semble suspendu à la dynamique qui s'organise autour de Mendès France. Pivert n'est pas, on s'en doute, un inconditionnel de Pierre Mendès France. Il porte en permanence sur son compte deux appréciations parallèles. D'une part, il estime que son programme sur le plan intérieur est « équivoque » : « Il s'agit en fait d'améliorer le fonctionnement du capitalisme. »19 Et c'est pour cette raison qu'il votera contre son investiture en 1953, contre la participation socialiste en 1954. Mais, d'autre part, il reconnaît le « mérite considérable » du programme international de Pierre Mendès France » et le renfort qu'il lui apporte au sein de la SFIO. Mendès, estime-t-il, « a obligé le parti à adopter notre position ». « Que les militants prennent donc au sérieux ce que nous disons ! »20

Au-delà, Pivert estime que « le test Mendès France a polarisé une gauche », et que quelque chose est en train de naître, « analogue à ce que nous avons contribué à faire mûrir de 1933 à 1936 ». L'investiture de Mendès France, écrit-il, « est l'expression de la volonté de paix en Indochine des masses populaires françaises ».21 Au congrès de juillet, il s'interroge

« *Si M. Mendès France incarne le renouveau et a tant de succès auprès des jeunes, n'est-ce pas parce que les socialistes ont failli à leur mission ?* »22

Bien sûr, ce qui est d'abord scruté, ce sont les négociations engagées à Genève avec Ho Chi Minh. Caput en approuve sans réserve les modalités et le résultat. Et Pivert crédite en septembre Mendès France de trois « éclaircies » : l'échec de la CED, bien sûr, les négociations avec la Tunisie, et les accords de Genève : « Dans la voie où s'est engagé Mendès France, dira Marceau, il peut avoir très vite derrière lui toutes les forces socialistes et syndicalistes libres. »²³

Il appartiendra à « Lili » de signaler que Genève n'a pas clos la question indochinoise.²⁴ Dans la Revue socialiste, il prédit le glissement vers le renforcement de la partition, la tentation des états-majors américain et français de constituer le Sud-Vietnam en élément d'une ligne de défense passant par Formose et la Corée du Sud, le renforcement du gouvernement dictatorial de Ngo Dinh Diem au Sud, l'étiollement de l'influence culturelle et politique de la France, l'intervention de « moniteurs américains, l'envie-américaine et française - de « tourner les accords, et de repousser aux calendes grecques les élections prévues », la reprise probable des hostilités entre le Nord et le Sud.²⁵

A peine éteint ce dernier feu d'artifice de lucidités, Lili meurt, le 7 décembre 1954. De lui, Marceau dira avec sobriété, la perte immense « pour le peuple vietnamien, à l'émancipation duquel, en bon militant internationaliste, il avait consacré un quart de siècle d'activité dangereuse et de dévouement désintéressé ». ²⁶

La question laïque



L'offensive confessionnelle reprend au début de l'année 1950 : circulaire ressuscitant la loi Falloux, puis grève de l'impôt organisée par l'évêque de Luçon etc. Et les élections législatives de 1951 donnent une majorité favorable au privé.

Marceau Pivert n'a pas été, ces derniers temps, particulièrement actif sur la question laïque. D'autres questions lui apparaissent alors prioritaires :

« Si l'on vous donne à choisir entre un coup de revolver dans la nuque, un coup de sabre ou un coup de goupillon, sans avoir le temps de réfléchir, sans doute, vous choisirez le goupillon. »²⁷

Seulement, le 27 juin, le socialiste Paul-Boncour, qui préside une « commission d'étude », évoque une aide éventuelle aux établissements privés. Au Comité directeur, réuni le jour même, Pivert tape sur la table et demande la dissolution de la commission « Paul-Boncour ». Mais il ne récolte sur cette proposition que sa seule voix.²⁸

Le congrès extraordinaire des 4 et 5 juillet annonce que, s'il y a offensive cléricale, les socialistes se battront, non pour le statu quo, mais pour la nationalisation de l'enseignement : « Et personne ne peut ignorer, ajoute l'appel, que de cette bataille - qu'ils ne cherchent pas à engager - les socialistes et les laïcs sortiraient vainqueurs. »

Propos de matamores. Le 21 septembre, les lois Marie (octroi de bourses aux élèves de l'enseignement privé) et Barangé (allocation d'études attribuée à l'école fréquentée par l'enfant, y compris à l'enseignement privé) sont votées.

La faiblesse de la riposte n'est pas imputable aux seuls socialistes. Alors que les Associations de parents de l'école libre (APEL) mobilisent, c'est avec difficulté que se met sur pied le Comité national de défense laïque : les communistes traînent la jambe. Et il faut attendre 1953 pour que le

Groupe fraternel de l'enseignement appelle à une « mobilisation des maçons », « pour un plan de réforme complet de l'enseignement ».29

En réalité, la période de la Troisième force avait endormi les laïcs : le réveil, comme on le voit, est brutal.

A la recherche de nouvelles alliances



L'hostilité de Pivert à l'égard des « stalino-fascistes » n'a en rien diminué. Certes, il apparaît relativement modéré au moment de la guerre de Corée.³⁰ Mais ses démêlés avec les membres du PCF du lycée Jean-Baptiste Say, qu'il appelle « les cellulards », donnent une idée sans doute assez exacte de sa perception du PCF. La cellule communiste s'étant en effet fait rappeler à l'ordre (et menacer de sanctions) par l'administration du lycée, à l'occasion d'un tract hostile à Eisenhower, Pivert commente en ces termes :

*« Si vous vous définissez vous-mêmes comme les représentants d'un régime de fanatisme totalitaire, de quoi, au non de quoi, vous plaignez-vous ? A quel titre venez-vous nous demander un geste de solidarité ? »*³¹

Mais la mort de Staline, le 9 mars 1953, l'amène à s'interroger. Il écrit ainsi, le 2 mai, « le dialogue est commencé », en réponse à un article d' Ilya Ehrenbourg que celui-ci avait intitulé « L'heure du dialogue est arrivée »

*« Il est difficile de contester que la mort de Staline, et l'obscurité même des conditions de sa mort et de sa succession créent une situation internationale favorable à une détente. »*³²

Les émeutes qui éclatent à Berlin-Est, trois mois à peine après la mort de Staline, renforcent ses appréciations : « Oui, écrit-il, quelque chose a changé [...1 : le stalinisme [...1 a du plomb dans l'aile. »³³

C'est le moment où Jean-Paul Sartre écrit, en trois articles, qu' « un ouvrier en France et aujourd'hui, ne peut s'exprimer que dans une action de classe dirigée par le PC » et que « refuser la politique du Parti communiste, c'est faire celle du gouvernement » ³⁴.

Pivert n'a pas oublié le compagnonnage du temps de « Socialisme et Liberté », qu'il évoque avec un brin de nostalgie : « Un moment, nous avons cru que Jean-Paul Sartre nous aiderait à dégager cette voie, la seule qui puisse conduire à la paix et à la liberté. »³⁵ Mais il lui répond d'autant plus sévèrement qu'il estime que Sartre vient conforter le stalinisme, au moment même où celui-ci est ébranlé :

*« Nous voyons autour de nous une Europe et un monde où, précisément, la liquidation du stalinisme par la classe ouvrière elle-même continence à ouvrir enfin de nouvelles perspectives révolutionnaires. Dommage que par sa position équivoque, J.P. Sartre soit, au cours de ce travail difficile, dans l'autre camp. »*³⁶

Et il le reprecise dans sa deuxième réponse

*« La forme que prendra, en Russie, la lune de classe, dépendra de la manière dont les héritiers de Staline persévéreront dans les crimes du régime contre les libertés ouvrières, ou, au contraire, dont ils entreprendront une démocratisation : l'exemple de la Yougoslavie montre que cette évolution est à la fois possible, mais très lente et périlleuse pour le régime. »*³⁷

De la même manière, il n'exclut pas la possibilité de la « détente » entre les deux blocs, et signale qu'elle se traduirait par une détente entre socialistes et communistes.

Que cela soit ou non dû à la mort de Staline, il y a effectivement, du côté du PCF, une recrudescence des propositions d'actions communes. Pivert le signale à Guy Mollet dès le 15 mai et propose « pour guider les militants du parti »

« De lancer nous-mêmes l'appel à l'action commune sur nos propres mots d'ordre, ceux qui traduisent exactement les besoins propres de notre classe. »³⁸

Le Comité directeur, soucieux de ne pas rester isolé, décide de s'adresser, nationalement, à un certain nombre de partis³⁹, de syndicats⁴⁰ et de coopératives⁴¹ et de leur proposer la mise sur pied d'un « Front démocratique et social » (FDS).

Mais les premiers contacts ont à peine été pris que commence, le 4 août, la grève des postiers de Bordeaux. Les décrets-lois prévoyant notamment le recul de l'âge de la retraite dans la fonction publique mettent le feu aux poudres. Le 5, c'est l'ensemble des PTT qui est en grève. Le 7, la totalité du secteur public est touchée, tandis que les premières grèves éclatent dans les mines et dans la métallurgie. C'est FO qui est à l'initiative, la CFTC a suivi et la CGT s'est ralliée au mouvement. A la base, l'unité se développe, et elle inquiète les dirigeants socialistes ⁴². Pivert, qui s'était précédemment prononcé pour « l'unité d'action spontanée »⁴³, en donne maintenant une version assez restrictive :

« L'unité d'action n'a de sens, et n'est pratiquement possible qu'au niveau des travailleurs appelés à la cessation du travail par les syndicalistes libres. Toute autre formule de liaison aux échelons des organisations, fédérations ou directions confédérales, entre totalitaires et syndicalistes libres, serait génératrice de catastrophe. »⁴⁴

De manière générale, Pivert est durant cette grève en accord avec la direction du parti, notamment quand elle refuse le rôle de médiateur. Le MRP n'aura pas de ces pudeurs : la médiation qui intervient dans la nuit du 20 au 21 août est menée par des représentants du MRP, en accord avec la direction de la CFTC.

Sans doute les grèves ont-elles augmenté la défiance déjà forte à l'égard du MRP : « Un pied au gouvernement, un pied à la CFTC », écrit Marceau.⁴⁵ Mais les problèmes sont plus profonds. La Troisième force a laissé un mauvais souvenir dans la SFIO et le secrétariat essaie de donner au Front démocratique et social un visage différent : « Ne pas nous embarquer avec d'autres partis politiques », privilégier les contacts « avec les organisations syndicales libres », explique Brutelle au secrétaire de la section d'Orléans ⁴⁶ Marceau partage ces précautions

« Le sentiment moyen des camarades est qu'il faut être très prudent avec les partis politiques. Personnellement, je serais hostile à des contacts avec le MRP. Beaucoup de camarades craignent que le FDS ne se transforme en une opération parlementaire. »⁴⁷

L'élection présidentielle du mois de décembre viendra de toute manière donner le coup de grâce à cette initiative : MRP et radicaux refusent en effet le recours à Vincent Auriol et votent pour René Coty contre le candidat socialiste, Naegelen.

De tout cela, il reste des rapports d'un type nouveau avec Force ouvrière. La grève a resserré les liens et FO a d'ailleurs accepté de participer au FDS. Dans la foulée, se met en place un « comité de liaison officieux » FO-SFIO, dont les cinq membres, du côté SFIO, sont Brutelle, Commin, Gazier, Jaquet et Pineau 48

Pivert approuve cette proposition, et se prononce, au-delà, pour des rapports partis-syndicats « comme cela se voit en Belgique, en Scandinavie, en Angleterre ou en Allemagne» 49. Joignant le geste à la parole, la Seine met sur pied des cercles de liaison socialistes et syndicalistes. Une journée d'études de la Fédération théorise les rapports désormais souhaités:

« Il est souhaitable qu'une coordination de l'action du parti et des organisations syndicales libres soit réalisée dans le plus bref délai. Cette coordination doit, d'une part, respecter l'autonomie de chacune des organisations participantes et, d'autre part, avoir un caractère suffisamment définitif pour assurer son bon fonctionnement, aussi bien dans les périodes de lutte, dans l'opposition que dans celles d'une participation ou d'une direction socialiste du gouvernement. »50

Synthèse donc, cette fois-ci officiellement revendiquée par une instance, entre la tradition guesdiste et les pratiques « travaillistes » anglo-saxonnes et scandinaves 51. Sur cette base, il assumera quelques vives polémiques avec les plus « anti-politiciens » des dirigeants de Force ouvrière, notamment avec Raymond Le Bourre et l'Union des cercles d'études syndicalistes. 52 Mais l'évolution générale de Force ouvrière, comme la faiblesse de l'implantation ouvrière de la SFIO, ne permettront pas que cette conception s'inscrive un tant soit peu dans la réalité.

La Communauté Européenne de Défense



C'est le blocus de Berlin qui met à l'ordre du jour la question du réarmement allemand. Il signifie en effet l'impossibilité de trouver un accord durable entre les quatre puissances occupantes et débouche logiquement sur la création, sous protectorat soviétique, de la République démocratique allemande, le 7 octobre 1949, et, sous protectorat occidental, de la République fédérale allemande, le 22 novembre de la même année.

A peine née, celle-ci est fort courtisée, et le bruit court très vite que les USA l'intégreraient volontiers au Pacte atlantique. Très direct, le représentant américain à la conférence des trois, Dean Acheson lâche, le 12 septembre 1950 : « Je veux des Allemands en uniforme pour l'automne 1951.

Le projet que présente René Pleven à l'Assemblée nationale tente de répondre à cette situation : l'Allemagne apportera sa contribution à la défense commune, mais dans le cadre d'une armée européenne.

Le Comité directeur du 6 décembre est fait de malaises, d'hésitations et de non-dits. Daniel Mayer, « avec un sentiment de désarroi et d'humiliation » propose d'approuver quand même le projet Pleven et entraîne la majorité du Comité directeur. Mollet, qui a en charge au gouvernement les affaires européennes, dit craindre « l'engrenage » de l'armée européenne et s'abstient. Il n'y a que deux contre : Malacrida et Pivert. La décision apparaît de taille. « Pourquoi diable a-t-elle été prise en Comité directeur, et non en congrès ? », demandera cent fois Pivert, sans jamais obtenir de réponse satisfaisante. La bévue est probablement à mettre au compte du désarroi plus que de l'esprit de manoeuvre. Elle entretient en tout cas le malaise: au Conseil national des 4 et 5 novembre, douze fédérations demandent un congrès extraordinaire. En vain.

Pivert, en tout cas, n'a pas tort d'estimer que c'est désormais la logique de l'Alliance atlantique qui porte ses fruits : il y a déjà eu la reconnaissance de l'Espagne franquiste, et c'est maintenant au tour de l'Allemagne :

*« Les forces les plus réactionnaires, les plus contre-révolutionnaires de l'Europe, les miliciens et gestapistes, les franquistes et les nazis se trouvent peu à peu réhabilités sous prétexte de combattre le communisme. »*⁵³

Dans le même numéro, un papier de son vieil ami Gironella, qui est maintenant secrétaire du MDSEUE, rend un autre son de cloche : celui-ci s'y félicite de constater que « de nouvelles initiatives de plus en plus européennes, et de plus en plus hardies, sont en préparation », parmi lesquelles « le projet d'une armée européenne ».

La réunion commune du groupe parlementaire et du Comité directeur qui se tient le 14 novembre éclaire les positions des uns et des autres.⁵⁴ Il apparaît que si les coalitions dans le pays pour ou contre la CED sont bariolées, elles ne le sont pas moins à l'intérieur du Parti socialiste.

Du côté des « oui », on peut ainsi dégager trois sensibilités. La première réagit par antisoviétisme, en considérant comme inéluctable la guerre avec l'URSS. Félix Gouin en est un représentant typique (« Impossible de faire face à ce danger sans les Allemands. Malgré leur puissance, les américains ne peuvent pas tout faire »). La deuxième raisonne en termes de « moindre mal » : plutôt la CED qu'une armée allemande autonome. Telle est, par exemple, la position de Guy Mollet. La troisième voit dans la CED un pas supplémentaire franchi dans la construction européenne. Les pas ne se font pas dans l'ordre que nous avons prévu ? Certes. Mais c'est cependant un pas en avant, et, en tant que tel, il est bon à prendre (« l'esprit européen gagnera à cette réalisation »). Gérard Jaquet représente bien cet état d'esprit.

En face, dans l'hostilité socialiste à la CED, trois courants cohabitent aussi. Le premier est un courant nationaliste qui, pour l'essentiel, se refuse à voir disparaître l'armée française, et avec elle la possibilité d'une défense nationale maîtrisée par la France : sans armée, pas d'État, pas de nation. Telle est, par exemple, l'argumentation de Max Lejeune. Un deuxième courant est germanophobe. Ceux qui s'y rattachent sont en règle générale réellement européens, et ils prouveront, au moment du conflit algérien qu'ils ne sont en rien des nationalistes bornés. Mais la guerre est pour eux très proche, et leur engagement dans la lutte antinazie aussi. Daniel Mayer est le meilleur représentant de ce groupe, avec des expressions fortes :

« Impossible d'accorder l'égalité des droits à l'Allemagne d'Adenauer, et peut-être hélas à celle de notre camarade Schumacher. Et pourtant nous n'avons jamais cessé de distinguer le peuple allemand de ceux qui l'ont conduit à la guerre. (...) Dès qu'un Allemand a un uniforme sur le dos, il n'est plus le même homme. Les Allemands démocrates et socialistes sont si difficiles à découvrir. »

Le troisième courant est européen, internationaliste et pacifiste. L'armée européenne ne l'effraie pas, mais il souhaiterait que l'on ait auparavant épuisé toutes les initiatives en faveur du désarmement. Que l'on y intègre l'Allemagne ne le gêne pas non plus, à condition que ce soit une Allemagne démocratiquement réunifiée, et non pas la fraction de l'Allemagne sous influence américaine. Et surtout il n'envisage la mise sur pied de cette armée européenne que quand il existera un cadre stable. Pour l'accueillir, c'est-à-dire une communauté économique et un pouvoir politique supranational. Ces conditions n'étant pas réunies, c'est en fait, estiment-ils, la Wehrmacht que l'on va ressusciter. C'est Marceau Pivert qui va, de fait, représenter ce courant, très minoritaire.

Finalement, après que Guy Mollet eut obtenu d'Edgar Faure quelques modestes concessions, une majorité de deux voix se dégage au sein du groupe parlementaire pour approuver le projet. C'est la première fêlure. Vingt députés choisissent en effet, les 17 et 19 février 1952, de ne pas respecter la discipline de groupe et votent contre le projet gouvernemental.

Commence alors le long périple des indisciplines et des sanctions qui allaient faire le quotidien de la vie du parti deux années durant. Marceau n'approuve pas la rupture de discipline au sein du groupe parlementaire : « Si on fait une bêtise, explique-t-il, on doit la faire tous ensemble. Je regrette l'orientation prise, mais quand une décision est prise par la majorité, nous devons tous nous incliner. » Cela dit, quand il s'agira de voter les sanctions, il s'abstiendra : « Les indisciplines que nous évoquons sont la conséquence de la politique du parti, lequel n'a pas été consulté. »⁵⁵

Le 22 mai, le congrès de Montrouge approuve la CED. Et le 27 mai, le gouvernement signe le traité de Paris qui l'institue.

Cela clôt-il le débat ? Que non ! D'abord parce qu'après la signature, il reste la ratification que doit voter le Parlement. Et ensuite parce que le débat a pris dans le Parti socialiste un tour passionnel pour qu'un vote de congrès puisse l'arrêter. Même Pivert, le discipliné Pivert, biaise, et estime que le 44e congrès n'a pas tranché (« Le pire n'est pas encore arrivé. »)⁵⁶ Et, plus que jamais, il mène campagne, à l'intérieur et à l'extérieur du parti. Des réunions-débats sont organisées à son initiative, Pivert-Jaquet ou Pivert-Mollet. Il n'y a quasiment pas un numéro de Correspondance socialiste internationale ou d'Entre nous qui n'argumente contre la CED. Le débat déborde naturellement les frontières nationales et Marceau s'exprime également dans la presse étrangère, italienne ou allemande notamment. Il porte la discussion dans la franc-maçonnerie ⁵⁷, et, dans ce milieu généralement acquis à la CED, débat sans concessions. Ainsi, dans sa propre loge, il commence par appeler à la vigilance à l'égard de l'Europe cléricale. Approche commode. Mais il en appelle surtout à la nécessaire autonomie de l'action ouvrière afin qu'elle pousse vers une Europe socialiste, par solidarité de classe. L'Internationale est également sollicitée, ou du moins celles de ses sections hostiles à la CED. La Fédération de la Seine organise aussi, en mars 1954, une réunion-débat interne avec des socialistes belges et anglais.

L'argumentation de Pivert croise de plus en plus celle des neutralistes. Ce courant est faible à l'intérieur du PS. Seuls quelques militants parisiens, autour de Jean Ries et de Lucien Weitz, l'ancien disciple, s'en réclament. Mais, à l'extérieur, il donne de la voix. Dans le combat neutraliste, en effet, Combat, Témoignage chrétien et France observateur sont appuyés par Le Monde, Hubert Beuve-Méry en tête. Et entre l'argumentation de Pivert et celle d'André Fontaine⁵⁸ ou de Claude Bourdet⁵⁹, la concordance est frappante. Cette concordance, Pivert est bien contraint de l'admettre, mais elle le met mal à l'aise en raison de l'histoire de ses rapports avec le courant neutraliste et avec la « petite gauche ».

Il avait déjà ironisé, quelques années plus tôt, sur l'échec des listes « neutralistes » présentées aux élections législatives de 1951, et pour lesquelles Claude Bourdet avait assuré que « l'élection d'un groupe de députés "indépendants des deux blocs mondiaux" était acquise ».⁶⁰

« Pronostic singulièrement imprudent. La leçon des élections c'est que les socialistes révolutionnaires dignes de ce nom doivent se regrouper dans les organisations de masse. »⁶¹

Pourtant, Jean Rous l'avait mis en garde contre tout dédain :

*« La crise du socialisme français ne sera stoppée qu'avec le double concours de ceux qui sont dans le parti officiel, et de ceux qui, dans des groupements épars, représentent à l'extérieur la possibilité d'un certain renouveau. »*⁶²

Mais Pivert n'entend pas, et continue d'ailleurs à estimer que le neutralisme est une neutralité à l'égard de la lutte de classes à l'échelle internationale et que la neutralité entre les deux blocs « n'est qu'une formule de résignation à l'existence des deux blocs. »⁶³

En réalité, le problème n'est pas là. Il est que Marceau Pivert se situe, lui, dans l'un des blocs, dans le bloc américain, qu'il appelle « l'occident démocratique ». Sans doute, depuis son opposition au Pacte atlantique, et son refus de la CED, Pivert a pris des distances et son discours se rapproche de celui des neutralistes. Mais le cordon ombilical n'est pas rompu, loin de là :

*« Nous, social-démocrates, savons fort bien qu'aucun socialisme libre ne pourrait subsister si les libertés démocratiques étaient supprimées. Pour cette raison, notre position politique dans la lutte entre le totalitarisme et la démocratie occidentale s'est située nettement, dès le début, du côté de l'occident démocratique, et elle le restera. »*⁶⁴

On comprend mieux que Pivert se fâche ainsi avec Michel Collinet, le compagnon de 1936, qui range les adversaires de la CED en trois catégories : les patriotes, ceux qui obéissent aux consignes de Moscou et les neutralistes. Pivert, refusant à l'évidence de se glisser dans l'une des trois catégories, répond sèchement : « Ou bien nous n'avons pas le même vocabulaire, ou bien nous n'avons pas la même conception des exigences de la probité intellectuelle ». ⁶⁵

Le congrès extraordinaire qui se réunit les 29 et 30 mai va entendre une dernière fois les arguments échangés depuis maintenant trois ans. Mauvaise nouvelle, cependant, à la veille du congrès : la conférence européenne des partis socialistes, réunie à Bruxelles, s'est prononcée pour la CED. Pivert peut plaider que la conférence n'était que consultative. Il peut souligner que le texte n'a recueilli que huit voix sur quatorze, et qu'il n'atteint donc pas la majorité statutaire des deux tiers. Il peut protester contre la règle « un parti, une voix », contre le fait que la section luxembourgeoise pèse ici autant que le Labour Party ou le SPD.⁶⁶ Il n'empêche : d'une certaine manière, l'Internationale a parlé, enlevant à Pivert une des exigences qu'il avait jusqu'alors constamment brandie. Pourtant, le courant anti-CED a progressé, mais pas assez pour être majoritaire : 1 215 voix contre, 1 969 pour la ratification. Et la demande de liberté de vote pour les parlementaires est repoussée.

Le débat sur la CED est traversé d'une autre rupture, pour Marceau infiniment douloureuse. Pendant l'année 1951, le MDSEUE a pris sur la CED des positions de plus en plus ambiguës. Longtemps, Marceau a fait en sorte de ne pas voir grandir les divergences. Il apparaît maintenant difficile de continuer à les nier.

Le premier affrontement a lieu en commission exécutive. Un projet de déclaration y est soumis. Le « Mouvement démocratique et socialiste pour les États Unis d'Europe » estime que le rejet du traité de la CED par les parlements « ne serait pas souhaitable » et décide, « pour obtenir les apaisements désirables, de mettre tout en oeuvre pour hâter la mise en place d'une véritable communauté politique européenne ». ⁶⁷

« Apaisements désirables » ! Pivert bondit. Il se déclare absolument hostile à ce que l'on crée maintenant la CED, en présentant l'existence d'une haute autorité politique commune comme une sorte « d'apaisement secondaire » ! Jaquet rétorque que, avec ou sans « autorité politique commune », il reste partisan de la CED.⁶⁸ Le tournant est pris. Un tract du « Mouvement démocratique et

socialiste pour les États Unis d'Europe » appelle quelques jours plus tard à « défendre la ratification du traité sur l'armée européenne ».69

Jaquet et Robin se rendent auprès du Comité directeur de la SFIO : ils demandent que l'un des deux permanents du « Mouvement démocratique et socialiste pour les États Unis d'Europe » (celui qui est socialiste) puisse avoir un contact direct avec les fédérations afin de faciliter le travail du « Mouvement démocratique et socialiste pour les États Unis d'Europe » et de systématiser le soutien que lui apporte le parti. C'est peu dire que Pivert se montre réservé.70

Trois mois plus tard, le VIe congrès du « Mouvement démocratique et socialiste pour les États Unis d'Europe » consacre publiquement les divergences entre socialistes. Pivert, en compagnie de jeunes Allemands et de syndicalistes belges, y forme en effet une minorité qui conteste « la décision du VIe congrès du MDSEE de préconiser, en tout état de cause, et sans tenir compte des chances de détente internationale et de réunification pacifique de l'Allemagne, la ratification du traité de la CED. »71

Les rapports, dès lors, s'aigrissent. Au congrès même, Spaak et Pineau ont en effet demandé que le texte de la minorité ne soit pas publié : ce serait, disent-ils « donner des armes à nos adversaires ». Et, effectivement, un an plus tard, il n'est toujours pas publié.72 Pire, la Gauche européenne, l'organe du MDSEUE titre « C'est une honte » un article qui reproche à la Fédération de la Seine la réunion interne au parti qu'elle a organisée avec des socialistes belges et anglais hostiles à la CED. Et, histoire de tout arranger, Jaquet explique que c'est « Giro », l'ami de toujours, qui a écrit l'article 73 Pivert, quant à lui, accuse la Lettre aux militants du MDSEUE, d'être en fait l'organe d'une tendance « parfaitement organisée à l'extérieur du parti et en dehors de son contrôle politique et financier, une tendance qui a ses permanents, ses publications et qui travaille ouvertement sur nos sections dans le désir avoué de les amener à accepter la CED ».74 Le 11 juin, il adresse à Jaquet sa démission :

« Vous avez cru devoir céder aux sollicitations de la guerre froide. Vous êtes entré dans l'un des camps, non pas avec votre idéologie socialiste démocratique, mais avec des mobiles, un langage, une stratégie politique et militaire qui font partie de l'arsenal impérialiste. (...) Et c'est ce qui vous portera à la collaboration avec des éléments politiques qui, tout en parlant de faire l'Europe, et qui se réclament des Droits de l'Homme, trouvent en même temps tout naturel de priver des libertés élémentaires les peuples coloniaux. »

Les griefs sont donc nombreux. Mais, dans la dernière partie de sa lettre, Pivert aborde un autre problème :

« Vous croyez qu'il est possible de "faire l'Europe" sans tenir compte de son contenu. (...) Mais, en attendant, ce sont des forces sociales bien définies qui se préparent à construire des institutions nouvelles ; la réaction américaine et la réaction allemande, en particulier, travaillent en accord étroit, mais pour elles, et non pour le socialisme. Tôt ou tard, vous devrez vous rendre à l'évidence. »75

Mireille Osmin s'associe à la démission de Pivert. Et en septembre, c'est le SPD qui demande à ses militants de quitter le « Mouvement démocratique et socialiste pour les États Unis d'Europe ». Gironella demandera à répondre au SPD dans les colonnes de Correspondance socialiste internationale. C'est vers la fin de l'année 1954 que Pivert lui répond :

« Je signalerais volontiers des extraits de ta lettre au SPD, si de ton côté, tu avais daigné faire connaître aux militants du MSEUE ma lettre de démission. J'avais, je le crois, donné assez de mon activité au mouvement dont tu connais l'origine et les intentions initiales pour avoir quelque droit à ce genre de courtoisie qui n'aurait été, d'autre part, qu'un geste de véritable démocratie internationaliste. »76

La plupart des députés socialistes anticédistes ne se plient pas à la décision du congrès. Bien au contraire, c'est avec leur appui que la commission des Affaires étrangères, puis celle de la Défense nationale repoussent le projet. La question des indisciplines est donc de nouveau posée. Pivert maintient la nécessité de la discipline de vote, mais ses réserves ne cessent de croître. Au Comité directeur du 9 juin, il a voté contre la suspension de délégation pour trois ans infligée à Rosenfeld. Au congrès, il est aussi de ceux qui votent contre les sanctions.

Le 30 août, par le biais de la question préalable, l'Assemblée nationale refuse la ratification de la CED. Cinquante députés socialistes votent pour la CED, cinquante-trois votent contre, et deux s'abstiennent. Trois députés (Lejeune, Mayer, Moch) sont exclus le soir même, les sanctions contre les cinquante autres s'étalant sur les semaines qui suivent.

La campagne des socialistes anticédistes n'a pas toujours suscité, chez les proches de Pivert, un franc enthousiasme. Pierre Mauriac, lui écrit ainsi, à propos des alliés socialistes : « Ils se sont contentés de défendre les culottes de peau et les plis du drapeau tricolore, l'usage que j'en fais de ce drapeau est tout différent. »77A quoi il faut ajouter que la queue de comète du débat sur le réarmement allemand entraîne la dispersion des socialistes anti-cédistes. Il restait à trouver en effet une solution au problème que le refus de la CED avait laissé pendant. Ce seront les accords de Londres et de Paris, négociés par Pierre Mendès France : ils prévoient l'entrée de la RFA dans le Pacte atlantique, mais avec des forces armées limitées et contrôlées, et l'engagement de la Grande-Bretagne de maintenir des troupes sur le continent. Dans un premier temps, les socialistes ont rappelé leur opposition unanime à la reconstitution d'une armée allemande autonome. Dans un deuxième temps, ils se montrent sensibles à la « garantie anglaise », et à la réinsertion de la Grande-Bretagne dans le processus européen que cela signifie. Quant aux socialistes anti-CED, ils hésitent d'autant plus que Pierre Mendès France engage l'existence de son gouvernement. Le Conseil national des 10 et 11 novembre vote la ratification à 84 %. Et le 31 décembre, il ne reste que dix-huit députés à voter contre la ratification : pour un bon nombre des indisciplinés d'août, à commencer par Daniel Mayer, la volonté de ne pas interrompre l'expérience Mendès France l'a emporté sur la crainte du réarmement allemand.

La position de Marceau Pivert reste inchangée. Dès octobre, il s'oppose aux accords de Londres et redemande une conférence à quatre sur la réunification78. « On nous a dit, exploset-il, à aucun prix la restauration de la Wehrmacht. Mais l'Allemagne à l'OTAN, c'est la Wehrmacht. Et on vote pour ! »79 Il n'a pas pour autant modifié son appréciation sur Mendès France. Il écrit, au lendemain de la ratification des accords:

« Il faudra faire du parti l'élément moteur d'un regroupement autour de Pierre Mendès France, dans le pays, en vue des élections de 1956. On contrôlerait ainsi ce qu'il y a d'inquiétant, surtout aujourd'hui, dans le caractère de restauration du grand capitalisme que signifiera l'expérience PMF. »80

La démocratie dans la SFIO



La présentation de la SFIO comme étant un parti « où les militants ont le dernier mot » était l'un de ses arguments favoris pour justifier sa réadhesion de 1946. Ses premières interrogations datent du début des années cinquante. Le congrès extraordinaire de décembre 1949, lui laisse, écrit-il, « quelques doutes cruels à ce sujet »⁸¹ Ces doutes ne feront visiblement qu'empirer. Et quand on lui reproche de divulguer à l'extérieur, par ses articles de Correspondance socialiste internationale, les débats du Comité directeur, il crée, à partir de septembre 1950, *Entre nous*, supplément à Correspondance socialiste internationale et qui n'est, lui, délivré qu'aux militants SFIO. En même temps, il réclame, à l'occasion du congrès de mai 1951, un bulletin intérieurs⁸², demande une discussion en congrès sur la possibilité de cumuler un portefeuille ministériel et le poste de secrétaire général.⁸³ Il proteste contre les convocations parfois très espacées du Comité directeur⁸⁴, s'étonne de la non parution du texte de la minorité du congrès tenu en juillet à Asnières. ⁸⁵

Les réactions de l'appareil sont limpides. C'est à partir du moment où il s'interroge sur le fonctionnement de la direction molletiste qu'il est mis à l'écart, et ceci dans des secteurs très divers de son activité. Le cinéma en est un bon exemple.

Il a ainsi soumis un projet de réorganisation des services cinématographiques de la SFIO, que la direction du parti a laissé sans réponse.⁸⁶ Il tourne peu : un film sur les municipalités socialistes (Communes de France), un autre sur Egletons, « La prochaine vague », fort critique à l'égard de l'URSS et, en 1955, un curieux film - « Ça dépend de nous » - qui traite des rapports entre un fils communiste et un père socialiste, et où, à la fin, le fils s'interroge : « Pour empêcher de nouveaux massacres, ne devons nous pas aider les socialistes ? » Pour le reste, il gère ses archives - que Marc Allégret veut utiliser pour faire un film sur Gide -, écrit des synopsis qui ne seront pas tournés (« Militants et constructeurs du socialisme dans la liberté »), reçoit des projets qui resteront sans suite : le projet de Raymond Le Bourre sur la laïcité, ou la demande par Force ouvrière d'un film consacré à la Sécurité sociale, dont Marceau écrit le dialogue pendant sa cure à Royat, et qui devait s'intituler « Mieux que rien ».

Les mesures se multiplient qui visent à le faire taire. Après s'être fait les dents, en interdisant la parution d'un petit bulletin de Belfort, *Lettres socialistes* ⁸⁷, le Comité directeur demande, la semaine suivante, que la même mesure soit prise pour *Entre nous*.⁸⁸ Dans un premier temps, Marceau se soumet. Mais il revient quinze jours plus tard devant le CD, « regonflé à bloc » par les réactions dans le département de la Seine. Et il refuse cette fois-ci de s'incliner devant la demande du Comité directeur : « Je suis solidaire, explique-t-il, des camarades de la Seine qui me font observer que la décision du Comité directeur est une inégalité ». « L'inégalité » ainsi visée renvoie à une argumentation que Pivert avait commencé à développer dans une lettre à Guy Mollet⁸⁹, puis au Comité directeur du 31 mars: la Lettre aux militants, le bulletin du « Mouvement démocratique et socialiste pour les États Unis d'Europe », est en fait un organe de tendance.⁹⁰ Au congrès de juillet, Pivert reposera à nouveau la question d'*Entre nous*. Sans résultat. Et, contrecoup de ce débat, mais plus sûrement encore de sa prise de position contre la CED, il n'est pas réélu au Comité directeur.

On peut certes relativiser la perte que cela représente pour Marceau. Depuis quelque temps, il avait été marginalisé au sein du Comité directeur, et on ne lui confiait plus guère, à ce titre, de tâches importantes. Les propositions qu'il pouvait y faire, sur des sujets divers, étaient toujours très minoritaires. Sa demande que soit intégralement publié le papier antistalinien d'un immigré tchèque est refusée à l'unanimité moins une voix. Son propre article sur la liquidation par les staliens de militants ouvriers antifascistes n'est pas publié ⁹¹ A propos du cas Baylot ⁹², on lui confie un rapport sur les « incompatibilités ». Pivert, qui a sur ce problème une pensée nette (« Dans les circonstances actuelles, un camarade du parti ne doit pas avoir de poste important dans l'appareil gouvernemental de coercition. Nous ne gagnons rien à prêter nos meilleurs militants à la bourgeoisie. » ⁹³ Il propose,

en conclusion de son rapport, que les fonctionnaires d'autorité donnent automatiquement leur démission du parti, du moins tant que celui-ci est dans l'opposition. Le Comité directeur marque quasi unanimement son désaccord.

Même si ses possibilités de peser au Comité directeur étaient réduites, son éviction n'en reste pas moins symbolique. Elle est d'autant plus mal vécue par ses amis de la Seine que, une fois de plus, Marceau ajouté le jeu, c'est-à-dire s'est inscrit en positif dans les discussions du congrès et qu'il a fait voter pour le Comité directeur sans esprit de tendance et en fonction des compétences : « On a voté Rimbert. Par contre, la mino de la Seine a appliqué les consignes et rayé Marceau. »⁹⁴

Les leçons que tire Marceau sur le fonctionnement du parti et la démocratie interne sont maintenant claires. Il faut, écrit-il, « en finir avec l'autoritarisme », « modifier les statuts par la proportionnelle », « faire confiance aux militants, mais donc les informer ».⁹⁵

Faute de possibilité « légale » de faire connaître ses positions aux militants du parti, il met en place, à partir de la Fédération de la Seine, un système parallèle de liaison et de circulation d'informations.

S'agit-il de préparer, articulée avec la demande de proportionnelle, la création d'une tendance ? Le mot n'est pas prononcé. Mais ça y ressemble fort. On peut ajouter que Marceau semble maintenant convaincu des capacités répressives de l'appareil du parti la prudence lui semble dorénavant de mise. Il a, par exemple, accepté d'écrire dans le journal socialiste italien, *Risorgimento socialista*, mais sous le pseudonyme de Marcel Moreau. Le regard qu'a maintenant Marceau sur son parti n'a plus grand chose à voir avec la vision idyllique qu'il développait il y a quelques années encore.

1. Lettre de Mauriac à Pivert, 14 septembre 1954. Arch. J. Outin.
2. CD du 1er janvier 1951.
3. Lettre à Manse Poiraudéau, 26 juillet 1954. Arch. Ch. Lancelle.
4. Rapport d'inspection de M. Pierre Dedron, 12 janvier 1951. Arch. J. Outin.
5. Lettre à Lili, septembre 1951. Fonds Capot.
6. « La reconstruction de l'Internationale socialiste, une introduction à la discussion qui s'impose », *Revue socialiste*, n° 44, février 1951. Marceau y recense également les divergences entre les divers partis socialistes. D signale ainsi que pour les socialistes suédois « il s'agit d'identifier les buts du socialisme avec ceux de la démocratie politique, qui est l'objectif final du socialisme » ; que, pour le parti socialiste hollandais, « le socialisme peut triompher s'il va chercher le plus fortement possible son inspiration dans la grande tradition chrétienne et humaniste qui a élaboré l'esprit européen, que, pour le Labour Party, « l'église méthodiste a joué un grand rôle dans le développement du travaillisme » et que « la conception marxiste d'une organisation politique destinée à soutenir la lutte des classes n'est pas acceptée par le mouvement ouvrier britannique » ; reste « notre vénérée Angelica Balabanoff » qui, au nom des socialistes italiens, se réclame du marxisme, de la laïcité et de la lutte de classes...
- 7.11 est intéressant de remarquer que Pivert fait remonter les divergences fondamentales avec les communistes, non à 1921 et au congrès de Tours, mais à 1922 et à la « Conférence des trois Internationales » tenue en avril 1922 à Berlin, et où s'étaient rencontrés le « Comité des 9 » (Adler, Bracke), la IIe Internationale (MacDonald, Vandervelde) et la IIIème Internationale (Radek, Frossard, Zetkin). (Édition du Comité des 9, Librairie du Peuple, Bruxelles, 1922).
8. Comité directeur du 19 septembre 1951.
9. *Corr. Soc. Inter.*, n° 16, janvier 1952.
10. « Lettre ouverte à Jan Mikardo », id.

11. « Mes chers amis », lettre non datée, probablement finjuillet ou début août 1953. Arch. Ch. Lancelle.
12. CD du 23 janvier.
13. CD du 2 avril.
14. CD du 10 décembre 1952.
15. Corr. soc. Int., n° 26, janvier 1953.
16. « Trois éclaircies », Corr. soc. int., septembre 1954.
17. Le document est annoté par Marceau, qui, en face de cette phrase, a rageusement crayonné en marge « Et les capitalistes !!! » Arch. J. Outin.
18. CD du 11 juin 1952.
19. Corr. soc. int., n° 31, juin 1953.
20. Entre nous, juin 1953.
21. Corr. soc. int., ne 31, juin 1953 ; n°42, juin 1954. 22. Le Monde, 6 juillet 1954.
23. Corr. soc. int., ne 44, septembre 1953.
24. Les accords de Genève organisaient une partition de rait : les Français au Sud et le Viet-Minh au Nord. lis prévoyaient des élections démocratiques dans l'ensemble du pays en juillet 1956.
25. Revue socialiste, n° 81, novembre 1954.
26. Corr. soc. int., n° 47, décembre 1954.
27. L'Union, 24 juillet 1951. Arch. J. Outin. Le coup de revolver dans la nuque renvoie aux staliniens, le coup de sabre aux gaullistes.
28. CD du 17 juin 1951.
29. Assemblée générale du Groupe fraternel de l'Enseignement, 8 septembre 1953. Arch. J. Outin.
30. S'il condamne le franchissement du 38e parallèle par les tanks nord-coréens, il ajoute, à propos de la Corée du Sud « qu'il est impossible pour nous, socialistes, de prendre en charge la défense d'un régime rétrograde et générateur de misère ». Corr. soc. int., août 1950, Numéro spécimen.
31. Texte pour le cercle Jean Jaurès du collège moderne Jean-Baptiste Say, février 1951. Arch. J.Outin. Il existe une deuxième version de ce texte se terminant par: « Nous n'avons plus, en ce cas, rien de commun. »
32. Corr. Soc. Int., n° 30, mai 1953.
33. « Cours nouveau », Corr. soc. int., n° 32-33, juillet-août-septembre 1953.
34. « Les Communistes et la paix », Les Temps modernes, juillet 1952, octobre-novembre 1952 et avril 1954.
35. « J.-P. Sartre, la classe ouvrière et le stalinisme », Revue socialiste, n° 63, janvier 1953.
36. id.
37. « Les Communistes, les socialistes et la paix », Revue socialiste, n° 81, novembre 1954.
38. Lettre à Guy Mollet, 15 mai 1953. Arch. G. Mollet.
39. MRP, UDSR, Parti républicain radical et radical-socialiste.
40. CGT-FO, CFTC, CGC, Syndicat national des Instituteurs, Syndicat des Autonomes, Fédération de l'Education nationale.
41. CGA, Fédération nationale de la Mutualité agricole, Confédération générale des coopératives agricoles, Société générale des coopératives ouvrières de production de France et d'Union française, Confédération nationale de l'Artisanat, UNAF, Mutualité française.
42. Par exemple, le rapport du secrétaire fédéral du Cher, René Henry, septembre 1953. Arch. Ours.
43. « Le dialogue est commencé », Corr. soc. int., n° 30, mai 1953. 44. « Entre nous », juillet-août-septembre 1953.
45. « Après les grèves d'août, quoi ? », par Marceau Pivert, Revue socialiste, n° 72, décembre 1953, et plus particulièrement le rapport de Robert Verdier.
46. Lettre de George Brutelle, 28 septembre 1953. Arch. Ours.
47. CD du 14 octobre 1953.
48. CD du 7 octobre 1953.

49. Entre nous, juillet-août-septembre 1953.
50. Revue socialiste, n° 72, décembre 1953.
51. Choix que Pivert avait affamé dès 1932. Plus récemment, Entre nous s'était prononcé pour des rapports partis-syndicats « à la travailliste » (novembre 1951).
52. Entre nous, janvier 1954.
53. Corr. soc. int., n° 3, septembre 1950.
54. Compte rendu dactylographié, probablement dû à Pivert. Arch, J. Outin.
55. CD du 19 février et du 12 mars 1952. 56. Corr. soc. Int. 21, juin 1952.
57. A la loge Étoile Polaire, le 4 février 1953, à La Renaissance, en janvier 1954, aux Zèles Philanthropes, le 28 janvier 1954, débat avec le frère Wefll-Raynal, partisan, lui, de la CED, en avril 1954, « Tenue collective solennelle », le 20 mai 1954...
58. « Les clés de l'Europe », Le Monde, 4 décembre 1953.
59. Débat avec P.-H. Teitgen, Le Monde, 27 février 1953.
60. L'Observateur, 6 juin 1951.
61. Corr. soc. mi., n° 11, juillet-août 1951.
62. Corr. soc. int., n° 12, septembre 1951.
63. « Pour la discussion sur le neutralisme » (réponse à J. Ries), Corr. soc. int., n°47, décembre 1954. Article non signé, mais vraisemblablement de Marceau Pivert, comme un grand nombre des articles non signés de CSI. 64. Corr. soc. int, n° 15, décembre 1951.
65. Corr. soc. int., n° 36, décembre 1953. 66. Entre nous, juin 1954.
67. Corr. soc. int., n° 17, février 1952. Sur son exemplaire, Pivert a écrit en marge « faire d'abord le cadre ! ».
68. Procès-verbal (n° 39) de la réunion du Comité exécutif du MDSEUE, 14 octobre 1952. Arch. J. Outin.
69. Arch. J. Outin.
70. CD du 18 février 1953. Suit une assez longue discussion sur ce que les membres du CD appellent les mouvements « para », c'est-à-dire les mouvements qui fonctionnent comme une sorte de pseudopode du parti dans un milieu ou sur un thème donnés.
71. Déclaration de la minorité, congrès de Liège, 29-31 mai 1953. Arch. J. Outin.
72. Procès-verbal n° 46 de la réunion du Comité exécutif du MDSEUE, mai 1954.
73. CD du 7 avril 1954.
74. Lettre à Guy Mollet, 20 mars 1954. Arch. G. Mollet. Pivert revient sur ce problème à l'occasion du Comité directeur du 31 mars 1954. Au congrès de juillet, il mettra en particulier en cause une circulaire demandant aux militants dans le SNI de prendre position contre le rapport de Denis Forestier.
75. Fonds Jacques Robin.
76. Lettre à Gironella, non datée. Arch. J. Outin.
77. Lettre de Mauriac à Pivert, le 14 septembre 1954. Arch. J. Outin. Pierre Mauriac faisait partie des jeunes du PSOP qui avaient été, avant-guerre, inculpés pour « incitation à l'insoumission », dans l'affaire du tract de Cherbourg.
78. Corr. soc. int., n° 49, octobre 1954.
79. Texte manuscrit pour la Fédération de la Seine. Arch. J. Outin.
80. Notes sur la situation créée par la ratification des accords de Paris, 31 décembre 1954. Arch. J. Outin.
81. Corr. soc. int., n° 27, février 1950. 82. Entre nous, février 1951. 83. CD du 20 juin 1951.
84. Lettre à Guy Mollet, 13 mai 1953. Arch. G. Mollet. 85. Entre nous, 6 octobre 1953.
86. Note de Pivert à Mireille Osmin, Descourtieux et Lancelle, le 7 juillet 1951. Arch. Ch. Lancelle.
87. CD du 17 mars 1954. Unanimité moins deux abstentions (Depreux et Pivert).
88. CD du 24 mars 1954, 13 p., 1 contre (Pivert) et 3 abstentions. Entre nous est considéré comme « de nature à encourager la reconstitution des tendances ».

89. Lettre à Guy Mollet, 28 mars 1954. Arch. G. Mollet.
90. CD du 14 avril.
91. CD du 6 janvier et du 3 février 1954.
92. Baylot, le préfet de police de Paris était franc-maçon et socialiste, ce qui n'est pas souvent dit. C'était surtout un spécialiste de l'anticommunisme et des complots en tout genre. Lié à des gens d'extrême droite dans l'officine anticommuniste Paix et Liberté, il était déjà à cette époque compromis dans « l'affaire des fuites » qui devait éclater quelques mois plus tard.
93. CD du 20 janvier 1953.
94. Compte rendu de la délégation majorité Seine au 46e congrès national. Arch. J. Outin. Rimbart, l'un des animateurs de la Seine, était partisan de la CED.
95. Quelques réflexions sur le 46e congrès national, juillet 1954. Arch. J. Outin.

CHAPITRE 18 LA RUPTURE



Le 1er novembre 1954, l'insurrection éclate en Algérie : soixante-dix attentats en une nuit, particulièrement en Kabylie et dans les Aurès, font huit morts.

La classe politique française ne semble guère comprendre le sens et la portée de ce premier novembre. Première réaction et première incongruité : le gouvernement dissout le MTLD.

Les socialistes ne font pas exception : eux non plus ne semblent guère réaliser la portée de l'événement. Il faut dire qu'ils n'y sont pas préparés. Leur congrès, en juillet, s'était prononcé à l'unanimité, pour que la France reconnaisse le droit à l'indépendance des pays colonisés. Mais, dans l'énumération, un seul pays n'était pas cité : l'Algérie. Le 3 novembre, Le Populaire commente : « Les attentats d'Algérie ont été organisés selon un plan concerté. Un seul problème : retrouver les coupables et ne châtier que les coupables. » Peut-être attend-on le congrès extraordinaire qui doit se tenir une semaine plus tard et qui pourrait être l'occasion d'une expression collective du parti ? Il n'en est rien. Il y aura en tout et pour tout deux délégués qui interviendront sur l'Algérie et sur le 1er novembre. Begarra s'interroge sur l'opportunité de la dissolution du MTLD et demande que la répression soit prise en charge (« avec discernement ») par la police. Les musulmans, explique-t-il, « y participeront très volontiers ». Et Bloch rappelle que « l'Algérie forme trois départements français où flotte le drapeau tricolore » et voit derrière les événements du 1er novembre un complot de la Ligue arabe (« ou de certains Allemands ») pour empêcher les réformes.

Pivert intervient, à deux reprises, contre les accords de Londres et sur Entre nous, son bulletin que l'on vient d'interdire, mais ne dit rien sur l'Algérie. Et il n'est pas, dans les mois qui suivent, plus prolix. En fait, ce n'est que par le biais des campagnes pour la libération de Messali Hadj, qui est alors en résidence surveillée, qu'il semble s'intéresser à la situation algérienne. Correspondance socialiste internationale publie aussi un billet (non signé) intitulé « Il faut libérer Messali Hadj ». Pivert participe à la fondation du « Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression ». Il parle au meeting qu'organise ce comité le 16 janvier à la salle des Sociétés savantes, et y souhaite, en termes assez généraux « que l'activité du comité conduise à la formation d'un vaste mouvement anticolonialiste et remette le mouvement ouvrier français sur la voie de l'internationalisme ». Dans le n° 2 du bulletin du comité, il signe « Marceau Pivert, professeur syndiqué » un article où il compare la situation de Messali à celle de Victor Serge, arraché du bagne par une campagne internationale « notamment des syndicats de l'enseignement ».1 Il préside la séance du matin de la première conférence nationale des comités, et devient membre du bureau.2 Mais, en réalité, il ne joue nullement un rôle central dans l'activité du comité, que les trotskystes du PCI, qui

en ont pris l'initiative, contrôlent largement 4, comme ils charpentent d'ailleurs toute l'infrastructure du MNA en France.⁵

Il faut attendre la moitié de l'année 1955 pour que Marceau Pivert manifeste des préoccupations plus larges. Au Comité directeur du 19 juin, Christian Pineau tire la sonnette d'alarme « Si dans 6 mois, dit-il, il n'y a pas de progrès, nous allons vers une nouvelle affaire d'Indochine. » Déjà, au meeting qu'avait organisé le premier mai le Comité pour la libération de Messali Hadj, Pivert s'était prononcé pour « le droit du peuple algérien à disposer de lui-même ». ⁶ En juillet, il signe, avec Barrat, Camus, Domenach, Hébert, Merleau-Ponty, Pierre Lambert et l'abbé Pierre, un appel pour que Ben Boulaïd et Ahmed Bonchenal ne soient pas exécutés. En octobre, paraît dans Correspondance socialiste internationale le premier article qu'il signe sur l'Algérie. Le ton semble faire écho à Christian Pineau : « Une nouvelle guerre d'Indochine s'allume en Afrique du Nord. » Marceau y prend position pour imposer les cessez-le-feu, la négociation, les élections libres, l'amnistie. En fait, un temps imprécise, et probablement par le fait que l'insurrection en Algérie s'est faite en dehors de Messali Hadj, la conviction de Marceau semble maintenant plus profonde : « Révoltes de la Toussaint : ce ne sont pas des bandits et assassins », écrit-il à la même époque, « c'est un mouvement révolutionnaire de libération ». ⁷

Le 30 octobre, le Mouvement pour la justice et les libertés Outre-mer (MJLOM), qu'il vient de fonder, prend position pour « la reconnaissance officielle du fait national algérien et du droit du peuple algérien à se déterminer librement ». Et, au conseil national de décembre, sa déclaration apparaît déjà en rupture avec l'atmosphère ambiante :

« Si vous avez l'illusion actuellement que cette lutte de nasse à l'échelle internationale va pouvoir s'arranger par de hontes élections au parlement sans que les forces profondes de cette transformation révolutionnaire interviennent elles-mêmes, je crains que vous ne vous prépariez des lendemains pénibles. » ⁹

Mais l'opposition à la politique de la direction s'exprime peu : c'est au contraire le temps des illusions sur le « Front républicain », la coalition électorale dans laquelle la SFIO est alliée aux radicaux de Pierre Mendès France, à l'UDSR de François Mitterrand et aux gaullistes «républicains sociaux, de Jacques Chaban-Delmas.

Pivert approuve cette coalition, qui a pour lui l'avantage d'exclure d'un côté les communistes, de l'autre le MRP. Or, il y a une chance réelle que la coalition l'emporte, et la campagne semble se faire au nom de la paix en Algérie. N'est-ce pas Guy Mollet lui-même qui parle, dans L'Express, d'« une guerre imbécile et sans issue » ? Il convient donc, pense Pivert, d'assurer la victoire et de peser ensuite sur les actes du gouvernement. Et il est d'autant plus optimiste qu'il pense, comme beaucoup, que Pierre Mendès France sera président du conseil.

Mais, une fois acquise la victoire du Front républicain, il apparaît que, pour la quasi totalité des dirigeants socialistes, ce rôle doit échoir à Guy Mollet. Les raisons de ce choix sont multiples. D'abord, il y a un fait : c'est le parti socialiste qui a obtenu le plus grand nombre de sièges. Ensuite, nombreux sont ceux qui sont réticents à l'égard des orientations et des méthodes de Mendès France, souvent jugées personnelles. S'il faut avoir un socialiste président du Conseil, autant que ce soit le premier d'entre eux : les rapports avec le parti, pensent-ils, seront meilleurs. Un bon nombre de dirigeants socialistes ont en effet gardé un mauvais souvenir des relations entre le parti et Ramadier.

Tel n'est pas l'avis de Marceau Pivert : il plaide énergiquement pour que ce soit à Pierre Mendès France que soit confié le poste de président du Conseil pour ne pas compromettre le parti. Il s'agit, écrit-il à Guy Mollet, « d'une tentative d'ouverture vers des solutions "néo-capitalistes

intelligentes" ; nous devons y participer sans réticence, mais nous devons en même temps en prévoir les limites et préparer les forces sociales capables de les dépasser. »¹⁰ Mais, en même temps, il décrit, à mots contenus, l'espoir dont serait porteuse une expérience Mendès France :

*« On serait particulièrement déçu, dans le pays, et notamment dans les milieux jeunes, si l'homme qui a su remuer le pays et avoir de l'influence (...) n'était pas considéré comme qualifié. »*¹¹

Battu sur ce point, Pivert proteste ensuite contre la composition du gouvernement de Guy Mollet. Il avait été admis que le vice-président choisirait son ministère. Or Mendès France s'était vit refuser le quai d'Orsay :

*« La composition du gouvernement ne correspond pas aux engagements pris devant le congrès. (...) Si Pierre Mendès France avait été appelé à la présidence et avait aussi exigé le quai, pour faire plaisir à des éléments de l'ancienne majorité, que penserait de cette exigence, aujourd'hui, notre parti ? »*¹²

Mais, ajoute-t-il, le vin est tiré, il faut le boire. Si le gouvernement déclare rapidement la paix en Algérie, tout le reste deviendra secondaire. Il suggère la nomination, aux côtés de Catroux, d'Yves Chataigneau. Le lendemain, il regrette, dans une deuxième note, la nomination de Max Lejeune, comme chargé des opérations en Algérie, demande la libération des Algériens détenus en France et signale qu'il faut remplacer à la direction du parti les membres appelés au gouvernement et donc, entre autres, Guy Mollet. C'est alors la visite en Algérie de Guy Mollet et les émeutes que déclenchent contre lui, le 6 février, les milieux «ultra Algérie française», que les perspectives de paix alarment.

Les conséquences que Mollet tire de ces émeutes inquiètent Marceau. D'abord il y a le congédiement de Catroux, jeté en pâture aux ultras, Catroux dont Pivert, peu suspect d'aimer les généraux, disait : « Je crois que nous avons de la chance d'avoir un général capable de négocier intelligemment. »¹³

Et puis il y a les déclarations de Mollet. Celui-ci a en effet déclaré que « la France se battra pour rester en Algérie » et qu'elle défendrait « les liens indissolubles entre la France et l'Algérie », ce qui, commente Le Monde du 23 février, « lui a valu aussitôt l'adhésion unanime des partis nationaux ». Au Comité directeur qui suit les événements, Marceau proteste :

*« Ses déclarations (de Guy Mollet), déformées sans doute, sont exclusivement favorables aux thèses du colonialisme. (...) Pourquoi Guy s'obstine-t-il depuis lundi à recevoir les représentants d'organisations fascistes ? (...) Imagine-t-on Léon Blum recevant de la Rocque (...) après le 6 février 1934 ? Les vrais interlocuteurs sont dans le maquis, en prison ou en exil, que va-t-on faire pour négocier avec eux ? »*¹⁴

Tout à sa comparaison avec le 6 février 1934, Pivert propose une manifestation de protestation pour le 12 février. Il n'est pas suivi.

Pendant tout ce temps, il est en contact avec Laurent Preziosi, qui joue un peu auprès de lui le rôle qu'avait joué Caput sur l'Indochine. Preziosi est une vieille connaissance : collaborateur d'Albert Camus à Alger républicain, c'est un ancien du PSOP ; il a été, en 1947, secrétaire de l'Action socialiste révolutionnaire puis il a été membre du cabinet de Chataigneau. Dès le 11. Preziosi lui donne des informations peu optimistes :

« Les vrais démocrates sont déçus, quant aux musulmans n'en parlons pas. Depuis le FLN jusqu'au groupe des 61, c'est la déception totale. Tout le monde a l'impression que Guy Mollet a capitulé devant les féodaux. »¹⁵

Ces informations renforcent la sévérité de Pivert à l'égard de Guy Mollet, mais il regrette également que les dirigeants du FLN n'aient pas saisi au bond les offres de cessez-le-feu et d'élections libres. Ils ont ainsi, estime-t-il, « fourni aux colonialistes français (...) le moyen d'imposer leur volonté de répression et de guerre ».¹⁶ La direction bien sûr fait tout pour entretenir cette impression : la mauvaise volonté des rebelles, la bonne volonté des dirigeants socialistes.

Marceau Pivert, pour sa part, continue à présenter des « propositions concrètes », « permettant d'imposer des négociations pour le cessez le feu »¹⁷ et propose au Comité directeur un « appel » qui se contente d'expliquer la politique déterminée par le parti : cessez-le-feu, amnistie de tous les condamnés politiques, discussion des conditions d'une « libre et loyale consultation du peuple ». IS Il n'est pas suivi. Il renouvelle sa suggestion à la fin du mois, un peu las :

« Ce sont mes dernières propositions au Comité directeur sur ces problèmes, si vous ne pouvez pas retenir ces suggestions, rendez-moi ces papiers, et n'en parlons plus. »

Le 12 mars, intervient le vote des pouvoirs spéciaux. Pivert veut encore croire qu'ils seront utilisés de manière positive.¹⁹ Mais les pouvoirs spéciaux débouchent sur l'envoi du contingent - avec un service militaire de vingt-sept mois - et le rappel des réservistes.

Début avril, le député socialiste Benbahmed, écrit, avec trois autres élus algériens, une vive mise en garde qu'il envoie à la direction de la SFIO²⁰. Faute de réponse, il la publie dans L'Express. Il explique qu'il n'est plus question aujourd'hui de pacification ni même de répression aveugle (« C'est pratiquement l'extermination qui s'abat sur les malheureuses populations musulmanes du Constantinois et de la Kabylie »), que les ministres et le Comité directeur « transgressent délibérément les décisions du congrès extraordinaire », il se désolidarise « d'une politique insensée », et réclame la mise sur pied d'une commission d'enquête du parti. Marceau commente : « Le ton est considéré parfois comme très vif. Moi, je le trouve tout à fait normal, et même modéré par rapport aux énormités (les actes qui engagent le socialisme. »²¹ Au sein du parti, comme au sein du gouvernement, la situation est de nouveau devenue explosive.

Le voyage en URSS



Depuis le début de l'année 1955, les dirigeants soviétiques avaient à plusieurs reprises formulé le souhait qu'une délégation socialiste se rende en URSS, à l'invitation du PCUS.

Le Comité directeur aborde le problème avec lenteurs et hésitations. Tant et si bien que la décision n'est toujours pas prise quand éclate, à la mi-février, la bombe du « rapport Khrouchtchev » au XXe congrès du PCUS. Paradoxalement, les doutes sont ravivés quant à l'opportunité de la visite. Ne va-t-elle pas alimenter des illusions et faciliter les tentatives de « débauchage » du PCF ? Bretelle hésite, Texcier et Ferrat demandent l'annulation. Mais elle est maintenue, et fixée au mois d'avril. La composition de la délégation donne lieu à quelques débats : Pivert, par exemple, ne figure pas dans les propositions du secrétariat. Il s'en étonne. Soutenu par Depreux et Rimbart, il est finalement repêché.

La délégation²² débarque donc le 28 avril 1956 à Moscou. Pour Marceau, c'est d'abord le même phénomène qu'en Amérique qui se reproduit : une sorte de jubilation culturelle. Ah, les chœurs de

l'Armée rouge et le Théâtre des marionnettes 23 Et le ballet « féérique » qu'est « Raymonde », musique de Glazounov !24 Et « La Oulanova, merveille de la danse » !25 A cela s'ajoute - et ce n'était pas le cas aux USA - un réel plaisir des découvertes culinaires. Ce ne sont pas seulement les repas (« fantastiques »26) qui le surprennent agréablement. En fait, c'est « Tante Charlotte » qui réapparaît, note les plats et les recettes. Il découvre ainsi le « chachlyk », note soigneusement « sauce raifort : indispensable avec le cochon de lait grillé et l'esturgeon »27 et recopie la recette des tchourtchela, une confiserie géorgienne à base de noisettes trempées dans du jus de raisin. 28 Il faut dire que de « repas fantastiques » en « repas fantastiques » et de « toasts » en « toasts », l'ambiance est souvent chaude. De Cailleret, Pivert dit : « Encore trois cognacs et il est capable de faire l'unité. » Brutelle par contre apparaît à ce point silencieux, réservé et abstinent que Pivert se sent obligé d'expliquer à l'interprète : « Il a été à Buchenwald, et il ne s'en est jamais bien remis. » Quant à lui, il essaie, avec plus ou moins de succès, de remplacer la vodka des toasts par de l'eau minérale. « J'espère que la vodka est toujours pour toi une boisson inconnue », lui écrit sa fille.29

Comme pour le séjour aux USA et à Mexico, on voit également apparaître à travers la correspondance des préoccupations familiales jusqu'alors peu exprimées. Au centre des inquiétudes, il y a cette fois-ci son petit-fils, Miguelito, enfant handicapé, qui, à sept ans, ne parle toujours pas, mais geint en permanence. 30

Le rythme de travail de la délégation est soutenu. Marceau, fatigué, aura ainsi un malaise dans le bureau d'un directeur d'Université. Et derrière la chaleur de l'accueil et les repas fraternellement arrosés on frôle parfois le coup de colère et l'algarade.

Marceau, qui a pris avant de partir de bonnes résolutions, n'éclatera qu'une seule fois, lors du défilé du 1er Mai, ne pouvant s'empêcher de répliquer vivement à un accompagnateur qui explique que l'Armée rouge a été fondée par... Jdanov, et plus largement, à des propos qu'il juge insultants à l'égard de Trotsky :

*« Incident avec les anges gardiens qui nous entourent sur l'origine et le fondateur de l'Armée rouge. Je ne permets pas que l'on traite de contre-révolutionnaires les premiers compagnons de Lénine et un certain Léon Davidovitch. Mon explosion, la seule du voyage, se termine par un silence général. »*31

Cela dit, les Soviétiques sont intéressés par la personnalité de Pivert. Ils le chouchoutent un peu, et surtout ils ont pris la peine de le « cadrer » avant son arrivée. L'interprète soviétique qui lui est attaché a ainsi lu tous les articles que Marceau a publiés dans la Revue socialiste : « C'est sans doute pour vous qu'il est le plus important d'être ici », dit-il à Marceau.32

Les discussions avec les Soviétiques apparaissent parfois assez ouvertes, que ce soit sur la gestion des entreprises, sur les difficultés d'approvisionnement ou sur la planification. Mais elles sont nettement moins détendues quand on aborde les thèmes dont s'occupe Marceau. Au sein de la délégation socialiste, en effet, les tâches ont été réparties, et Marceau doit prendre en charge les questions idéologiques et toutes les questions afférentes aux libertés (camps de travail, liberté de circulation, socialistes emprisonnés etc.). A Chepilov, qui, sur ce sujet, explique l'inutilité du pluripartisme et exalte la « collaboration » entre les socialistes et les communistes en Pologne, Pivert répond : « Nous avons été conduits à classer les socialistes en deux catégories : ceux qui sont au gouvernement et ceux qui sont en prison : c'est le sort de ces derniers qui nous préoccupe le plus. »

Intervient alors Khrouchtchev, qui s'engage à poser le problème des sociaux-démocrates emprisonnés aux dirigeants des démocraties populaires, et ajoute :

« Nous avons liquidé les classes. (...) Nous avons ici une société monolithique. Nous n'avons pas besoin d'un autre parti. Pourquoi voulez-vous nous mettra une puce dans notre chemise? »³³

Pivert sort de ces discussions convaincu du changement en cours. Il note ainsi la disparition du culte de Staline³⁴, un désir de paix qui lui paraît incontestable.³⁵ Il y ajoutera plus tard le bon point que représente l'effort de scolarisation : « On juge un gouvernement par son attitude envers l'instruction du peuple. »³⁶

De retour à Paris, il estime qu'un « pas immense » a été fait. Il précise son sentiment lors d'une conférence au Grand Orient, et donne notamment sa perception d'une direction divisée entre les durs (Chepilov et Souslov) et les « ouverts » dont le prototype lui semble être Mikoyan. Il a été en particulier frappé par une confiance que Mikoyan lui a glissée à l'oreille selon laquelle il n'avait pas fait lire au préalable par le Bureau politique le discours qu'il a prononcé au XXe congrès. « A votre tour, maintenant », a conclu Mikoyan. De manière plus globale, il estime qu'après la mort de Staline, c'est maintenant « le commencement d'une Réforme, avec ses schismes et ses contradictions ».³⁷ « Il est indispensable, conclut-il, que la "conversation" commencée au Kremlin continue. »³⁸

C'est d'ailleurs, semble-t-il, l'avis unanime de la délégation, mais il est difficile de le vérifier. Il a été convenu que chaque membre de la délégation rédige ses notes et les fasse parvenir au secrétariat du parti, qui mettrait en forme un compte rendu collectif. Pivert donnera bien ses notes, mais, pour des raisons non élucidées, ce compte rendu ne paraîtra jamais.³⁹

De la démission de Mendès à celle de Savary



Marceau et la délégation socialiste en URSS rentrent à Paris le 15 mai. Le 23, c'est le coup de tonnerre : Mendès France dont les désaccords sur la politique algérienne sont de plus en plus évidents, démissionne du gouvernement.

Le Conseil national des 9 et 10 juin 1956 est agité. Marceau intervient longuement pour expliquer « qu'il n'y a pas que Nasser et le FLN », et que « si le gouvernement vient ajouter ses persécutions anti-messalistes » à celles du Caire, « nous sommes alors en train de scier la branche sur laquelle nous pourrions installer une politique ».⁴⁰ En même temps, il interpelle vivement Lacoste

« Combien y a-t-il d'amnistiés parmi les nationalistes algériens ? Combien de libérés des camps d'internement ? Où est leur presse, la presse musulmane ? (...) Il semble que seuls ceux qui acceptent la collaboration avec la France, sous la forme où elle a été définie antérieurement, peuvent avoir un certain nombre de garanties. Les autres n'en ont pas. »⁴¹

Et il dénonce le racisme qui commence à gangrener les jeunes soldats envoyés là-bas, en citant la lettre d'un appelé à son instituteur : « Les arabes, il faudrait tous les bouziller. » Au vote, 6,1 % des mandats se prononcent contre la motion majoritaire, dont plus de la moitié viennent de la Fédération de la Seine.

Le congrès de Lille, qui se déroule trois semaines plus tard, voit apparaître pour la première fois une minorité organisée. Elle est initiée par deux textes : le premier, signé par Mayer, Rosenfeld et Verdier, est celui des blumistes. Il se prononce pour la cessation immédiate des hostilités et pour la négociation avec les diverses tendances de l'opinion algérienne. Le deuxième est signé par Pivert et ses amis. Sous l'intertitre « L'indépendance algérienne », on y lit :

« Le temps des périphrases est révolu. Il n'y a qu'une issue à la crise algérienne : reconnaître loyalement le droit des Algériens à disposer d'eux-mêmes, c'est-à-dire, pratiquement, proclamer leur indépendance. (...) Négociier, pendant qu'il en est encore temps, avec les interlocuteurs valables, qui sont aussi bien Ferhat Abbas et le FLN que Messali Hadj et le MNA. »

Les deux textes fusionnent et recueillent 10 %. Devant le congrès, Marceau propose un appel qui inclut cette fois-ci la reconnaissance du droit du peuple algérien à se gouverner lui-même. Il revient sur les deux condamnations à mort de militants algériens prononcées le 19 juin : « Ce n'est pas le chemin », affirme-t-il, pour trouver la voie de la négociation. » Et il ajoute : « Je demanderai seulement aux camarades de se rappeler comment les Versaillais traitaient les Communards. » C'est alors sous les huées, les injures et les lazzi (« Retourne à l'école ») qu'il doit terminer son intervention.

Dans la Seine, trois positions se sont durement affrontées les « antiguerre » (Depreux-Pivert), un courant, animé par Fuzier, favorable à la politique Lacoste-Mollet, mais qui hésite sur les retombées économiques, et un courant, qu'anime Lucien Vaillant, non seulement favorable à la politique Lacoste-Mollet, mais prêt, pour l'appliquer, à aller jusqu' à l'union nationale. Marceau est désormais minoritaire dans sa fédération. Cet affaiblissement n'échappe pas à la direction, qui en profite pour ne pas le réélire au Comité directeur, dont il était de nouveau membre depuis le congrès de 1955. Quelques mois plus tard, il sera également démis de son poste de secrétaire fédéral.

Pivert maintient la logique qui est depuis si longtemps la sienne : le parti a tranché, maintenant on applique. C'est donc de l'application de la politique décidée par la majorité à Lille - cessez-le-feu, élections, négociations - qu'il se soucie maintenant. Mais l'applique-t-on ? Très vite, il a le sentiment que non.

Quelques jours après le congrès, Ferhat Abbas, qui apparaît comme le porte-parole du FLN, a déclaré que le cessez-le-feu était immédiatement possible « le jour où le gouvernement français proposerait officiellement les nouvelles dispositions contenues dans la motion du congrès socialiste ». Or, le gouvernement n'a jamais répondu à Ferhat Abbas, et ne semble guère pressé de le faire. Marceau s'en indigne.⁴² Plus net encore, Robert Lacoste prend le contrepied des décisions majoritaires du congrès de Lille : « Le règlement de l'affaire algérienne, déclare-t-il, ne peut être que français. » ? Et encore « Jamais nous n'accepterons l'idée d'une conférence de la Table ronde qui nous placerait en face d'interlocuteurs en provenance du Caire ou des maquis. » Du coup Marceau répond, publiquement, cette fois-ci, et en enfreignant un autre tabou : par une lettre adressée à Claude Bourdet, et que publie France observateur : « Je suis autorisé par la 15e section, explique-t-il, à rappeler (...) que la loyauté élémentaire à l'égard d'une organisation démocratique consiste à appliquer les décisions qu'elle a librement prises. » Et il recense dans les déclarations de Lacoste les violations « flagrantes et insensées des volontés des militants du parti ». « Quand la légalité démocratique est violée par ceux qui sont chargés de la faire respecter, l'insurrection est un devoir. »

En réalité, la situation est plus compliquée que ne l'aperçoit Pivert. Que des secteurs du parti, à commencer par Lacoste, soient hostiles à l'application des textes de Lille c'est bien sûr exact. Mais la direction a commencé, quant à elle, à explorer en sous-main la possibilité d'un accord avec le FLN.

Las, le 23 octobre, c'est le détournement de l'avion marocain qui transporte à son bord Ben Bella et trois autres chefs historiques de la résistance algérienne. Guy Mollet n'a pas été prévenu, mais il couvre. Alain Savary démissionne aussitôt du gouvernement. Et les négociations clandestines s'arrêtent immédiatement.

L'opération Mousquetaire



Le 26 juillet 1956, le colonel Nasser nationalise le canal de Suez. Fin octobre, en un enchaînement dont on sait depuis qu'il fut soigneusement concerté,⁴³ Israël envahit le Sinaï (29 octobre), la France et la Grande-Bretagne envoyant alors un ultimatum à l'Égypte (31 octobre) qu'elles commencent à bombarder le 1^{er} novembre. Le 2 novembre, l'ONU réclame, sans succès, le cessez-le-feu. Le 5 novembre, les parachutistes envahissent Port-Saïd.

En Grande-Bretagne, les travaillistes prennent position, dès le début du mois d'août, contre l'aventure militaire. En France, c'est le gouvernement socialiste de Guy Mollet qui l'initie et la SFIO l'approuve.

La minorité se divise, hésite. André Philip plaide pour une attitude « ferme », Depreux déclare « approuver en gros la politique du gouvernement », et au Comité directeur, seule Mireille Osmin se démarque de la majorité, mais avec modération : elle propose de faire porter les pressions sur la libre circulation dans le canal et de saisir l'ONU.

Pivert adopte sur cette question une position tranchée, que semble partager seul Rosenfeld. Dès le lendemain de la nationalisation, il écrit ainsi, après avoir marqué ses distances à l'égard du « panarabisme » nasserien

« Tout socialiste un peu au courant de ce qui se passe dans le inonde devrait comprendre que la nationalisation du canal de Suez va dans le sens de la révolution anticapitaliste permanente. (...) La justice exige que les profiteurs capitalistes, un jour ou l'autre, soient expropriés du bénéfice de la communauté de ceux qui ont faim. Aujourd'hui Suez, demain le pétrole du Moyen-Orient : telle est la ligne de l'évolution mondiale. Les peuples ont le droit de disposer des richesses de leur sol et de leur sous-sol. (...) les socialistes sont justement les interprètes, depuis un siècle, de cette revendication internationale. Reste la nécessité de libre circulation dans le canal. Nasser déclare qu'il la respectera ! Mais on peut prendre des précautions. Qui doit les prendre ? Eh bien, mais l'ONU, qui est faite pour cela. »⁴⁴

Et encore :

« L'Égypte vient de découvrir que l'indépendance politique n'est qu'une phase nécessaire, mais insuffisante dans le processus historique actuel. Il faut aller très vite au-delà de la destruction de la féodalité et entamer l'étape de la révolution sociale, c'est-à-dire de l'appropriation collective de l'économie. »⁴⁵

Rosenfeld et lui ont très vite décidé, dès le début du mois d'août, de s'exprimer publiquement sur Suez.⁴⁶ Ce qu'ils font dans Correspondance socialiste internationale, dans France observateur et dans divers périodiques. Mais ils apparaissent isolés. La minorité, en effet, ne prendra position que par la lettre que signent dix-huit députés et sénateurs socialistes, le 24 novembre 1956, c'est-à-dire bien après l'intervention militaire, dont ils estiment les conséquences « catastrophiques ». En attendant, Pivert et Rosenfeld apparaissent vulnérables à la direction : ils sont tous deux traduits devant la commission des conflits.

Pivert argumentera alors sur le fait que l'intervention militaire a été décidée en dehors de toute consultation et de tout mandat du parti, et il arguera de son accord avec l'Internationale socialiste. Mais il réaffirme également qu'il ne retire rien de ce qu'il a écrit, ni sur le fond, ni sur le ton : il

continue au contraire à juger ce dernier « particulièrement modéré par rapport à l'énormité de la décision prise le 30 octobre ».47

Le ton ne faiblit pas. Il fustige ainsi la « race supérieure »48 et « l'expédition insensée », « dernier sursaut de conservation sociale et d'impérialisme des classes dominantes qui ont exploité le monde depuis trois siècles ».49

Au Conseil national du 12 mai, les pivertistes déposent une motion séparée approuvant la position de l'Internationale socialiste sur cette question. Et Marceau tire, dans la Revue socialiste, un bilan de l'opération

« Est-il besoin de développer ici le préjudice effrayant causé à l'idée même du socialisme international par cette opération insensée ? C'est seulement dans la mesure où, partout, des socialistes se lèveront pour la dénoncer qu'il sera possible de renouer les liens brisés, de relever des fronts accablés par le désespoir puisqu'on ne leur propose plus, pour sortir de leur misère, et de leur servitude que le spectacle des bombes détruiront le quartier pauvre de Port-Said. »50

Premiers doutes et fausse sortie



L'expédition de Suez a lourdement affecté Marceau, plus encore que ne l'avait fait la guerre en Algérie. Depuis plusieurs mois, il réitérait les appels publics à rester au parti, peut-être dans la mesure même où le doute l'étreignait de plus en plus. En juillet, il écrit à sa vieille amie Angelica Balabanoff :

« Je rentre du Panthéon où j'ai entendu Guy Mollet se réclamer de Jaurès pour faire la guerre d'Algérie. (...) J'arrive à un moment où il m'est de plus en plus difficile de me taire, d'apporter la caution de toute une vie active et désintéressée à un parti qui tourne aussi résolument le dos aux engagements qu'il a pris. »51

Et, en même temps, il écrit le 24 juillet

« Sortir encore une fois ? Ou se laisser exclure ? Ou provoquer cette exclusion par un vigoureux "J'accuse" (...) Mais ce serait aussi abandonner quelques vieux copains solides et les laisser encore plus désemparés, sans avoir la possibilité (...) de les regrouper dans un autre parti. Donc rester, serrer les poings, penser mieux, attendre, s'accrocher avec rage. »52

Mais il y a au moins un point sur lequel il évolue, c'est cette sorte d'obligation de réserve à l'extérieur du parti, de discipline dans l'expression de sa pensée qu'il s'était jusqu'alors (relativement) imposée :

« Maintenant, je considère comme un devoir absolu, sur lequel je ne reviendrai plus, de dire franchement ce que je crois vrai, et non ce que le parti m'aurait ordonné de dire : tout le stalinisme est passé par ce tabou. »53

Au Comité directeur du 9 novembre, Mireille Osmin et André Philip redemandent l'existence de « tribunes libres » dans la presse du parti. En vain : « Vous voulez faire de la propagande de tendance », leur rétorque-t-on. Le dossier des indisciplines sur Suez, celui de Marceau, comme celui de Phillip et de Rosenfeld, est déféré devant la Commission nationale des conflits. Marceau fait remarquer à celle-ci que c'est le parti qui est indiscipliné par rapport aux décisions de Lille ; que sur

Suez, il n'y a eu aucun mandat du parti, et qu'il est difficile de le condamner pour s'être trouvé en accord avec l'Internationale.

Le ton monte et les événements s'accroissent. Estimant ne plus pouvoir sembler solidaires de la politique gouvernementale, Andrée Pierre-Viénot et six autres dirigeants socialistes des Ardennes quittent la SFIO. Claude Fuzier publie dans Le Populaire un article intitulé « Les fossoyeurs » qui s'en prend assez vivement aux opposants de toutes sortes. Marceau répond sur le même ton

« Combien de temps va-t-on laisser plastronner ainsi ces va-t-en guerre, qui n'ont même pas la pudeur, comme le fasciste Le Pen, d'aller mettre la main à la pâte, personnellement, dans la lutte année contre « le dictateur », ou pour la défense des privilèges impérialistes en Algérie. »

Le 15 et le 16 décembre se tient un Conseil national auquel Marceau ne participe pas. En effet, il n'est plus membre du Comité directeur, ni secrétaire de la Fédération de la Seine. Or, à ce Conseil national, il est vivement mis en cause par Guy Mollet. Celui-ci lui reproche en effet d'avoir demandé sa comparution « devant la haute cour de la justice populaire, pour être condamné comme criminel de guerre »⁵⁴ et ajoute : « Des leçons de courage sur la façon de faire la guerre venant de... Mexico, ça ne m'émeut pas trop, mais enfin... »

Trop, c'est trop. Marceau remet le 18 décembre, à Charles Lancelle, sa lettre de démission du parti, et la confirme le 20 au Bureau fédéral de la Seine.

Il incrimine d'abord « la manière dont le président du Conseil-secrétaire général du parti conçoit la liberté de discussion et accepte la critique de sa politique » : « Il a cru devoir, continue-t-il, me consacrer une partie importante de son discours, tout en sachant que je ne pouvais répondre, et qu'il me refuse de le faire dans un bulletin intérieur. »⁵⁵ Bref, réplique t'il, introduisant un thème qui reviendra de plus en plus fréquemment sous sa plume, « il n'y a pas que le stalinisme qui nous offre le danger de dictature ». Quant au fond de sa décision, le premier test, explique-t-il, ce fut « la manière dont le gouvernement a traité l'affaire Messali Hadj » et « le dernier, ce fut Suez ». Il demande cependant à ses camarades « de rester dans le parti ». Et il explique que, pour sa personne, il revendique « le privilège, exceptionnel il est vrai, de démissionner de la SFIO pour mieux servir l'Internationale ! »

Comme on le voit l'argumentation est contradictoire et peu convaincante. En réalité Marceau est de plus en plus écartelé entre l'appréciation qu'il commence à porter maintenant sur le parti socialiste et sa direction, et l'incapacité dans laquelle il estime être d'offrir une autre perspective. Ce qu'il pense réellement est sans doute plus précisément exprimé dans le brouillon d'une lettre manuscrite destinée au Bureau fédéral, dans laquelle, après avoir amèrement commenté la distance entre les principes et la pratique de ce qu'il appelle le « socialisme national », il conclut simplement : « Je n'en peux plus. »

Il ne faudra que quelques jours à ses camarades pour le faire revenir sur sa décision.⁵⁶ Mais l'alerte a été chaude.

Une nouvelle appréciation du mouvement communiste



De retour en France, Marceau avait signalé aussitôt, au congrès de Lille, l'importance de ce qui se passe en URSS, « l'ébranlement » que cela signifiait « dans les consciences des travailleurs communistes », et condamné l'inaction de la direction :

« L'occasion était exceptionnelle (...) de constituer un Front d'action, prélude à l'unité de tous les travailleurs au sein du seul PS. (...) En cette circonstance inespérée, le parti a été muet. »⁵⁷

A peine le congrès terminé, éclatent en Pologne les émeutes de Poznan (28 juin 1956), puis en Hongrie l'insurrection de Budapest (23 octobre). En apparence, les leçons des deux événements étaient contradictoires : après la révolte de Poznan, la voie pouvait apparaître ouverte pour que la Pologne entre « dans une phase de déstalinisation qui comporte un début de démocratisation et d'ouverture vers le monde occidental », Budapest au contraire illustrerait le choix soviétique de restaurer la mainmise stalinienne « par la violence et le massacre »,⁵⁸ Mais Marceau voit surtout que le glacis stalinien se fendille effectivement. L'Octobre hongrois lui paraît parfaitement résumé par le mot que l'on rapporte d'un jeune ouvrier tourneur :

« Jusqu'à présent nous n'avons dit mot. Nous avons appris, pendant ces temps tragiques, à être silencieux et à avancer à pas de loup. Soyez tranquilles, nous parlerons aussi. »⁵⁹

Il pense que la contagion ne peut que gagner l'URSS, et donne volontiers l'exemple - prémonitoire, estime-t-il - des milliers de jeunes soldats soviétiques qui auraient refusé de tourner leurs armes contre les insurgés hongrois.⁶⁰ Et à ceux qui expliquent que les possibilités d'évolution n'existent pas en Union soviétique, que tout n'est que mise en scène et jeu « subtil » d'appareils, et qu'il serait donc à ranger « parmi les naïfs incorrigibles » ou « parmi les traîtres en puissance », Marceau répond :

« Nous repoussons ce genre d'immobilisme : il y a partout dans le monde des forces sociales en mouvement, en Russie comme ailleurs. »

Et il ajoute :

« Même l'affirmation classique qu'une classe dominante ne se laisse jamais aller spontanément à une sorte d'abandon du pouvoir, de suicide par persuasion, n'est pas absolument incontestable dans le monde mouvant d'aujourd'hui. »⁶¹

Les répercussions en France des révoltes polonaises et hongroises, venant après la publication du rapport Khrouchtchev, viennent conforter les premières appréciations de Marceau. Jean-Paul Sartre rompt bruyamment avec le Mouvement de la paix. Dix intellectuels communistes publient un appel demandant un congrès extraordinaire. Si l'on y ajoute la rupture de pierre Hervé, qui a publié au début de l'année La Révolution et les fétiches on peut constater que, pour la première fois depuis la Libération, communistes dissidents et anciens communistes deviennent une composante tangible de la vie politique française.

Marceau sent l'opportunité. Il réalise en décembre 1956, un projet de maquette pour un bulletin intitulé Libres dialogues avec deux sous-titres : « Entre militants socialistes et militants communistes » et « Pour l'unité ouvrière socialiste et communiste ». Plus bas un bandeau précise : bulletin de discussion rédigé par des militants oppositionnels du Parti socialiste SFIO et du Parti communiste. Il écrit lui-même (janvier 1957) pour ce projet de bulletin « un exemple de dialogue » entre un militant socialiste et un militant communiste », dialogue orienté vers les perspectives de « redressement » tant du PC que de la SFIO.⁶²

Mais les trotskystes « lambertistes » ont eu la même idée et la réalisent très rapidement. Ainsi naît le « Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière » et son journal La Commune. Les fondateurs, dissidents socialistes, dissidents communistes et trotskystes, ont en commun le double

refus des événements de Hongrie et de l'opération de Suez. On trouve ainsi pêle-mêle, du côté trotskyste, Pierre Lambert, Pierre Broué, Letonturier et Chéramy, du côté des syndicalistes Paul Ruff et Alexandre Hébert, du côté des dissidents communistes Edgar Morin et Jean Duvignaud, et du côté socialiste, Marceau Pivert et un jeune dirigeant des Étudiants socialistes, Michel Rocard.

Le premier numéro contient une interview de Messali Hadj, et une tribune libre de Pierre Lambert qui, sous le titre « Otez votre chemise sale » polémique contre les groupes oppositionnels à l'intérieur du PC et notamment contre L'Étincelle, celui qu'animent les trotskystes « pablistes ». Quant à Pivert, il vante « les tolérances et les modesties longtemps refusées, qui s'imposent entre tendances révolutionnaires », constate qu'ici, « tous ont les mains propres. Aucun ne cherche à monter en grade », et insiste sur la nécessité « d'une publication ouvrière indépendante ».63 Dans les numéros suivants, il écrit sur le Front populaire ou sur l'Espagne, en duo avec Pierre Broué.64 La Commune publiera six numéros, jusqu'en février 1958, témoignant au passage de la perplexité de ses animateurs, tel Edgar Morin dressant dans le numéro 3 un étonnant « portrait d'un militant stalinien en voie de déstalinisation ».

« Mais il y a une chose qu'il ne comprend pas. C'est qu'il y ait deux partis trotskystes. (...) J'ai rencontré Lambert. On m'a dit : "méfie-toi de Lambert". J'ai rencontré d'autres camarades : on m'a dit : "méfie-toi de Frank", de Pablo, de Gilles Martinet, de Bleibtreu, de Lecœur, d'Hervé (complétez la liste, tous y sont passés). »65

Mais les contacts de Marceau avec les dissidents communistes ne se limitent pas à La Commune. Dès mars, Pierre Hervé a été invité à une réunion du 15e 66 Le 1er Mai, il est le conférencier invité à une « Tenue Blanche » qu'organise l'Étoile polaire sur l'avenir du socialisme. C'est une appréciation nouvelle de ce qui bouge dans le monde communiste que développe maintenant Marceau. Il écrit au début de l'année 1958 :

« Qu'est-ce que le gomulkisme, le titisme, le nagysme ? Je suis trop fatigué pour développer: mais ce sont là les signes du réveil. Il faut encourager tout ce qui tente d'échapper à la polarisation des blocs. » 67

Et il n'exclut pas que, par rapport à la nouvelle vague révolutionnaire qu'il croit inéluctable en Europe centrale, « le peuple russe ne fasse la moitié du chemin et ne pousse "au-delà de Mikoyan", vers la gauche ».68

Changement également à l'égard du Parti communiste

« Que signifie cette obstination à maintenir infranchissable le fossé creusé entre travailleurs socialistes et travailleurs communistes ? N'ont-ils pas les mêmes intérêts de classe. (...) Où peuvent conduire ces rassemblements électoraux anticommunistes pratiqués par certaines fédérations du parti ? »69

On est assez loin maintenant des « stalino-fascistes » et, même s'il s'en revendique toujours, des coalitions municipales anticommunistes qu'organisait Marceau en 1947.

Algérie : la minorité s'organise



Contre-coup probable de l'affaire de Suez, dont nous avons vu qu'elle l'avait beaucoup affecté, Marceau a de nouveau de graves problèmes cardiaques et est immobilisé plus de deux mois en ce début de l'année 1957. C'est de son lit qu'il observe l'évolution en Algérie, où la situation s'est

considérablement dégradée. Grâce au rappel (partiel) des classes 1951 à 1954, et au passage du service militaire à vingt-sept mois, il y a maintenant 400 000 hommes en Algérie, 490 000 en juillet 1957.¹ Le 7 janvier, Lacoste confie au général Massu le soin de rétablir l'ordre à Alger, avec tous les pouvoirs. Dix mois plus tard, la ville est effectivement quadrillée, et les réseaux FLN apparemment démantelés. Mais au prix d'une généralisation des exécutions sommaires et de la torture, qu'il n'est plus possible maintenant d'ignorer.⁷⁰ « Il y a eu des faits sérieux et graves », déclare Guy Mollet, « mais dans 75 % des pays membres de l'ONU, les procédés de police traditionnelle dépassent très sensiblement les reproches qui peuvent être faits aux agissements de la police et de l'armée française. » Marceau, qui se rétablit, commente tristement : « Pleins pouvoirs, tortures, kidnappings, assassinats collectifs, les socialistes n'osent plus condamner ce qui révoltait autrefois la simple conscience des honnêtes gens. »⁷¹ Pour le Conseil national de juin, il présente, avec six de ses amis, une motion condamnant vivement les tortures et exactions diverses, et soulevant notamment le cas d'Ali Boumendjel.

Mais surtout, la crise morale qui apparaît alors dans le pays accélère l'organisation de la minorité socialiste. Dès janvier, les blumistes créent le « Comité socialiste d'étude et d'action pour la paix en Algérie ». Les pivertistes n'ont pas été officiellement sollicités, mais ils rallient l'initiative et Marceau participe à ses meetings publics.

C'est qu'il y a désormais, chez les pivertistes, une tonalité nouvelle : une envie d'en découdre, une prise de conscience qu'il faut passer à l'offensive si l'on veut garder les militants, une perte d'illusions sur le parti, une insistance sur la nécessité d'une bataille « interne-externe ». L'équipe de Correspondance socialiste internationale publie ainsi, en avril, le premier numéro d'une lettre « personnelle et confidentielle » aux « amis de Correspondance socialiste internationale », qui s'intitule « Lettres aux camarades ». Sous le titre, « Ce qu'il faut faire », les consignes suivantes sont ainsi données

« Il faut. s'organiser, dans le parti, hors du parti. Beaucoup de militants convaincus comme nous ont quitté le parti. Nous devons maintenir avec eux un contact étroit. Nous les aiderons à triompher du sectarisme (...) des petits groupes, comme ils nous aideront à triompher des servitudes d'une fausse discipline. (...) Ce qu'il faut faire : a) pour les camarades dans le parti : se grouper derrière le Comité pour la paix en Algérie animé par Rosenfeld, Blum et Seurat. b) pour tous les camarades : se retrouver dans les cercles qui leur permettent de se délimiter vis-à-vis des deux bureaucraties, tels que : l'ISSS (avec Ernest Labrousse),⁷² le MJLOM (avec Jean Rous) et le CLADO sur le plan syndical. »

Et surtout, l'accent est mis sur la diffusion et le développement de Correspondance socialiste internationale. De son lit, Pivert multiplie notes, consignes, conseils d'organisation et de réorganisation.

Le « système Correspondance socialiste international » repose en grande partie, outre Pivert lui-même, sur Marise Poiraudéau, qui gère les abonnés, et sur Pierre Mauriac, « un écrivain résistant », dit Marceau, « c'est-à-dire qui résiste aux écritures ». Quand Marceau est malade, Rosenfeld, qui est maintenant bien intégré à l'équipe, donne un bon coup de main. Et surtout, Marceau est de nouveau entouré d'une petite bande de jeunes, dont le fleuron est Jean-Jacques Marie ⁷³. Celui-ci est vite surchargé de tâches : il écrit pour Correspondance socialiste internationale, y anime une rubrique jeunes, s'affirme vite comme un dirigeant des Jeunesses socialistes de la Seine et se voit bientôt demander par Marceau s'il peut faire son apprentissage de secrétaire de rédaction de Correspondance socialiste internationale ⁷⁴ Mais les rapports entre Marceau et Jean-Jacques Marie ne sont pas seulement utilitaires : c'est une réelle affection que porte peu à peu Marceau à son jeune disciple. Il

s'enquiert de ses examens ⁷⁵, insiste pour qu'il prenne des vacances ⁷⁶ et lui écrit, dès lors qu'ils sont séparés, des lettres de dix pages sur les sujets théoriques les plus divers (Nietzsche, Rosa Luxemburg, les phases de la Révolution coloniale) et l'introduit dans la sphère familiale, auprès de sa femme comme auprès de sa fille.

L'arrivée des jeunes, les disponibilités nouvelles des cadres parisiens et les relances volontaristes de Marceau donnent indiscutablement un nouvel élan à Correspondance socialiste internationale, aboutissant bientôt à une nouvelle formule sur pages « grand format ».

Marceau souhaiterait faire de Correspondance socialiste internationale l'organe mensuel de l'opposition⁷⁷ Sans grand écho. Les « blumistes » qui dirigent de fait l'opposition ne veulent à l'évidence ni se faire étiqueter comme pivertistes, ni donner à l'adversaire d'hier (l'animosité de Daniel Mayer est restée réelle) une place dans l'organisation de la minorité qu'ils jugent disproportionnée eu égard à son influence. Pivert milite également pour que la minorité s'organise davantage et soit plus pugnace (« un petit appareil pour l'extérieur aussi »).

Sur ce point, il n'est pas isolé. Seurat lui-même, « l'organisateur » des blumistes est sensible à ses arguments. Tel est également le cas des jeunes : pas seulement ceux regroupés autour de Jean-Jacques Marie, mais les étudiants aussi, autour d'Alain Badiou, d'Emmanuel Terray ou de Michel Rocard. Tel est également le sentiment d'une partie des animateurs du Comité socialiste pour la paix en Algérie, et même celui de Daniel Mayer.

Au congrès de Toulouse, qui se tient du 27 juin au 11 juillet 1957, c'est l'apparition d'une troisième tendance qui crée l'événement. Gaston Defferre et les Bouches-du-Rhône ont en effet estimé qu'entre les traditionnelles majorité et minorité, « il y avait place pour une autre motion, qui, elle, se prononce clairement contre l'indépendance de l'Algérie, mais qui propose des initiatives hardies et des propositions constructives ».

Marceau, interdit de délégation,⁷⁸ ne participe pas au congrès. Il fait connaître auparavant ses craintes, sans doute motivées par l'existence de la motion Defferre : que l'on ne tente par un «camouflage quelconque » de dissimuler le « fossé infranchissable » entre la politique de Lacoste et celle de l'opposition.⁷⁹

Craintes sans fondement : la motion « Algérie » est cette fois signée par tous les minoritaires, pivertistes compris. Elle demande clairement la reconnaissance, dès maintenant, de la vocation nationale de l'Algérie et recueille 12 % des mandats (18 % à Gaston Defferre). Mais la majorité n'élit au Comité directeur que Depreux et Mireille Osmin : Verdier, Mayer, Mazier, Savary, Charles André Julien, Hauriou, Rosenfeld et Rimbart en sont éliminés, sans compter Pivert, qui ne pouvait y être candidat. Quant à Lucien Weitz, exclu après Suez, et qui avait fait appel de son exclusion devant le congrès, il voit celle-ci confirmée.

Dans un tel climat, les tensions internes ne peuvent que s'aggraver. Les indisciplines parlementaires se multiplient. Dans la Seine, les molletistes se sont emparés de la Fédération, grâce à l'appui des six cents mandats de l'ex-pivertiste Dardel et de sa section de Puteaux. En novembre, quand Pivert envoie sa contribution écrite pour le Conseil national de décembre, le nouveau secrétaire fédéral, Claude Fuzier, la lui renvoie : arrivée trop tard pour publication. La direction du parti refuse aux minoritaires le droit de participer au colloque du bâtonnier Thorp sur les libertés individuelles (« Adjudants », commente Pivert) : le Comité socialiste pour la paix en Algérie tient alors à la Mutualité ses propres assises. Depreux démissionne du Comité directeur (27 novembre 1957) et Daniel Mayer rend son mandat de député, expliquant qu'il lui paraît aujourd'hui incompatible d'être député socialiste

et président de la Ligue des droits de l'homme. Au conseil national du mois de décembre, la minorité demande l'instauration d'une tribune libre régulière dans la presse du parti : on la lui refuse.

Pivert, qui n'est toujours qu'à demi rétabli, conseille (« surtout pas de concurrence entre tendances, mais coordination intelligente et efficace, pour augmenter le rayonnement de chacune »), approuve ou met en garde : « Mais attention à la dispersion, aux réactions des noyaux CSI qui peuvent trouver singulier de ne pas apparaître associés au travail ».80

Mais son attention est sollicitée par un autre problème : l'ouverture, en France, d'une véritable guerre armée entre le FLN et le MNA. En Algérie, c'est le FLN qui a pris l'initiative des hostilités, allant jusqu'au massacre des trois cents adultes du village messaliste de Melouza. En France, il semble que ce soit le MNA qui ait dégainé le premier.81 Mais les informations de Pivert sont probablement assez unilatérales.82 L'état d'esprit dans lequel il se rend alors au congrès anticolonial des pays européens et du Moyen Orient, à Athènes, rend l'incident prévisible.

En effet, un délégué du MNA a été invité. Le FLN menace de s'en aller s'il reste, et les autres délégations du Moyen-Orient font savoir qu'elles adopteront la même attitude. La situation est d'autant plus compliquée que le MJLOM avait demandé la représentation de toutes les tendances et qu'on lui avait répondu positivement. Seulement, le FLN affirme ne pas avoir été prévenu, et précise que, s'il avait été informé de cette décision, il ne serait pas venu.

Finalement, après deux jours de blocage, le comité d'organisation fait adopter sans débat le départ du représentant du MNA. C'est la crise. Pour la première fois depuis longtemps Fenner Brockway et Marceau Pivert n'adoptent pas la même attitude. La délégation anglaise déplore. La délégation française déplore et s'en va. Mais, au sein même de la délégation française, les nuances sont de taille. Pivert et Dechezelles signent un texte qui fait de la présence du MNA une question de principe. C'est une toute autre lettre qu'écrit Andrée Vienot, qui se contente de ne pas admettre l'exclusion du délégué du MNA, dans la mesure où il avait été régulièrement invité :

« Personnellement, je pense que le FLN est le mouvement le plus représentatif. (...) On pouvait, dès l'origine, ne pas inviter le MNA. Chacun de nous, le sachant, était alors libre de venir ou de ne pas venir (en ce qui me concerne, je serais sans doute venue tout de même). »83

Jean Daniel et Lucien Weitz s'associent à cette lettre : il en résultera, entre Pivert et Weitz, un froid certain.

Au retour, la situation « guerrière » entre le FLN et le MNA a, en apparence, un peu évolué. Marceau se félicite de l'évolution du FLN. Celui-ci a commencé par annoncer qu'en Belgique il excluait toute violence, puis a publié un appel, le 29 novembre :

« Ce n'est pas, certes, signe de faiblesse de notre part si nous nous interdisons, respectueux que nous sommes de la vie humaine, de suivre le MNA dans cette voie criminelle. »84

En réalité, la trêve n'est qu'apparente, et, en France, le FLN prend très vite le dessus sur le MNA. Le ralliement à l'armée française, du principal chef de guerre messaliste, Bellounis, 85 sonne le glas du MNA et des espoirs mis en lui.

D'autres préoccupations prennent d'ailleurs le dessus, notamment l'ampleur de la répression en Algérie. Les scandales se multiplient : « Oui ou Non Djamilia Bouhired a-t-elle été torturée ? (...) Comment a été tué Audin, jeune mathématicien, disparu après détention ? »86 La gangrène se répand

en France. Marceau qui recommence à sortir un peu, à petits pas, est ainsi confronté à une boulangère qui refuse de servir une Algérienne et son fils, et les chasse de son magasin, à grand renfort d'injures racistes. Toujours épuisé, il doit renoncer à mener l'algarade à son terme : « C'est vraiment dommage, écrit-il, que je n'en aie plus la force. »⁸⁷

Le 8 février, l'aviation française a décidé une opération de représailles sur un village tunisien suspecté d'abriter des combattants du FLN, Sakhiet-Sidi-Youssef. Les bombes touchent en fait des installations civiles : le marché, une école, des camions de la Croix-Rouge. On décompte soixante-quinze morts. Marceau écrit : « Marquet et Déat n'ont été que de bien médiocres précurseurs en comparaison avec les massacreurs (,,) du quartier pauvre de Port Saïd ou du marché de Sakhiet. »⁸⁸

C'est dans ce contexte que paraît, le 25 janvier 1958, Tribune du socialisme : la minorité a décidé d'avoir désormais son expression publique. Le Bureau du parti réagit dès le 29, traduit les responsables en commission des Conflits, demande aux membres du parti de n'y pas collaborer, et propose au Comité directeur... d'en interdire la parution. Une pétition contre ces menaces recueille un franc succès, Defferre, par exemple, décidant de la signer.

Les occasions de tensions et de conflits vont se multipliant. La direction des Étudiants socialistes est dissoute, officiellement, pour cause de contact avec le Parti communiste, mais aussi, sans doute, parce qu'ils avaient pris position pour l'indépendance de l'Algérie. Il en va de même pour la Fédération de la Seine des Jeunesses. Au congrès de janvier, les jeunes avaient très massivement élu une direction pivertiste contre une liste Bécu-Garabau propulsée par Fuzier. Le Bureau, dont Jean Jacques Marie est le secrétaire, publie, le 4 février, avec les Jeunesses communistes et avec les jeunes de l'UGS, un communiqué qui exige, premièrement, le retrait des troupes françaises d'Algérie, et, deuxièmement, le retrait des troupes soviétiques de Hongrie. Le 6, les Jeunesses sont expulsées manu militari de leur bureau boulevard Magenta (« Descendez, les petits cons »). Le 9, elles sont dissoutes par la Commission exécutive fédérale.

Marceau se retrouve plongé dans l'ambiance de 1936, et dans la période qui va de la Gauche révolutionnaire à la création du PSOP, avec les dissolutions à répétition des Jeunesses du parti. Simplement, Paul Faure et Léon Blum sont remplacés par Guy Mollet, Bernard Chochoy par Pierre Mauroy⁸⁹ et Lucien Weitz par Jean-Jacques Marie. Marceau, lui, comme par le passé, suit, épaulé, conseille

«Attention. Pas de bêtise à faire : manoeuvrer au centième de mm. et s'en tenir à la phase actuelle de la bataille : restauration des méthodes démocratiques dans le parti ; tout ce qui dépassera en ce moment cet objectif sera manifestation de fébrilité et risque de faire le jeu de la bureaucratie. (...) surtout ne pas monter à l'assaut stupidement, sans réfléchir, alors que les réseaux de barbelés de l'adversaire ne sont pas encore détruits. »⁹⁰

Il faut, ajoute-t-il, organiser une conférence démocratique, nouer des contacts étroits avec les Étudiants socialistes « même s'ils n'ont pas été très "fair play" à l'égard de la ligne internationaliste », nouer des contacts avec d'autres jeunes (JC, JOC, etc...), mais en même temps ne pas dépasser les objectifs communs à l'opposition ».

Les déclarations publiques se raidissent. Dans le n° 2 de Tribune du socialisme, Marceau écrit ainsi, après avoir analysé la situation en Algérie

« Quelle conclusion en tire la majorité du parti ? Elle se place dans le camp de la contre-révolution ! Encore une fois s'imagine t-elle que ce choix ne met pas en danger l'existence même du Parti socialiste, tel qu'il est défini par sa déclaration de principes ? »⁹¹

Cette évolution « à gauche » de la minorité ne se fait pas sans soubresauts. Marceau met ainsi vivement en cause l'activité des parlementaires de la minorité : « Vous avez voté l'article 1 de la loi cadre : l'Algérie c'est la France. Et vous n'avez même pas l'excuse de l'équivoque. »⁹²

Le Conseil national des 15 et 16 mars fournit de ces hésitations une nouvelle illustration. L'intervention-vedette de la minorité est celle d'Alain Savary, qui revient d'Algérie -, et elle étonne : « Ce mot d'indépendance, dit-il, même sous la forme de vocation, a des résonances telles qu'il ne faut pas le prononcer. »

Mais si des tentations de chercher un terrain d'entente avec la majorité existent, elles sont de courte durée. A la conférence d'information qui se tient le 4 mai, c'est Charles-André Julien qui, Savary étant malade, apporte le point de vue minoritaire « Les positions définies à Toulouse sont dépassées. (...) Il aurait fallu ne pas avoir peur du mot "indépendance". »

Quant à Marceau, c'est un article qu'il termine le 6 avril 1958 qui fixe le dernier état de sa pensée sur la question algérienne.⁹³ Le triptyque qu'il propose est en gros celui que défend la minorité : d'abord le cessez-le-feu, qui ne peut s'obtenir que s'il y a « reconnaissance du droit du peuple algérien à disposer de lui-même ». Ensuite, le rétablissement des libertés démocratiques élémentaires et l'organisation d'une consultation électorale honnête (sous le contrôle des deux forces armées combattantes), et enfin négociation avec les élus de l'avenir de l'Algérie. Simplement, il est clair pour Marceau que cet avenir se situe dans le cadre « de la marche invincible des peuples coloniaux vers leur indépendance ». Marceau, dans ce texte, reste sévère pour les prétentions « hégémonistes » du FLN. Et il y développe la comparaison - traditionnelle chez lui - entre le sort réservé au MNA, et la répression organisée par les staliniens contre le POUM lors de la guerre d'Espagne. Mais on y trouve cependant confirmation de la prudence nouvelle avec laquelle il traite le FLN. Pour ce qui concerne les affrontements FLN-MNA, il faut, dit-il, « aider les deux tendances nationalistes, comme le font déjà sans doute leurs militants les plus conscients, à mettre un terme à une évidente cause de discrédit et de faiblesse⁹⁴ Plus loin, il écrit : « Ce que nous pouvons seulement dire à ceux de nos amis du FLN qui liront ces lignes, c'est que nous prenons en considération les sacrifices inouïs qu'ils ont déjà consentis pour la cause de l'indépendance de leur peuple, c'est que nous ne doutons pas de leur désir ardent de demeurer les alliés du peuple français dans sa lutte pour le socialisme, mais c'est aussi qu'ils ont probablement sous-estimé les forces d'avenir que représentaient nos minorités internationalistes fidèles. »⁹⁵ Et l'article s'adresse aux militants socialistes, de manière prémonitoire, en paraphrasant la formule qu'avait employée Lacoste pour signifier l'imminence de l'écrasement de la « rébellion » : « Le "dernier quart d'heure" semble en effet venu : mais c'est celui qui reste aux militants socialistes SFIO s'ils décident d'exprimer enfin leur révolte. »

La guerre d'Algérie, qui dure, provoque chez Marceau diverses évolutions. A travers les combats unitaires contre la guerre, et à travers les palinodies de la SFIO, il ne voit plus de la même manière les autres courants de la gauche nouvelle. Et lui qui a si longtemps expliqué « hors de la SFIO, point de salut » modifie peu à peu sa conception de la force à construire.

Très longtemps, Marceau a regardé avec sympathie les efforts pour créer une force indépendante du PC et de la SFIO. Mais cette sympathie était largement teintée d'apitoiement. Non seulement il estimait que ces militants perdaient leur temps hors de la SFIO, mais il ne semblait guère voir l'utilité de contacts avec eux. A l'évidence, le déclenchement de la guerre d'Algérie ouvre une nouvelle période.

C'est avec le courant trotskyste animé par Pierre Lambert, autour du Comité pour la libération de Messali Hadj que se nouent, au début de l'année 1955, les premiers contacts. Mais la guerre entraîne aussi des activités communes avec un secteur que connaît peu Marceau Pivert, celui des chrétiens de gauche ; Louis Houdeville, l'un des animateurs du MLP, qui siège, dès juin 1955, au secrétariat du MJLOM.

Des relations nouvelles se nouent également avec ce que l'on pourrait appeler la gauche marxiste indépendante, à partir d'initiatives venant de l'extérieur, nombreuses dans cette nouvelle période. Ainsi une revue américaine, Dissent, animée par Levis Coser et Norman Mailer, essaie de mettre sur pied une réunion des « socialistes indépendants », et y convoque, pour la France, Albert Camus, Jean Rous, Maximilien Rubel, Marceau Pivert, Michel Crozier, et Georges Friedman. Plus intéressant encore est le Colloque international sur les perspectives du socialisme qu'organise G.D.H. Cole. Une réunion préparatoire se tient dès juillet 1955 à Oxford. Pour la France s'y retrouvent notamment Marceau Pivert, Lucien Weitz, Pierre Stibbe, Claude Bourdet, et Michel Rocard,

On y met sur pied un comité provisoire d'organisation. Pivert sollicite pour y participer, décline l'offre. Il est, précisera-t-il, « partisan de pousser le plus possible les jeunes »,96 et propose, pour le remplacer, Michel Rocard. Or cette initiative est suffisamment nouvelle pour qu'elle suscite bien des défiances, notamment quant à l'attitude passée et présente des participants à l'égard des communistes. Un des correspondants allemands de Pivert, Walter Neltz, lui fait part de son étonnement :

« D'après les membres du comité d'initiative 97, il me paraît clair que c'est une conférence stalinienne. (...) Brockway, Vienor Warbey, Domenach, Labrousse, quelle est leur position envers le stalinisme ? »98

Pivert, ainsi interpellé, fait connaître ses inquiétudes -et sa mauvaise humeur ! - à Michel Rocard, qui fait preuve, dans sa réponse, d'une certaine fermeté de caractère

« J'ai été très surpris par la lettre furieuse que j'ai reçue ce matin. 1 ° Si tu n'as pas été invité pour la conférence de mars, il n'y a pas lieu d'être surpris (...) les invitations ne sont pas parties. 2 ° Je serais curieux de connaître le camarade qui se permet de taxer de "stalinienne" une conférence dont il n'a entendu parler que par "oui-dire". »

Il explique que, pour ce que Pivert appelle « l'élargissement de la liste », « tout est encore possible, mais il faut en discuter avec Bourdet et Weitz ». Et il conclut :

« Tu excuseras le ton violent du début de ma lettre. Mais reconnais que l'engueulade que tu me passes ne manquait pas non plus d'une certaine netteté. » 99

Pivert confirme son accord pour que tous les participants à la première conférence (celle d'Oxford), soient considérés comme « puissances invitantes », y compris, dit-il, « Stibbe et Basso qui sont en effet stalinisants ». Mais il maintient des réserves par rapport à des nouveaux invitants, réserves que Rocard juge peu fondées :

« Quant à considérer Denis et Harpon comme des stalinisants, je crois que tu vas beaucoup trop fort : Denis avait demandé son apparentement au groupe SFIO après son exclusion du MRP, et la Jeune République 100 s'est systématiquement désolidarisée de toutes les formations stalinisantes, du type Nouvelle Gauche ou MLP. »101

Ceci dit, les problèmes n'existent pas que dans la tête de Marceau Pivert. Ils rebondissent lors du colloque, qui se tient du 23 au 26 mars 1956, à l'Institut Branting, à Paris. Il y a de vifs échanges avec Basso quand celui-ci dénonce « les vieilles habitudes des conférences socialistes : faire le procès de l'URSS plutôt que de s'occuper de la lutte contre le capitalisme » ou avec Lebrun, quand celui-ci fait un éloge sans nuance de la déstalinisation. Pivert accepte que les communistes yougoslaves soient correspondants de cet organisme, mais refuse qu'ils soient co-participants tant qu'il n'y a pas réciprocité dans les invitations. Basso et Bourdet refusent pour leur part, la proposition faite pour le bureau de l'Association, trop socialisante à leurs yeux. Problème également pour la représentation espagnole, Pivert et Weitz défendant la candidature de Solano contre celle d'Alvarez del Vayo.

Là n'est cependant pas l'essentiel. Il est dans le fait que cette conférence s'est tenue 102, que des dialogues s'y sont noués, et que la décision a été prise de poursuivre les échanges. Ces dialogues, Pivert y tient. C'est quelques jours après le colloque de Branting qu'il part en URSS. A son retour, il propose que les réunions de compte rendu de son voyage en URSS soient suivies d'une discussion plus générale « sur les perspectives » « On commencerait, explique-t-il, dans le 15e, en invitant le PC, le MLP, la Nouvelle gauche, puis le 11 e, le 14e, etc. » 103

Suez accélère ce processus. Pivert écrit ainsi à Depreux qu'il faut certes « regrouper tout ce qu'il y a de sain dans le parti », mais que l'objectif est désormais : « regrouper tout ce qu'il y a de sain dans la classe ouvrière ».104 Il veut s'adresser à la mouvance « Nouvelle gauche», et cherche pour ce faire à écrire dans France observateur, avec plus ou moins de succès.105

Au début de l'année 1957, les injonctions se multiplient, afin que ses « équipes » prennent contact avec d'autres équipes hier rejetées parce qu'elles étaient « neutralistes », « managées par le Vatican », ou néo-staliniennes.

« Il y a à la Nouvelle gauche et au MLP des camarades qui seraient heureux de nous connaître. Il y en a chez Pierre Hervé. Il y en a à la Jeune République. » 106

« Il y a eu, à Zim. une correspondance de Chambelland avec 300 militants du PC et encore anarcho-syndicalistes : il faudrait faire des services méthodiquement. »107

Il s'explique plus nettement encore dans une note manuscrite « pour les équipiers ».

« Prospector des abonnés possibles dans tous les milieux anti-staliniens et anti-néos, c'est notre fonction : là se trouve le noyau (dispersé encore) de la future avant-garde unifiée. Savoir qu'il y a et qu'il y aura : les influences catholiques de gauche, mendésistes, titistes et gomulkistes, trotskystes, nennistes etc., etc.

Mais tout cela ne doit pas nous inquiéter. Seul critère : nous travaillons avec X ou Y ou Z dans l'intérêt du renouvellement, de la renaissance du mouvement ouvrier, donc avec comme référence l'axe de marche de l'ensemble de la classe ouvrière internationale (par ex. avec les chrétiens anti-impérialistes contre les "laiques" bellicistes et colonialistes, avec la politique internationale de Tito contre celle de Molotov, mais avec la liberté de Djilas contre la dictature de Tito. »108

Ses conseils pour les Jeunesses sont du même ordre :

« Je ne vois pas en quoi un Jociste intelligent pourrait trouver à redire aux vérités expérimentales qu'un socialiste révolutionnaire peut lui mettre sous les yeux. Ni en quoi cela peut s'opposer à sa croyance. »109

Il explique aussi qu'il s'agit aujourd'hui de constituer « des noyaux durs partout » (y compris dans le Parti communiste et dans les syndicats) 10 et qu'il faut maintenant « établir des liaisons solides avec les syndicats, le CLADO, Commune et l'UGS».111

Marceau a-t-il déjà la conviction qu'il va lui falloir quitter le parti socialiste et constituer une autre force ? Publiquement, en tout cas, il ne le dit pas : la quasi totalité de ses interventions, pendant cette période, se termine par un appel à venir rejoindre la SFIO, y renforcer la gauche et conforter sa base prolétarienne. Il semble n'y croire cependant qu'à moitié. Commentant les déclarations d'Hervé Bazin (« Arrachons la SFIO au national-molletisme »), il écrit : « Bon, on va essayer, sans être sûr d'y parvenir, mais il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre... »¹² Et qu'il publie une citation de Maurice Deixonne de 1938, avant la scission de Royan, montre que le doute a cheminé :

*« Les militants qui continueront à dénoncer ce que sera devenue la politique officielle du parti seront placés dans une situation impossible, et l'on verra se succéder de nouvelles charrettes et de nouveaux départs. Ce sera la désagrégation totale du vieux parti socialiste. »*113

L'articulet est titré : « Deixonne l'avait prévu » !

Dans une lettre à Verdier, Marceau est plus précis sur son état d'esprit

« Pour moi, depuis ce jour-là, (l'exclusion de L.Weitz, le 15 décembre 1956), mes amis le savent, le parti est mort. Je n'y consacre mes dernières forces que par habitude et parce que j'aime votre sens de l'humain, que les cyniques ont depuis longtemps considéré avec un mépris souverain..» 114

Sans doute la rupture avec la SFIO n'était-elle pas pour lui une rupture d'avec la social-démocratie. Mais l'Internationale commence également à le décevoir, qui accepte « avec quelle passivité, les crimes de la direction de l'ainsi-nommée SFIO »¹⁵. Le ralliement de Guy Mollet au général De Gaulle en mai 1958, brise ses dernières hésitations quant à l'avenir de la SFIO. Les derniers textes qu'il écrit témoignent de l'ensemble de ces préoccupations. Le 27 mai, il met l'accent sur le rassemblement que doit constituer l'opposition socialiste :

*« (Elle) doit jouer un rôle moteur dans tous les domaines, en se débarrassant à tout prix des capitulars et des traîtres qui ont fait le lit du gaullisme. Dans ce rassemblement, elle trouvera à ses côtés des hommes de caractère et d'énergie, de formations politiques voisines, et des syndicalistes (...). »*116

Le 28, l'appel à la scission est à peine déguisé : « Il n'est plus possible de coexister avec celui qui a choisi de servir aussi cyniquement la classe bourgeoise (...). » Les membres du Comité directeur et du groupe parlementaire sont appelés « à rompre immédiatement toutes relations avec ce citoyen ». Et à la base, tout militant qui ne désavoue pas la trahison du secrétaire général « doit être considéré comme indigne d'appartenir à un parti socialiste ». Restent les dernières illusions sur l'Internationale : « Il faut refaire un vrai parti socialiste et démocratique et demander l'appui de l'Internationale. Un délégué de l'Internationale devrait être envoyé en France pour aider à faire la lumière complète sur ces événements, et favoriser la reconstitution rapide d'une véritable organisation socialiste démocratique. »¹⁷ Mais la dynamique est évidente. On comprend mieux pourquoi, quatre mois après la mort de Marceau, ce sera la totalité des pivertistes qui quittera la SFIO et participera à la fondation du PSA, l'équipe de Correspondance socialiste internationale en tête.

Tous ces derniers mois la question algérienne domine. Mais Pivert porte aussi un regard critique sur la politique économique et sociale, se prononce pour la réduction du temps de travail sans réduction de salaire⁸ et pour « l'ouverture des livres de compte » qu'il élargit en termes de « contrôle ouvrier » sur l'entreprise.

Il multiplie par ailleurs les mises en garde contre le danger nucléaire. Il redit que la bombe atomique relativise le concept même de défense nationale, et, deuxième intuition, dont bien des auteurs de « thriller » ont fait depuis leurs choux gras, il annonce la miniaturisation de la bombe, et son éventuelle utilisation à des fins terroristes.

Il explique que la seule prolongation des « expériences nucléaires » accroît la proportion de strontium 90 et par suite le taux de probabilité des futurs cancers osseux et des leucémies, etc. ¹¹⁹ Il propose d'ailleurs à ce sujet que La Commune tienne une rubrique permanente contre les explosions atomiques et explique à nouveau que le seul danger n'est pas celui d'une guerre nucléaire, mais que l'accumulation de strontium 90 dans la stratosphère fait naître « des pronostics terrifiants ». ¹²⁰

Mais, le temps lui manque pour prolonger ses investigations sur tous ces sujets, car son état de santé devient de plus en plus préoccupant. Le 2 janvier, il a eu une nouvelle attaque cardiaque. Le 18 mars 1958, le centre de réforme militaire constate une importante aggravation de son état et fait passer à 85 % son taux d'invalidité.

Désormais, il ne quittera guère la chambre. A peine peut-il encore écrire, lentement, pas plus de deux ou trois heures par jour. Il ne voit plus, une fois par semaine, que Robert Talpain et Jean-Jacques Marie. Pour l'essentiel, il essaie de tenir à jour sa correspondance internationale, mais il ne peut s'empêcher d'intervenir dans les plus petits détails techniques concernant Correspondance socialiste internationale. De temps en temps, il s'adresse encore aux Jeunesses socialistes, aux camarades de la 15e, à l'équipe de B.O. (Between Ourselves, anglicisme pour désigner la feuille d'information destinée aux militants du parti). Il envoie aussi le 2 avril un court texte ¹²¹ au bulletin du 15e. Le 9 mai, il demande à pouvoir participer au vote pour le congrès, bien que son état de santé « le condamne à l'isolement ». Il y plaide pour que l'opposition « accentue, et non atténue son intransigeance » et écrit :

*« Le jeu des motions et le bla-bla des congrès sont infiniment dépassés par la gravité des événements qui se préparent. (...) : la majorité du parti a préparé le lit d'une dictature et creusé notre tombe. Nous sommes au bord de la chute. »*¹²²

Le 12 mai, à la veille de la création à Alger du « Comité de salut public », il en appelle à la création de conseils ouvriers, et suggère que ceux de la banlieue ouest se portent à la rencontre des fascistes qui défilent sur les Champs-Élysées. En même temps, il manifeste une confiance complète en Jules Moch, alors ministre de l'Intérieur.¹²³

Le dernier texte qu'il trouve la force d'écrire, c'est le « pape du surréalisme », André Breton, qui le lui demande. En effet Breton et un groupe d'intellectuels français préparent à Londres, où ils résident, un meeting antigauilliste, sous le patronage du News Statesman. A Yves Dechézelles, qui est de passage, André Breton demande si Marceau ne pourrait pas enregistrer un message pour le meeting. « Tu comprends, dit-il à Dechézelles, c'est le dernier socialiste. Et depuis longtemps. »¹²⁴ Marceau le dicte le jour même, et sa brièveté traduit son épuisement.

« Quelle que soit l'issue de la crise française, sa gravité exceptionnelle jette une lumière crue sur les conditions de la victoire des forces de la Liberté. En France et dans les autres pays, seule l'union des élites intellectuelles et des travailleurs, tous menacés par les mêmes périls, permettra de vaincre. Nous comptons sur la solidarité internationale de tous les instants. C'est pourquoi nous sommes optimistes. » 125

Tout le monde décrit alors Marceau de la même manière extrêmement amaigri, parlant dans un souffle, mais lucide. Il met ses affaires en ordre, trouve la force de réintervenir pour les démarches non faites, cartes de séjour ou demandes de travail 126, laisse une note au sujet de Lucien Vaillant : « Soyez généreux avec un gars comme Lucien Vaillant (non pas politiquement : il est réactionnaire), mais il a été un ouvrier métallo et un agitateur formidable (...Lucien a fait ce qu'il pouvait. Il était au Havre lors de mon retour... N'oubliez pas cela, du point de vue homme. »127 L'ordonnancement de ses funérailles, il l'a réglé depuis longtemps : en décembre 1956, et confirmé en décembre 1957 :

« Je désire que seuls ceux de mes camarades et amis qui ont compris et encouragé mon effort pour une société meilleure - ceux dont j'ai essayé d'être l'interprète fidèle - en même temps que j'étais fidèle aux exigences de ma propre conscience - c'est-à-dire ceux qui ont travaillé à mes côtés à maintenir Correspondance socialiste internationale, décident, en accord avec les miens comment devra se faire la séparation, et ce qu'il conviendra de faire de ma dépouille, en tout cas le minimum de cérémonie. (...) Mais surtout, pas d'hypocrisie : j'interdis à quiconque a manqué à mon égard du minimum de fraternité (...) de venir prononcer des paroles que je sais à l'avance mensongères. (...) Si quelqu'un pouvait témoigner de l'existence réelle de notre avant-garde internationaliste, ce serait Fenner. Mais le silence est encore préférable : les jeunes, j'en suis certain, réaliseront les rêves que nous avons portés, parfois avec tant de peine, mais sans jamais désespérer. »128

Il voit avec angoisse la IVème République se perdre jour après jour. Là aussi, les témoignages concordent : l'entrée de Guy Mollet « dans le gouvernement chargé de liquider la démocratie en France »129 lui porte un coup décisif. Avec cette ultime trahison, qu'il n'avait pourtant cessé de prédire, et à laquelle il n'avait cessé de préparer les autres, c'est malgré tout le choix fait en 1946 qui est pour lui définitivement invalidé. C'est Angelica Balabanoff qui trouve peut-être les mots les plus justes : « Je dirais presque qu'il n'a plus voulu, qu'il ne pouvait plus résister. »130

Dans la nuit du 2 au 3 juin, Marceau s'éteint, et peut-être l'expression est-elle ici particulièrement appropriée. Ses funérailles, le 5 juin, au colombarium du Père Lachaise, ne bruissait, dit-on, que des échanges sur la prochaine scission socialiste. Fermer y parla effectivement, mais aussi Paul Ruff, pour le SNI, André Philip, au nom des amis personnels, et Georges Suant au nom de Correspondance socialiste internationale. 131 Il y avait des drapeaux rouges, et notamment celui de la 15e section. Il y avait beaucoup de vieux militants, mais aussi des jeunes dont beaucoup ne connaissaient Pivert que depuis quelques mois. L'organiste du Père-Lachaise - un comble - ne voulait pas jouer l'Internationale. Il dut cependant s'incliner. Elle fut jouée, et chantée. Tous ceux qui l'ont entendue disent qu'elle était vibrante, qu'elle n'était pas de nostalgie mais d'espérance.

1. Bulletin d'information du Comité pour la Libération de Messali Hadj, n° 2, février 1955.

2. Id., n° 3, avril 1955.

3. Le mouvement trotskyste vient d'être affecté par une scission internationale. En France, la majorité de la section a suivi Pierre Lambert et Marcel Bleibtreu, une minorité se reconnaissant dans les thèses défendues par Pierre Franket Michel Pablo. Pendant que les « pablistes » entreprennent un travail « entriste » dans le PCF, les « lambertistes » s'intéressaient davantage à la SFIO (et à FO). Aux divergences initiales viennent s'ajouter celles concernant la guerre d'Algérie : les lambertistes soutiennent le MNA, et les pablistes le FLN.

4. Pierre Lambert est lui-même membre du bureau, la boîte postale et le rôle de porte-parole ont été confiés à un discret ingénieur du nom de Boisselier, lui-même militant lambertiste (entretien du 13 novembre 1992 avec Jacques Simon), et aux Sables-d'Olonne, c'est l'appartement de la belle-soeur d'un autre dirigeant lambertiste, Daniel Renard, qui est mis à disposition de Messali Hadj.
5. C'est Robert Chéramy qui assure les contacts de Messali avec le monde syndical, et notamment avec la FEN, Pierre Broué loge et convoie les responsables du MNA en France et Jacques Simon, un jeune Européen d'Algérie, messaliste passé chez les trotskystes, assure les transferts de fonds entre la France et les maquis messalistes en Algérie.
6. Texte manuscrit Arch. J. Outin et Bull. inf. Messali Hadj.
7. Notes manuscrites, 4 octobre. 1955. Arch. J. Outin.
8. Le MJLOM, fondé en juin 1955, marque la première collaboration de Pivert avec des « cathos de gauche » : Barrat et Houdeville, tous deux très représentatifs de cette mouvance, figurent en effet à la direction du MJLOM à côté de Rous et de deux fidèles pivertistes, Simon Wichené et Piene Mauriac.
9. Compte rendu du Conseil national du 6 décembre 1955. Arch. OURS.
10. Pivert à Mollet, 11 janvier 1956. Arch. G. Mollet.
11. Congrès des 14 et 15 juin 1956. Arch. G. Mollet.
12. Première note du secrétariat au parti, 30 janvier 1956. Arch. J.J. Marie.
13. Deuxième note du secrétariat au parti, 1er février 1956. Id.
14. CD du 8 février 1956. Arch. Ours.
15. Lettre de Laurent Preziosi à Marceau Pivert, le 11 février 1956.
16. Corr. soc. lut., n° 61, mars 1956.
17. Pivert à Preziosi, 7 février 1956. Les lettres dont nous n'indiquons pas la référence sont extraites des Arch. J. Outin.
18. Appel proposé au Comité directeur, 29 février 1956. Arch. Ch. Lancelle.
19. Conférence d'information des secrétaires fédéraux, 18 mars 1956. Compte rendu dactylographié. Id.
20. Copie à Lacoste, Mayer, Pivert.
21. Pivert à Depreux, 13 avril 1956. Arch. Ch. Lancelle.
22. Elle est dirigée par Pierre Commin et comprend Bretelle, Cailleret, Courant, Deixonne, Lamine Gueye, Naveau, Peyrassol, Philip, Pivert, Rosenfeld et Verdier.
23. 3 mai. Les « Problèmes socialistes », intitulé de notes manuscrites, sous-titrées « quelques aspects théoriques des dialogues du Kremlin assorties d'un commentaire à l'encre rouge : « projet non publiable ».
24. Id., 7 mai.
25. 11 mai. « Ma petite Maine chérie ».
26. Notes manuscrites. 2 mai. Arch. J. Outin.
27. Id., 2 mai. Ces notations disparaîtront de la version dactylographiée des notes manuscrites.
28. Id., 6 mai.
29. « Mon petit papa », 5 mai.
30. Lettres de Ninette à son père (3, 4 et 5 mai) et de Marceau à sa fille (8 mai).
31. Cahier de notes sur le voyage en URSS. Texte dactylographié. Arch. J. Outin.
32. Notes manuscrites, 30 avril. Arch. J. Outin. Cette notation disparaît du texte dactylographié.
33. Cahier de notes. Texte dactylographié. 4 mai. Id. Dans le texte manuscrit, Pivert faisait référence au sort réservé aux premiers compagnons de Lénine. Ce passage n'est pas repris dans le texte dactylographié.
34. Lettre à Maine, 1er mai.
35. Lettre à Maine, 2 mai.
36. « Problèmes du socialisme : quelques aspects théoriques des entretiens du Kremlin (II) », Revue socialiste, n° 101, novembre 1956.

37. Tenue collective au Grand Orient, 10 décembre 1956 (« De mon voyage en URSS aux événements actuels »). Arch. J. Outin.
38. « Problèmes du socialisme. Quelques aspects théoriques des entretiens du Kremlin », Revue socialiste, n° 100, octobre 1956.
39. Entre temps, des « indiscretions » circuleront, plus ou moins fantasmagiques (Mikoyan aurait avoué avoir lui-même tué Bériia etc.) et seront volontiers attribuées à Pivert. Elles viennent le plus souvent de l'officine de Souvarine, très lié à Commin, et à qui l'on avait demandé de fournir les interprètes.
40. Il faut dire que Marceau est pendant toute cette période assez mal renseigné sur l'évolution du rapport de forces. Preziosi lui brosse ainsi, le 12 mars, le tableau suivant : « La plupart des cadres des maquis, en dehors de la grande Kabylie, sont des messalistes convaincus. Dans l'ensemble des maquis, la position de Messali est forte, car il reste le symbole de l'indépendance de l'Algérie. (...) Mais si le MNA est homogène, avec toutes ses forces militantes derrière Messali Hadj, par contre le FLN, dont on ne connaît ni les dirigeants, ni les composantes, qui est hétérogène, est appelé, avec le retour à la situation normale, à se disloquer. Et ces frontistes, anonymes aujourd'hui, mais obligés de se montrer dans l'avenir, auront du fil à retordre avec Messali Hadj. Il les grignotera. » Arch. J. Outin.
41. Compte rendu du Comité national des 9 et 10 juin. Arch. Ours.
42. Corr. soc. int., n° 65, juillet-août 1956 ; Vaugirard Républicain, juillet-août 1956; Corr. soc. int, n° 66-67, septembre-octobre 1956.
43. Cf. Denis Lefebvre, Guy Mollet, Pion, 1992.
44. « Examen de conscience socialiste », Vaugirard Républicain, juillet-août 1956.
45. Sur Nasser. « Matériaux pour un journal », 7 juillet 1956. Arch. J. Outin.
46. Rosenfeld à Pivert, 6 août 1956.
47. Lettre à Rémy Sicard et aux camarades de la Commission nationale des conflits, 20 novembre 1956.
48. « Les Fossoyeurs, réponse à Claude Fuzier », supplément à Corr. soc. int., n° 69, janvier 1957.
49. Tenue blanche à l'Étoile polaire, lus mai 1957. Arch. Étoile polaire.
50. « Le socialisme international et l'opération de Suez », Revue socialiste, n° 100, août 1957. L'article est publié avec un chapeau précisant qu'il n'engage pas la rédaction de la revue et à plus forte raison le Parti socialiste. Marceau entre à ce sujet dans une colère homérique. La couverture de la revue précise en effet depuis toujours qu'« aucun article n'engage la Revue ». Il vivra ce chapeau supplémentaire comme une nouvelle discrimination.
51. 28 juillet 1956.
52. « Matériaux pour un journal ». Arch. J. Outin.
53. « Matériaux pour un journal », 18 juillet. Id.
54. Marceau n'avait jamais utilisé, ni oralement, ni par écrit de terme semblable. On trouvait tout au plus des expressions proches dans des extraits d'articles de Hal Draper (Labour Action, 12 novembre 1956) et de Robert Louzon (Révolution prolétarienne, novembre 1956) reproduits dans la revue de presse de Corr. Soc. Int.
55. Déclaration au secrétaire de la 15ème section, 21 décembre 1956. Arch. J. Outin.
56. Les affaires disciplinaires suivront donc leur cours. Le CD du 21 janvier, par 28 voix contre 4 et une abstention, transmet son cas à la commission des conflits. Celle-ci, le 21 février, le suspend pour un an de toute activité de représentation à l'intérieur et à l'extérieur du parti.
57. Compte rendu du congrès de Lille. Arch. Ours.
58. « Pologne, Hongrie et Russie : essai d'interprétation socialiste », Revue socialiste, n° 104, février 1957.
59. 21 octobre, publié dans l'organe des Jeunesses communistes des usines Csepel.
60. « La Jeunesse socialiste, espoir du monde ». Texte manuscrit. Arch. J.-J. Marie.
61. « Pologne, Hongrie et Russie : essai d'interprétation socialiste », Revue socialiste, n° 104, février 1957.

62. « Libres Dialogues », décembre 1956-janvier 1957. Archives J.-J. Marie.
63. La Commune, n° 1, avril 1957.
64. « Te dirais-je que c'est pour moi une grande joie d'écrire sur elle [la guerre d'Espagne] avec toi. » (Broué à Pivert, juin 1957. Arch. J. J. Marie.)
67. « Aux camarades du cercle Zimmerwald », 18 janvier 1958.
65. La Commune, n° 3, juin 1957.
68. « Mon cher Jean-Jacques », 24 août 1957. Arch, J.-J. Marie.
66. « Atmosphère très cordiale et très sympathique », commente-t-il dans
69. « Pour une politique socialiste », Tribune du socialisme, n° 5, 4 mai.
70. Paul Teitgen, secrétaire général de la Police à Alger, démissionne en mars : il a recensé trois mille cas d'exécutions sommaires, de tortures ou de disparitions. S'accumulent sur la torture les témoignages et les appels de Jean Muller (Témoignage chrétien), de P.-H. Simon (Contre la torture), du Professeur Marrou (Le Monde), de Robert Bonnaud (Esprit), du général de la Bollardière, de Vercors. Le 23 mars, c'est le gaulliste de gauche, René Capitant qui signale la disparition de son ancien élève, Ali Boumendjel.
71. Notes manuscrites, 23 avril 1957. Arch. J. Outin.
72. Il s'agit peut-être de l'Institut français d'histoire sociale qui est pourtant un centre d'histoire pluriel et non un cercle.
73. Jean-Jacques Marie avait adhéré aux Jeunesses socialistes au début de l'année 1956. Un voyage durant l'été en Afrique, et notamment au Sénégal, le met en contact avec des pratiques de la social-démocratie, qui le choquent profondément. A son retour, il prend contact avec Pivert, dont il avait lu des articles dans la Revue socialiste, et avec lequel il avait déjà correspondu. En quelques mois, le jeune social-démocrate un peu critique deviendra un fervent « pivertiste ».
74. « Mon cher Jean-Jacques », 11 juillet 1957. Arch. J.-J. Marie. 75. 11, 18 et 21 juillet. Id.
76. 11 et 18 juillet, 4 août. Id.
77. 26 juin 1957. Note à l'équipe de CSL Texte dactylographié. Id.
78. La sentence de la Commission des Conflits avait arbitrairement modifié l'article 52 des statuts prévoyant l'interdiction d'occuper un poste en lui ajoutant l'interdiction d'accepter une délégation interne au parti. Elle éliminait ainsi Pivert des congrès, même s'il y était désigné comme délégué. Cf. lettre à André Philip, 2 mai 1957. Arch. Ch. Lancelle.
79. Contribution au travail politique de l'opposition. Pivert à Seurat, 13 juin 1957. Arch. J.-J. Marie.
80. In Gilles Morin, op. cit. Probablement automne 1957.
81. Dès le mois de juin, selon la déclaration de Nasba Ahmed, membre du Bureau politique du MNA, in Mohamed Harbi, Le FLN, Mirage et réalité, Éditions Jeune Afrique, 1980.
82. En dehors de son activité au sein du Comité pour la libération de Messali Hadj, il est alors l'un des visiteurs réguliers de Mohamed Maroc, membre du Bureau Politique du MNA emprisonné à la Santé.
83. Lettre d'Andrée Viénot.
84. Corr..soc. int., n° 79, décembre 1957. janvier 1958.
85. Le 6 décembre, Bellounis publie un appel qui commence par « L'Algérie doit être liée à la France: il est impensable qu'elle souhaite s'affranchir des liens qui la rattachent à la France. » A ce propos, Pivert rend aussi compte d'une intéressante réunion de La Commune qui se tient le 7 décembre 1957, et à laquelle participent Maurice Clavel et Pierre Lambert. Pivert conclut pour sa part : « On a tout fait pour écraser l'avant garde politique de la révolution algérienne, les messalistes 1...] Qu'on ne s'étonne pas que tout cela soit à présent dans le chaos. (« Matériaux pour un journal». 7 décembre 1957. Arch. J. Outin.)
86. Échos, notes et commentaires, texte manuscrit pour Corr. soc. int., 1958. Arch. J.-J. Marie.
87. « Scènes de la vie parisienne », 14 janvier 1958. Id.
88. « Pour une politique socialiste », Trib. du soc., 2^e article, 4 mai 1958.
89. Sur Pierre Mauroy, Marceau est sévère : « Chèvre au syndicat et chou au parti » 1...] « c'est donc

une "recrue" qui fait un triste métier » [...] « ce genre de militants ne peut servir à rien ». (Note manuscrite, 8 janvier. Arch. J.-J. Marie).

90. « Pour l'équipe (BO). Avec urgence pour J: J. M., 11 février 1958. Id.

91. « Il faut enfin choisir », 20 février 1958.

92. Lettre à Robert Verdier (et à Depreux, etc.), 12 février 1958. Arch, J.-J. Marie.

93. « Révolution et contre-révolution en Algérie », Revue socialiste, n° 100, juillet 1958. Cet article paraît après sa mort, précédé d'un chapeau de la rédaction, qui indique qu'il a été écrit en avril, mais que, à la demande de la rédaction, Marceau réécrivit le 29 mai le dernier chapitre « Comment en sortir » « pour tenir compte des développements en cours et actualiser sa pensée ». Comme nous avons eu en main l'original de cet article, il nous paraît nécessaire de faire les remarques suivantes :
1 Aucune des corrections manuscrites apportées par Marceau à son texte n'est reprise dans la version imprimée.

2 Toutes les notes ont été supprimées, y compris celles sur Ali Boumendjel « qui a été suicidé, en dépit des mensonges de R. Lacoste », ou celle sur la stalinisation du parti.

3 La partie n° 4, intitulée « Révolution et contre révolution en Algérie », et qui fait six pages, a été supprimée. Elle incrimine « l'absence complète de vision, de connaissances doctrinales élémentaires, de courage intellectuel et de caractère » de Guy Mollet, estime que la SFIO est désormais « un parti effectivement associé à la contre révolution et à l'union sacrée avec son propre impérialisme », etc. Nous ne savons pas dans quelle mesure ces coupes ont eu l'aval de Pivert ou ont été effectuées après sa mort. Nous utilisons, pour les citations ci-dessus, à la fois le texte imprimé et la version dactylographiée de la partie n° 4.

94. Il avait déjà, en août 1957, marqué le même souci en manifestant ses « réserves » à l'égard du numéro 4 de la Jeune garde, l'organe des Jeunesses socialistes de la Seine : « Je souhaiterais tout au contraire, écrit-il à Jean-Jacques Marie, que l'on n'entrât pas dans le détail des contradictions entre FLN et MNA » (« Mon cher Jean-Jacques », 19 août 1957. Arch. J.-J. Marie).

95. Marceau authentifie au passage ses contacts avec des militants du FLN. Le texte dactylographié contient en effet la phrase : « Nous avons eu des contacts, à Bruxelles, avec l'un de ses représentants. » Le début est barré et remplacé par « Un de nos amis avait eu ».

96. Pivert à Neltz, 14 février 1956.

97. G.D.H. Cole, Clovis Maksoud, Fesser Brockway, Andrée Viénot, Claude Bourdet, William Warbley, Jean-Marie Domenach, Lelio Basse, Georges Gleisberg, Ernest Labrousse.

98. Neltz à Pivert, 9 février 1956.

99. Rocard à Pivert, 11 février 1956. Les Anglais défendent Rocard « Clovis Maksoud m'a dit que Marcel (sic) Rocard travaillait avec enthousiasme pour la réunion, et qu'il avait arrangé les détails pratiques à Paris avec beaucoup d'adresse. » Washley à Pivert, 3 mars 1956. Arch. J. Outin.

100. A laquelle appartient Léo Hamon.

101. Rocard à Pivert, 14 février 1956.

102. On y trouve finalement, du côté socialiste, Depreux, Savary, Titeux, Rous, Weitz, Fay, Ries, Rimbert, Manier, Verdier, Desson et Laval. Et, du côté des non SFIO, Domenach, Bourdet, Stibbe, Hamon, Denis, Montaron, Detraz, Vignaux, Martinet, Lebrun, Duret, Craipeau, Naville, Vallon.

103. Note manuscrite à Pierre Mauriac, intitulée « Perspectives », datée du 26 juillet. Arch. J.-J. Marie. Cette réunion se tiendra au Patronage laïque du 15ème arrondissement, le 15 novembre 1956.

104. Pivert à Depreux, 1er novembre 1956. Cité par Gilles Morin, op. cit.

105. Un article signé « Hiram » n'est pas publié, rejet que Pivert attribue à Gilles Martinet.

106. Note manuscrite, probablement janvier 1957. Arch. J.-I. Marie. 107. Note à Jean-Jacques Marie et Manse Poimudeau, probablement janvier 1957. « Zim. » désigne le Cercle Zimmerwald. Arch. J.-J. Marie.

108. « Note confidentielle pour les équipiers », probablement début de l'année 1957. Id.

109. « Mon cher Jean-Jacques », 24 août 1957. Id.
110. Suggestions d'un vieux, 4 décembre 1957. Id.
- 111- Suggestion tactique, 3 décembre 1957. Id.
112. « Mon cher Jean-Jacques ». 24 août 1957. Id.
113. Corr. soc. int., n° 83, avril 1958. Deixonne est devenu un fidèle mollétiste.
114. Pivert à Verdier, 12 février 1958. Arch. J.-J. Marie.
115. Pivert à Kishnen Pattnanak, 15 avril 1958. Id.
116. 27 mai 1958. Paru dans Corr. soc. int., n° 85, juin 1958.
117. 28 mai 1958. Id.
118. Vaugirard républicain, n°1, janvier 1958. Arch. G. Mollet.
119. Le choix inévitable, manuscrit (Matériaux pour...), juillet 1956. Arch. J. Outin.
120. Suggestions de Marceau Pivert, la Commune. Note manuscrite, sans date (probablement début 1957). Arch. J.-J. Marie.
121. « Expliquons patiemment », 2 avril 1958. Id.
122. « Aux camarades de la 15e » (Jacques Moreau), 9 mai 1958- Id.
123. « Réflexions et suggestions », 12 mai 1958. Id.
124. Dechezelles à Pivert, 30 mai 1958.
125. Le 30 mai 1958. Paru dans Corr. soc. int., n° 86-87, juillet-août 1958.
126. 29 janvier 1958, pour Kouvetis et Abbosch. Arch. Ch. Lancelle. 28 février, pour Balaguer. Arch. J.-J. Marie, etc.
127. Id.
128. Arch. J. Outin.
129. Oreste Rosenfeld, « Marceau Pivert n'est plus », Corr. soc. int., n° 86-87, juillet-août 1958.
130. « L'Internationaliste », id.
131. Germaine Pivert n'avait pas accédé à la demande du Grand Orient qu'il y eût un orateur au nom de la Franc-Maçonnerie. Elle avait estimé que les quatre allocutions prévues suffisaient « pour dire tout ce qui devait être dit ». (Tenue solennelle du 18 juin 1958. Arch. Étoile Polaire). Son éloge fut prononcé dans une tenue solennelle de sa loge, le 2 juillet 1958, par le Dr Alexandre Chevalier. Arch. Étoile Polaire.

ÉPILOGUE



Toute sa vie, une fois pris ses engagements d'homme mûr, Pivert fut tiraillé entre deux fortes convictions, dont rien ne disait pourtant à l'origine qu'elles dussent s'opposer.

D'un côté, il y avait sa foi en la capacité des travailleurs à changer le monde, sa foi en la lutte de classe, sa conviction que celle-ci ne se déployait pleinement qu'à l'échelle internationale. De l'autre, sa conviction qu'il fallait aux travailleurs de grands partis et une grande Internationale réunissant ces partis.

Il se considérait comme révolutionnaire, même pendant la brève période, après la Libération, durant laquelle, il est clair qu'il ne le fut point. Et si ses comportements apparaissent souvent hésitants, inachevés, à mi-chemin, c'est sans doute le fruit de cette contradiction : pas facile décidément d'être révolutionnaire à la SFIO. Il rompt. Il revient. Et de nouveau il rompt.

La première fois le ressort qui joue c'est la lutte de classe. La scission de 1938 se lit comme le refus d'abandonner les ouvriers et les paysans à leur sort, au profit de l'union nationale. La deuxième fois, en 1958, c'est l'internationalisme qui est en cause. Pivert est alors persuadé que les

nouveaux développements de la révolution passent par l'émancipation du tiers-monde. Or, il voit ses camarades de parti s'y opposer de toutes leurs forces.

Il est d'autant plus intéressant de réfléchir à ces ruptures que Pivert a côtoyé surtout les courants sociaux-démocrates dont les fondements peuvent apparaître prometteurs : Zyromski et les guesdistes des années trente, puis la coalition de gauche qui se forme en 1946 autour de Guy Mollet.

Mais les premiers, à l'approche de la Seconde Guerre mondiale, choisissent l'union nationale. Et la gauche de 1946, méthodiquement disloquée par Guy Mollet, voit ses dirigeants célébrer l'Algérie française et se précipiter dans les bras du général de Gaulle.

Pivert n'aime pas les ruptures. Il est l'homme des retrouvailles, de la fraternité et du rassemblement. Il n'est pas l'homme des scissions et des séparations. Et s'il se convainc peu à peu, à l'approche du 13 mai 1958, de la nécessité d'une nouvelle rupture, c'est aussi parce qu'il aperçoit, dans le monde qui bouge, la possibilité d'un nouveau départ. Il y a la révolution coloniale qui gronde, il y a cette « petite gauche » si longtemps méprisée qu'il redécouvre à travers le combat anticolonialiste, il y a le monde communiste qui se fissure et semble s'interroger.

Pourtant, ni en 1938, ni en 1958, Pivert ne souhaitait rompre. Il le fit à contre coeur, posant au parti dont il était membre une lancinante question : est-il donc impossible d'être un socialiste de gauche au sein du Parti socialiste ?

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE Archives



Archives personnelles de Jacqueline Outin (une partie est maintenant déposée au Centre de recherches sur l'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme, Université de Paris I).
Papiers des amis de Marceau Pivert. Archives nationales, fonds privés.
Archives de l'Étoile polaire (jusqu'en 1939). Centre de documentation du Grand orient de France.
Archives de l'Étoile polaire (à partir de 1946). Documentation de la Loge Étoile polaire.
Fonds Zyromski. Centre de recherches sur l'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme.
Archives du Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes, révolutionnaires et internationalistes.
Fonds Deixonnc. OURS.
Archives Guy Mollet. OURS.
Archives privées Jean Rous.
Archives privées Jean-Jacques Marie.
Archives privées Charles Lancelle.
Fonds Caput. OURS.
Dossier Marceau Pivert. Renseignements généraux.
Archives Preziosi. OURS.
Dossier de L'insurgé. Archives départementales du Rhône.

Bibliographie

Ouvrages

Abellio R., Les militants, Paris, Gallimard, 1975.
Bilis M., Socialistes et pacifistes, Pans, Syros, 1970.

Gombin R., Les socialistes et la guerre, Paris, Mouton, 1970.
Guérin D., Front populaire, révolution manquée, Paris, Maspero, 1976.
Jaquier M., Simple militant, Paris, Denoël, 1974.
Joubert J.-P., Révolutionnaires de la SFIO, Paris, Presses de la FNSP, 1977.
Kergoat J., La France du Front populaire, Paris, La Découverte, 1986.
Rabaut J., Tout est possible ! Paris, Denoël, 1974.
Raymond J., notice « Marceau Pivert » dans le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, sous la direction de J. Maitron et Cl. Penner, t. 38, Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 1990.
Rioux J. P., Révolutionnaires du Front populaire, Paris, UGE, 1973.
Stora B., Nationalistes algériens et révolutionnaires français au temps du Front populaire, Paris, L'Harmattan, 1987.
Zeller F., Trois points, c'est tout, Paris, Laffont, 1976.

Travaux universitaires

Ayme J.-J., Jeunesses socialistes 44-48, Mémoire de Maîtrise, Université des sciences sociales de Grenoble, 1981.
Bamps D., La SFIO et la guerre d'Algérie, Mémoire de DEA, Institut d'études politiques de Paris, 1986.
Chaumereuil A.-F., Marceau Pivert, biographie politique, Thèse de IIIème cycle, Paris 1.
Dreyfus M., Bureau de Londres ou Quatrième internationale, thèse de IIIème cycle, Paris 1, 1983.
Georgi F., La première bataille socialiste, Mémoire de Maîtrise, Paris 1, 1983.
Melinand C., Pivertistes et trotskystes, Mémoire de Maîtrise, Paris 1.
Morin G., De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au Parti socialiste autonome (1954-1960), Thèse de doctorat d'histoire, Paris 1, 1991.
Nadaud E., Une tendance de la SFIO, la Bataille socialiste (1931-1933), Thèse de doctorat d'histoire, Paris X, 1987.
Prager J., La Fédération de la Seine de la Jeunesse socialiste entre 1934 et 1939, Mémoire de Maîtrise, Paris 1, 1972.